

Nouvelle épreuve de force en Algérie

Le pari du pouvoir

POUR avoir « organisé, déclenché et conduit une conspiration armée contre la sécurité de l'Etat », MM. Abassi Madani et Ali Benhadj sont, depuis dimanche 30 juin, sous verrou, et seront, demain, appelés à « répondre de leurs actions devant la justice ». La face-à-face entre les militaires qui gèrent, tant bien que mal, l'état de siège, et les islamistes qui s'acharnent à les provoquer, a donc pris un tour nouveau.

L'armée avait déjà adressé plusieurs avertissements sans effet aux dirigeants du Front islamique du salut (FIS) qui avaient menacé d'un appel à la « guerre sainte » et l'état de siège n'était pas levé. Elle leur avait rappelé que « nul ne peut accéder au pouvoir en dehors des voies prévues par la Constitution ». Est-ce à dire, pour autant, que les militaires sont prêts à assumer les conséquences d'un acte propre à déclencher la colère des intégristes les plus déterminés ?

A l'évidence, pour gagner son pari, le pouvoir table sur la désunion du FIS, qui, depuis peu, s'étale au grand jour. Certes, les disciples de MM. Madani et Benhadj ont choisi la stratégie de la tension pour arriver à leurs fins. Convaincus que le résultat des élections, même très « prometteur » pour eux, ne leur serait pas, à coup sûr, favorable, ils semblent, au demeurant, peu enclins à jouer le jeu démocratique si éloigné de leurs convictions théocratiques.

MAIS il en est d'autres, au sein même de la direction collégiale du mouvement islamique, qui n'hésitent plus à dire, haut et fort - par calcul ou par conviction - que le FIS est en train de faire fausse route, que mieux vaut un bon compromis avec le pouvoir qu'un affrontement sans issue. Maintenant que MM. Madani et Benhadj ont été « neutralisés », pourront-ils assurer la relève, prendre le contrôle du FIS et devenir des interlocuteurs responsables ?

Des interlocuteurs d'un pouvoir civil qui ne se montre guère, laissant, plus ou moins à contrecoeur, les militaires gérer la crise. Pour l'heure, M. Sid Ahmed Ghazali, le nouveau premier ministre, fait peu parler de lui, sauf à dire sa volonté de conduire à terme le processus démocratique, tout en durcissant le ton vis-à-vis des islamistes. Quant au chef de l'Etat, M. Chadli, qui vient d'abandonner la présidence du FLN, ne s'emploie-t-il pas discrètement, de conserve avec l'armée dont il est issu, à restaurer l'ordre ?

DANS cette épreuve de force, les démocrates, pris en étau, se désolent d'en être réduits à compter les points. Plus que méfiance vis-à-vis des islamistes, ils ont tout simplement hésité à faire chorus avec le pouvoir. Grand responsable et grand perdant de cette crise, le FLN est, pour sa part, trop occupé à régler ses querelles intestines, pour aider valablement au rétablissement de la paix civile.

Par la voie de son guide spirituel, l'ayatollah Ali Khamenei, l'Iran a cru de son devoir de soutenir l'avènement du « règne de l'islam », car « cela, c'est l'exploit, va dans le sens des intérêts de tous les pays musulmans ». En arrêtant MM. Madani et Benhadj, le pouvoir vient de lui faire comprendre qu'on ne lisait pas le Coran de la même manière à Alger et à Téhéran.

M0147 - 0702 - 6.00 F



Les deux dirigeants du Front islamique du salut, MM. Madani et Benhadj arrêtés dimanche, seront traduits en justice pour « conspiration armée »

L'armée algérienne paraît résolue à engager l'épreuve de force avec le Front islamique du salut (FIS). Après avoir arrêté, dimanche soir 30 juin, ses deux dirigeants, MM. Madani et Benhadj, qui seront traduits en justice pour « conspiration armée », elle a pris le contrôle, lundi, à Alger, du quartier général du mouvement intégriste dont 2600 militants auraient été appréhendés depuis le début des troubles.

ALGER

de notre correspondant

Les deux principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS) ont donc été interpellés. Depuis plusieurs jours, le pouvoir semblait convaincu qu'il ne pourrait pas faire l'économie d'une mesure certes délicate à assumer, mais indispensable pour manifester sa détermination. La semaine dernière, à l'avant-veille de la prière du vendredi, l'armée, qui craignait que la situation ne s'en-

balte, avait déjà diffusé un communiqué menaçant pour dissuader les fidèles d'assister au pègre de MM. Benhadj et Madani à la mosquée algéroise de Kouba. L'on sait aujourd'hui qu'en cas de débordements elle est prête à frapper fort.

Il aura fallu attendre deux jours supplémentaires pour que les militaires trouvent le prétexte qu'ils attendaient pour intervenir.

GEORGES MARION

Lire la suite et nos informations page 3



Compromis en Yougoslavie

Après une deuxième intervention de la « troika » européenne, l'armée a accepté de regagner ses casernes. Un président de la Fédération a été nommé

Après l'accord entre la direction collégiale du mouvement islamique et la Slovaquie, l'armée fédérale devait regagner ses casernes lundi 1^{er} juillet. Selon Ljubljana, les combats ont fait 63 morts depuis le 27 juin. Peu après la nouvelle visite, dimanche, à Belgrade, de la « troika » européenne, M. Stipe Mesic, Croate, a été nommé président de la direction collégiale de la Fédération, ce qui met fin à une crise d'un mois et demi.

LIJUBLJANA

de notre envoyée spéciale

Alors que la troika européenne se rendait à Belgrade, le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, arrivait, lui, dimanche après-midi 30 juin, à Ljubljana, pour négocier un dénouement pacifique de la crise avec le chef du gouvernement slovène, M. Ljudevit Peterlic. Cette visite survenait plus de trois jours après le début de l'intervention de l'armée fédérale, qui a fait soixante-trois morts, selon les autorités de Slovénie. A l'issue de quatre heures

d'entretiens, les deux délégations sont parvenues à un compromis sur quatre des cinq questions controversées. M. Markovic a annoncé qu'une commission mixte serait chargée, dès lundi 1^{er} juillet, de superviser son application et de régler les questions restées en suspens. Les principaux points de l'accord reprennent en fait les termes de celui signé en présence de la délégation européenne, vendredi 28 juin, à Zagreb, et qui avait échoué. En l'occurrence, le compromis intervenu confirme l'arrêt des hostilités, le

monitoire de trois mois (sans préciser s'il porte sur l'ensemble de la déclaration d'indépendance de la Slovaquie ou seulement sur la poursuite du processus d'« émancipation ») et l'élection de M. Stipe Mesic à la tête de la présidence collégiale. De plus, à la demande de la Slovaquie, les troupes fédérales devaient se retirer, dès lundi, dans les casernes. Le cinquième point de divergence concerne le problème des frontières.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 7

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement à géographie variable

■ La TGV et la micheline. ■ Hani : aide-toi, le ciel t'aidera. ■ La chronique de Paul Fabra : le temps et l'emploi.

pages 21 à 24

Les chemins roses de l'opposition

I. - L'espoir au présent

La chute de la gauche dans les sondages redonne confiance à l'opposition. Nous examinons, dans une série de deux articles, la façon dont elle envisage son éventuel retour au pouvoir en 1993.

par Daniel Carton

C'est en mai, après le conflit du Golfe, que les têtes se sont mises vraiment à tourner. Des sondages meilleurs, des élections partielles encourageantes, un président de la République défilé de ses galons de chef de guerre, une armée socialiste embourbée face à une opposition sortant enfin de l'ornière de ses primaires, et puis ce fameux « effet Cresson ». L'opposition semble succomber aux délices de son nouvel élan.

Dans deux ans, les élections législatives. C'est encore loin, mais ils en rêvent tous déjà. On espère, on parle, on suppose à loisir. On réinvente la cohabita-

tion. On dit même que, en certains lieux, la consultation des ministères aurait commencé. Après trois années de misères et dix de mitterreodisme, la confiance règne à droite. « Vive ment demain ! », proclament en 1986 les affiches du RPR. Cinq ans après, ce slogan est incrusté dans tous les esprits.

Où va la droite ? « A la victoire ! » Alain Juppé ne s'embarrasse pas de formules, pas plus que son compagnon Nicolas Sar-

kozy. « Oui, prétend le maire de Neuilly-sur-Seine, nous allons gagner les législatives, sans ambiguïté et quel que soit le mode de scrutin. » « La réponse qui domine tout le reste, explique François Bayrou, c'est que nous allons vers l'alternance. » Valéry Giscard d'Estaing effleure la même certitude serotale : « Les forces principales jouent dans le pays en faveur d'un succès de l'opposition assez large. »

Lire la suite page 9

La mort du philosophe Henri Lefebvre

Le philosophe marxiste Henri Lefebvre est mort dans la nuit du 28 au 29 juin à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Ancien membre du PCF, qu'il avait quitté dans les années 50, il était de ceux qui avaient tenté de rénover le marxisme. Ses enseignements à Strasbourg et à Nanterre avaient été le creuset où s'étaient élaborées nombre des idées du mouvement de mai 1968. Un de ses grands apports théoriques fut d'avoir fait du quotidien un champ d'exploration sociologique et de réflexion philosophique.

Lire page 15 l'article d'OLIVIER CORPET et le témoignage de JEAN DUVIGNAUD



Cet été, Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Julliard

« C'est drôle, charmant, léger, dans une tradition française du bon mot et de l'insouciance qu'il faut cultiver et protéger comme une plante précieuse. »

MICHEL BRAUDEAU "LE MONDE"

DÉBATS

Contrôler les armements ?

La France doit rester exportatrice

par Hugues de L'Estolle

La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le Monde organisent, les 3 et 4 juillet à Paris, un colloque international sur le contrôle de la prolifération et des ventes d'armes de haute technologie. Plusieurs commissions aux-quelles participeront des personnalités françaises et étrangères traiteront, à l'Ecole militaire puis à l'Assemblée nationale, des thèmes suivants : que contrôler et pourquoi contrôler ? Comment contrôler ? Faut-il contrôler les échanges en matière de technologies de défense ?

► Pour tous renseignements, s'adresser à la FEDN. Tél. : 16 (1) 45-55-30-31, poste 56-88, ou 16 (1) 47-05-12-07.

MARIGNAN... 1515, victoire de François I^{er}. C'est une question à laquelle tous les Français savent répondre. Peu d'entre eux, en revanche, auront noté que cette victoire est, en grande partie, due aux arbalètes inventées, quelques siècles auparavant, pour l'usage exclusif de la garde pontificale. La papauté ne devait pas beaucoup plus tard autoriser la vente de cet armement à des tiers.

Ce retour en arrière souligne que les notions inséparables de vente et de contrôle des ventes d'armement ne sont pas vraiment nouvelles.

Le récent conflit du Golfe a relancé dans le monde, et surtout en France, ce vieux débat. Il devait s'y ajouter une composante nouvelle

relative aux armes de destruction massive NBC. Ce domaine est certainement le plus menaçant pour les équilibres régionaux et mondiaux. Ainsi faut-il souhaiter que la planète entière souscrive aux propositions avancées par le président de la République le 3 juin 1991. Pour la France et son industrie, il est à noter que celles-ci sont l'expression d'une politique pratiquée depuis de nombreuses années déjà.

Concentrons-nous alors sur les armements dits conventionnels. La France occupe, dans ce secteur, le troisième rang mondial, loin derrière les États-Unis et l'URSS. Le peloton des pays exportateurs d'armement ne se limite pas à ces trois intervenants. Il a une tendance lourde à s'étoffer, incluant même

des pays neutres. Ce constat appelle trois remarques :

— La France n'a pas une position singulière ; la plupart des pays développés sont exportateurs d'armement. Le Japon fait exception, mais pour combien de temps ?

— La demande provient des pays non industrialisés ou en voie d'industrialisation. Evidence, puisque producteurs et exportateurs se confondent souvent avec le statut de pays industriellement développés.

— Enfin, il est impossible de décaler des marges miroiriques sur le marché international de l'armement dans une ambiance devenue de plus en plus concurrentielle.

Pourquoi l'industrie française de l'armement est-elle et doit-elle rester exportatrice ? Pierre Joxe a donné une réponse claire le 6 juin 1991 devant l'Assemblée nationale :

«... pour renforcer l'effet de série, réduire les coûts unitaires, favoriser l'autonomie industrielle et donc limiter le financement budgétaire dans le développement des nouveaux matériels. » A cette réponse déjà complète, deux autres arguments pourraient être ajoutés : l'un militaire, l'autre économique.

Pour nos armées, l'exportation, face à la concurrence, est la confirmation que, du point de vue de la performance/prix, le matériel proposé est compétitif. Pour ce qui relève de l'économie, les exportations françaises d'armement (20 à 30 milliards de francs par an) comptent sensiblement outre-déficit commercial en matière d'équipement industriel. Est-il alors nécessaire de s'interroger sur l'opportunité de ne pas continuer à promouvoir nos armements à l'exportation ?

L'exemple américain

Il est vrai, certains produits souffrent plus que d'autres. Réduction globale de la demande et intensification de la concurrence en sont les causes. Mais, dans son ensemble, l'armement constitue l'un des quelques pôles d'excellence de l'industrie française, dont on ne voit pas en quoi il pourrait être efficacement remplacé. Le récent retour d'Alcool-Alshom dans le secteur de l'armement, s'appuyant sur ses technologies civiles, montre bien que d'autres secteurs économiques, et non des moindres, partagent cette analyse.

Fortement concurrencées, indispensables à la mise en œuvre de notre politique en général, les exportations d'armement sont totalement contrôlées par le gouvernement et les administrations concernées. On peut affirmer, à ce jour, que le contrôle exercé par la France sur ses exportations militaires est le plus strict de tous ceux mis en place par les autres pays industrialisés exportateurs.

Certains ont évoqué récemment l'éventualité de voir le pouvoir législatif jouer un rôle plus actif. Je me limiterai à une seule constatation. Les États-Unis sont le seul pays où le Congrès est impliqué. C'est aussi le premier exportateur. Pure coïncidence ou relation de cause à effet ? Il est bien difficile de répondre.

Néanmoins, cependant que le Congrès se soumet à la loi, la France, elle, est soumise à une série d'affaires, est sur le point d'être signée. Cela implique, à ce stade d'avancement, l'intervention des lobbies, des producteurs, des acheteurs et des opposants. Ce qui explique, d'une part, beaucoup de sévérité aux débats et, d'autre part, genre souvent, par souci d'équilibre et de compromis internes ou externes, de nouvelles affaires.

Dans un monde quotidiennement dominé par la « guerre économique », la France et, avec elle, l'Europe ont à maintenir, voire à élargir, leur part du marché mondial. Admettons même que ce marché rétrécisse par « la recherche d'un équilibre des forces au niveau le plus bas, respectant le droit de chaque Etat à la sécurité ». Cet objectif suppose tout à la fois le développement de la coopération internationale, la sauvegarde du concept de préférence européenne et un redéploiement partiel de nos efforts conjugués de pénétration dans certains régions du monde. Ironie, dans la zone Pacifique, par exemple.

Cela suppose, établie et adoptée, une politique industrielle internationale de l'armement français. Tous, chacun à son niveau, et dans son domaine de compétence, pourraient alors s'atteler avec fierté à sa promotion, au lieu de souffrir de sa nécessité.

► Hugues de L'Estolle est ancien vice-président des affaires internationales de Dassault-Aviation.

Tentations du tiers-monde

par Pierre Dabiez

Si la notion de « tiers-monde » a toujours été ambiguë, elle l'est plus encore depuis qu'une transposition sommaire de l'affrontement Est-Ouest conduit à accorder trop souvent l'idée d'un affrontement Nord-Sud, la notion de « prolifération » n'est pas, de son côté, plus claire.

Le Sud n'est pas homogène et l'est d'autant moins lorsqu'on parle de prolifération que cette dernière est très largement cas d'espèce. Elle ne concerne pas toutes les ventes d'armes, quand bien même il serait souhaitable que celles-ci soient les plus réduites possibles, mais les armes et les technologies « déstabilisantes », propres, dans un cadre régional en particulier, à rompre des équilibres qu'il convient au contraire de conforter.

Bref, à moins de recourir d'une manière drastique à un nouvel ordre impérial ou impérialiste qui ne manquerait pas d'amplifier les tensions et de provoquer des tollés, la « non-prolifération » est une problématique complexe qu'on risquerait de rendre inopérante si on la simplifiait. Visant à empêcher, limiter ou doser les transferts de technologies ou d'armements, non seulement elle doit prendre en charge, comme le « désarmement » lui-même, le souci légitime de sécurité des Etats impliqués, mais elle doit intégrer de multiples données économiques, techniques, psychologiques et, bien entendu, géopolitiques et politiques, tenant compte aussi bien de la nature des produits et des technologies transférées que de leur caractère dual — militaire et civil à la fois — souvent fort difficile à déceler, enfin des objectifs politiques et militaires poursuivis par des clients dont il convient du même coup d'apprécier les potentialités et le comportement.

Si le contrôle de la prolifération nucléaire — encadré par l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, le traité de non-prolifération (TNP) et le club de Londres — n'est pas nouveau et a permis de stabiliser un processus qu'on imaginait bien plus extensif, voilà une quinzaine d'années, la guerre du Golfe, d'une part, et la prolifération balistique, d'autre part, ont souligné l'acuité et l'urgence du problème. La première a montré où se situe, la seconde a montré où se situe, l'extension du champ des ventes — militaire et civil à la fois — souvent fort difficile à déceler, enfin des objectifs politiques et militaires poursuivis par des clients dont il convient du même coup d'apprécier les potentialités et le comportement.

Le missile, voilà l'ennemi ! Car l'arme nucléaire comporte une connotation dissuasive ; l'arme chimique est, d'une certaine façon, un mythe dont on peut avoir bon espoir de se débarrasser à bref délai. Les fusées, en revanche, qui ont déjà entraîné les Américains, après le spoutnik, à modifier totalement leur stratégie face à l'Union soviétique, multiplient les vulnérabilités, favorisent l'irrationnel par leur imprévisibilité et, par leur précision moderne, ouvrent la porte à tous les dangers.

Il ne s'agit pas de dramatiser et de voir a priori le Nord offert aux coups de ongles de certains, il est vrai, sont déjà à longue portée. La coopération internationale se développe, la démocratisation — même si elle n'est pas une panacée — gagne, les droits de l'homme s'imposent peu à peu, le progrès engendre la responsabilité. Dans un contexte multipolaire où le messianisme, les ambitions, les frustrations et les baïnes demeurent, peut-être pour autant laisser régner l'état de jungle ? Non seulement chacun, où qu'il soit, doit pouvoir être à l'abri dans son territoire national et, par-delà, protéger, à l'heure libérale, ses sources d'approvisionnement, sa liberté d'action et ses intérêts, mais il convient d'empêcher que l'instabilité, les couples infernaux, bref, la loi du plus fort étayée par des armes hautement sophistiquées ne débouche sur des convulsions capables de proche en proche de devenir mondiales.

Pour les plus grands qui — même s'ils n'ont pas, par cette seule qualité, le « droit d'ingérence » — se trouvent objectivement en position de régulateurs d'une situation qu'ils doivent, dans l'intérêt général, gérer en association avec les autres, plusieurs solutions, à vrai dire non exclusives, se présentent :

— « Jouer les gendarmes. » On en mesure, après le Golfe, les limites et les conséquences psychologiques et politiques, l'impérialisme n'étant un remède ni durable, ni recommandable.

— « Être en mesure de « se défendre » en se hissant en permanence à un niveau technologique hors d'atteinte, que ce soit sur le plan nucléaire, pour les pires hypothèses,

ou sur celui des ongles balistiques tactiques (ATBM) du type Patriot, Superpatriot, Erinn, Thaal, Arrow ou Aster (les programmes en cours ne manquent pas, voués à intercepter d'une façon plus ou moins performante les éventuelles fusées adverses. Solution sans doute nécessaire, mais source de dépenses et de compétition sans fin.

— « Laisser proliférer », avec l'espoir qu'un partage des capacités aérolaires conduira, par le canal d'une dissuasion généralisée, à un blocage et à la paix. Solution, cette fois, à haut risque, non seulement parce qu'il n'est pas dit qu'une dissuasion « existentielle » s'établisse comme elle s'est établie sur l'axe Est-Ouest, mais parce que la stabilité en ce domaine suppose des conditions de niveau, de seconde frappe et de rationalité qu'on ne peut imaginer sur l'axe Nord-Sud.

— « Renforcer les contrôles », enfin. On ne peut y échapper !

La difficulté d'un contrôle étendu et musclé, si elle est évidemment technique, est plus encore politique, encore que les deux soient mêlés. Ce qui se passe du point de vue technique, c'est que le Sud a échangé, à progressé sous l'angle technologique, détiert ici ou là ses propres industries, pratique des coopérations croisées, non seulement à sa profit des transferts de connaissances liés aux contrats d'armement et aux sous-traitances qui lui étaient concédés, mais — en dehors même des trafics illégaux — s'est initié aux détournements militaires des technologies civiles qu'il acquiesc. Chose d'autant plus facile qu'entre les deux domaines, civil et militaire, les solutions de continuité se sont estompées : il n'est qu'à penser à l'espace, à l'électronique ou aux télécoms pour le mesurer.

Retour aux Nations unies

Renforcer donc les dispositifs actuels voués à la non-prolifération n'est pas suffisant. Certes, qu'il s'agisse du TNP pour ce qui concerne l'arme nucléaire ou du « régime de contrôle de la technologie des missiles » (MTCR), il faut le faire : servir les rangs, prendre des mesures plus contraignantes, user de rétorsion à l'égard des contrevenants, instaurer des vérifications... C'est, cependant, à un autre niveau qu'il faut se placer : au niveau du Cocom (Comité de coordination pour le contrôle des échanges multilatéraux) tel qu'il fonctionnait et fonctionne encore, quoique de façon moins rigoureuse, face au bloc de l'Est, surveillant, outre les exportations de matériels de guerre et de matières nucléaires civiles, un très grand nombre d'équipements et de produits bivalets, susceptibles de transiter d'un bord à l'autre. Approche globale, préconisée par certains depuis des années (1), laquelle toutefois, soulève, parmi d'autres difficultés, celle d'avoir à établir des listes sans fin d'articles à contrôler, compte tenu du niveau technologique, bien plus modeste que celui de l'URSS, de nombre de pays concernés.

Contrôler, interdire le cas échéant, bloquer inévitablement certaines perspectives de progrès et finalement discriminer, puisqu'il s'agit, dans les cas limites, de séparer le bon grain de l'ivraie et de juger qui est fiable et qui ne l'est pas... Nous voilà arrivés au stade politique. On imagine les levées de bouillottes au nom de la souveraineté et de l'égalité. Le jeu doit donc être progressif, souple et ouvert, d'autant qu'il implique quatre protagonistes : les vendeurs et les clients, souvent complices au nom de la liberté, les Etats, partagés entre leur conscience et leurs intérêts, enfin la communauté internationale, par nature divisée. Force n'en est pas moins de passer du contrôle des Etats (2) au niveau supérieur des Nations unies et du Conseil de sécurité, comme y insiste, d'ailleurs, le plan français récemment élaboré.

Il n'y a point à terme de substitut, quelles que soient les embûches et les difficultés. Encore faut-il associer et accorder des compensations plus que contraindre, le spectre de l'hégémonie devant être à tout prix exorcisé ; de même, rechercher inlassablement par des mesures de confiance l'atténuation des conflits et l'instauration d'équilibres régionaux hors desquels toute mesure sera privée d'efficacité.

► Pierre Dabiez est président de la Fondation pour les études de défense nationale. Professeur à l'université Paris-1.

(1) Voir notamment les travaux du Centre de recherches « Droit et défense » de l'université Paris-V.

(2) En France, la CREEM (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre).

Renoncer au secret

par André Postel-Vinay

CERTAINES des propositions du plan français de « maîtrise des armements et de désarmement » concernent l'institution d'un contrôle international des ventes d'armes. Il faut espérer que ces propositions aboutiront, mais il faut espérer aussi, sans attendre leur succès, nous allons nous efforcer de mieux contrôler nous-mêmes nos exportations de matériels de guerre. Parmi ces exportations, celles vers le tiers-monde sont, de très loin, les plus importantes : au cours de la dernière décennie, elles ont sans doute été de l'ordre de 80 % du total. Ces ventes d'armes aux pays en voie de développement sont habituellement contrôlées aux intérêts des pays destinataires. De plus, elles peuvent être très coûteuses et dangereuses pour nous-mêmes, comme la guerre d'Irak vient de nous le montrer.

Dès lors que nous acceptons l'idée d'un contrôle international de nos exportations militaires, nous devons normalement renoncer au « secret-défense » qui couvre aujourd'hui ce commerce. Cette renonciation serait pleine et entière. On ne voit pas pourquoi nous chercherions à dissimuler des ventes d'armes destinées à nos alliés occidentaux, ni pourquoi nous voudrions des armes à des pays « développés » en qui nous croirions voir d'éventuels adversaires. Quant à nos exportations militaires vers les pays en voie de développement (PVD), elles ne correspondent à aucune politique de défense nationale. Elles sont déterminées par la très puissante influence de quelques groupes d'affaires, soutenus par un vaste réseau d'appuis administratifs et politiques. Ces groupes n'ont pas d'autre objectif que d'augmenter leur puissance et leurs profits. C'est pourquoi nous avons vendu des armes aux pays en voie de développement les plus divers, d'ambitions souvent opposées, par-

fois hostiles l'un à l'autre. Nos ventes successives ou simultanées à l'Irak, l'Iran, Israël, l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Egypte, la Libye et le Tchad témoignent de cet extraordinaire égoïsme. Nos exportations d'armes vers l'Irak ont été particulièrement aberrantes, vu leur importance, onéreuse, les conséquences possibles de nos fournitures nucléaires et la barbarie du régime irakien.

Faux grands contrats

On a souvent essayé d'excuser nos ventes d'armes aux pays en voie de développement en soutenant qu'elles sont bénéfiques pour l'économie française. Cette excuse n'est pas seulement insuffisante, elle n'est pas vraisemblable : malgré les « grands contrats » obtenus de l'Arabie saoudite et de quelques autres clients solvables, trop d'exportations militaires ont été faites vers des pays surendettés d'Afrique ou d'Amérique latine — ou vers l'Irak — pour que le bilan global de cet affreux commerce reste positif. Certes, ces pays surendettés ont payé nos entreprises exportatrices, mais ils l'ont fait au moyen de crédits bancaires français garantis par le Trésor. Leurs défaillances financières retombent donc sur l'économie française et les contribuables français. Quant aux pays en voie de développement, leurs intérêts généraux sont totalement négligés. Les marchés s'obtiennent par la corruption de leurs dirigeants.

La vente de vingt-quatre Mirage 2000 au Pérou, en 1983, est un exemple typique de ces opérations. Le Pérou n'avait nul besoin de ces Mirage, et le prêt français qui lui était accordé pour leur achat n'avait aucune chance

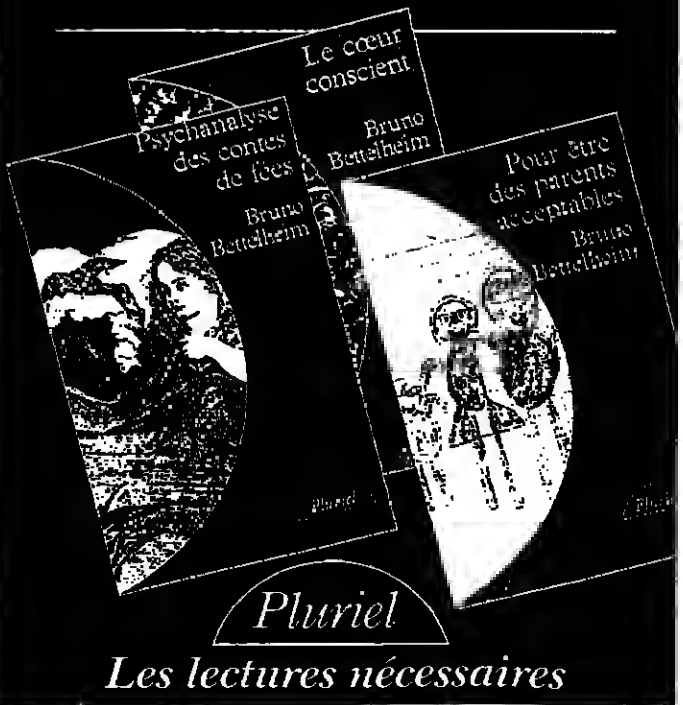
d'être convenablement remboursé. Ce pays était virtuellement en faillite. Sa dette avait déjà été rééchelonnée. Elle allait l'être de nouveau en 1983, année de la vente des Mirage. Depuis lors, la situation du Pérou s'est encore aggravée. Cette vente, onéreuse pour l'économie française, a été faite à un pays qui souffre d'une grande pauvreté, à un pays au bord de l'anarchie, engagé dans le cycle atroce de la rébellion-répresseion. Cet exemple donne une idée juste de l'état d'esprit qui règne dans ce genre d'affaires.

Le « secret-défense » n'a aucune justification dans ce commerce. Il ne sert pas à cacher des secrets de notre défense nationale ; il sert à cacher des opérations onéreuses. Plusieurs députés sont d'ailleurs intervenus, au cours des dernières mois, pour demander l'institution d'un contrôle du Parlement sur nos exportations d'armes. Le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron, a écrit au ministre de la défense pour réclamer la présentation d'un rapport annuel sur nos exportations de matériels de guerre. M. Pierre Joxe, ministre de la défense, vient de confirmer son accord sur la présentation de ce rapport annuel.

Sans même attendre la présentation de ce rapport et le vote d'une loi plus exigeante que la proposition de M. François Fillon, le gouvernement pourrait prendre immédiatement une mesure toute simple : autoriser le service des douanes à publier nos exportations d'armes, chaque semestre, pays par pays.

► André Postel-Vinay est inspecteur général des finances honoraire, ancien directeur général de la Caisse centrale de coopération économique.

Bettelheim en Pluriel



Dans un monde quotidiennement dominé par la « guerre économique », la France et, avec elle, l'Europe ont à maintenir, voire à élargir, leur part du marché mondial. Admettons même que ce marché rétrécisse par « la recherche d'un équilibre des forces au niveau le plus bas, respectant le droit de chaque Etat à la sécurité ». Cet objectif suppose tout à la fois le développement de la coopération internationale, la sauvegarde du concept de préférence européenne et un redéploiement partiel de nos efforts conjugués de pénétration dans certaines régions du monde. Ironie, dans la zone Pacifique, par exemple.

Cela suppose, établie et adoptée, une politique industrielle internationale de l'armement français. Tous, chacun à son niveau, et dans son domaine de compétence, pourraient alors s'atteler avec fierté à sa promotion, au lieu de souffrir de sa nécessité.

► Hugues de L'Estolle est ancien vice-président des affaires internationales de Dassault-Aviation.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourd, gérant
directeur de la publication
Bruno Fropard
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amiaud
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(responsable du directeur
de la rédaction)
Thomas Farenzi
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur 40-65-25-39
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-26
Télécopieur 40-60-30-10

كتاب من الأمل

ÉTRANGER

• Le Monde • Mardi 2 juillet 1991 3

ALGÉRIE : l'arrestation des dirigeants du Front islamique du salut

Nuit ordinaire à Bachdjarah

Depuis le début des troubles, les jeunes de cette cité de la banlieue d'Alger « jouent » à l'Intifada

ALGER

de notre correspondant

Après l'arrestation des deux principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, interpellés, dimanche 30 juin dans la soirée, à Alger, pour «conspiration armée contre la sécurité de l'Etat», la nuit a été relativement plus calme que les précédentes dans la capitale. Dimanche, l'ambassadeur d'Iran à Alger a été convoqué au ministère algérien des affaires étrangères pour répondre des déclarations faites la veille par les autorités de Téhéran. Celles-ci avaient souhaité «la victoire des musulmans» et l'avènement du «régne de l'islam» en Algérie.

Abassi Madani : un tribun obstiné

Depuis les émeutes d'octobre 1988 et la légalisation, un an plus tard, du FIS, Abassi Madani s'est, très vite, placé sur le devant de la scène politique. Trapu, alerte, le regard pétillant, la barbe rousse et fournie, il a su jouer de la «banalité» de son physique pour devenir, paradoxalement, un chef charismatique, acclamé par des milliers de fidèles.

Né en 1931 à Sidi Okba, dans l'est algérien, il fait des études de droit à l'université d'Alger. Après sa participation à un attentat à l'explosif contre Radio-Alger en 1954, il est arrêté par l'armée française et passera les sept années de la guerre d'indépendance en prison.

A sa libération, il est d'abord enseignant puis reprend des études supérieures et obtient une bourse pour aller suivre des cours de pédagogie en Grande-Bretagne. Il en revient avec un doctorat d'Etat et un titre de professeur à l'université d'Alger. Après sa participation à un attentat à l'explosif contre Radio-Alger en 1954, il est arrêté par l'armée française et passera les sept années de la guerre d'indépendance en prison.

Ali Benhadj : l'anti-démocrate

Ses prêches enflammés entraînaient, tous les vendredis, des milliers de fidèles autour de ses deux frères algériens, les mosquées Ibn Badis de Kouba et El Sunna de Bab-el-Oued. Silhouette d'ascète, visage émacié, imberbe, portant le plus souvent le «kamis» (robe blanche) des intégristes et coiffé d'une toque en forme de toupe, Ali Benhadj représente l'islam militant, radical, sans concessions. Ce Savonarole se vante d'être un «hors-la-loi», en ce sens qu'il ne reconnaît pour seule norme que la Charia, la Loi divine.

Né à Tunis en 1956 mais originaire de la région de Béchar, dans le sud-ouest algérien, Ali Benhadj passe trois ans en prison, de 1982 à 1985, pour ses activités clandestines. Depuis la création du FIS, en septembre 1989, il fait équipe avec M. Abassi Madani, qui, pour

apparaître sous les traits d'un «uléma», lui laisse volontiers le rôle de bouche-élu. Cependant, au bout de la nuit, il a souvent été vu, dans les rangs de FIS. Plusieurs membres de la direction collégiale avaient, en effet, publiquement rejeté le pouvoir personnel qu'il exerçait sur le mouvement intégriste. (AFP)

self-service, c'est un tout» ou «pas de charité ni de Constitution. Seul le Coran».

Abassi Madani s'est forgé une image de modéré tout au long de sa carrière politique. Dans la poursuite de deux objectifs : le pouvoir pour lui-même et un Etat islamique dont il annonçait l'avènement pour l'hiver prochain - c'est pour cela qu'il avait réclamé l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

Son obstination le pousse même, malgré l'échec patent de son appel à la grève générale islamique, à lancer des milliers de ses partisans dans les rues d'Alger. Ce mouvement prend l'allure d'un acte de désobéissance civile, que sanctionne, début juin, l'instauration de l'état de siège. Nouvelle fuite en avant, vendredi dernier : le menace de déclencher la guerre sainte si l'état de siège n'est pas levé.

Abassi Madani avait été, semble-t-il, particulièrement éprouvé, mais sans jamais le montrer, par la dissidence qui s'est manifestée, ces derniers jours, dans les rangs de FIS. Plusieurs membres de la direction collégiale avaient, en effet, publiquement rejeté le pouvoir personnel qu'il exerçait sur le mouvement intégriste. (AFP)

peut-être. Au carrefour qui en matérialise l'entrée, deux énormes chars, canons pointés sur la cité.

Presque chaque nuit, depuis le début des troubles, Bachdjarah, rattachée à la commune de Hussein-Dey et à la wilaya (préfecture) d'Alger, fait la guerre. Le scénario est immuable : le couvre-feu à peine en vigueur, les jeunes défilent dans les rues, encouragés par les haut-parleurs des mosquées et par le concert de casseroles des femmes.

Quelques minutes avant 23 heures, début du couvre-feu, la cité était calme, semblant reprendre son souffle après une journée sous un soleil de plomb. Quelques minutes après, la voilà en effervescence, parcourue, de toutes parts, par des bandes de gamins qui «jouent» à l'Intifada. Déboultent, bientôt, gendarmes et policiers des brigades anti-émeutes. Bref face-à-face. Aux pierres et cocktails Molotov qui pleuvent sur les forces de l'ordre répondent rapidement les balles. Quelques heures plus tard, alors que le couvre-feu est en passe d'être levé, la troupe se retire et ses adversaires rentrent dormir. Le lendemain, on remettra ça.

La nuit de dimanche à lundi n'a pas failli à cette toute neuve tradition. Les combats, malgré l'annonce de l'arrestation de M. Ali Benhadj, ont été nettement moins intenses que la veille, comme s'ils avaient, cette fois, touché d'abord les autres cités, de l'autre côté de la route. Vers 22 h 30, un haut-parleur anonyme a prévenu les femmes : «Préparez-vous à pousser vos joujoux». Les balcons se sont alors remplis de spectateurs, femmes et enfants. Les adolescents ont gagné la rue et les

terrains vagues alentour. Coiffés de keffiyehs palestiniens ou déguisés en maquisards «afghans», certains ont dressé des barricades dérisoires, faites de sacs-poubelles et de pierres ramassées aux alentours. Non sans difficultés, un autre s'est échiné à briser, à l'aide d'une fronde, les quelques empoignes qui éclairaient, d'une lumière chiche, des rues désolées. Les policiers ont ainsi plus de mal à ajuster leur tir.

A 23 heures, tout le monde était prêt à les recevoir : les manifestants qui ont poussé leurs premiers chants à la gloire de l'islam, les femmes qui tambourinaient sur leurs casseroles, les combattants qui attendaient l'assaut de pied ferme, les spectateurs prêts à soutenir les leurs. Et les policiers sont arrivés, exacts au rendez-vous. Ils auraient pu ne pas venir, éviter ces affrontements sanglants en ignorant la cité agitée, par ses révoltes et par ses mythes. Mais ils sont venus jouer le rôle que tous attendent d'eux.

La force de Dieu

Le bilan de ces affrontements répétés demeure incertain. Les morts, quand il y en a, sont discrètement enterrés et les blessés ne vont jamais à l'hôpital, de peur d'être interpellés par la police qui a consigné de relever le maximum d'identités.

A Bachdjarah, comme à Belcourt ou dans d'autres quartiers populaires, les «frères» ou les docteurs qui soignent les combattants et se

L'épreuve de force

Suite de la première page

Samedi 29 et dimanche 30 juin, un quartier entier d'Alger, celui de Belcourt, a vécu près de vingt-quatre heures en état de quasi-insurrection. Dès le couvre-feu, samedi soir, les manifestations ont éclaté, immédiatement suivies de l'intervention de la police. Les tirs, qui ont tenu éveillé toute la capitale, ont connu une intensité rarement atteinte.

Aux armes individuelles des policiers se sont ajoutées les automitrailleuses, qui, la nuit durant, ont fait entendre leurs rafales. Dimanche matin, la rue Mohamed-Belcourt, artère principale de Belcourt, jonchée de débris de toutes sortes, balayée dans l'obscurité par des poubelles renversées et des gaz lacrymogènes. Les radeaux de fer baissés des bottes portaient les traces des combats. Les chers citoyens ont le quartier.

Après une brève accalmie, les affrontements reprennent de plus belle, dimanche matin. Des groupes de jeunes gens, islamistes ou non, harcelaient les forces de l'ordre, dont la présence au milieu du quartier ne contribuait pas à ramener le calme. Aux lancers de grenades lacrymogènes, tirs de chevrotine ou rafales d'armes automatiques des uns répondaient les insultes et les frondes des autres. Un calme précaire ne devait revenir que dans l'après-midi.

L'explosion de colère de Belcourt, après celle, quelques jours auparavant, de Bab-el-Oued, et les troubles que connaissent, chaque nuit, les quartiers périphériques d'Alger ont poussé le pouvoir à agir. En frappant à la tête, il espère pouvoir éviter une répression massive et sanglante, dont la possibilité, sinon l'inévitabilité, était de plus en plus fréquemment admise dans les cercles politiques algériens. Sa détermination va de pair avec la nomination, vendredi 28 juin, d'un nouveau directeur général de la sûreté nationale, M. Mohamed Tolba. Le colonel Brahim Lahrech, qu'il remplace, avait été nommé il y a à peine un an par le premier ministre précédent, M. Mouloud Hamrouche ; la

conduite des opérations de maintien de l'ordre semble lui avoir été fatale.

Les justifications judiciaires des arrestations des deux dirigeants du FIS ne manquent pas, depuis la complication dans l'organisation des affrontements jusqu'à l'exhortation à la révolte armée. Ni M. Madani ni M. Benhadj n'ont été avantés de déclarations incendiaires. Sans doute aussi n'ont-ils pas toujours été prudents dans leurs fréquentations. Un Français converti à l'islam, M. Didier Roger Guyan, arrêté dès le début de l'état de siège avec un chargement d'armes, a aussi complaisamment mis en déclarations incendiaires les FIS lors d'une exhibition à la télévision.

Coup de poker

Mais, indépendamment de leur «habillage» judiciaire, les arrestations de MM. Madani et Benhadj auront aussi été favorisées par la situation au sein de l'organisation islamiste. Il y a quelques jours, trois membres de la direction collégiale du FIS étaient venus expliquer à la télévision que leur organisation avait été déformée de ses buts légitimes par M. Madani, qualifié, par l'un d'eux, de «dangereux pour le FIS comme pour les musulmans».

Deux des contestataires, qui se disent aujourd'hui menacés physiquement par leurs anciens camarades, étaient immédiatement exclus, le troisième, Cheikh Hachemi Sahnouni, étant «acquitté» au bénéfice du doute. Samedi, pourtant, un quatrième dirigeant du FIS, M. Mohamed Al Imam, annonçait sa dissidence, grâce, une fois encore, à la télévision, qui n'a jamais eut donné la parole aux islamistes que depuis qu'ils connaissent des dissensions internes.

Le pouvoir demeure persuadé que la division du FIS est profonde et de grande envergure. De fait, depuis le début du mouvement de contestation, le 25 mai, des divergences se sont publiquement manifestées à sa tête, notamment à propos de la poursuite de la grève générale. Contestés par un

taient. Malgré les tirs nourris d'armes automatiques, les habitants de Bachdjarah affirment n'avoir pas, jusqu'à, à déplorer beaucoup de morts. Le chiffre, disent-ils, est incomparable avec celui des émeutes d'octobre 1988, lorsque les policiers pourchassaient les manifestants dans chaque rue de la cité. Cette fois, les forces de l'ordre restent groupées à bonne distance des bâtiments. Et la précision de leur tir en souffre.

Les combattants sont loin d'être tous militants du FIS. Bachdjarah n'est pas, ni pisco, ni centre de loisirs, ni jardin d'enfants. Un cinéma est en construction et une petite cafétéria vient de s'ouvrir dans une pale copie de galerie marchande qui abrite les locaux de plusieurs partis politiques. Et lorsque commencent les combats, les solidarités de voisinage l'emportent sur les différends idéologiques.

Le FIS, néanmoins, donne le la. Sur les murs, c'est sa signature qui s'étale. Un dessin prend cruellement à partie l'ancien premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, qu'une photo célèbre a saisi alors qu'il protégeait, sous un parapluie, le président Chadli. Sur les murs de Bachdjarah, «l'homme au parapluie» arbore cette fois... Abassi Madani, proclamé, sous ce dais, président d'une hypothétique République islamique. Plus loin, c'est le chef de l'Etat qui est visé. D'une belle calligraphie rouge, une main a écrit : «Monsieur le président, la force de votre armée vous protège, mais pas celle de Dieu...»

G. M.

tract, MM. Abassi et Benhadj avaient su, à l'époque, reprendre habilement l'initiative, sans apparemment régler le problème au fond.

Selon un collaborateur du premier ministre, quarante des quelque soixante-dix membres de la direction du FIS seraient en désaccord sur les choix que leur aurait imposés M. Madani. Si telle est la vérité, les arrestations de dimanche devraient favoriser une «relève» à la tête de l'organisation intégriste et ouvrir une possibilité de dialogue entre le FIS et le gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali, comme de plus en plus de voix le réclament au sein du monde politique et de la mouvance islamique «modérée».

Mais si cette estimation est erronée, l'initiative prise dimanche peut fortifier la position des deux dirigeants emprisonnés et bloquer davantage une situation qui l'est déjà passablement. En ce sens, les arrestations de MM. Madani et Benhadj ont un côté «coup de poker» dont on ne devrait pas tarder à voir les conséquences. D'autant qu'une inconnue de taille demeure : les réactions de la rue. Les troubles qui ont agité Alger dimanche soir, alors que les arrestations étaient à peine connues, n'avaient apparemment pas l'ampleur de ceux des jours précédents. On devait être fixé lundi sur les risques d'un regain de violence.

GEORGES MARION

De l'état de siège à la «conspiration armée»

Mercredi 5 juin : à la suite de violents affrontements entre militants du Front islamique du salut (FIS) et forces de l'ordre dans les rues d'Alger, le président Chadli annonce l'instauration de l'état de siège, le renvoi du gouvernement de M. Mouloud Hamrouche et le report «à une date ultérieure» des élections législatives prévues pour le 27 juin et le 18 juillet. M. Sid Ahmed Ghozali est nommé, le soir même, pour former le nouveau cabinet.

Vendredi 7 juin : le nouveau premier ministre annonce la tenue d'élections législatives et présidentielle avant la fin de l'année. Le FIS annule son mot d'ordre de grève générale, lancé le 25 mai.

Lundi 10 juin : la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme s'inquiète des risques de «dérive de l'autorité militaire» et demande la levée de l'état de siège. La direction du FIS dénonce, de son côté, les «contamines» d'erreurs opérées dans ses rangs.

Mercredi 12 juin : un ressortissant français, M. Didier Roger Guyan, est arrêté à Oran, «en possession d'explosifs et d'armes à feu». Il affirme être venu en Algérie «pour défendre les islamistes». Un autre ressortissant français, M. Dominique Pierron, a été arrêté, quelques jours plus tôt, également à Oran, dans les locaux du FIS.

Mardi 18 juin : M. Ghozali présente le nouveau gouvernement, composé de vingt-neuf membres, dont aucun n'est issu du mouvement islamiste. Le président du FIS, M. Abassi Madani, qui souhaite du «succès» à la nouvelle équipe dirigeante, estime que «le pays s'oriente vers l'apaisement et la sortie de la crise politique».

Mardi 25 juin : l'agitation reprend dans les rues d'Alger, après que la police ait décollé l'enseigne «Commune islamique» apposée par les FIS sur le fronton de la mairie.

Mercredi 26 juin : le comité central du FLN se réunit à huis clos. Le chef de l'Etat abandonne son poste de président du FLN. Alors que les affrontements continuent, à Alger et dans sa banlieue, faisant officiellement treize morts et plus de soixante blessés, l'armée adresse une sévère mise en garde aux islamistes.

Jeu 27 juin : M. Ghozali rend hommage à l'apnée et condamne ceux qui voudraient «prétendre accéder au pouvoir par la violence». Le FIS annonce l'exclusion du Majlis Echour (la direction collégiale) de deux dirigeants islamistes qui avaient publiquement qualifié M. Madani de «dangereux pour le FIS et pour les musulmans».

Vendredi 28 juin : M. Madani menace de lancer la «guerre sainte» contre l'armée.

Dimanche 30 juin : les dirigeants du FIS, MM. Madani et Benhadj, sont arrêtés pour «conspiration armée contre la sécurité de l'Etat».

LIBÉRIA : le chef des rebelles s'engage à cesser les combats. Le chef de la rébellion libérienne, M. Charles Taylor, et le président intérimaire du Libéria, M. Amos Sawyer, se sont engagés, dimanche 30 juin, lors d'une rencontre à Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire, à «œuvrer ensemble pour établir la paix» dans leur pays. «C'est une victoire, non seulement pour le Libéria, mais aussi pour l'Afrique», a estimé le président Sawyer. De son côté, le dirigeant de la rébellion, a promis qu'il n'y aura plus de combats et que la guerre «était finie». (AFP, Reuters)

MARTIN OLOMUCKI LA CHIMIE DU VIVANT

QUESTIONS DE SCIENCE Collection dirigée par Dominique Leboucq HACHETTE

Site des Sciences et de l'Industrie

"La chimie et la biologie sont apparemment deux domaines scientifiques distincts que tout semble séparer : l'objet, le but, la mode de pensée de ceux qui s'y adonnent, les approches expérimentales, etc. Mais les frontières aujourd'hui s'effacent : on a découvert que les processus biologiques résultent en définitive d'interactions moléculaires élémentaires qui obéissent strictement aux lois de la chimie, elles-mêmes subordonnées à la thermodynamique. Il s'agit d'une véritable révolution dans la pensée..." MARTIN OLOMUCKI

ASIE

CHINE : lieu de naissance du Parti communiste

Shanghai saisie par la nostalgie du capitalisme

Le PC chinois célèbre, le 1^{er} juillet, le sixième-dixième anniversaire de sa fondation, en 1921. Cette date, remise en cause par l'historiographie récente, est l'occasion pour le régime de Pékin de relancer sa propagande à la gloire du socialisme.

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Le gag qui, à la mi-juin, déparait l'exposition organisée dans la maison, fraîchement restaurée, de l'ancienne concession française de Shanghai où est censé avoir été fondé le PCC, avait peu de chances d'être le fruit d'un accident. Sous la célèbre calligraphie de Mao Zedong, qui fut l'un de ses fondateurs, « Une étincelle peut mettre le feu à la paille », clou de l'exposition, l'ordonnateur des lieux avait apposé un autocollant « Défense de fumer » et installé une grande boîte rouge contenant une batterie de trois extincteurs.

Persone n'est certain que le PCC ait été effectivement fondé ici, dans cette maison bourgeoise au carrefour des rues de la Mauvaise-Pente et des Affaires-Propres. Au cours de l'épopée communiste, le premier congrès du PCC eut lieu à Shanghai, mais les divisions qui dès ce jour-là naissent entre ses chefs (voir encadré).

La suite est une histoire de soixante-dix ans de combats et de querelles que le régime n'a fait

que commencer à cacher sur le papier. Une histoire devenue incompréhensible au peuple au nom de qui ce parti régit. Les lycéens les plus doués de Shanghai ont été récemment « invités » à plancher sur l'histoire du PCC. La moitié ont échoué. Pour remédier à cet état de fait, son secrétaire général, M. Jiang Zemin, a proposé qu'on enseigne l'histoire officielle jusque dans les jardins d'enfants.

Le « saint des saints » de cette maison est la pièce où, sur une table ovale, treize tasses à thé, une théière et un vase rose ont été disposés « en l'état d'origine », précise le panneau explicatif. On dirait la Cène, avec, en prime, deux étrangers, envoyés du Komintern, symbolisés par des chaises en retrait.

Le parti, aujourd'hui, compte 50,3 millions de membres. A la fin de 1990, le nombre de postulants s'élevait à dix millions, dont un tiers âgés de moins de vingt-cinq ans.

Une gigantesque confrérie

Le régime présente ces statistiques comme autant de preuves de ce que son idéologie continue à faire recette en Chine, malgré son échec presque partout ailleurs.

En fait, ces chiffres reflètent mal l'état réel du parti, déchiré au cours des décennies par quantités de crises, scissions, violences, coups d'Etat déguisés, et aujourd'hui rongé par la corruption. Le PCC a purement et simplement

remplacé l'ancienne bureaucratie impériale. La réforme en cours de la fonction publique, présentée comme un effort pour séparer l'administration du parti, se limite à un aménagement qui ne remet pas en cause l'axiome énoncé en janvier dernier par l'un des caciques du régime, M. Song Ping : « S'assurer que les postes dirigeants du parti et du gouvernement soient tous occupés par des gens dévoués au marxisme ».

Mais combien, dans cette armée aux effectifs équivalents à la population française, croient en « la cause » ? « Pas plus de 10 % », répond en riant un écrivain issu lui-même du système, en semi-dégrâce pour cause de franc-parler. Le parti est en fait devenu une gigantesque confrérie qui garantit carrière et avantages matériels. Par endroits, comme dans le Sud, il s'agit au plus ni moins d'une carte de visite permettant de faire des affaires. Rien qu'en 1989-1990, 310 000 de ses membres ont été frappés de sanctions, et 127 000 exclus pour « activités décadentes », euphémisme désignant des malversations sur une échelle inadmissible. Il est toutefois rare que les membres du parti soient traduits en justice.

Ses chefs vivent dans un confort que le petit peuple soupçonne sans imaginer son étendue réelle. Le contraste entre les déclarations du régime — qui ne cesse d'exhorter la population au dur labeur — et la qualité un tantinet rétro, mais très luxueuse, de certaines résidences pour hauts cadres dans lesquelles l'étranger parvient occasionnellement à se glisser, fait rêver.

Les discours officiels, depuis 1989, confinent au surréalisme. « Les jours du capitalisme sont comptés », affirme sans appel un « vétéran communiste », « preuves » à l'appui : « Certains pensent que la révolution scientifique et technologique a ravivé les pays capitalistes, les a aidés à développer leur économie, à améliorer le bien-être de leurs travailleurs et à résoudre les contradictions entre Travail et Capital. (...) En fait, avec le développement de la productivité capitaliste, la contradiction entre la propriété privée capitaliste et la

SHANGHAI'S SUPERMARKET



production socialiste sera approfondie », estime encore M. Wang Shoudao, dans le *Quotidien du peuple*. Ici, dans la fièvre ancienne capitale de la haute finance chinoise, on a plutôt l'impression du contraire. Les gratte-ciel capitalistes étrangers, en copropriété avec l'Etat, poussent comme champignons, à un rythme plus proche de celui de Hongkong que partout ailleurs en Chine.

« L'évolution pacifique »

La Bourse, graduellement rouverte depuis 1984 et installée depuis peu dans l'ancien hôtel Astor, est encore embryonnaire. Mais déjà ses responsables patient de redonner à Shanghai — sous l'étiquette « socialiste » — sa splendeur passée de centre financier de l'Extrême-Orient. La zone de développement de Pudong, qui s'étend face au Bund, entre le fleuve

Huangpu et la mer, sera la plus grande de celles autorisées à pratiquer le capitalisme.

L'Etat-providence s'attaque à l'un de ses piliers, le logement. « Nous ne disons pas privatisation du logement, mais seulement commercialisation », dit, souriant aux lèvres, le responsable de la réforme qui vise à faire accéder la population à la propriété immobilière d'ici vingt à trente ans. Les moyens n'ont pas grand-chose de marxiste : l'épargne-logement obligatoire pour tous les salariés, et l'emprunt encouragé.

L'évolution culturelle saute aux yeux. Dans une voiture de la « Corporation de taxis des larges masses », la radio locale — officielle — joue du rock, avec des annonces en anglais-américain. Les boutiques de mode se rapprochent de leurs équivalents d'Asie capitaliste. Les galeries marchandes également. Ne les fréquentent pas que les étrangers. Nulle part ailleurs dans le pays l'existence d'une nouvelle classe moyenne n'est aussi visible qu'ici. Mieux, l'identité shanghaienne, que le marxisme

avait tenté d'effacer, est à nouveau debout, présente dans toutes les têtes.

Même la jeune tenancière de bar qui fut Du Yuesheng, le Al Capone du Shanghai d'après-guerre, grand collaborateur des Français dans la chasse aux communistes. Le Grand Monde, palais du plaisir de la concession française, transformé en centre de la jeunesse, a retrouvé son nom, mais tout de même pas sa fonction : on y joue des spectacles inoffensifs pour propriétaires méritants.

A Pékin, le parti tonne contre « l'évolution pacifique » imposée aux pays communistes par l'Occident capitaliste. Il justifie son règne en causant la fibre nationaliste. Le musée de Shanghai recèle quelques pièces à conviction, comme une pendulette intitulée « montre spécialement fabriquée par les capitalistes (sous-entendu : étrangers) pour superviser les ouvriers (sous-entendu : chinois) ». A côté, des plaquettes de bois ou métalliques utilisées dans une entreprise britannique « pour limiter le temps octroyé aux ouvriers pour aller aux W.C. ».

Les fonctionnaires ressassent la légende du père du Bund, à l'entrée duquel les étrangers auraient affiché « Interdit aux chiens et aux Chinois ». On n'en est pas encore, à Shanghai, à admettre que tous les pères de la ville furent ouvriers aux Chinois le 1^{er} juin 1923, sous Tchang Kai-shek, le chef nationaliste, comme en font foi les livres d'Histoire. Mais on s'en rapproche.

FRANCIS DERON

1^{er} ou 23 juillet ?

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

La date du 1^{er} juillet avait été choisie arbitrairement pour marquer la naissance du Parti communiste chinois, ses cofondateurs n'étant pas parvenus à s'entendre sur la véritable date du premier congrès, en 1921 à Shanghai. Comme l'explique Jacques Guillemin, expert en la matière, « d'évidentes raisons de sécurité, à la fois chinoises, l'usage du calendrier lunaire à côté du nôtre, la perte des procès-verbaux et des archives, la disparition des traits quarts des témoins, le silence voulu ou même les distorsions calculées de ceux qui ont survécu, sont autant de causes d'erreurs ou d'imprécisions » ayant mené à cette confusion (1).

La grande nouveauté, cette année, réside dans l'admission par le régime que cette date est fictive, puisque, reconnaît-il, le congrès a été tenu du 23 juillet, au 30 juillet 1921. Contre la version fournie par Mao Zedong, selon laquelle le congrès s'est tenu en 1921 à Shanghai, le régime reconnaît aujourd'hui — mort en 1979 au Canada, après avoir rompu avec le PCC en 1938, — qui affirmait que la parti avait été fondé par treize membres, au lieu des douze dont se souve-

nait le Grand Timonier. L'un d'entre eux, il est vrai — le vénérable He Shuhang — fut renvoyé dans son Hunan natal sous le prétexte qu'il était encore moins familier avec Karl Marx que les douze autres.

Il est également précisé que deux représentants du Komintern se trouvaient présents à la séance inaugurale. Le premier était le Hollandais Sneevliet, alias Maring. L'identité du second reste sujette à conjectures.

Pour la première fois depuis 1951, le PCC a publié en juin le premier volume de sa propre histoire. Les empires d'antan lésaient soigneusement ce soin à leur successeur, ce qui permettait de perpétuer leur légimité. L'ouvrage avait été mis en chantier après la crise de 1989, sous l'impulsion du chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, inquiet du sort qui sera réservé au régime communiste par la postérité. On ignore à quel rythme seront produits les volumes suivants : cela suppose que les caciques de la Longue Marche s'entendent sur le traitement à accorder à quantité de cadavres qui demeurent toujours dans les placards du régime.

F. D.

(1) Dans *Histoire du Parti communiste chinois*, tome I, Fayard 1975.

Des diplômes nationaux de 3^e cycle, des programmations spécifiques pour étudiants ou cadres d'entreprises !

■ DESS CAAE : Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 (inscription possible par minitel 3616 code IAE).

■ DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28

■ DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21

■ DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75140 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

LE SAVOIR-FAIRE

* Exclusivement réservés aux cadres confirmés

IAE
DE PARIS
UNIVERSITÉ PARIS
CENTRE D'ETUDES

PROCHE-ORIENT

IRAK : les incidents autour des sites nucléaires et les négociations sur l'autonomie

Washington menace à nouveau Bagdad

Le président George Bush a clairement laissé entendre samedi 29 juin que la force pourrait à nouveau être utilisée pour contraindre le président Saddam Hussein à se plier aux décisions de l'ONU. « Les résolutions existantes des Nations unies l'autorisent clairement », a-t-il déclaré en réponse à une question sur l'utilisation éventuelle de la force contre Bagdad. M. Bush a fait ces déclarations à la veille de l'arrivée, dimanche 30 juin, en Irak d'une mission

Trois hauts fonctionnaires des Nations unies, arrivés dimanche 30 juin à Bagdad pour convaincre l'Irak de permettre le libre accès à ses installations nucléaires, ont rencontré pendant une heure le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein Khudayer. « Nous sommes ici pour discuter de l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré à son arrivée M. Hans Blix, directeur général de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA). La délégation est aussi composée de M. Rolf Ekeus, qui dirige la commission spéciale de l'ONU, ainsi que du sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires de désarmement, M. Yasushi Akashi.

Obstruction

Interrogé sur le succès de la rencontre avec M. Khudayer, M. Ekeus a estimé qu'il était trop tôt pour se prononcer. La délégation doit également rencontrer le premier ministre, M. Saadoun Hammoudi, a-t-il précisé, mais il a refusé de se prononcer sur la possibilité d'un entretien avec le président Saddam Hussein.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, réuni d'urgence vendredi, avait ordonné à l'Irak de ne plus

empêcher les experts de l'ONU d'inspecter ses sites nucléaires, après une série d'incidents qui ont amené les Etats-Unis à envisager une nouvelle intervention militaire. M. David Kay, chef de l'équipe d'experts qui s'est vu refuser l'accès à la base militaire de Falloujah, a déclaré avoir envoyé aux Nations unies un film montrant les obstacles opposés par les autorités irakiennes à leur travail d'inspection des sites nucléaires.

Les militaires ont notamment tiré des coups de feu en l'air quand les inspecteurs ont essayé de photographier des véhicules chargés de matériel qui quittaient le site en toute hâte. Déjà, en début de semaine, des inspecteurs de l'ONU avaient dû attendre soixante-douze heures avant de pouvoir entrer dans une autre base militaire, à Abou-Ghraib, près de Bagdad. Quand ils ont pu y pénétrer, méridien, des équipements qu'ils y avaient vus de loin avaient été retirés.

Les inspecteurs de l'ONU se trouvent en Irak en vertu de la résolution 687, adoptée le 3 avril. Elle prévoit la destruction des capacités nucléaires, chimiques et biologiques de l'Irak et de ses missiles balistiques. Vendredi, M. Saddam Hussein avait ordonné aux responsables de son pays de coopérer sans réserve avec les experts envoyés par l'ONU pour inspecter ses installations nucléaires.

De son côté, le quotidien *Babylon*, dirigé par le fils de M. Saddam Hussein, Oudai, a critiqué dimanche les fonctionnaires irakiens, qu'il rend responsables des contretemps. « Combien de temps encore notre administration continuera-t-elle à agir d'une façon si chaotique ? Une telle réaction peut nuire à la fois à notre peuple et au pays et aider notre ennemi à mettre à exécution son complot », écrit le fils de M. Saddam Hussein. — (AFP, Reuters)

Divergences au sein du mouvement kurde

Rejet de « conditions irakiennes inacceptables », selon les uns, simple « ajustement » de points mineurs, selon les autres. Perceptibles depuis déjà un certain temps, les divergences au sein du mouvement kurde sur l'état des négociations engagées avec Bagdad, en vue d'un accord d'autonomie du Kurdistan, se sont davantage manifestées dimanche 30 juin. Dans un premier temps, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani — l'une des deux principales formations — a annoncé le rejet du projet d'accord négocié par M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Mais il n'a fallu que quelques heures à ce dernier pour démentir.

Proche collaborateur de M. Talabani, M. Ahmed Bamarni a ainsi affirmé que « le régime de Saddam Hussein avait posé des conditions inacceptables à la partie kurde » et que les négociations avec Bagdad en vue d'un nouveau projet d'accord devraient reprendre prochainement. Il a précisé que le régime de M. Saddam Hussein demandait au Front du Kurdistan — coalition de tous les partis kurdes — « de déposer les armes, de lutter contre les ennemis intérieurs et extérieurs du régime et de couper toute relation avec le monde occidental ». « Nous [le Front] avons préparé deux textes

de contre-propositions et les avons votés à l'unanimité pour les soumettre aux représentants de Bagdad lors des négociations qui doivent reprendre prochainement », a ajouté M. Bamarni.

Celui-ci a ajouté que, dans ces deux textes, le Front du Kurdistan demandait « la normalisation de la situation dans le nord de l'Irak et l'adoption d'une loi pour une autonomie kurde dans le cadre d'une démocratisation en Irak ». M. Bamarni a, en revanche, assuré qu'il n'existait entre le Front et le gouvernement de Bagdad que des « divergences mineures » sur la délimitation de la région autonome kurde. « Une délégation du Front poursuivra prochainement les négociations, qui doivent reprendre à Bagdad ou à Irbil (au Kurdistan) », a-t-il dit.

Du côté du PDK, la tonalité est totalement différente. M. Barzani a tenu à démentir lui-même que la direction kurde ait rejeté le projet d'accord, assurant au contraire que celui-ci était très près d'aboutir. Seul point de convergence entre l'UPK et le PDK : les négociations doivent se poursuivre avec le régime irakien. « Nous allons très prochainement nous rendre à Bagdad pour mettre au point le texte définitif de l'accord et la conclusion », a encore déclaré M. Barzani. — (AFP)

LIBAN

L'armée a commencé à se déployer plus au sud

L'armée libanaise a commencé à se déployer, lundi 1^{er} juillet, dans les régions du Sud qu'elle ne contrôlait pas encore et notamment dans le bastion de l'OLP qu'est Saïda (le Monde dété 30 juin-1^{er} juillet). Une colonne de chars et de véhicules militaires est entrée dans ce port situé à une quarantaine de kilomètres de Beyrouth. Des soldats ont occupé des barrières routières ainsi que des positions auparavant contrôlées dans la ville par les milices musulmanes. Une autre colonne progressait à l'est de Saïda, là où les com-

battants de l'OLP disposent de bases et de positions militaires. Ce mouvement des troupes gouvernementales s'effectue dans le cadre d'un plan de paix destiné à rétablir le contrôle de l'Etat sur l'ensemble du territoire libanais. L'entrée dans la région de Saïda fait suite à d'intenses contacts entre officiers palestiniens et officiers libanais, pour que l'opération puisse avoir lieu pacifiquement. L'OLP avait salué le plan de paix, mais refusé de retirer ses combattants de la région avant la conclusion d'un accord. — (Reuters)

مكتبة النهر

Sur le papier, la France est en avance.

En France, on manque d'équipements, mais pas d'idées : il suffit de regarder les projets s'entasser. Pourtant, il s'agit de projets précis qui répondent à des besoins reconnus et urgents. Mais les décisions sont sans cesse repoussées et l'on se donne bonne conscience en se contentant d'en parler. Prenons l'exemple du Pont du Verdon : depuis la fin des années 60, l'estuaire de la Garonne, le seul grand estuaire européen ne disposant pas de pont, voit se multiplier les projets de franchissement qui n'aboutissent pas. En octobre dernier, la Charente-Maritime et la Gironde décident de lancer conjointement un programme et de faire appel au financement privé. Depuis, l'avenir du Pont du Verdon est suspendu à la décision de l'Etat de transférer ses prérogatives aux Conseils Généraux. Remarquons simplement que des situations comme celle-ci, il en existe beaucoup d'autres en France. On nous parle de l'Europe, nous répondons : parlons moins, agissons plus.



POUR GAGNER EN EUROPE, EQUIPONS LA FRANCE.

Les Entrepreneurs de Travaux Publics.

EUROPE

YUGOSLAVIE : les sanglants affrontements dans les Républiques

La deuxième mission de la trêve européenne, dimanche 30 juin à Belgrade et lundi 1^{er} juillet à Zagreb, ainsi que la visite du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, à Ljubljana ont permis d'apaiser les vives tensions qui régnaient en Slovénie, où les combats de ces derniers jours ont fait, selon les autorités slovènes, soixante-trois morts et de nombreux blessés. A Belgrade, les discussions que les ministres des affaires étrangères luxembourgeois, M. Jacques Poos, néerlandais, M. Hans Van den Broek, et italien, M. Gianni De Michelis, ont eues avec les dirigeants yougoslaves ont contribué à dénouer la crise institutionnelle dans laquelle le pays était plongé depuis six semaines. La Serbie, le Monténégro, la Voïvodine et le Kosovo ne s'opposant plus à la nomination d'un Croate à la tête de la présidence collégiale de l'Etat, M. Stipe Mesic, cinquante-sept ans, a été élu. Des négociations sur l'avenir du pays devraient normalement s'engager. Tout en soulignant que leurs récentes pro-

clamations d'indépendance et de souveraineté étaient irrévocables, la Slovénie et la Croatie ont décidé de suspendre les effets de ces mesures pour une période de trois mois.

D'autre part, deux réunions des trente-cinq pays de la CSCE (toute l'Europe, plus les Etats-Unis et le Canada) devraient se tenir mardi 2 et mercredi 3 juillet à Vienne et à Prague pour tenter de désamorcer à l'échelle militaire et politique la crise yougoslave, a annoncé dimanche le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock.

La première examinera à Vienne, sous l'égide du Centre de prévention des conflits de la CSCE, les «activités militaires inhabituelles» de l'armée yougoslave. Il s'agit de l'occurrence de la seconde étape d'un mécanisme sur la surveillance des activités militaires inhabituelles au titre de l'article 17 de l'accord sur les mesures de confiance et de sécurité (MDCS) signé à Paris à

l'occasion du sommet de la CSCE en novembre dernier. Jeudi, l'Autriche et l'Italie avaient entamé la première phase de ce mécanisme qui prévoit que Belgrade informe jusqu'à samedi soir l'Autriche et l'Italie de la situation sur son territoire. Jugant la réponse de Belgrade insuffisante, l'Autriche a mis en œuvre dimanche la seconde étape du mécanisme qui prévoit la réunion, dans les quarante-huit heures, du comité consultatif. La seconde réunion sur les aspects politiques de la crise yougoslave se tiendra probablement mercredi à Prague, siège du secrétariat de la CSCE, au niveau des hauts fonctionnaires des trente-cinq pays de la CSCE, a indiqué M. Mock.

Alors que des centaines de touristes étrangers continuent à fuir la Yougoslavie, notamment à bord de car-ferries qui relient la côte dalmate à Trieste, de nombreuses manifestations de soutien à la Slovénie et à la Croatie se sont déroulées en Suisse, en Allemagne, au Danemark, ainsi qu'en

Australie. Le pape Jean-Paul II a lancé un appel au dialogue entre les Républiques. Les gouvernements britannique, hongrois, chinois, turc et tchécoslovaque ont également exprimé le souhait de voir la crise yougoslave résolue par la négociation. Dimanche, la CEE avait menacé de suspendre l'ensemble de l'aide économique des Douze à la Yougoslavie si le gouvernement de Belgrade n'obtenait pas rapidement un cessez-le-feu et un retour de l'armée dans ses casernes. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, devait se rendre lundi en Yougoslavie.

En dépit de ces appels au calme, de nouveaux affrontements sanglants étaient signalés, lundi matin, dans la ville serbe de Borovo-Selo (nord-est de la Croatie), où seize personnes avaient déjà été tuées le 2 mai. La police croate et des civils armés auraient, selon l'agence Tanjug, pris d'assaut la localité, contrôlée ces dernières semaines par des unités de l'armée fédérale.

Le Croate Stipe Mesic a été nommé président de la Fédération

Deux jours après son bref passage en Yougoslavie, la «trêve» européenne est à nouveau venue rencontrer, lundi 1^{er} juillet, en pleine nuit, à Zagreb, les présidents croate et slovène, MM. Franjo Tudjman et Milan Kucan. Auparavant, elle avait fait escale à Belgrade.

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

De toute évidence, l'accord obtenu à l'arraché lors du premier voyage de la «trêve» (le Monde date 30 juin) était trop vague pour être suivi d'effet. A Zagreb, personne n'y croyait. La «trêve» a été très naïve, expliquait un proche de la présidence croate. Elle a pensé qu'un problème qui dure depuis cinq ans pouvait être résolu par une visite à Belgrade et à Zagreb.

Cette fois, au-delà des principes, MM. Jacques Poos, Gianni De Michelis et Hans Van den Broek, les ministres des affaires étrangères luxembourgeois, italiens et néerlandais, ont donc voulu obtenir un engagement ferme de la part des trois présidents des Républiques en conflit. Aussi n'ont-ils quitté Belgrade qu'après la nomination à la présidence collégiale de celui à qui le poste revenait de droit, le croate Stipe Mesic, jusqu'à «empêché» par la Serbie d'occuper ses fonctions. Vaincre les résistances serbes ne leur a pas demandé moins de quatre heures de négociations, au terme desquelles M. Mesic a finalement été proclamé président.

La question à résoudre à Zagreb était tout aussi sensible. En acceptant, dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 juin, de suspendre pour trois mois les effets des déclarations d'indépendance slovène et croate, les présidents de ces deux Républiques avaient laissé ouvertes toutes les interprétations. Dilemme : l'occupation des postes frontalières par les Slovènes était-elle remise en cause par l'accord ? Les milices

indépendantistes devaient-elles abandonner le contrôle des frontières ? Oui, disait-on à Belgrade. Non, répondait-on, bien sûr, à Ljubljana. A l'aube, les négociateurs faisaient accepter aux Slovènes un retour à la situation qui prévalait avant la proclamation de l'indépendance, c'est-à-dire le contrôle des postes frontalières à la fois par la police fédérale et par la police slovène.

Restait à obtenir des engagements clairs et définitifs. Les présidents croate et slovène se sont engagés par écrit à respecter le moratoire tel

Pour moins d'un an...

Ce Croate de cinquante-sept ans aurait dû normalement être nommé le 15 mai dernier président de la direction collégiale de la Yougoslavie pour un an. Mais pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de ce système de présidence tournante en 1980 (après la mort de Tito), les huit membres de la présidence, qui représentent les Républiques et les provinces autonomes, ont voté, et M. Stipe Mesic n'a pas obtenu la majorité requise. La Serbie et ses alliés (Monténégro, Kosovo et Voïvodine) s'y sont opposés car ils voyaient d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'un homme qui avait déclaré à plusieurs reprises qu'il serait «le dernier président de la Yougoslavie» selon le modèle fédéral et qui était l'un des principaux dirigeants de l'Union démocratique croate (HDZ), au pouvoir à Zagreb, qui prônait l'indépendance et la souveraineté de la Croatie.

Juriste de formation, M. Stipe Mesic avait milité dans sa jeunesse dans les rangs communistes. Député au Parlement de Belgrade et maire de sa ville natale, Slavonska-Orlovica, sa décision de favoriser, en 1988, la création d'une entreprise textile lui valut les quolibets de Tito. Soupçonné de vouloir «restaurer le capitalisme», il est exclu de la

Ligue des communistes (LCY). Trois ans plus tard, il participe au fameux «printemps croate» — mouvement nationaliste et démocratique, — qui est brutalement réprimé par le régime. Il sera condamné à deux ans d'emprisonnement pour «propagande ennemie». Il ne purgea effectivement qu'une partie de sa peine, mais ce n'est que plusieurs années plus tard qu'il retrouvera du travail dans l'industrie.

«Le communisme est une maladie passagère, je suis immunisé à vie», disait M. Stipe Mesic il y a moins d'un mois, dans un entretien accordé au Monde (le Monde du 15 mai). Après la victoire de l'Union démocratique croate aux élections libres d'avril 1990 en Croatie — qui élimina l'armée de mort des communistes, — il devient le premier ministre du gouvernement de Zagreb. Quelques mois plus tard, il remplacera M. Stipe Survar (communiste) à la direction collégiale de la fédération. Bien que la fonction «présidentielle» soit surtout symbolique, son ambition est de transformer la Yougoslavie, par la négociation, en une alliance d'Etats souverains et démocratiques. A ses yeux, son organisation actuelle est un véritable «baril de poudre».

A. D.

«que défini au cours de cette nuit de négociations. Pour nous, ce texte a valeur de traité, celui qui ne le respectera pas sera coupable devant la communauté internationale», a expliqué le porte-parole de M. De Michelis. Le ministre néerlandais, M. Van den Broek, a, par ailleurs, annoncé qu'à la demande du gouvernement fédéral, il avait accepté, avec ses homologues, le principe de l'envoi d'observateurs de la Communauté en Yougoslavie.

Un point de non-retour

Quel que soit le succès de l'initiative diplomatique européenne, les Croates restent sceptiques. Depuis l'intervention de l'armée en Slovénie, la situation a atteint, selon eux, un point de non-retour. Et les risques de dérapage ne sont pas moins importants tant en Croatie qu'en Slovénie. Car si la population slovène est homogène, celle de la Croatie est composée à 11 % de Serbes dont une bonne partie est déterminée à se battre contre l'indépendance (voir encadré).

Fanfare dans les rues, parties de tennis pour l'entourage de la présidence... le week-end, certes, a été calme dans la capitale croate. Mais la population reste inquiète, surtout à la campagne où les «terroristes», comme on dit ici à propos des miliciens serbes, sont sur le pied de guerre.

MARIE-PIERRE SUBTIL

La leader de l'extrême droite serbe élu député. Le dirigeant du Parti radical serbe, le sociologue Vojislav Seselj, a été élu député, dimanche 30 juin, à l'issue du second tour d'une élection partielle à Rakovica, banlieue ouest de Belgrade. Il a obtenu 6 686 voix contre 1 663 à son rival, Rados Karadzic, du Parti socialiste (ex-communiste). M. Seselj, trente-sept ans, réclame la formation d'une «grande Serbie» englobant le Monténégro, la Macédoine, la Bosnie et une partie de la Croatie. (AFP)

La formation de la Coalition avait suscité de grands espoirs dans les rangs de la gauche. Elle constituait d'abord les grandes retrouvailles entre les anciens frères ennemis qui s'étaient séparés en 1968 : les orthodoxes du KKE alignés sur Moscou et ceux attirés par l'eurocommunisme qui avaient formé le Parti communiste dit de l'intérieur, puis, en 1988, la Gauche hellénique. La Coalition avait pour objectif d'offrir aux Grecs une solution alternative de gauche au Pasok, qui dominait la vie politique depuis huit ans et se trouvait dans l'impasse en raison du scandale Koskotas.

Elle n'avait pas hésité à gouverner, pendant l'été 1989, avec la Nouvelle Démocratie pour assurer la vie politique et faire comparaître les dirigeants socialistes devant la justice pour une série d'affaires. Cette cohabitation n'a pas rapporté à la Coalition ce qu'elle espérait. Elle n'a pas réussi à décoller et n'a obtenu, lors des dernières élections d'avril 1990, que 11 % des suffrages et seulement 21 sièges au Parlement, sur un total de 300.

DIDIER KUNZ

Glina, ville fantôme

GLINA

de notre envoyée spéciale

Glina est une charmante bourgade de sept mille habitants, à 80 kilomètres au sud de Zagreb, où les cigognes ont élu domicile. Mais la façade de la gare routière sur le toit de laquelle elles ont fait leurs nids est criblée d'impacts de balles. Et il n'y a plus de voyageurs dans la salle d'attente, pour la simple raison qu'il n'y a plus d'habitants.

Ville fantôme, Glina n'est occupée que par une poignée de Serbes armés et un fort contingent de policiers croates. Les premiers sont dans la mairie ; les seconds, à moins de 100 mètres, ont investi le bâtiment de la police. Sur les uns comme sur les autres pointent les canons des chars de l'armée yougoslave.

Ce statu quo trilateral dure depuis le mercredi 28 juin. Ce jour-là, au lendemain de la proclamation d'indépendance, des miliciens serbes ont attaqué le poste de police croate. Les combats ont duré quatre heures. Bilan : six morts, dont trois civils.

Appelée à la rescousse, la police croate est arrivée en renfort, avant que l'armée fédérale ne vienne, elle aussi, prendre position et que les habitants ne fuient dans les villages voisins.

«Les problèmes ont commencé en mai 1990 avec les élections» (celle du président croate Franjo Tudjman), raconte, sous le portrait de Tito, le maire de la ville, Serbe comme les deux tiers des habitants. Le pistolet qu'il porte à la ceinture vient, dit-il, «des amis de Serbie», comme les armes de tous les miliciens serbes.

La semaine dernière, Glina s'est «rattachée» à la Krajina, cette région croate peuplée majoritairement de Serbes qui s'est proclamée autonome et qui constitue l'une des «poches» où l'on peut craindre qu'il y ait un bain de sang en cas de conflit. Depuis un an, des incidents ont lieu quotidiennement en Krajina, où les Serbes ne veulent pas entendre parler de l'indépendance croate. Aujourd'hui, la tension y est telle que les Croates sont persuadés qu'il suffirait d'une allumette pour provoquer l'embrasement.

M.-P. S.

Un appel d'écrivains slovènes à l'opinion publique mondiale

Voici le texte de l'appel lancé dans la nuit du samedi 29 au dimanche 30 juin par un groupe d'écrivains slovènes, parmi lesquels figurent plusieurs collaborateurs de la revue culturelle Nova Revija.

«Au moment même où nous écrivons cette lettre, dans les rues, autour de la rédaction de Nova Revija, se déroulent des combats entre les terroristes spécialisés de l'armée yougoslave, déguisés en civils, suivent l'exemple et les méthodes de la Securitate roumaine, et les militants de la défense territoriale slovène.

Dans un discours radiophonique dramatique, le général Marko Negovenovic, membre de l'état-major de l'armée yougoslave, vient de proclamer que tous les moyens de la répression militaire seront employés contre la Slovénie. On parle même de l'emploi d'armes chimiques et d'une attaque de la centrale nucléaire de Krsko. Tenant compte de tout ce qui s'est déjà passé, ces menaces nous semblent plus que vraisemblables. La proclamation a été faite juste au moment où l'opinion publique mondiale commençait à comprendre la nature brutale de la prétendue armée populaire yougoslave. Il est clair que l'armée d'occupation, après l'échec des trois premiers jours d'agression contre la Slovénie, prépare un assaut terrible contre notre pays démocratique. Jusqu'ici, l'armée a fait tirer avant tout sur la population et des objectifs civils : maintenant elle nous menace de massacres énormes.

Notre vie, ça veut dire pour nous notre langue, notre culture, notre héritage européen, notre économie, et, oui, notre état nouveau-né aussi. Pour la protection et la conservation de ce qui vous semble à vous, compréhensible en soi, les habitants de Slovénie sont en train de sacrifier leurs vies. Faites tout ce qui vous est possible pour qu'une dévastation terrible

ne se produise pas au cœur même de l'Europe ! Aidez-nous à l'empêcher ! Nous ne demandons que le droit à vivre en paix, en démocratie et en liberté, à la vie telle que vous la connaissez vous-mêmes.»

A Ljubljana,

le 30 juin 1991, 2 h 30.

Drugo Janez, Niko Grafanauer, Boris A. Novak (président du Pan Club slovène), Janez Skrusny, Gordana Vrabac, Tomaz Zalaznik (membres de la rédaction de Nova Revija) ont adhéré à cette déclaration par téléphone : Alaa Berger, Tone Kuntner, Milos Mikelc, président du Comité des écrivains pour la paix et du Pan International, Joze Snoj, Tomaz Salamun, Rudi Seligo, Veno Tauter, Bane Zajc, président de l'Association des écrivains slovènes.

URSS, l'épouse et le fils du président arménien agressés. — L'épouse et le fils du président arménien, M. Levon Ter-Petrosian, ont été agressés, samedi 29 juin. Le véhicule de M. Ludmille Ter-Petrosian a été stoppé, à 40 kilomètres au nord d'Erevan, par quatre hommes qui, après une vive discussion, ont déarmé et passé à tabac un garde du corps avant de frapper violemment David, le fils du président. Quatre ouvriers du bâtiment ont été arrêtés. L'agression ne semble pas être motivée par des raisons politiques. (Reuters)

Trente et un morts dans une mine d'Ukraine. — Trente et un mineurs du Donbass ont péri et un autre a été porté disparu, samedi 29 juin, dans l'incendie d'une mine, dans le sud de ce basile d'Ukraine. L'incident, «un des plus graves de ces dernières années», s'est produit dans une galerie, à 350 mètres de profondeur, alors que plus de cent dix mineurs étaient en train de travailler. Soixante-dix-neuf d'entre eux ont pu être évacués. (AFP)

GRÈCE : lors des assises nationales de la Coalition de gauche et du progrès

Les communistes «rénovateurs» et «conservateurs» se séparent

Les «conservateurs» et les «rénovateurs» du Parti communiste grec (KKE) ont divorcé lors des premières assises nationales de la Coalition de gauche et du progrès qui se sont tenues du jeudi 27 au dimanche 30 juin. Cette coalition, qui avait été formée en février 1989 par le KKE, la Gauche hellénique (EAR) — un petit parti issu d'une première scission communiste en 1968 — et d'autres groupuscules de gauche, a été désormais constituée en formation totalement distincte.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le bureau politique du KKE, dirigé par M^{me} Aleka Papariga, «la dame de fer» du parti, élue à l'issue du 13^e congrès communiste en février dernier, avait clairement déclaré que les militants communistes qui participeraient aux Assises se mettaient d'eux-mêmes en dehors du parti. Les communistes orthodoxes avaient en effet

demandé le report des assises, car ils n'étaient pas d'accord sur le mode de désignation — nomination ou élection — des dirigeants de la Coalition. Pour le KKE, il était surtout pas question que la Coalition devienne un parti autonome. Les orthodoxes, qui ont conservé la direction du parti in extremis au 13^e congrès, ont depuis adopté une attitude de repli, en représentant en main le journal et la radio du PC et en affichant les principes immuables du marxisme-léninisme.

Les «rénovateurs», menés par M^{me} Marie Damanaki, une des personnalités politiques les plus populaires du pays, désignée à l'unanimité présidente de la Coalition en mars dernier par ses diverses composantes, ont refusé de se soumettre. Les assises se sont donc ouvertes comme prévu jeudi 27 juin. Dimanche, un nouveau comité politique de 141 membres a été élu et une proclamation politique sur la modernisation et le renouvellement de la gauche, après notamment la chute du socialisme à l'Est, a été adoptée.

Mille cinq cents «rénovateurs» (sur quelque 2 000 délégués) ont

participé aux assises. Dans un communiqué, ceux-ci ont précisé qu'ils avaient décidé de participer au destin de la Coalition et qu'«aucune mesure administrative» ne pouvait changer leur choix. Conséquence : la scission. M^{me} Damanaki, qui doit être élue triomphalement par le nouveau comité politique présidente de la formation, a souligné que la Coalition était dorénavant «un parti politique autonome» disposant de «sa propre stratégie» et de «ses propres positions».

La Coalition «ne sera pas un parti anti-KKE», a-t-elle ajouté, en soulignant la nécessité d'un dialogue avec toutes les forces de gauche, laissant ainsi ouverte la possibilité d'une coopération future avec le KKE. Les «rénovateurs» avaient d'ailleurs adopté un profil bas vis-à-vis de leur ancienne direction pour ne pas couper tout à fait les ponts. Les perspectives de la coalition sans le KKE sont en effet réduites sur une scène politique dominée par le Pasok (socialiste) et la Nouvelle Démocratie (conservateur), qui totalisent près de 85 % des suffrages.

محسان الشحلي

EUROPE

et la nouvelle intervention de la troika européenne

Le compromis de Ljubljana



Suite de la première page

A l'issue de la rencontre, MM. Markovic et Petic ont prononcé une allocution radio-télévisée de vingt-cinq minutes chacun. Le chef du gouvernement slovène a précisé que « les frontières de la Slovénie étaient celles d'un Etat souverain » et que cela n'était pas négociable. Il a ensuite souligné qu'il était heureux de savoir que M. Markovic reconnaissait désormais la souveraineté des Républiques yougoslaves. En ce qui concerne l'armée fédérale, M. Petic a affirmé qu'il était évident que le gouvernement yougoslave avait laissé le génie s'échapper de la bouteille et qu'il ne pouvait plus le contrôler. M. Markovic a affirmé ne pas avoir été informé en temps voulu de toutes les décisions de l'armée fédérale. Prenant connaissance, samedi 29 juin, des intentions de l'armée, et notamment, de l'ordre de mobilisation de nouvelles troupes, il a immédiatement agi pour empêcher un nouveau bain de sang. Il a laissé entendre qu'il serait intervenu en mettant en garde l'armée sur les conséquences dramatiques de telles mesures « qui provoqueraient la libération de la Yougoslavie ». Il aurait alors proposé aux autorités slovènes de venir à Ljubljana pour négocier.

Le haut commandement de l'armée fédérale avait en effet lancé un ultimatum à la présidence slovène, exigeant le respect inconditionnel du cessez-le-feu et des conditions normales de vie aux unités fédérales, notamment le rétablissement des lignes téléphoniques, de l'électricité dans les casernes ainsi que le ravitaillement des troupes. L'armée exigeait de plus que la situation aux postes frontières soit rétablie dans les conditions précédant la proclamation de l'indépendance de la

Slovénie. En cas de refus, l'armée menaçait de mener une nouvelle offensive contre la Slovénie.

Les jours à venir devraient permettre d'apporter les réponses aux questions qui se posent désormais. Est-ce que la Slovénie a, grâce à cette guerre, creusé les fondations de son Etat indépendant et obtenu l'assurance de sa reconnaissance internationale? Ou bien l'application du moratoire est-il un échec pour les Républiques « indépendantistes » et un argument de poids pour les partisans d'un Etat fédéral souverain et centralisé?

Camp retranché

La Slovénie ne renonce pas à son indépendance. Elle n'accepte un moratoire de trois mois que sur la poursuite de son processus d'émancipation. Le président, M. Milan Kucan, a réaffirmé que la Slovénie ne faisait plus partie intégrante de la Yougoslavie. Les autorités de Ljubljana ont démontré qu'elles ne voulaient pas renoncer aux acquis de l'indépendance, notamment le contrôle des postes frontières. De nouveaux affrontements ont d'ailleurs eu lieu, principalement dans les régions frontalières où l'armée yougoslave essayait de forcer les barrières routières et où les forces slovènes ont tenté de s'interposer. A certains postes, notamment à Nova Gorica, l'armée fédérale a été obligée de capituler. Selon les autorités militaires fédérales, les Slovènes ont profité du cessez-le-feu pour neutraliser les troupes fédérales en les encerclant par de nouveaux barrages routiers. Cette situation aurait été à l'origine de l'ultimatum lancé par le haut commandement fédéral.

Au cours du week-end, la capi-

talité était déserte. Les forces de sécurité avaient été renforcées et les barricades encerclées désormais hermétiquement Ljubljana et sa banlieue. La ville avait des airs de camp retranché. Militaires et miliciens, armés de kalachnikovs, quadrillaient les alentours de la présidence et du Parlement. A quelques pas de là, l'entrée du bâtiment où se trouve le centre de presse était désormais surveillée par les forces slovènes en treillis de camouflage qui braquaient leurs armes à l'approche de tout visiteur qui n'arborait pas son badge.

A l'angle de l'avenue principale et de la rue qui mène à plusieurs hôtels du centre, des unités antiterroristes arrêtaient systématiquement les taxis. Dans la nuit, des coups de feu avaient été tirés en plein cœur de la ville par quatre civils circulant justement à bord d'un taxi. Bien entraînés, ces « bérets verts » spécialisés des passagers des voitures et les fouillaient, mains en l'air et jambes écartées. Ensuite, ils contrôlaient le coffre et le dessous des sièges.

Les restaurants étaient fermés. On aurait cru qu'un couvre-feu avait été instauré. Seules quelques vitrines étaient éclairées dans la vieille ville. L'une d'elles présentait les fameuses bouteilles de champagne « indépendant », la cuvée spéciale qui avait été créée pour l'occasion. A côté s'élevaient toutes sortes de tee-shirts et notamment : « La Yougoslavie, le voulu ; la Slovénie indépendante. »

La nuit de samedi à dimanche avait été très tendue. La radio n'a cessé d'émettre : signalant par exemple qu'une rafale avait été tirée en direction du Parlement qui siégeait depuis vingt-deux heures pour condamner « la brutale agression de l'armée fédérale contre la Slovénie » et pour rejeter l'abrogation de la déclaration d'indépendance. Des coups de feu avaient été tirés un peu plus tard au cœur de la ville. Les barrages de police étaient de plus en plus resserrés.

Apprenant que des avions militaires avaient décollé de trois aéroports de Croatie - Zagreb, Zadar et Pula, - l'alerte aérienne fut déclenchée. Les sirènes retentirent de 9 heures à 9 h 45. Les gens se précipitèrent alors dans les abris qui avaient été entaillés la veille lors du bombardement de l'aéroport. Ljubljana vivait des moments d'angoisse. Toutefois, une heure plus tard, les autorités reconnaissent qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Plus tard, les responsables militaires de la caserne de Ljubljana expliquèrent que celle-ci était injustifiée et qu'elle était destinée à entretenir la tension. Elles annonçaient aussi la visite du premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic. La trêve était probable. Dans l'après-midi, la situation commençait lentement à se dénouer et on apercevait quelques promeneurs dans les rues.

Mis à part quelques incidents isolés, le calme régnait lundi matin en Slovénie. Toutefois, une grande partie des routes et des postes frontières restaient bloqués.

FLORENCE HARTMANN

John Rapal
RÉPUBLIQUE
Prêt-à-porter
HOMMES GRANDS HOMMES FORTS
40, AV. DE LA RÉPUBLIQUE
TEL. 43.55.66.00
Parking Gratuit
Du Lundi au Samedi
de 9 h 30 à 19 h

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

J.-B. N.

DIPLOMATIE

En visite en Jordanie

M. Dumas se montre pessimiste sur les chances de paix au Proche-Orient

L'actuel processus de paix au Proche-Orient a été au centre des entrainements qu'a eus, dimanche 30 juin à Amman, le ministre français des Affaires étrangères. Au cours d'une brève visite, M. Dumas, qui a été reçu par le roi Hussein et le nouveau premier ministre, M. Tahir Meari, a pu constater que la Jordanie partageait avec la France « la même interrogation quant aux chances de succès » de la mission entreprise par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Visiblement peu optimiste sur la situation, M. Dumas a qualifié de « misérable et inquiétante » l'incertitude actuelle, ajoutant que celle-ci « fait le jeu de ceux qui ne veulent pas la paix et cherchent à gagner du temps ». Si l'on souligne que la mission américaine n'avait pas encore échoué et qu'il fallait donc attendre avant d'envisager d'autres moyens, il a cependant, en réponse à une question, rappelé la proposition faite en mars par M. Mitterrand pour la convocation du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat. « Nous avons, a-t-il dit, soutenu l'initiative américaine en parlant de l'idée que les Etats-Unis étaient les mieux placés pour exercer une influence utile sur Israël - une partie de la solution - mais si cela échoue, il faudra passer à autre chose. »

Pour la France, cela devrait signifier revenir à une conférence internationale plus adaptée, « qu'une conférence régionale limitée à quelques-uns » et qui « devrait être préparée au niveau des chefs d'Etat des

cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour lui donner une impulsion politique ». Cette conférence se réunirait sur la base des décisions de l'ONU, soit les résolutions 242 et 338 qui, a ajouté M. Dumas - extrapolent quelque peu sur les textes - « reposent sur le droit d'Israël à sa sécurité et l'autodétermination du peuple palestinien et son libre-choix à un pays et une patrie ». « Au lieu de petites approches successives, n'est-ce pas, il est nécessaire de provoquer une réaction de la communauté internationale pour montrer que le problème du Moyen-Orient concerne en définitive la paix du monde. » Une telle approche ne serait-elle pas, toutefois, immédiatement bloquée par un veto américain? « C'est un risque », a répondu M. Dumas, mais « le droit doit être le droit et la situation n'est plus la même à cet égard qu'avant la guerre du Golfe ».

Opinion partagée

Le pessimisme de M. Dumas est largement partagé par les responsables jordaniens. M. Masri avait déclaré la veille au chef de la diplomatie française que « le processus de paix est bloqué, il n'y a eu aucun élément nouveau dans les efforts américains depuis la dernière visite de M. Baker ». « Israël, avait-il ajouté, ne veut pas la paix mais veut uniquement gagner du temps et exploite cette situation en renforçant sa politique d'implantation. » Les dirigeants jordaniens, qui s'inquiètent de longue date des consé-

quences dans les territoires occupés de l'arrivée massive des Juifs soviétiques, considèrent tout à la fois que la colonisation israélienne est l'un des obstacles majeurs pour la paix et que, malgré des protestations à ce sujet, les Etats-Unis ainsi que l'ensemble de la communauté internationale n'exercent pas toute la pression qu'ils pourraient sur Israël.

Venu aussi s'informer à Amman de l'état des négociations en vue de la constitution d'une éventuelle délégation commune jordanienne-palestinienne, M. Dumas s'est entendu répondre que si l'hypothèse était sérieusement envisagée, au moins du côté jordanien, la question était prématurée en l'absence de conclusions quant à la convocation d'une conférence de paix. Même s'ils ne le disent pas nettement, les dirigeants jordaniens estiment que l'initiative américaine est quasi enterrée et ils ne peuvent, dans ces conditions, qu'accueillir favorablement la détermination affichée par le chef de la diplomatie française de ne pas s'en tenir à un éventuel constat d'échec.

Sur le plan bilatéral, la France, qui, en dépit de la guerre du Golfe, a maintenu de bons rapports avec la Jordanie, a été sollicitée pour faire preuve de clémence dans l'affaire du contentieux sur l'annulation par Amman de la commande en avril 1988 de douze Mirage-2000 et de l'option prise sur six autres. La résiliation de ce contrat pourrait coûter plusieurs centaines de millions de dollars à la Jordanie, déjà aux prises avec de très sérieuses difficultés financières et économiques.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les inquiétudes de M. Arafat

TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat apparaît de plus en plus comme un homme désespéré. L'inquiétude qu'il a manifestée devant la délégation du groupe socialiste au Parlement européen a beaucoup impressionné celle-ci lors d'une visite à Tunis, vendredi 28 et samedi 29 juin.

« M. Arafat nous a exprimé son extrême préoccupation devant la détérioration de la situation dans les territoires occupés et qu'il pourrait céder à la tentation de se retirer encore beaucoup plus gravement », a déclaré le chef de la délégation, M. Claude Cheysson. Selon ce dernier, l'inquiétude du président de l'Olp est également motivée par la répression qui continue de s'exercer sur les quelque deux cent mille Palestiniens demeurant encore au Koweït, les difficultés financières dans lesquelles se débat son organisation depuis la crise du Golfe, la question de la présence palestinienne au Liban et, surtout, le blocage du processus de paix au Proche-Orient.

Face à l'impeasse actuelle, M. Arafat, qui continue à rejeter toute idée de conférence régionale, se tourne à nouveau vers les Nations unies. Dans un message rendu public par l'agence Wafa, il vient de demander au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de « convaincre Washington de s'attacher à l'application de la légitimité internationale et de cesser de tenir avec Israël d'illuminer l'Olp du processus de paix ». Il fait remarquer que cette « politique émiriceno-israélienne s'est encore accentuée avec la guerre du Golfe ».

« L'Olp est encore prête à faire davantage de concessions pour parvenir à la paix », a affirmé, devant quelques journalistes, M. Arafat, qui venait de recevoir, samedi, dans ses bureaux de Tunis, le pacifiste israélien Abbie Nathan. Celui-ci, qui a déjà fait plusieurs voyages à Tunis - condamnés en Israël - continue de vouloir démontrer que « le dialogue peut supplanter la violence ».

MICHEL DEURÉ

NI TOTEM,
NI TABOU.



FREUD
UNE VIE
PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte." Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée." Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60." Elisabeth Roudinesco, Libération

"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud." Bruna de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain." Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE

ROUMANIE

Opération « ciel ouvert » avec la Hongrie

BUCAREST

de notre correspondant

Bien que les nuages qui assombrissent les relations entre la Roumanie et la Hongrie soient loin d'être tous dissipés, notamment en raison de la persistance du contentieux sur le statut de l'importante minorité magyare de Roumanie, les deux pays ont organisé, samedi 29 juin, une opération « ciel ouvert », exemplaire et inédite.

Dans le cadre d'un accord sur les vols militaires d'observation, signé le 11 mai dernier entre Budapest et Bucarest, un avion militaire roumain de type Antonov, sans armes mais équipé d'une caméra fournie par le gouvernement français, a survolé et pris des clichés des territoires hongrois puis roumain, afin que les deux voisins « se convainquent que les

activités militaires de l'autre Etat ne constituent pas une menace ».

Cet accord destiné à l'origine à renforcer la confiance entre l'URSS et l'OTAN, mais dont la négociation globale est bloquée par un désaccord soviéto-américain, a trouvé entre les deux anciens pays du bloc communiste une première application mondiale, assez imprévue. Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, en visite privée ce week-end à Budapest et à Bucarest, où il a rencontré ses homologues, a assisté, samedi, au départ de l'Antonov de la base hongroise de Tokol.

Les représentants des affaires étrangères des deux pays ont insisté sur la signification « politique » de l'opération, qui marque peut-être le début d'une amélioration de leurs relations.

DIPLOMATIE

Le conseil européen de Luxembourg

La position britannique sur l'union politique demeure très restrictive

La promptitude de la réaction communautaire dans la crise yougoslave, saluée de façon unanime par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze comme une illustration de la vitalité de l'Europe unie, ne peut complètement masquer les mauvaises nouvelles constatées samedi 29 juin à Luxembourg — du conseil européen sur la mise en œuvre de l'union politique, voire même de l'union économique et monétaire (UEM).

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

La principale préoccupation du conseil de Luxembourg résulte de l'attitude restrictive de M. John Major, lequel, en dépit de ses assurances, cherche toujours à limiter autant que faire se peut les progrès de l'intégration. M. Mitterrand comme M. Delors n'ont manifesté à Luxembourg qu'un optimisme nuancé quant aux chances de voir le conseil européen de Maastricht, en décembre aux Pays-Bas, conclure par un accord la double négociation en cours.

En vérité, à Maastricht, la Communauté court probablement moins le danger d'une rupture — chacun des Douze y compris M. Major proclame en effet sa volonté d'aboutir — que celui d'un accord décevant. Sera-t-il, s'agissant de l'union politique, à la mesure de l'initiative Kohl-Mitterrand d'avril 1990 et, en ce qui concerne l'UEM, de la déclaration adoptée par onze Etats membres, la Grande-Bretagne marquant sa réserve lors du conseil européen de Rome en octobre 1990? Le président de la République, « certain que jusqu'aux cinq dernières minutes le désaccord durera », semble tablir sur un changement de cap in extremis de la part du premier ministre britannique.

« Certaines délégations pensent qu'elles peuvent empêcher toutes les concessions sans en faire elles-mêmes », regrette samedi

M. Delors, dans une évidente allusion à l'attitude britannique. Sur cinq dossiers centraux, M. Major avait indiqué qu'il ne pouvait accepter le projet de traité mis au point par la présidence luxembourgeoise: l'instauration d'une politique étrangère commune, la perspective d'une défense européenne, l'octroi, en matière législative, d'un pouvoir de codécision au Parlement de Strasbourg, l'extension des domaines où les décisions sont prises à la majorité qualifiée, la mise en œuvre d'actions en matière sociale. « Nos interlocuteurs britanniques nous expliquent qu'il faut leur laisser du temps, mais c'est ce qu'ils racontent depuis quinze ans », déplore un diplomate belge.

Manceuvres

sur l'union monétaire

Les manœuvres à propos de l'UEM ne sont guère plus rassurantes. Ainsi, samedi, en fin de réunion, M. Major suggéra que les Douze renonceraient à faire référence aux conclusions du conseil européen d'octobre 1990 à Rome — conclusions en forme de mandat pour la conférence intergouvernementale qui tracait la voie devant conduire à l'UEM et à la monnaie unique, — ce qui lui permettrait, fit-il valoir à ses partenaires, d'effacer la réserve britannique.

Les « onze » auraient ainsi troqué un programme clairement défini quant à ses objectifs, et au moins partiellement quant à son calendrier, contre un engagement plus vague. C'était tenter d'atteindre ce que n'avait pas réussi huit mois plus tôt M. Thatcher: « Les embrouilles ont alors commencé pour peu de résultats. J'ai clairement dit que je ne signerai pas un texte qui s'écarterait des conclusions de Rome. On les a finalement reprises ainsi que la réserve des Britanniques », a raconté M. Mitterrand.

M. Delors a eu cependant raison de remarquer qu'au moins en ce qui concerne l'union politique les divergences qui demeurent ne séparent pas uniquement les onze du Royaume-Uni. C'est vrai en particulier en ce qui concerne la défense où, tout comme les Britanniques, les Néerlandais, les Portugais, peut-

être les Danois ne trouvent pas opportun que figure dans le traité une référence à l'instauration d'une politique de défense commune. « Les Américains n'acceptent pas cette idée d'une politique européenne de défense. Ils ne se gênent pas pour le faire savoir », commentait un haut fonctionnaire français.

Fin des sanctions sportives contre Pretoria

Le débat est loin d'être tranché, comme l'indiquent explicitement les conclusions de la présidence: un texte qui par ailleurs, sur le fond du problème, demeure passablement ambigu (voir encadré). « Il serait trop peu hardi, mais au point d'évolution des pensées où nous sommes, il nous convient car il laisse intactes les chances de voir grandir une défense européenne en liaison avec l'instauration d'une politique étrangère commune », a estimé M. Mitterrand.

Les Français et les Allemands se trouvent-ils toujours sur la même

ligne, volontariste, pour promouvoir la mise en place graduelle d'une défense européenne? Des nuances existent pour le moins. Cependant, jeudi, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), les premiers n'avaient pu que se montrer satisfaits en entendant M. Hans Dietrich Genscher (qui, à compter du 1^{er} juillet, assurera la présidence de cette organisation, volontiers considérée par la France comme devant jouer, à titre transitoire, le rôle de composante militaire de la Communauté) annoncer sa volonté de pousser plus loin la réflexion sur l'émergence d'une identité européenne de défense et de sécurité ainsi que sur la place à occuper dans cette démarche par l'UEO.

Pour le reste, M. Kohl a réaffirmé son souci de voir renforcés les pouvoirs du Parlement européen, au-delà de ce que prévoit le projet de traité de la présidence (projet qui est considéré comme un maximum par les Français) et, de façon plus générale, de militer pour une

Europe fédérale. M. Delors a trouvé M. Kohl « très allant », mais dans le camp français ce sentiment ne semblait pas unanimement partagé.

Aucune surprise à propos de l'URSS. Le conseil européen appuie les efforts de M. Gorbatchev « pour accélérer les réformes entreprises et pour permettre de mieux insérer le pays dans l'économie mondiale ». La Communauté est prête à poursuivre sa contribution à cet effort « dans le cadre d'une action internationale concertée », formule qu'il faut comprendre comme une invitation aux Etats-Unis à davantage ouvrir eux aussi les cordons de la bourse. L'aide alimentaire de la CEE porte sur 750 millions d'euros, soit 5,35 milliards de francs (250 millions d'euros de dons, 500 millions de crédits), et les premières livraisons ont commencé.

L'assistance technique, dont les modalités ont été arrêtées en accord avec Moscou — les premiers programmes, concernant notamment l'environnement et la sécurité des centrales nucléaires, vont inévitablement être mis en œuvre — bénéficie pour 1991 d'un concours financier de 400 millions d'euros (2,8 milliards de francs). En 1992, cette assistance pourrait s'élever à 600 millions d'euros, soit 4,2 milliards de francs, alors que les Soviétiques voudraient 800 millions d'euros (5,6 milliards de francs).

En ces temps de déstabilisation, la Communauté est très sollicitée. M. Mitterrand a transmis au conseil européen une demande pressante de l'Algérie. La réponse a été positive et sans difficultés, a indiqué le président. Les modalités et le montant de cette aide à la balance des paiements seront fixés par les ministres des finances des Douze sur proposition de la commission lors de leur prochaine réunion. Le premier ministre, M. Giorzelli, dans la lettre qu'il a adressée à la commission, a chiffré ses besoins à 800 millions d'euros, soit 5,6 milliards de francs. Le conseil européen s'est félicité de l'abolition des principales lois sud-africaines sur lesquelles reposait l'apartheid. Il s'est prononcé en faveur d'une reprise des relations sportives avec l'Afrique du Sud.

PHILIPPE LEMAITRE

EN BREF

□ **COLOMBIE**: les extraditions de nationaux définitivement interdites. — L'Assemblée constituante a définitivement interdit, samedi 29 juin, toute extradition de citoyens colombiens recherchés par la justice d'autres pays. Cette mesure, maintenant inscrite dans la Constitution (qui entrera en vigueur le 5 juillet), était attendue depuis que d'importants responsables du trafic de drogue se sont rendus aux autorités.

□ **NICARAGUA**: nouvelle attaque des contras. — Une quarantaine d'anciens rebelles de la Contra ont attaqué, samedi 29 juin, Pantasana, une ville à 200 kilomètres au nord de Managua. Ils ont enlevé trois policiers, dévalisé une banque et un magasin, a déclaré la police. Cette attaque est survenue deux jours après celle perpétrée contre une caserne à Quilali (le Monde du 27 juin). — (Reuters.)

□ **SALVADOR**: 30 mois oco dizaine de rebelles tués par l'armée. — Les forces armées ont déclaré qu'une dizaine de rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont été tués, dimanche 30 juin, dans une embuscade, dans la province de San Vicente. Cette nouvelle attaque survient une semaine après des série de pourparlers de paix à Mexico qui se sont achevés sans résultat. — (Reuters.)

□ **CAMEROUN**: sept morts à Douala, selon un nouveau bilan. — De source officielle à Yaoundé, on a appris, samedi 29 juin, que sept personnes avaient été tuées, jeudi à Douala, lors d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Selon ce nouveau bilan, cinq de ces victimes ont été tuées par balles.

□ **SENEGAL**: loi d'amnistie pour les indépendantistes casamançais. — L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 28 juin, à Dakar, un projet de loi d'amnistie couvrant les infractions commises par les indépendantistes de Casamance (sud du pays). Plus de quatre cents indépendantistes devraient bénéficier de cette mesure. Trois cent cinquante ont déjà été libérés, début juin, à la suite d'une grâce présidentielle. — (AFP, Reuters.)

Le renforcement d'une « identité de défense »

Voici les principaux extraits de la déclaration des Douze concernant la politique étrangère et de sécurité, rendue publique samedi après-midi, 29 juin, à Luxembourg.

« Le processus de décision pour la mise en œuvre de la politique extérieure et de sécurité commune doit encore être examiné [...] Le conseil européen est convenu que la question du renforcement de l'identité de défense de l'Union sera décidée dans la phase finale des travaux de la conférence. Cette identité tiendra compte des positions traditionnelles de certains Etats membres. Dans cette optique, la

rôle de l'UEO, qui fait partie intégrante du processus d'intégration européenne, sera confirmé et précisé.

« Les Etats membres de la Communauté qui sont parties au traité sur l'alliance atlantique, en concordance avec les orientations dégagées à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Copenhague, considèrent que le renforcement d'une identité de défense européenne est une contribution importante au renforcement de l'alliance atlantique. Dans l'immédiat, ils s'efforceront de dégager des orientations communes en vue du prochain sommet de l'OTAN à Rome. »

Les millésimes 92 Renault donnent le ton.



Economisez jusqu'à 7 000 F

Economisez jusqu'à 7 000 F sur la reprise de votre ancien véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois ou 90% sur le prix des équipements en option, du contrat Losange ou du contrat d'entretien selon les véhicules signalés dans la limite de 7 000 F. Offres non cumulables et réservées aux particuliers.

Profitez de crédits exceptionnels

Pour partir au volant de votre nouvelle Renault profitez des crédits Diac et de financements particulièrement intéressants*.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac - RCS Nanterre B 702 002 221.

Nous vous attendons

LES CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT.



مكتبة النور

POLITIQUE

Les chemins roses de l'opposition

Suite de la première page

François Léotard n'est pas en reste : « Notre reconquête de l'opposition est devenue évidente, ce qui nous donne un sentiment d'enthousiasme. L'apposition a cultivé aujourd'hui l'optimisme ».

Où vient donc cette tranquille assurance ? Sans doute plus d'un constat des faiblesses du pouvoir et de la lassitude de l'opposition que d'une foi inébranlable en la force de l'union de l'opposition. « Tout ce que l'on peut dire, résume Gérard Longuet, c'est que nous avons au moins le sentiment que l'essentiel des difficultés de l'opposition est derrière nous et l'essentiel des difficultés des socialistes plutôt devant eux ».

Un univers effrayable

Le scénario-catastrophe que la droite imagine volontiers pour le proche avenir des socialistes est déjà bâti.

Primo, tous les responsables de l'opposition s'accrochent à passer que « l'usure » de François Mitterrand entraînera toute la gauche par le fond. Le mot est de Giscard : « Dix ans, c'est trop ! Ce n'est pas un hasard, explique-t-il, si de Gaulle a trébuché sur cette limite. Mitterrand y trébuchera à son tour. » « J'ai toujours pensé, estime également Philippe Séguin, que les Français finiraient par aller chercher sur la tombe de François Mitterrand. » « Ce se terminera sous les quolibets, ajoute François Léotard. Les Français sont comme cela. Ils sont d'une grande cruauté, capables du jour au lendemain de brûler ce qu'ils viennent d'adorer. Je m'attends que François Mitterrand ait sous-estimé à ce point cet aspect-là des choses ».

Secundo, le Parti socialiste deviendra un peu plus ingouvernable. « Le départ de Michel Rocard, soutient Alain Juppé, était révélateur de cette crise politique et morale du PS. L'effet Cresson a déjà fait flop. Les choses dans ce parti vont aller de mal en pis ».

Tertio, le contexte économique sera de plus en plus défavorable aux tenants du pouvoir. « Les socialistes, prévient Philippe Séguin, vont progressivement se retrouver dans un univers effrayable où le moindre accident de conjoncture va faire revenir au galop les dossiers. Ce qui ne pourra qu'accroître le sentiment de lassitude des Français mêlé d'insatisfactions et de frustrations ».

Scénario-catastrophe pour la gauche, donc scénario idéal pour la droite qui, comme pour mieux s'en prémunir, en est déjà à imaginer les écueils que le pouvoir socialiste pourrait mettre sur sa route rose. Personne, sur ce point, ne nourrit d'illusions. « Je suis convaincu, affirme Valéry Giscard d'Estaing, que François Mitterrand ne veut plus de la cohabitation. L'un de ses fidèles, Hervé de Charette, complète l'analyse : « C'est clair, depuis un mois, que François Mitterrand est en pétard, qu'il veut la bagarre. Son comportement n'aura rien à voir avec celui de 1986. 1993 sera sa dernière élection. S'il la

perdrait, ce sera pour lui le nirvana. Il ne sera plus défilé. Il sera montré et terrassé sur deux dernières années dans le bonheur le plus total. Mais si nous gagnons, nous lui gâcherons bigrement la trace qu'il veut laisser dans l'histoire ».

Que va faire, que peut faire François Mitterrand ? La question trotte dans toutes les têtes. « Je me demande, se persuade Alain Juppé, si François Mitterrand n'a pas fini sa dernière cartouche avec la nomination d'Edith Cresson. Je ne vois pas changer de discours et je ne vois pas l'intérêt d'une quelconque manœuvre électorale. Pris par leurs soucis électoraux, les centristes ne peuvent plus faire de direction. » Ce que confirme à sa façon Pierre Méhaignerie : « En dehors des élections présidentielles, je ne vois pas d'autres changements sur des bases claires. Je ne crois plus à des modifications brutales. Comment pourrait-il faire avec un PS sans véritable guide et un président qui ne cherche qu'à durer ? »

D'autres sont plus prudents. De tous les responsables de l'opposition, Charles Millan est le plus réservé, presque inquiet même de voir l'opposition vendre la peau de l'ours socialiste avant de l'avoir tué. Comme tous ses amis, il ne doute pas que, si François Mitterrand prend une quelconque initiative, ce ne pourra être qu'après les élections régionales de mars 1992. Mais plus que d'autres, le président de la région Rhône-Alpes accorde une importance essentielle à ce rendez-vous politique. « Ces élections, prétend-il, vont complètement bouleverser les analyses. Le paysage politique de la France sera décidé le soir des élections des présidents de conseils régionaux. Aucun d'entre eux ne pourra prétendre gouverner seul. Ceux de nos rangs devront soit s'allier avec le Front national, soit s'allier avec les Verts. En face, on verra peut-être le PS éclater en deux. Tout cela va créer une tension énorme dans les partis. Aucun d'entre nous ne pourra agir à Paris sans s'inquiéter des conséquences sur son terrain. Avec ces élections nationales à échéance réduite, François Mitterrand va avoir devant lui vingt-deux laboratoires, et on peut lui faire confiance pour trouver un truc ».

Quel truc ? Voilà la question ! Changer, comme on le répète déjà à l'envi, le mode de scrutin pour y introduire un peu de proportionnelle ? Changer de premier ministre juste avant le rendez-vous de 1993 ? Les deux ? Pour Nicolas Sarkozy et quelques autres, rien, de toute façon, ne viendra contraindre la marche de la droite dans sa reconquête du pouvoir. Philippe Séguin fait aussi partie de ceux-là : « Même si François Mitterrand nous oppose l'orme atomique du changement de scrutin, il n'empêchera pas notre succès. » Ils sont plus nombreux encore à ne pas croire à un changement de premier ministre. Imagine-t-on l'arrivée d'un Jacques Delors ou d'un Raymond Barre, cet « empoisonneur numéro un », selon l'expression alarmante des giscardiens ? A l'exception notable de Charles Millan, personne n'y songe vraiment.

L'union avant tout

Un changement de scrutin est en définitive considéré comme le risque majeur, bien que, là encore, les avis soient partagés sur ses conséquences. « Je suis persuadé, observe Pierre Méhaignerie, que pour viser des situations flexibles François Mitterrand a déjà choisi cette voie. Mais la ficelle apparaît trop grosse, et nos voisins européens ne nous prendront plus au sérieux. Il faudrait vraiment que ça aille très mal pour le pouvoir. » François Léotard pansa ou contraindre que c'est la seule planche de salut pour la gauche : « La situation sera différente de celle de 1986. A l'époque, les centristes étaient complètement moins forts et le Front national sans doute moins redoutable qu'aujourd'hui. » « Comme Edith Cresson sera usée jusqu'à la corde, ajoute Gérard Longuet, elle ne sera

pas gênée pour assumer politiquement ce coup-là ».

Tablant sur un tel schéma, les dirigeants de l'opposition s'interrogent sur la stratégie qu'il conviendra alors de mettre en place.

D'abord poser la question des alliances : avec le Front national ? avec les Verts ? Il y a l'encadré ci-dessous. Mais l'union de l'opposition reste naturellement le pivot majeur de cette stratégie de reconquête. Car par-delà toutes ses espérances et ses attentes, l'opposition se méfie d'abord d'elle-même. « Le pouvoir sait bien, observe Valéry Giscard d'Estaing, que s'il veut se maintenir, nos divisions sont aussi sa meilleure chance. » Cette union est-elle désormais suffisamment solide pour faire face ? On voudrait ne pas en douter aujourd'hui. Artisans des récents accords de l'UPF, François Bayrou et Nicolas Sarkozy, en tout cas, ne doutent point. « Tous ceux, affirme le premier, qui spéculeraient sur l'idée que rien n'a changé dans l'opposition, qu'il s'agit de surfer sur un rejet du RPR par l'UDF, se trompent lourdement. » Ces accords de l'UPF, renchérit le second, sont notre Constitution. Plus personne ne pourra en sortir ».

Philippe Séguin, qui rue dans les brancards du RPR en compagnie de Charles Pasqua, conforte volontiers cette thèse : « Il y a un temps pour tout. Nous sommes tous à présent en ordre de bataille, et maintenant on va y aller comme cela. » Reste qu'on continue de s'interroger. « Si nous avions pu bâtir une formation unique, il y aurait moins de risques de dérapage, plaide Hervé de Charette. Les débats que nous avons aujourd'hui entre nous apparaîtraient comme secondaires au regard de ce qui se passe au PS. Nous n'avons plus le droit de perdre. Une défaite aux législatives remettrait en cause les structures de l'opposition. » On aurait certainement pu aller plus vite, conteste Edouard Balladur, mais il faut bien avouer qu'une formation commune de l'opposition reste une vue de l'esprit ».

Oublier Le Pen ?

Alliance dure ou alliance molle, alliance propre ou alliance sale, sans le crier sur les toits, les dirigeants de l'opposition s'interrogent beaucoup sur leurs alliances de demain. Le Front national est l'obsession, mais la consigne reste le silence. « Curieusement, s'insurge François Léotard, l'opposition continue de raisonner comme si ce parti n'existait pas. Mais qui peut ne pas voir que le rapprochement entre Georges Marchais et Pierre Mauroy constitue un encouragement pour certains d'entre nous à rechercher des appuis à l'extrême droite ? » « Dès les élections régionales, s'interroge Charles Millan, nous aurons tous un problème grave avec le Front national. Comment allons-nous nous en sortir ? » Alain Juppé se veut plus tranquille : « Le Front national n'est plus un problème. On ne s'alliera jamais avec lui. Il est totalement exclu de changer de stratégie. Le Pen, d'ailleurs, soit lui-même très bien qu'une alliance avec nous signifierait sa perte politique. Il n'existe qu'en nous combattant ».

Toujours rivé sur ses certitudes, Jean-Marie Le Pen continue, lui, de manier allègrement la carotte et le bâton. « Quel que soit le mode de scrutin, observe-t-il, la gauche perdra les législatives. Comme elle ne pourrait sur l'immigration, les Français n'auront encore une fois que le choix entre une idéologie socialiste un peu plus dure ou une idéologie de l'opposition un peu plus molle. Croyez-moi, beaucoup de candidats du RPR et UDF se laisseront rapidement d'être battus. Je suis ouvert au dialogue électoral, pour refuser la cohabitation et pour « mitterrandiser » Mitterrand (1). Le seul intérêt de la France est que l'élection présidentielle ait lieu le plus rapidement possible. Meilleure pour le moment, je ne suis pas obligé de croire à la bonne foi de mes éventuels partenaires ».

L'UPF devait être le salut miracle pour évacuer tous les états d'âme, mais les déclarations de Jacques Chirac à Orléans ont, semble-t-il, contribué à ôter chez certains la dernière part de mauvaise conscience. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, voire du Sénat, des parlementaires ne se cachent plus pour souhaiter l'entente avec les lepénistes et sont prêts, comme Jean-Marie Le Pen le réclame, à attester de leur bonne foi. Au Parti républicain, les contacts ont été réactivés dans l'ombre entre anciens d'Occident. La semaine dernière, un conseiller général UDF des Bouches-du-Rhône s'est fait instantanément aggraver parce qu'il était le dernier à

En attendant, chacun est bien obligé de s'interroger sur le positionnement politique de l'alliance RPR-UDF. S'ils ne l'avaient pas voulu, la récente embarcadère de Jacques Chirac à Orléans les y contraindrait. Il y a là plus que des nuances. « Quand j'entends dire que la meilleure façon pour la droite de revenir au pouvoir est de ne pas se radicaliser, affirme Nicolas Sarkozy, je ne suis pas d'accord. La droite doit être cohérente avec ce qu'elle croit et ne pas s'écarter de ses traditions. Je ne suis pas pour des galipettes social-démocrates. » C'est aussi l'avis d'Alain Juppé : « Ces élections se joueront sur la sécurité et l'immigration. S'il ne fait pas de bêtise, Jacques Chirac sur ces deux terrains a une carte magnifique à jouer ».

D'une culture d'opposition à une culture d'alternance

Philippe Séguin a une autre approche : « On peut marquer nos différences sans pour autant repartir dans le jeu du bloc contre bloc. » « Beaucoup d'entre nous observe pour résumer François Bayrou, ont du mal à passer d'une culture d'opposition à une culture d'alternance. »

« L'opposition n'est pas encore crédible en termes de projets », reconnaît Edouard Balladur, tandis que Gérard Longuet affirme : « Nous sommes déjà dans l'après-Mitterrand. Ferraillez avec la gauche, voulez régler des comptes avec les socialistes n'est plus notre problème. Nous ne devons plus parler à tous ceux qui ne s'intéressent plus à la politique, de leur dire : si vous refusez la politique, vous serez prisonniers de forces que vous ne connaissez pas. » Dans la bouche du président du Parti républicain, de tels propos constituent une révolution culturelle. Ses amis de l'opposition sont-ils disposés à le suivre ? Voilà bien, pour la droite, le premier pari sérieux...

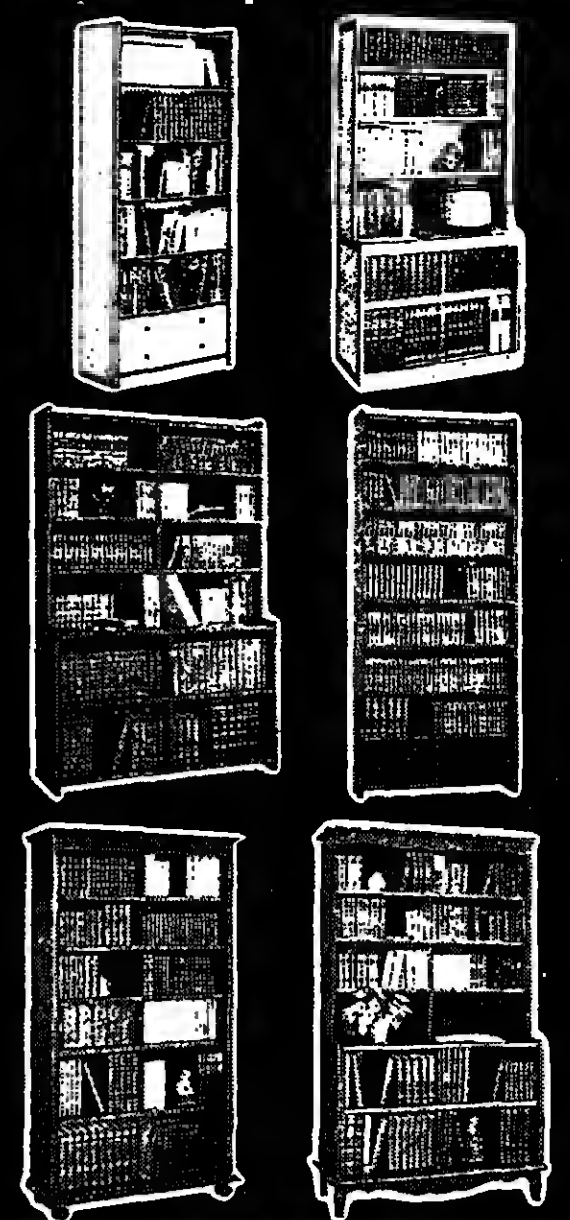
DANIEL CARTON

Prochain article :
Le retour de la cohabitation

La maison des
BIBLIOTHEQUES
61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e

ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47
VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers
Tél. 39 53 65 09

Le plus grand choix
de bibliothèques individuelles



**JUXTAPOSABLES
ET
SUPERPOSABLES,**

SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
À VOLONTÉ.

pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



17 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et prix

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL _____ PROFESSION _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
DU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

20 magasins exclusifs en France (liste jointe au catalogue)

ISTIA - plus qu'un Institut, une Institution

- HEC - ESCP 2^e année entrée directe
- E.N.M. - C.F.P.A.
- DROIT-SCIENCES ECO

D.E.U.G. et 3^e année

STAGES INTENSIFS ET PREPARATION AUX CONCOURS

SUCCES CONFIRMES

3 juillet,
bonnelles.

NAUTY

POLITIQUE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pasqua ironise sur la « léthargie » de M. Mitterrand

M. Charles Pasqua, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 30 juin, a notamment déclaré : « La situation du pays est entièrement imputable à celui qui en a la responsabilité suprême. M. Mitterrand. M. Cresson a été choisi parce qu'on voulait remplacer M. Rocard. Actuellement, la France n'est pas gouvernée. Pendant trois ans, M. Rocard a fait du « window-dressing » : il a fait l'habillage de la vitrine. (...) Mais le responsable, ce n'est pas lui. C'est le président de la République. Tous les mercredis, il préside le conseil des ministres. De temps en temps, il se réveille, il sort de sa léthargie. (...) Je considère que M. Cresson est en train d'échouer, et je porte là un jugement modéré. »

M. Chirac :

« les caisses vides »

M. Jacques Chirac, invité le même jour du « Forum RMC-L'Express », a affirmé : « M. Cresson a

trouvé en arrivant à l'hôtel Matignon le bilan le plus désastreux qu'un premier ministre ait jamais trouvé sous la 1^{re} République : des caisses totalement vides, un Etat aux abois, obligé de mettre des impôts ou des cotisations supplémentaires pour vivre, des crises fortes dans un certain nombre de domaines, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'immigration, de certains problèmes sociaux qui n'avaient absolument pas été traités depuis trois ans. (...) Alors, on ne peut tout de même pas faire porter à M. Cresson les péchés de son prédécesseur. Nous avons eu trois ans pendant lesquels la France a eu des chances extraordinaires, des moyens financiers, la copacité de nous adapter pour préparer l'Europe. Trois années pendant lesquelles on n'a rien fait. C'est une espèce de faillite, et on voudrait en faire porter la responsabilité à M. Cresson. Moi je dis : laissons-lui quelques mois pour démontrer sa capacité à relever le défi, mais c'est un sacré défi. »

Au Parti socialiste

M. Jean Poperen perd une partie de ses partisans

M. Jean Poperen a réuni, samedi 29 juin, un « collectif d'élus » du courant qu'il anime au sein du Parti socialiste, afin de préciser sa position à une semaine de la réunion du comité directeur et un mois et demi après le changement de gouvernement. Le texte que le ministre des Relations avec le Parlement a soumis à cette assemblée a été adopté par cent sept voix contre quinze (il y a eu dix abstentions et un refus de vote), vote qui avait, a-t-il précisé, une « valeur indicative » quant à l'état d'esprit de ce courant, les participants à la réunion ayant été désignés de manière informelle.

M. Poperen et ses amis assurent, dans cette résolution, qu'ils « ne marchandent pas leur soutien » à M. Edith Cresson. « Nous ne sommes pas, nous déclarons-ils, du genre « un pied dedans, un pied dehors ». Les poperénistes rappellent leur proposition d'un « pacte pour le progrès social », en observant que cette formule a été adoptée par le PS espagnol au pouvoir. N'envoyant en aucune manière de « dissoudre » leur courant - pré-

cision destinée à M. Jean-Marie Ayrault, maire de Nantes, absent samedi - les poperénistes, convaincus que « le prochain congrès statutaire n'aura pas lieu de si tôt », trônent, d'autre part, sur « le cocktail surréaliste du tiers-mondisme et du néo-notionalisme : cousin Fidel et grand-père de Gaulle », que propose, selon eux, M. Jean-Pierre Chevènement.

Cette attaque vise, en fait, une partie du courant, soit environ 20 % de ses membres qui, autour de M. Maryse Bergé-Lavigne, sénateur de la Haute-Garonne, ont choisi de participer à « la construction d'un pôle de gauche dans le Parti socialiste » et mènent, pour ce faire, des discussions avec M. Chevènement et avec M. M. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon. M. Bergé-Lavigne et ses partisans - notamment l'équipe dirigeante des jeunes poperénistes - ont dénoncé les conditions dans lesquelles le ministre des Relations avec le Parlement a « mis de l'ordre » dans son courant.

P. J.

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.

- stage intensif d'été
- stage de pré-rentre
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Chêne-Notre-Dame 75004 Paris
☎ (1) 43 25 63 30

■ MAYOTTE : Une centaine de jeunes empêchent l'atterrissage d'un avion. - Une centaine de jeunes gens, mécontents des conditions de logement des populations délogées pour agrandir l'aéroport de Pamandzi, à Mayotte, ont empêché, samedi après-midi 29 juin, un Fokker 28 d'Air Austral d'atterrir sur cette piste.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SCIENCES et MÉDECINE

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

Numéro spécial

LES RÉFUGIÉS

Face à la croissance irrésistible du nombre de réfugiés, le Haut-Commissariat, en pleine crise financière, reste désarmé. L'Occident, lassé de payer la facture, ferme ses portes. Les tragédies succèdent aux drames. Le Monde Dossiers et Documents fait le point sur une situation explosive.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La session ordinaire du Parlement a pris fin, dans l'après-midi du samedi 29 juin, avec l'adoption définitive du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) et de la réforme du code des télécommunications. Le décret de convocation du Parlement en session extraordinaire a été publié, le même jour, au Journal officiel. A l'ordre du jour de cette session, qui devrait durer une semaine, sont inscrits les projets de loi suivants : administration territoriale de la République, réforme hospitalière, diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), loi d'orientation sur la ville, soutien au bénévolat dans les associations et proposition de loi relative aux commissions d'enquête et de contrôle parlementaires.

La fin de la session ordinaire de printemps a été marquée par un incident à l'Assemblée nationale. Au moment où le président de séance, M. Georges Hage (PC, Nord) prononçait la phrase rituelle de clôture, en présence de la députée, et alors qu'aucun ministre ne siégeait au banc du gouvernement, un homme, assis dans les tribunes du public, a crié « la République est une démocratie ». C'est lamentable, les Français auront honte de cela ! a-t-il ajouté, avant d'être évacué par les agents de l'Assemblée.

M. Robert Fandryd (RPR, Seine-Saint-Denis) s'est indigné de constater qu'aucun représentant du gouvernement « n'ait cru bon de marquer sa déférence envers notre institution » en assistant à la dernière séance de la session ordinaire. Cet incident a donné lieu à un communiqué des services du premier ministre, diffusé samedi soir, précisant que « la présence d'un membre du gouvernement n'est pas obligatoire lors de la clôture de la session parlementaire ordinaire ».

Seul ce communiqué, la clôture de la session était donc « parfaitement correcte du point de vue juridique ». Du point de vue juridique, certes... Les travaux du Parlement se sont achevés par l'adoption des textes suivants :

- A l'Assemblée nationale :

■ Diverses mesures d'ordre social (DMOS) : le Sénat ayant adopté, vendredi 28 juin, une question préalable conduisant au rejet du texte, les députés ont adopté définitivement le DMOS, dans sa version

issue de la seconde lecture à l'Assemblée nationale (le Monde du 28 juin). Ce projet contient notamment la revalorisation de 0,8 % des pensions de retraite à compter du 1^{er} juillet. Comme en deuxième lecture, seul le groupe socialiste a voté pour, les communistes se sont abstenus, le RPR, l'UDF et l'UDC se sont prononcés contre.

■ Diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF) : Aucune motion de censure n'ayant été déposée en réponse à l'engagement de la responsabilité du gouvernement, prononcé vendredi 28 juin par M. Edith Cresson, le projet de loi portant diverses mesures d'ordre économique et financier a été considéré comme adopté en nouvelle lecture. Il sera soumis au Parlement, pour adoption définitive, au cours de la session extraordinaire qui s'ouvrira mardi 4 juillet.

- Au Sénat :

■ Postes et télécommunications : un accord étant intervenu en commission mixte paritaire (CMP), les sénateurs ont adopté définitivement ce projet de loi, qui proposait une nouvelle rédaction de l'article 40 du code des télécommunications, restreignant les pouvoirs des agents assermentés des télécommunications pendant la recherche d'infractions. Cet article 40 avait été annulé par le Conseil constitutionnel qui, dans une décision du 27 décembre 1990, avait jugé qu'il « ne comportait pas de garanties suffisantes pour assurer le respect des droits et libertés de valeur constitutionnelle ».

La nouvelle rédaction de l'article 40, soumise au Parlement, prévoit donc que, pour la recherche d'infractions, les fonctionnaires ne pourront accéder aux locaux « qu'aux heures d'ouverture, s'ils sont ouverts au public, et entre 8 heures et 20 heures dans les autres cas » et leur interdira l'accès aux locaux « servant pour partie de domicile aux intéressés ».

A ces garanties, le texte issu de la CMP en ajoute une autre, qui permet au procureur de la République (dont l'information préalable est obligatoire) de s'opposer à ces

■ Commissions d'enquête et de contrôle parlementaires : la majorité sénatoriale a adopté, avec l'abstention des socialistes et des communistes, la proposition de loi, déposée par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et coignée par les présidents des groupes PS, RPR, UDF et UDC, fixant la règle de la publicité des auditions des commissions d'enquête parlementaire.

Les sénateurs ont adopté un

Réuni en session extraordinaire

Le Parlement termine l'examen de la réforme hospitalière et du projet de loi sur la ville

amendement du gouvernement qui précise que, contrairement aux autres modifications apportées au statut de ces commissions, le principe de la publicité des auditions est « immédiatement applicable ». Cette précision aura comme effet immédiat, dès la promulgation de la loi, de rendre publiques les auditions actuellement menées à l'Assemblée nationale par la commission d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

A l'initiative de M. Etienne Dailly (Rass. dém., Seine-et-Marne), rapporteur de la proposition, plusieurs restrictions ont toutefois été apportées à ce principe de la publicité des auditions. Les sénateurs ont en effet adopté un amendement prévoyant le huis clos « lorsque la personne à entendre en o fait la demande écrite et préalable au président de la commission : lorsqu'elle invoque le secret professionnel, lorsqu'elle a été victime d'un attentat, lorsqu'elle a été victime d'un attentat intérieur ou extérieur de l'Etat, quand celles-ci revêtent un caractère secret ». Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, s'est opposé à ces restrictions en estimant qu'il revenait à la commission d'enquête de décider le huis clos, lorsqu'elle l'estimait nécessaire.

Toujours contre l'avis du gouvernement, les sénateurs ont adopté un autre amendement instituant des peines de deux à cinq ans d'emprisonnement et 3 000 F à 30 000 francs d'amende, à l'encontre de toute personne qui refuserait de comparaître, de prêter serment ou de communiquer des documents demandés par la commission, alors que ce refus n'est aujourd'hui passible que d'amendes de 600 F à 15 000 F.

Le ministre délégué à la justice a en revanche donné son accord à un amendement qui renforce la protection professionnelle des personnes entendues par une commission d'enquête, en précisant que « la carrière des fonctionnaires (...) ne peut être affectée par leur déposition » et qu'« aucun salarié ne peut être sanctionné dans son emploi ou licencié en raison de sa déposition ».

Cette proposition de loi devrait être adoptée définitivement par l'Assemblée nationale au cours de la session extraordinaire de juillet.

■ Vote par procuration des retraités : par 310 voix contre 66 sur 319 votants (seul le groupe socialiste votant contre), les sénateurs ont adopté une proposition de loi déposée par le groupe RPR, autorisant les retraités âgés de plus de soixante ans, à voter par procuration, lorsque, pour des raisons de vacances, ils sont éloignés de leur domicile à

la date d'un scrutin. Le rapporteur de la proposition, M. Michel Ruffin (app. RPR, Meuse), a estimé que les retraités faisaient actuellement l'objet de mesures discriminatoires, puisque le code électoral n'ouvre qu'aux salariés cette autorisation de vote par procuration en cas d'éloignement du domicile le jour des élections.

Le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, s'est opposé fermement à cette proposition de loi, en estimant d'une part que, contrairement aux salariés, dont les congés sont déterminés par l'employeur, les retraités étaient libres de partir lorsqu'ils le souhaitent et que, d'autre part, cette disposition créait une inégalité entre les citoyens : « Pourquoi les personnes maitenantement privées d'emploi au n'en ayant jamais occupé, ne bénéficieraient-elles pas d'une disposition analogue ? », s'est interrogé M. Sueur, co-souffrant qu'en outre le vote par procuration faisait l'objet de nombreuses contestations.

■ Chaire culturelle européenne : Les sénateurs ont adopté définitivement, à la quasi-unanimité, en seconde lecture, le projet de loi modifiant les articles de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, qui tire les conséquences juridiques, dans le droit interne français, de la signature du traité portant création d'une chaîne culturelle, intervenu entre la France et les Länder allemands. Seul le groupe communiste s'est abstenu.

■ Accessibilité des lieux publics : Les sénateurs ont adopté définitivement, à l'unanimité, en seconde lecture, le projet de loi qui porte diverses mesures destinées à favoriser l'accès aux personnes handicapées, non seulement des locaux d'habitation, mais aussi des lieux de travail et des installations recevant du public.

PASCALE ROBERT-DIARD et GILLES PARIS

■ Suppression de la vaccination contre la fièvre aphteuse : Les députés ont adopté définitivement, le 26 juin, le projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, qui vise à interdire la vaccination, obligatoire depuis 1962. Il n'y a eu, en effet, aucun foyer infectieux en France depuis 1981, mais le fait que certains animaux soient encore vaccinés empêche les exportations vers des pays tels que les Etats-Unis, le Canada, le Japon ou la Grande-Bretagne. L'arrêt de la vaccination représente, selon le ministre de l'Agriculture et de la Forêt, M. Louis Mermaz, une économie de près de 200 millions de francs pour les éleveurs.

Une lettre de M. Roger Codou

Nouvelle polémique sur le passé de M. Georges Marchais

Le passé de M. Georges Marchais pendant la guerre suscite une nouvelle polémique. Après la publication, dans nos éditions du 8 juin, d'une réaction indignée de M. Marcel Dufriche, ancien maire communiste de Montreuil, provoquée par l'annonce de la participation du secrétaire général du PCF à la prochaine célébration, le 20 octobre, du cinquantième anniversaire du massacre de Châteaubriant en octobre 1941 - vingt-sept hommes, dont plusieurs militants communistes (Charles Michels, Jean-Pierre Timbaud et Guy Môquet), furent exécutés par les nazis, - nous avons reçu de M. Roger Codou, militant et cadre communiste de 1925 à 1956, auteur d'un ouvrage intitulé le Cabochard (1), la lettre suivante :

M. Dufriche n'est pas allé au fond de sa pensée en ne reprochant à M. Marchais que sa non-résistance. Il ne pouvait aller ou-delà sans se condamner lui-même ainsi que ses amis. (...) Le départ de M. Marchais en Allemagne n'est que la suite logique de son engagement, dès 1940, au service de la machine de guerre nazie.

Le dirigeant du parti a eu conscience qu'il devait dissimuler ce passé en envoyant sa biographie à Who's Who de 1971-1972. Qu'y lit-on ? Marchais Georges, René, Louis ? Mécanicien adjoint à la Société nouvelle de constructions aéronautiques du Centre (Sneema), puis dans une succursale de la Sneema, déporté du travail en Allemagne (1942), évadé (1943)...

C'est la loi d'un mensonge grossier et une bande de taille que l'intérêt s'est bien gardé de renouveler dans le Who's Who suivant. Confronté à l'AGO, filiale du trux allemand AEG, avec une succursale de la Sneema est bien dans le style de M. Marchais... A cet égard, que la Sneema est née en 1945 de la nationalisation de Gnome et Rhône (construction de moteurs d'avions), dont la collaboration fut notoire.

Il était au cabinet du ministre de l'Air en 1945, où le m'occupais des questions sociales dans les usines. Je connaissais donc très bien les problèmes qui les concernaient. Les usines ayant travaillé pour la machine de guerre nazie étaient dites « Rüstungs », c'est-à-dire destinées à la fabrication de la commission du STO (service du travail obligatoire institué en février 1943). C'était, à plus forte raison, le cas de l'AGO.

Curieusement, on n'a jamais fait état de l'erreur de M. Marchais sur la date de création de la Sneema, qui couvrait court à tous les mensonges qu'il a fait confier sur son passé.

(1) Editions François Maspéro, 241 pages, 68 francs.

MEDECINE PHARMACIE

stages de pré-rentre
encadrement
scientifique annuel

IPESUP

enseignement privé supérieur
16-18 rue du Chêne-Notre-Dame 75004 Paris
☎ (1) 43 25 63 30

Trois élections cantonales partielles

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de Valsole (1^{er} tour).

Inscr., 3 399 ; vot., 1 949 ; abst., 42,65 % ; suffr. expr., 1 881. M. René Chapius, RPR et UDF, 673 voix (35,77 %) ; M. Max Demol, PS, m. de Valsole, 568 (30,19 %) ; M. Anne-Marie Ollivier, FN, 248 (13,18 %) ; MM. André Beltramone, div. g., cons. mun. de Valsole, 197 (10,47 %) ; Jean-Louis Romani, div. g., 116 (6,16 %) ; M. Joëlle Tébar, div. g., cons. mun. de Gréoux-les-Bains, 79 (4,19 %). Il y a ballottage.

[Voire de Maurice Chapius, conseiller général UDF depuis 1985 et député le 31 mai dernier, M. René Chapius arrive en tête dans trois des quatre communes du canton, et notamment dans le chef-lieu, où il dispose de 30 suffrages : le maire socialiste, son principal adversaire.

Le deuxième tour se réduira à un duel entre M. Chapius et M. Demol, PS, qui avait occupé ce siège de conseiller général de 1973 à 1985 et avait repris, en 1989, à Maurice Chapius, la mairie de Valsole, que celui-ci lui avait rendue en 1983. Des résultats dépendra l'équilibre au sein de l'assemblée départementale du droit et gauche disposant de quinze sièges chacune, et que précède, au bénéfice de l'âge, M. Maurice Baulfaut, app. UDF (le Monde du 28 juin).

En mars 1985, Maurice Chapius avait été élu au second tour par 1 360 voix (50,93 %) contre 1 310 (49,06 %) à M. Demol sur 2 670 suffrages exprimés, 2 744 votants (soit 14,62 % d'abstention) et 3 214 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 3 214 ; vot., 2 607 ; abst., 18,88 % ; suffr. expr., 2 544 ; M. Maurice Chapius, 1 184 (46,54 %) ; M. Demol, 840 (33,01 %) ; René Baulfaut, div. g., 261 (10,25 %) ; M. Danielle Amphoux, PC, 259 (10,18 %).

ILLE-ET-VILAINE : canton de Bain-de-Bretagne (2^e tour).

Inscr., 10 322 ; vot., 5 470 ;

abst., 47 % ; suffr. expr., 5 088. MM. Georges Magnan, UDF-R, 3 256 voix (63,99 %) ; ELU : Joseph Guillois, div. d., m. de Bain-de-Bretagne, 1 832 (36 %).

[Industriel, âgé de cinquante-trois ans, M. Magnan succède à Constant Habert, CNT, décédé le 15 mai dernier, conseiller général depuis le 5 septembre 1984.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 10 322 ; vot., 5 431 ; abst., 47,38 % ; suffr. expr., 5 291 ; MM. Magnan, 1 443 voix (27,27 %) ; Guillois, 1 857 (35,17 %) ; Maurice Thomas, div. g., 913 (17,25 %) ; Arnel Remault, div. g., 293 (5,53 %) ; Gérard Leroux, Verts, 441 (8,33 %) ; M. Jacqueline Pelletier, FN, 357 (6,74 %) ; M. Omer Gervé, UDF-R, 323 (6,10 %) ; M. Monique Lohy, PC, 164 (3,09 %).

En mars 1985, Constant Habert avait été réélu dès le premier tour, avec 5 055 voix (76,61 %) contre 1 200 (18,18 %) à M. Meur, PS et 243 (3,19 %) à M. Cadieu sur 10 120 inscrits, 6 953 votants (soit 31,29 % d'abstention) et 8 598 suffrages exprimés.]

MARTINIQUE : canton de Schœlcher (1^{er} tour).

Inscr., 4 968 ; vot., 1 590 ; abst., 67,99 % ; suffr. expr., 1 470. MM. Alfred Almond, RPR, 650 voix (44,21 %) ; Jean-Claude Artigay, div. d., eos. sort., 402 (27,34 %) ; Philippe Saint-Cyr, PPM, 243 (16,53 %) ; Robert Clovis, PCM, 67 (4,55 %) ; Lucien Gromat, div. d., 64 (4,35 %) ; René Clerempey, PS, 44 (2,99 %). Il y a ballottage.

[M. Artigay avait été élu en mars 1985, au premier tour, par 1 320 voix (62,76 %) contre 578 (27,48 %) à M. Mauvais, PCM, 141 (6,76 %) à M. Clerempey, div. d., et 64 (3,04 %) à M. Ravetant, ext. g. Il s'était démis de ses fonctions, en mai dernier, pour s'en remettre au jugement du suffrage universel après avoir été inculpé « d'usage de faux et trafic d'influence » dans une affaire sur laquelle le tribunal ne s'est pas encore prononcé.]

مكتبة الشامل

SOCIÉTÉ

La politique d'immigration

M. Jean-Louis Bianco annonce un renforcement des contrôles aux frontières

Le gouvernement s'apprête à donner un tour de vis en matière d'immigration. Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé, dimanche 30 juin, à l'émission «Sept sur Sept» de TF1, des décisions imminentes sur le contrôle des entrées aux frontières et le regroupement familial. «Il faut que les contrôles soient plus durs pour ceux qui ne seraient pas de vrais touristes», a-t-il déclaré. Mais «il y a un vrai problème, a-t-il reconnu, ces reconduites ne sont pas suffisamment exécutées. On ne peut pas mettre les immigrés en situation irrégulière dans des avions réguliers sans qu'il y ait des protestations ou des difficultés».

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration a rappelé que l'afflux des demandeurs d'asile touchait «tous les pays. Les gens qui fuient leur pays pas pour des raisons politiques mais des raisons économiques, nous ne pouvons pas les prendre», a-t-il déclaré en se défendant des accusations de laxisme: «Nous refusons 85 % des demandes d'asile».

Interrogé sur la polygamie, M. Bianco a jugé le phénomène «très marginal. C'est le droit qui dit que les enfants des familles polygames ont droit aux allocations

familiales», a-t-il précisé. «Personnellement, ça me choque, mais c'est l'état de droit», a-t-il ajouté, avant de rappeler que les immigrés avaient le devoir de «respecter les droits et les coutumes» du pays d'accueil.

M. Chirac:
«Ne pas se cacher derrière son doigt»

M. Bianco a qualifié d'«irrationnelle» la notion de «seuil de tolérance» pour les immigrés et a trouvé «juste» de parler du droit de vote des étrangers. Il a souligné qu'avec l'Europe de 1993 des étrangers européens séjourneront un mois par an en France auront le droit de vote «alors que des étrangers qui sont installés là, qui paient leurs impôts depuis dix ou quinze ans n'ont aucune manière de s'exprimer».

De son côté, M. Chirac, invité dimanche 30 juin du «Forum RMC-Express», est revenu sur ses déclarations faisant état d'un

«bruit» et de l'«odeur» dans le voisinage des immigrés, a affirmé qu'il n'avait voulu «offenser personne», mais qu'il ne fallait pas «se cacher derrière son doigt pour porter des problèmes de promiscuité». Le président du RPR a souligné qu'il ne se fondait pas «sur les mêmes principes philosophiques que M. Le Pen», mais estimait qu'en parlant des droits civiques des étrangers le président Mitterrand faisait «de la provocation».

M. Pasqua a, lui aussi, évoqué dimanche la question de l'immigration devant le «Grand jury RTL-Le Monde», en préconisant une politique qui multiplie les contrôles d'identité, les reconduites aux frontières des étrangers en situation irrégulière, la réforme du regroupement familial, du droit d'asile et la nécessité de regrouper les services chargés de l'immigration. Interrogé sur les propos de Jacques Chirac, M. Pasqua a assuré qu'il faut faire très attention aux propos que nous tenons».

Le nombre d'étrangers entrés en France depuis 1982 a dépassé de 450 000 celui des départs

La population étrangère est restée globalement stable en France entre 1982 et 1990, mais cette population s'est renouvelée en se féminisant, et la part des nationaux de la Communauté économique européenne s'est réduite, selon les données du dernier recensement publiées par l'INSEE mercredi 26 juin.

En mars 1990, 3 580 000 étrangers résidaient en France métropolitaine (dont 1,3 million venus de pays de la CEE). En 1982, on avait recensé 3,7 millions, mais, après examen, près de 200 000 personnes (notamment des enfants d'Algériens nés avant 1962), qui s'étaient déclarés étrangers, étaient en fait juridiquement français. Cette fois-ci, la différence ne devait pas dépasser 100 000 dans un sens ou dans l'autre, les étrangers installés en France connaissant mieux leur situation.

La plupart des étrangers (2,8 millions) sont nés hors de France. Ce nombre a peu changé, mais les départs, naissances, décès ont renouvelé la population. Parmi ceux qui étaient présents en 1982, 170 000 sont décédés, 280 000 ont obtenu la nationalité française. Il y aurait donc eu 450 000 entrées de plus qu'il n'y a eu de départs. A la faveur de ces mouvements, le nombre des étrangers venus des pays de la CEE et nés hors de France a diminué de 180 000, pour revenir à 1 080 000 (une baisse moins forte qu'entre

1975 et 1982 cependant), tandis que celui des étrangers «hors CEE» (l'INSEE ne possède pas encore le détail des nationalités) a augmenté d'autant. Cette hausse, moins forte qu'entre les deux recensements précédents, concerne essentiellement les femmes; elle est due aux regroupements familiaux. La même évolution s'est produite pour les étrangers nés en France. La population étrangère en France a vieilli depuis 1982, par suite de sa substitution au rajeunissement des entrées de jeunes adultes venant travailler en France — même si elle reste plus jeune que la moyenne. Les moins de 20 ans n'en représentent plus que 28,5 % au lieu de 33,4 %, les 40-59 ans 26,5 % au lieu de 22,9 %. La répartition des étrangers sur le territoire national reste très inégale: concentrés dans les villes, ils forment 6,3 % de la population totale, mais 13,7 % de celle de Paris, contre 0,9 % en Bretagne. C'est dans les régions Île-de-France (12,9 %), Corse (9,8 %), Rhône-Alpes (7,9 %), Alsace (7,8 %) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (7 %), que leur part est la plus importante, mais elle a diminué depuis 1982, notamment en Corse, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur. De plus, à l'intérieur des régions, les effectifs ont sensiblement varié d'un département à l'autre: ils ont par exemple augmenté en Seine-Saint-Denis et diminué à Paris. G. H.

Pour raisons humanitaires

Plusieurs milliers de demandeurs d'asile déboutés vont être régularisés

Pour la première fois depuis 1982, la situation de plusieurs milliers d'étrangers clandestins va être régularisée. Il ne s'agit pas, comme au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, de remettre les compteurs à zéro en distribuant des titres de séjour à tous les étrangers sans papiers — ils n'avaient été finalement que 131 500 à en obtenir, — mais de remédier à la situation anormale d'une catégorie bien particulière de clandestins considérés comme les victimes des lenteurs de l'administration: les demandeurs d'asile dont les dossiers sont restés au moins deux ans dans les «bureaux» de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) avant d'être rejetés.

Pendant des années, ces demandeurs d'asile victimes des lenteurs de l'administration ont vécu, travaillé légalement, et commencé de prendre racine en France. Certains ont même obtenu de leur retour au pays signifiant pour eux un arrêt de mort ou emprisonnement pour motif politique. Deux cents d'entre eux avaient attiré l'attention par une grève de la faim soutenue par l'abbé Pierre; dix mille avaient défilé à Paris le 25 mai. Une des premières



décisions du gouvernement Cresson avait consisté à accorder aux grévistes une autorisation provisoire de séjour de trois mois, le temps de mener une concertation en vue d'une amélioration des procédures d'instruction des dossiers. Une circulaire est sur le point d'être publiée, qui doit préciser les conditions sous lesquelles pourra s'effectuer une régularisation. Sa mise en œuvre devrait être suivie par un comité de personnalités, où siègent notamment le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et l'abbé Pierre.

«Prime à la clandestinité»

Dans l'attente de ce texte, deux circulaires provisoires, l'une du ministère de l'intérieur à destination des préfetures, l'autre du ministère de la justice adressée aux parquets, ont été discrètement diffusées. La seconde institue un moratoire sur les poursuites et les reconduites à la frontière des demandeurs d'asile déboutés à condition qu'ils aient déposé un dossier avant le 1^{er} janvier 1990, que ce dossier ait mis au moins deux ans à être rejeté, et que l'étranger possède un emploi, un logement, et fasse preuve d'un début d'insertion. Il n'en a pas fallu davantage à M. Pandrao pour dénoncer, au nom du RPR, la «véritable prime à la clandestinité» instaurée par le gouvernement et pour brandir la menace de «la régularisation de 150 000 demandeurs d'asile».

En réalité, les estimations évaluent à environ 100 000 le nombre global des demandeurs d'asile déboutés qui demeurent en France clandestinement en dépit du rejet de leur dossier. La circulaire aux parquets concernerait moins de 25 % de ce total, soit quelque 25 000 personnes.

Encore laisse-t-on entendre au ministère des affaires sociales que le texte de la circulaire définitive pourrait être plus restrictif, au grand dam des organisations de défense des déboutés, qui n'entendent pas relâcher la pression et appellent à une manifestation à Paris, samedi 6 juillet. D'ailleurs, le texte à venir ne ferait que préciser la «circulaire Pandrao» de 1987 qui permet déjà, à titre exceptionnel, de régulariser chaque année quelques centaines de demandeurs d'asile déboutés mais présentant des garanties

d'insertion, ou que l'expulsion exposerait à des risques graves.

Entre la pression des associations humanitaires, qui dénoncent l'hygiène consistant à maintenir dans la clandestinité des étrangers qui, de toute façon, resteront en France, et les accusations de laxisme lancées par la droite et l'extrême droite dans une période où le débat sur l'immigration a tendance à s'emballer, le gouvernement va devoir trancher.

De prime abord, il s'agit seulement de réparer les dégâts humains, causés par le mauvais fonctionnement de l'OFPRA en régularisant des demandeurs d'asile ayant vécu dans la légalité pendant les quatre ou cinq ans qu'a parfois duré l'instruction de leur dossier, puisque la qualité de demandeur d'asile ouvre droit provisoirement au séjour et au travail. Mais, depuis 1990, les moyens de l'OFPRA ont été spectaculairement renforcés. Un demandeur d'asile obtient à présent une réponse — négative dans la plupart des cas — en trois mois en moyenne. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies vient d'ailleurs de saluer les efforts en ce sens. Il faut de ce modèle en Europe» les procédures françaises.

L'opération de régularisation actuelle ne devrait donc plus avoir aucune raison d'être renouvelée. Limitée à des demandes relativement anciennes et à des personnes présentant des signes d'insertion, elle ne devrait pas constituer une incitation pour les candidats à l'émigration. Mais elle ne règle évidemment pas le sort des dizaines de milliers d'autres étrangers qui continuent à frapper aux portes de la France chaque année et, pour certains, à y demeurer. La distinction entre les réfugiés politiques stricto sensu et ceux que la misère pousse vers le nord de la planète apparaît de plus en plus problématique. Les preuves des persécutions subies sont si difficiles à fournir que ceux qui en possèdent ont parfois soupçonnés de les avoir fabriquées.

Les associations comme la CIMADE ou le GISTI dénoncent d'ailleurs les procédures expéditives mises en œuvre par l'OFPRA pour réduire les délais, et qui ne permettraient qu'à un quart des demandeurs d'être entendus en personne, les autres cas étant instruits uniquement sur dossier. Les promesses faites voilà un mois par M. Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, d'une amélioration des procédures pourraient rester lettre morte pour des raisons budgétaires.

La réponse à ce type de problème ainsi que le degré de la bienveillance manifestée par la future circulaire à l'égard des demandeurs d'asile déboutés témoigneraient de l'orientation réelle du gouvernement en matière d'immigration. Pour l'avenir, le président de la République a déjà donné le «la» dans son discours d'Issoudun, le 21 juin, en déclarant que «ceux qui sont clandestins qui échappent à nos lois doivent être humanisés... ramené là où il faudra» et en appelant de ses vœux «un plan mondial (qui) permette d'investir sur place pour que ces immigrations aient moins de sens».

PHILIPPE BERNARD

CATASTROPHES

Des incendies aggravés par la sécheresse

250 000 hectares de forêt brûlés au Québec

Depuis le 13 juin, les régions québécoises de Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la basse Côte nord sont ravagées par d'importants incendies de forêt. 250 000 hectares ont brûlé. Les vingt et un avions-citernes envoyés par le gouvernement ont peine à circonscrire les incendies en raison de la sécheresse.

MONTREAL

correspondance

Près d'une cinquantaine de foyers d'incendies, majoritairement causés par la foudre, ravagent les forêts québécoises. Les feux les plus importants ravagent le nord-est de la province, entre le lac Saint-Jean et le lac Mistassini, et la basse Côte nord, à 110 kilomètres au nord-est de Chibougamau. La sécheresse favorise la progression des flammes qui sont attisées par des vents relativement violents.

A 65 kilomètres à l'ouest de Baie-Comeau, sur la Côte nord québécoise, le «paradis» de la truite mouchetée est dorénavant interdit d'accès au public, en pleine saison de pêche. Les établissements commerciaux de «pouvoirs» de chasse et de pêche et les territoires fauniques connaissent le même sort. La Sécurité du

Québec a reçu l'ordre de bloquer les routes et d'empêcher quiconque de pénétrer dans ce territoire. Une véritable pluie de suie noire et de cendres s'est abattue sur les zones habitées du littoral où quelque sept mille personnes attendent l'ordre d'évacuer.

Selon les indications de la Société de conservation de la Côte nord, trente foyers d'incendie sont toujours en activité dans l'arrière-pays et la moitié d'entre eux ne sont pas maîtrisés. «Seule une pluie abondante pourrait venir à bout de ces feux», confie un coordonnateur du centre de lutte. Nos avions-citernes ne font que les ralentir.»

Ces incendies ravagent une forêt de type commercial «qui était prête pour l'exploitation d'ici peu de temps». En haute Côte nord, où l'économie est largement tributaire des «pouvoirs», les exploitants risquent la ruine. Le feu a détruit notamment des installations de la multinationale Daishowa, second groupe de pâte à papier japonais. Les fonctionnaires du ministère des forêts estiment que les pertes matérielles encourues à ce jour devraient atteindre, en coûts directs et indirects, les 10 millions de dollars canadiens (1).

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Le dollar canadien vaut environ 5,33 FF.

o Nouvelles évacuations dans la région du volcan Pinatubo aux Philippines. — Des milliers de personnes, qui étaient restées dans le voisinage du volcan Pinatubo aux Philippines, ont été à nouveau évacuées de toute urgence vers des zones non inondables. Le volcan continue à trembler. Les pluies abondantes se mêlant avec les débris de roches volcaniques que le Pinatubo ne cesse d'émettre et donnent de redoutables avalanches de boue. Les quelque 300 000 sinistrés pourront tirer profit, même modestement, de la catastrophe: la présidente Corason Aquino a annoncé que son gouvernement achèterait (3 cents la pièce) un million de sacs remplis de cendres volcaniques qui serviront à consolider les digues et les berges des cours d'eau endommagés par les coulées de boue. — (AFP, UPI).

o Douze cents personnes évacuées des bords du volcan Unzen. — Après des pluies torrentielles qui ont duré plusieurs heures, plus de 1 200 personnes ont dû être évacuées, dans la journée du dimanche 30 juin, des environs de l'Unzen en raison des avalanches de boue qui ont dévalé les pentes du volcan. Depuis le réveil de l'Unzen en novembre 1990, après un sommeil de deux siècles, plus de 9 000 personnes ont ainsi été évacuées. — (AP).

o Deux morts et plus de cent blessés dans le séisme de Los Angeles. — Le bilan du séisme de magnitude 6, qui a secoué la région de Los Angeles le 28 juin, est de deux morts (la première victime ayant été écrasée par des débris de la seconde étant décédée d'une crise cardiaque). En outre, 104 blessés (dont 2 très sérieusement) ont dû être soignés dans les hôpitaux et plus de 300 édifices ont été endommagés. — (AFP).

o La direction des thermes de Barbotan crée un fonds de secours pour les familles des victimes. — Les familles des vingt victimes de l'incendie qui s'est produit jeudi 27 juin à Barbotan-les-Thermes (le Mont-Dore 29 juin) pourront bénéficier de la création, par la Chaine thermale du soleil, qui exploite les Thermes, d'un fonds de secours comprenant une avance personnelle de 30 000 F.

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

MBA Master of Business Administration
■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le

Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission: 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur: Doctorats: sciences, lettres, droit; médecine, pharmacie; Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au:
M.B.A. en Management International

Informations et sélections pour l'Europe:
17-25 rue de Chailot, 75116 Paris (Métro: Léna)
tél.: (1) 40 70 11 71

IUA
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme accrédité en A.S. - Public C. - HONG KONG

SOCIÉTÉ

Tandis que subsistent plusieurs foyers de tension

Une délégation d'enfants de harkis sera reçue mercredi à l'hôtel Matignon

La manifestation organisée samedi 29 juin à Narbonne par les enfants d'anciens harkis s'est déroulée dans le calme, mais trois barrages routiers subsistent dans les Bouches-du-Rhône, à proximité de Jouques, de Fuveau et d'Arles. A Avignon, où une délégation a été reçue, samedi matin, à la préfecture, les familles d'anciens harkis ont demandé aux autorités d'apporter avant mercredi 3 juillet « des solutions concrètes à leurs problèmes ». Elles menacent d'empêcher la tenue du tradi-

tionnel festival. Une délégation nationale doit être reçue, mercredi, à l'hôtel Matignon.

Le Conseil national des Français musulmans, réuni samedi à Paris, a demandé, « dans un souci d'apaisement », la remise en liberté des quatre jeunes gens incarcérés à Carcassonne après les incidents de Narbonne, « afin de permettre d'ouvrir un véritable dialogue ». Le mouvement RECOURS-FRANCE a annoncé la constitution d'un comité national « Solidarité, dignité pour les

harkis » associant « des élus de toutes tendances et des chefs d'entreprises nationales et privées ».

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, invité de TF1, dimanche soir, a souhaité que « toute la société française offre enfin un peu de fraternité » à cette communauté. Il a confirmé l'annonce, avant la fin de la semaine, de mesures concernant notamment la formation professionnelle et l'emploi des enfants de harkis.

« Des fusils pour les pères, des balais pour les enfants »

Les « oubliés de l'Histoire » ont manifesté dans le calme, le 29 juin, à Narbonne

NARBONNE

de notre correspondant

Haut lieu des manifestations viticoles, Narbonne, qui fut jadis la Cité rouge chère à Léon Blum, renoue, depuis que la révolte des fils de harkis y a pris racine, avec son passé de lutte et de contestation. Signe des temps : les viticulteurs du Languedoc-Roussillon qui devaient s'y rassembler vendredi 28 juin ont dû, dépassés par l'actualité, déplacer leur manifestation à Béziers, où elle aura lieu le 3 juillet. Car Narbonne vit à présent à l'heure harkis.

Dans les réunions municipales, dans la rue, dans les journaux, il n'y est plus question que des « oubliés de l'Histoire » qui ont su, brutalement, réveiller la mémoire défilante des Français. Symbole d'une violence de banlieue qui a éclaté le 19 juin à la cité des Oliviers, Narbonne a désormais dépassé ce stade en devenant, avec la manifestation tranquille du samedi 29 juin, le symbole d'un mouvement qui a appris à montrer sa force sans tomber dans le piège des excès et de la destruction.

Ce n'était pas évident. Une étincelle, un mot, auraient pu suffire. Mais non, inscrite dans les regards, dans les mâchoires serrées des jeunes hommes défilant au coude-à-coude, la violence est restée jusqu'au bout contenue. Les organisateurs en avaient décidé ainsi. Leur service d'ordre, longue chaîne humaine dont les maillons étaient ceux-là mêmes qui avaient enflammé les dernières nuits nar-

bonnaises, n'a toléré aucun débordement. Les deux cents CRS et gendarmes habillés discrètement cantonnés dans les rues du centre-ville n'ont pas eu à intervenir. Les commerçants qui avaient fermé leur rideau, non par solidarité mais par crainte de violences, ont pu pousser un soupir de soulagement : les bandes sauvages n'ont pas déferlé sur Narbonne.

« Nous nous sommes trompés »

Parti à 14 heures sous le soleil radieux de la triste cité des Oliviers, le cortège comptait 1 000 à 1 200 personnes, harkis audois surtout, auxquels s'étaient jointes des délégations venues des départements voisins, mais aussi de Toulon, Grenoble, Tarbes et Paris. Au premier rang, leurs nombreuses médailles arborées comme un reproche, bras-dessus, bras-dessous, marchaient les pères - l'un d'eux brandissait un drapeau tricolore - fiers mais peut-être aussi gênés d'être là, poussés par leurs fils qui reprennent le flambeau d'une lutte dont on désespère, vingt-neuf ans après, de voir la fin. Au-dessus des têtes, les banderoles sont sèches et criées : « Des fusils pour les pères, des balais pour les enfants ».

Dans les rues pratiquement désertées de leurs habitants, dans un silence pesant qui brisait par moments la litanie des slogans : « Liberté nos frères ! », « Benasoyag, démission ! », « Nous

sommes Français à part entière ! », les trois heures de marche furent ponctuées par une halte au monument aux morts, où une gerbe fut déposée tandis que des manifestants faisaient taire une Marseille qui commençait à s'élever, par des discours devant la sous-préfecture, où l'ancien capitaine Abdel Kader Hamadi, venu de Perpignan, prononça quelques mots qui auraient pu tout faire basculer : « Nous sommes Français, mais la France refuse de le reconnaître. Nous avons toujours cru vivre au pays des libertés et des droits de l'homme. Nous nous sommes trompés. La France n'est pas le pays des droits de l'homme. Il poursuit, échoiragé par les applaudissements : « Les armes que nous avons utilisées au service de la France, nous saurons nous en servir contre l'ingratitude de nos gouvernements ».

Trente emplois

Mais ce message là n'est pas passé. « Ce n'est pas le pain de l'histoire ! Nous ne sommes pas des extrémistes ! », s'insurgea un jeune harki. L'autre était en effet au dialogue. Une délégation comprenant quatre jeunes responsables du mouvement fut reçue par le maire divers droite de Narbonne, M. Hubert Mouly. Une entrevue « extrêmement positive », selon le maire, qui affrît un « paquet cadeau » : trente emplois proposés

par le groupe Bouygues. « A Narbonne, un nous apporte un début de solution », a déclaré, visiblement satisfait, M. Said Ben Miloud, porte-parole de la cité des Oliviers.

Autre nouvelle positive donnée par M. Roland Cautreau, sénateur socialiste, le conseiller social de M^{me} Edith Cresson, M. Pierre-Louis Rémy, reçut le 3 juillet, à Matignon, une délégation de jeunes harkis comprenant deux Narbonnais.

Pour M. Hachemi Bounini, président de la Fédération nationale des rapatriés français de confession islamique, « Narbonne restera un point de référence dans l'histoire des harkis ; maintenant, nous attendons des mesures concrètes. La priorité des priorités reste la libération des quatre jeunes incarcérés. Nous ne lâcherons pas le mouvement tant qu'ils ne seront pas remis en liberté ».

Le juge d'instruction de Narbonne devait se prononcer, lundi 2 juillet, sur le sort de ces quatre fils de harkis arrêtés après les émeutes des 23 et 24 juin. « Si leur libération n'intervenait pas, je ne sais pas quelle serait la réaction des cinq cent mille harkis de France », conclut M. Bounini.

La marche des manifestants se termina où elle avait commencé : à la cité des Oliviers, d'ant M. Mouly a promis de faire tomber les grillages qui en font un monde à part.

BERNARD REVEL

ÉDUCATION

Pour faire face à une situation financière catastrophique

La Fédération des conseils de parents d'élèves a adopté un plan de redressement

Réunis en congrès extraordinaire à Paris dimanche 30 juin, les délégués départementaux de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ont adopté un plan de redressement et un recours à l'emprunt de 16 millions de francs auprès d'une filiale de la CASDEN - la banque « enseignante » - par 54 % de voix pour, 41 % de voix contre et 5 % d'abstentions.

L'un après l'autre, les adhérents ont voté. Et symboliquement, à la mi-journée, l'unique banderole FCPE qui barrait le tableau de l'ambiguïté au-dessus des têtes fédérales s'est décrochée. La chaleur, les tonnerres d'applaudissements, les vagues de buées, avaient eu raison de l'image de la principale organisation de parents d'élèves. Le congrès ordinaire de Bourges à la Pentecôte avait mis au jour le gouffre financier (le Monde du 21 et du 22 mai). Le congrès « à caractère exceptionnel » de Paris, dont les procédures de vote étaient soumises à contrôle d'huissier, confirmait la fracture, à parts quasi égales, entre partisans et opposants de M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE.

Placés devant l'obligation de faire face au cuisant échec de leur association prestataire de services FCPE Solidarité (10 millions de francs de pertes en deux ans), chargée de promouvoir leur assurance scolaire autonome lancée en 1989, les parents d'élèves FCPE devaient finalement décider de souscrire au plan de redressement soumis par la direction nationale.

Ce plan est en tous points identique à celui qui avait été proposé et rejeté six semaines auparavant à Bourges. L'audit financier demandé à la Pentecôte n'ayant été lancé qu'à la fin juin, aucun compte consolidé FCPE-FCPE Solidarité n'a pu être fourni. Aucune explication supplémentaire concernant les dérapages financiers de l'association FCPE Solidarité, dont la seule fonction était de collecter des fonds et de les reverser à son assureur, la Mutuelle accidents confédérale, n'a été avancée.

Le soutien de M. Cornec

Le plan de redressement inclut un recours à un emprunt d'un montant maximum de 16 millions de francs accordé par la Banque monétaire et financière (BMF), filiale de la CASDEN - la banque « enseignante » - assorti d'une garantie hypothécaire sur l'immeuble du siège social de la Fédération. L'emprunt est destiné à couvrir le déficit de FCPE Solidarité, le déficit de la FCPE (2 millions) et le rachat d'un emprunt qui a financé une partie des frais d'infrastructure de l'organisation (5 millions). Le plan prévoit également une souscription à la rentrée auprès des adhérents. La direction semble donc avoir rejeté l'offre du Crédit mutuel, palliativement plus favorable à l'indépendance de l'association, mais financièrement moins intéressante (taux de 11 % contre 10,5 % pour la BMF).

Après avoir vivement mis en

cause la presse et fustigé les départements dissidents qui l'avaient assigné en référé pour demander que soit nommé un administrateur provisoire (le Monde du 20 juin), M. Jean-Pierre Mailles a lancé une violente diatribe contre les écoles privées, n'excluant pas d'« envisager un processus de nationalisation de l'école privée ». Il a également indiqué que « les lettres de cadrage budgétaire n'étaient pas à la hauteur des intentions affichées en matière de priorité de l'éducation ».

Contrairement à M. Jean Andrieu, président de la FCPE de 1980 à 1986, qui avait décidé de ne pas se rendre au congrès de Paris, estimant qu'il s'agissait là d'un « problème interne à la FCPE », M. Jean Cornec, pilier de la grande époque des « parents en marche », président de la FCPE de 1986 à 1990, qui n'était pas intervenu en congrès depuis dix ans, est venu dire « son soutien à la Fédération ». M. Cornec, dont le cabinet d'avocats assure également le conseil de la CASDEN et de la Mutuelle accidents élèves (MAE) (1), a rappelé que, « étant le conseil de tout le monde », il s'était lui-même jadis opposé à une rupture entre la MAE et la FCPE et qu'il avait tout fait pour qu'une médiation ait lieu entre les deux organisations.

Mais si une solution financière a été adoptée, la crise interne à la FCPE semble loin d'être résolue. Les opposants, unis par un même sentiment de « ras-le-bol » mais peu structurés, faisaient valoir que « aucun des prédateurs de M. Mailles ne serait resté aux commandes de l'organisation après les résultats négatifs de Bourges, quitte à se faire réélire par la suite ».

Il s'interrogeait aujourd'hui sur les capacités de leurs dirigeants à prendre en compte les aspirations de leur forte minorité (41 %). Ils rejettent une structure fédérale « lourde » et « sclérosante », où, tandis que le nombre d'adhérents chute (de 1 million en 1981 à 400 000 aujourd'hui), celui des fonctionnaires mis à disposition (MAD) de l'association ne cessait d'augmenter (sept en 1985, une quinzaine aujourd'hui). Ils réclament le retour à une totale transparence financière de la vie fédérale, qui était la règle du temps du président Andrieu.

La fracture est aussi idéologique. On reproche à l'équipe de M. Mailles de ne pas agir, « alors qu'il y a tant à faire à la base », d'être « absent de tous les débats de la politique éducative ». Ce à quoi M. Mailles leur a opposé la semaine d'action prévue du 5 au 12 octobre prochain. Mais c'est la PEEP qu'un interrogateur aujourd'hui à la télévision, a noté un délégué des Deux-Sèvres.

JEAN-MICHEL DUMAY

« Le journaliste constatera que son problème majeur n'a pas été l'accumulation mais la dilution de sa part de vérité, dans ce rapport à double sens ce qu'il imagine de la meilleure loi du monde, où abondent les scories et les faux semblants, et ce qu'il révoque. La frontière entre les deux est insaisissable et mouvante. Le fil de ceci à cela est sa conscience seule. » Citant ce texte de M. Jean Lacouture, M. Jean-Pierre Mailles, président de la FCPE, a commencé son discours d'ouverture, lors du congrès du 30 juin, par une lecture de journaux, adressée notamment à « un grand quotidien du soir ». Nul doute que nous nous souvenons sans réserve à l'analyse de M. Lacouture. Le journaliste en l'occurrence, et en toute « conscience », consiste à tenter d'expliquer pourquoi et comment la FCPE a pu se retrouver, en deux ans, au bord d'un gouffre financier qui l'oblige aujourd'hui à emprunter 16 millions de francs.

MÉDECINE

Les conditions de séjour de handicapés à Aubagne

Arrêt sur image à Castel Roseraie

Un reportage tourné clandestinement dans une maison de retraite d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) où séjournent des handicapés, jeunes et adultes, a déclenché une enquête administrative. Vrai ou faux scandale ?

MARSEILLE

de notre correspondant

« Ces jeunes n'ont rien à faire dans cet établissement s'il n'y a pas les structures qui leur permettent de vivre ce qu'ils ont le droit de vivre. Chaque fois qu'il y a une opération de ce genre, il faut la dénoncer de façon que nous puissions agir », M. Michel Gilbert, secrétaire d'Etat aux handicapés, qui a précisé son intention de « demander un rapport au préfet des Bouches-du-Rhône », a vivement réagi après avoir visionné un reportage tourné clandestinement, à l'intérieur de la maison de retraite Castel Roseraie, située à Aubagne, par la chaîne médicale câblée Canal Santé destinée aux professionnels. Cette maison de retraite agréée accueille des hommes et des femmes âgés invalides, parmi lesquels séjournent, dans un service à part, dix-sept « jeunes adultes » (ils sont âgés de vingt à cinquante ans) polyhandicapés présentant sou-

vent des troubles psychiatriques associés.

Les responsables de Canal Santé ont présenté leur reportage clandestin à M. Gilbert en précisant que cet établissement « était exclusivement agréé pour l'hébergement des personnes âgées et que les conditions faites aux jeunes handicapés adultes, dont certains sont présents depuis vingt ans, étaient déplorables, notamment à cause de l'absence de personnel qualifié », tandis que certains résidents en avaient ni tuteur ni dossier médical.

« Ces accusations sont si excessives et si contraires à la vérité que nous ne pouvons y voir qu'une volonté de nous diffamer et de nous nuire », répliqua M. Philippe Tian, trente-trois ans, directeur de Castel Roseraie, établissement fondé par son père, Maurice, en 1953. « Déjà, l'an dernier, nous avons fait l'objet d'une attaque en règle à la suite d'une émission radio qui faisait large part aux témoignages d'une infirmière qui avait brièvement travaillé chez nous six ans auparavant et nous accusait de maltraiter les résidents. Cette fois, on va plus loin. Je ne sais dans quel but. Je précise, ajoute M. Tian, que, s'il a été possible de filmer aisément à Castel Roseraie, c'est précisément parce que la maison est ouverte à tous, y compris à M. Gilbert,

et que nous n'avons rien à cacher. Surtout pas l'accueil de dix-sept polyhandicapés graves. Nous ne sommes pas allés les chercher mais, à l'époque, la DASS nous a demandé de les accueillir, l'établissement où ils étaient placés venant de l'armée. Puisque certains sont là depuis vingt ans, s'ils avaient été maltraités, cela se saurait. »

Nouvelles normes

De son côté, le docteur Gérard Dohier, depuis dix ans attaché à l'établissement avec son collègue, le docteur Edmond Bernus, précise : « Il est certain que les reportages que l'on peut tourner auprès de personnes gravement atteintes physiquement et psychologiquement sont parfois difficiles à regarder. Un malade qui se souille, un malade qui ne supporte pas ses vêtements, cela donne des images tragiques. Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit maltraité. En tout cas, ceux qui se sont clandestinement introduits dans leur intimité pour en faire un objet de scandale ne sortent pas grandis de leur action. »

« Il est faux et diffamatoire, ajoute M^{me} Nicola Aïzac, surveillante générale de l'établissement, d'affirmer que nous i, bergeons des personnes dépourvues de dossier puisque tous les rési-

dents de Castel Roseraie sont placés chez nous par la direction départementale de l'action sanitaire et sociale. Nous fonctionnons avec un prix de journée de 360 F. Si certains ne reçoivent pas de visite, c'est souvent, hélas, parce qu'ils n'ont pas de famille. »

Castel Roseraie, implantée dans un site rural superbe, est en complète transformation. L'ancien bâtiment n'étant plus adapté, la direction le reconstruit, aux normes actuelles. Un nouveau pavillon est sorti de terre, qui ouvrira ses portes vers le 15 juillet. Il permettra une réfection totale de la partie ancienne. Cent quinze résidents y seront accueillis à terme, « dont nos dix-sept jeunes adultes, et je ne parle pas des demandes en attente. Ou ils iront-ils si nous n'étoient pas là ? », demande M. Tian, qui attend l'enquête avec sérénité.

Ces jeunes handicapés adultes ne devraient pas être accueillis dans ce type d'établissement, en principe réservé aux personnes âgées. Si scandale il y a, il est sans doute là : faute de structures adaptées, on recense dans les seules Bouches-du-Rhône, selon des statistiques officielles, quelque cinq cents jeunes polyhandicapés placés, faute de mieux, dans des maisons du troisième âge.

JEAN CONTRUCCI

Le Monde (1991)
PHILATÉLISTES
 JUILLET/AOÛT 1991
SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE
 Un cahier central détachable de 50 pages
 Avec un cadeau des PTT suisses
PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS
 EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الطفل

CULTURE

PATRIMOINE

Les musées de la mémoire

Ecomusées, musées des arts et traditions populaires, ethnographie des industries et des techniques s'interrogent sur leur avenir

Les musées de société s'interrogent. Cet ensemble énorme, aux contours mal définis, admis du bout des lèvres par l'aristocratie des conservateurs - celle des beaux-arts - connaît un succès grandissant auprès du public. En province essentiellement. A Paris, les musées institutionnels de ce type marquent le pas. C'est donc à Mulhouse que les représentants de cinq cents de ces établissements se sont réunis - du 26 au 28 juin, - conviés par la direction des musées de France (DMF). Cette ville n'a pas été choisie par hasard : dans un rayon de 20 kilomètres, on trouve un musée des chemins de fer, un autre consacré à l'automobile, un troisième dédié à l'impression sur tissu et un dernier à l'architecture et à l'ethnographie alsaciennes.

Cette diversité est parlante. Toute matière, toute production ou activité humaine est désormais gîte de musée : le fer, le bois, le pèche, le pain, la dentelle, le papier, la pipe ou le chapeau. Toute région réclame sa traduction muséale : la Bretagne, la Camargue, l'Aquitaine ou les monts de la Margerie. Les anciens sites industriels ou agricoles sont revisités par les arpenteurs de mémoire : le port de Douarnenez, la forge de Buffon à Montbard ou les installations sidérurgiques du Creusot. Le conservateur new-look s'intéresse à tout : histoire, techniques, habitats, transports.

Le Musée de Fournies-Trélon, dans le Nord (textiles et verrerie) installé dans une ancienne filature,

frôle les 100 000 visiteurs. Le vieux Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne a fait peau neuve et présente l'évolution d'une même technique, du ruban de crinolène à la ceinture de sécurité d'avion : c'est un succès. A Lewarde, près de Douai, on a rouvert, en 1988, un ancien carreau de mine et reconstitué une galerie. La première année, 35 000 personnes se sont déplacées, elles sont 120 000 aujourd'hui. Le Musée de plein air à Cuzais, perdu au fond du Quercy, propose 25 pôles différents (ateliers préindustriels, matériels agricoles, architecture locale), répartis sur 50 hectares. Né il y a trois ans, il accueille 70 000 visiteurs. « La société, bousculée par l'histoire, a besoin de points de repères », estime Emilia Vallant, chargée de mission à la DMF, pour expliquer ce succès.

L'action de Georges-Henri Rivière

Mais l'Etat est rarement à l'origine de ces établissements nés bien souvent d'une initiative locale et de mouvements associatifs. Certains sont anciens et leur création remonte au dix-neuvième siècle. Ils servaient de vitrines et de lieu de formation aux ébambes de commerce ou aux industriels (musées de Saint-Etienne, de Troyes, de Lille, de Mulhouse). Les expositions universelles laissent aussi des traces.

A la fin des années 30, les pouvoirs publics appuient les efforts de Georges-Henri Rivière, qui

renove complètement l'ethnographie française. La France rurale est en train de basculer, il s'agit de préserver une mémoire et des savoir-faire en train de disparaître. Ses projets, nés à la veille de la guerre, mettront longtemps à se réaliser. Le Musée de Bretagne va ouvrir à Rennes, le Musée de Camargue à Arles, le Musée d'Alsace à Riom et celui des Arts et Traditions populaires à Paris, très tardivement, en 1969. C'est le triomphe de la muséographie du fil de nylon qui sert à suspendre les théories d'objets usuels, tous scientifiquement répertoriés, et la conservation de la trilogie : meuble, coiffe et charrette. La composition industrielle de la société, négligée, est abandonnée aux initiatives privées ou locales.

Les personnalités en charge de ces établissements ne sont pas issues - pour la plupart - des filières « nobles » de la conservation : 95 % du corps des conservateurs se dirige automatiquement vers les musées d'arts. Il est à craindre que la nouvelle école du patrimoine ne délaisse, elle aussi, la formation des responsables de ces musées de société. Beaucoup sont des historiens de la technique ou des ingénieurs passés à la conservation par le biais de la muséologie.

Si l'Etat prend conscience de l'ampleur de ce développement - le budget de la culture scientifique et technique qui tournait autour de 15 millions de francs depuis 1981 a été augmenté d'un bon tiers depuis deux ans - les collectivités locales gardent la haute main sur ces « entreprises ». Ces initiatives multiformes ont fini par ébranler les certitudes officielles. La muséographie, élément essentiel dans ces domaines, a été renouvelée. Les alignements typographiques chers aux disciples de Georges-Henri Rivière ont été délaissés au profit de mises en scène moins rigides.

Les difficultés des ATP

Les musées de société en province peuvent afficher leurs bilans sans complexe. La santé de ceux de Paris, en revanche, est plus inquiétante. A commencer par le plus illustre d'entre eux : le Musée des arts et traditions populaires, mausolée funèbre qui s'élève à proximité du Jardin d'acclimatation. L'enfant chéri de Georges-Henri Rivière enregistré vingt mille entrées payantes par an. L'exposition actuellement organisée autour des liens de parenté accueilli par un millier de visiteurs par jour, scolaires compris. Entre les six conservateurs dépendant de la DMF et les quarante chercheurs du CNRS, les relations ne sont pas au beau fixe.

Mais comment en irait-il autrement quand le bateau est encalminé à ce point ? Comment faire revivre un public qui boude le musée vide et ses galeries sombres ? Jean Cuisenier, qui a dirigé les ATP jusqu'en 1989, publie dans la revue le Débat un long article où il explique savamment les conditions d'un renouveau. On se demande seulement pourquoi, en près de vingt ans, il n'a pas réussi à mettre sur pied un si beau programme.

Mais, plus que sa remise en forme, le problème n'est-il pas que le projet a lui-même vieilli ? Le monde rural dont les ATP sont le tombeau exclusif passionné n'est-il encore les foules ? Les conservateurs chargés des collections ont-ils une doctrine ? S'il faut changer de logique, laquelle choisir ? Quels objets désormais collecter ? Quelle doit être la mission d'un musée

national d'ethnographie ? Faut-il disperser ses collections en région ? Peut-on envisager une fusion avec le Musée de l'Homme ? Le CNRS doit-il y maintenir ses laboratoires ? Autant de questions que ne pourra ignorer Roland Arpin, directeur du Musée de la civilisation de Québec (800 000 entrées par an) a été chargé d'une expertise des ATP par M. Jacques Salais, le patron de la DMF.

La rénovation des Arts et Métiers

Autre musée à problèmes : celui des Arts et Métiers, aujourd'hui grenier magique et poussiéreux, bourré, semble-t-il, de toutes les inventions du concours Lépine, où Umberto Eco vient rêver régulièrement devant le pendule de Foucault et l'avion de Clément Ader, mais dénué de budget comme de visiteurs. De soixante mille entrées en 1988, on est passé, grâce aux efforts de Dominique Ferriot, sa nouvelle responsable, à cent vingt mille, dont la moitié au moins sont des scolaires.

Quant à son budget de fonctionnement, il est de 13 millions de francs dont 8,5 millions servent à rémunérer ses cinquante-neuf employés et une bonne partie du reste à l'entretien minimum du bâtiment. Son ministère de tutelle est celui de l'éducation nationale. L'Etat s'est désintéressé de son sort jusqu'au jour où, pendant la cohabitation, lui fut confiée la mission des quatre musées (1), rattachée par la suite aux grands travaux présidentiels. A ce titre, les Arts et Métiers ont reçu une enveloppe de 200 millions de francs pour la rénovation, accompagnée de quelques injonctions paternelles venues de l'Elysée.

Le nouveau musée devra être fin prêt avant la fin du septennat. En octobre 1994, en fait. Pour le bicentenaire de l'institution fondée par l'abbé Grégoire. Il a fallu boucler le programme de rénovation en un temps record. Les questions cruciales ont été évacuées. L'École des arts et métiers a besoin d'une place croissante et aurait volontiers récupéré les espaces du musée, qu'elle a constamment grignotés. On parla même de la traversée libre de la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, serpent de mer qui doit accueillir tous les mal logés. Mais, histoire oblige, François Mitterrand demanda que les collections installées ici depuis 1794 dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs, y demeurent.

On devra donc se contenter de 10 000 m² dont 6 000 m² d'exposition (on est loin des 30 000 m² du Musée des sciences et techniques de Munich). Les Arts et Métiers auront, loi de consolation, une annexe « visible » dans la plaine Saint-Denis (coût estimé : 45 millions de francs). Dominique Ferriot ne pourra présenter, rue du Faubourg-Saint-Martin, qu'une petite fraction de ses énormes collections. Comment choisir ? « On est un musée de traces matérielles », explique Dominique Ferriot. Il faut retracer l'histoire des techniques, montrer les objets, les mettre en rapport les uns avec les autres, cela prend beaucoup de place. D'autant que cette présentation doit être faite pendant dix ans au moins et que le musée devra ne rien perdre de ce charme qui fascine Umberto Eco. Difficile gauchisme.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les quatre musées qui ont fait l'objet de cette mission dépendent tous de l'éducation nationale. Outre celui des Arts et Métiers, il s'agit de la grande école du futur, le Musée de la Ville de Paris de la découverte et du Musée de l'Homme.

ARTS

Un sémaphore à chignon pour Flaine

La sculpture peinte « Tête de femme » (1957) de Picasso a été inaugurée le 29 juin en Haute-Savoie



ADAM RZEPKA - CENTRE GEORGES POMPIDOU

FLAINE

de notre envoyée spéciale

On sait, désormais, que la sculpture a été pour Picasso un lieu de recherches particulièrement fructueuses à toutes les périodes de sa vie. Mais on ignore encore souvent que le peintre s'est intéressé, à plusieurs reprises, à la création de pièces monumentales. En particulier après sa rencontre, en 1957, avec le sculpteur scandinave Carl Nesjar, qui, d'abord à titre expérimental (en 1958 à Larvik, Norvège), puis en tant que collaborateur-interprète, prisa sa main à peindre lors de l'agrandissement en bois de ses maquettes en bois ou en fer peint. Celles-ci étaient le plus souvent une figure décapitée, un Profil, une Tête de femme (Amsterdam, 1965, Jérusalem, 1967, Princeton, 1971, notamment). C'était aussi parfois une Femme aux bras écartés pour le jardin de Kahnweiler (1962) - entrée dans la donation Leiris, la sculpture sera déposée au Musée Picasso en 1992 - ou certainement Déjeuner sur l'herbe (Stockholm, 1966).

Parmi ces maquettes figuraient la Tête de femme faite à Cannes en 1957, une petite merveille faussée simple composée de deux panneaux de contreplaqué découpés, torchés et hisses sur un manche, dont la version monumentale vient d'être inaugurée à Flaine. Où Eric et Sylvie Boissonas l'apportèrent depuis vingt ans, c'est-à-dire depuis qu'ils ont fondé la station de haute montagne, avec Marcel Brucher pour architecte et l'idée d'un lieu hors du commun, pensé en termes d'union austère et sacré du sport, du bon air et de la culture (1).

Picasso avait donné son accord, mais sa mort et les problèmes de succession ont retardé la réalisation monumentale de la Tête. Celle-ci a été menée au cours de ces deux dernières années, dans un hangar du musée de La Villette, où des restaurateurs de tableaux choisis par le Musée national d'art moderne (2) ont procédé à la délicate « mise en peinture » de l'œuvre sur ce matériau qu'on utilise pour fabriquer les ailes d'avion (il a l'avantage d'être léger et de mieux résister aux intempéries que le béton).

« Mise en peinture », c'est-à-dire restitution, à grande échelle - la sculpture de Flaine culmine à 12 mètres, pied compris, alors que la

maquette mesure un peu moins de 80 centimètres de haut, - du geste de Picasso dans ses moindres inflexions, après l'avoir étudié longuement à travers copies et projections agrandies de la maquette : on l'absorbe du maître, on ne pouvait se permettre de l'interpréter, comme Nesjar a pu le faire, avec, d'ailleurs, la bénédiction de Picasso.

Non loin de Dubuffet

La Tête de Flaine, bien que très réussie, dérange un peu, à cause de ce problème de main, qui n'est pas celle de l'auteur. Mais on peut oublier ça, et se laisser prendre au piège de ce grand sémaphore à chignon, autour duquel il faut tourner, car l'image est une et multiple, qui combine figuration et construction géométrique, aplatissement.

A vrai dire, on découvre à Flaine des aspects de la Tête qui échappent quand on se penche sur la maquette. Preuve qu'elle avait bien été pensée à l'échelle monumentale. Des photos de l'atelier attestent, que la montent sur fond de palmiers et de mer. A Flaine, il n'y a pas de palmiers, ni la mer, mais des sapins et la montagne, ce qui revient au même. Picasso n'ayant jamais eu beaucoup d'intérêt pour le paysage, quel qu'il soit.

En fait, la seule infidélité qui lui est faite, pour notre plus grande joie, c'est de se retrouver placée pas très loin, mais assez tout de même pour qu'il n'y ait pas d'échappées désagréables, de Dubuffet, dont le Boqueteau a été « monumentalisé » pour Flaine en 1988. C'est sans doute la première fois que l'on peut ainsi aller de l'un à l'autre, qui à eux deux résumant assez bien l'art du vingtième siècle.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Le lieu pourrait devenir très connu, sans forcément être beaucoup plus rentable, si les nouveaux propriétaires de la station laissent s'installer à l'importance qu'il n'importe où, comme il semblerait, à voir quelques constructions nouvelles, qu'ils posent le faire.

(2) La Fondation Scuder, dont le président est Eric Boissonas, a doté le Centre Pompidou des moyens nécessaires à la réalisation, sous le contrôle du Musée d'art moderne et du Musée Picasso, de l'agrandissement de la tête. La maquette, qui est passée dans la dation Picasso, est conservée à l'Hôtel de Ville. L'œuvre réalisée pour Flaine appartient aux collections du Musée national d'art moderne.

CINÉMA

Sexe, mensonges et téléphone

Une comédie de la séduction avec le téléphone comme Cupidon

JULIA A DEUX AMANTS de Basbar Shbib

Il faut remercier le distributeur français de s'être donné le mal de traduire le titre. Mais la traduction est inexacte : en l'occurrence, Julia has two lovers signifie plutôt que la jeune Californienne, au bord de faire des choix cruciaux dans sa vie sentimentale, possède deux amoureux, ou deux soupçons, Jack et Daniel veulent tous deux épouser Julia. C'est d'ailleurs leur unique point commun.

Le premier, compagnon régulier déjà menacé par la routine du couple, est du genre qui rassure les belles-mères : sérieux, un peu macho. Exit Jack, parti chez sa maman attendre la réponse de Julia. Entre Daniel, par voie téléphonique. C'est l'idée centrale du film, cette longue drague au bout du fil tandis que chacun continue de vaquer à ses occupations quotidiennes - merci les appareils sans fil, Julia (Daphna Kastner, tour à tour lumineuse et Mille Tout-le-Monde) imagine l'homme de ses rêves à travers la voix qui lui raconte d'intimes secrets, auxquels elle répond par d'encore plus personnelles anecdotes.

Même si la mise en scène reste un peu en arrière de ce dispositif plus théâtral que cinématographique, le double jeu (entre Julia et son correspondant, entre les deux prétendants, le trop réel et le trop imaginaire) exalte un érotisme discret et légèrement pervers, tellement plus raffiné que les grosses ficelles du pseudo-mariage en usage à Hollywood : le film y gagne un inépuisable capital de sympathie, conforté par l'incertitude quant à l'homme du téléphone, séducteur roublard ou sincèrement épris, campé avec beaucoup de finesse par David Duchovny.

Mais pourquoi Basbar Shbib a-t-il cru devoir faire déboucher le don Juan des téléphones en chair et en os pour une partie de jambes en l'air, puis faire revenir le premier amoureux et coïncider son scénario dans les buisseries du vaudeville ? Daniel perd son charme dès qu'il apparaît aux yeux de Julia, les deux hommes face-à-face n'ont que des banalités à se dire, et on comprend que la jeune femme les plante là pour aller dormir sur la plage, seule.

JEAN-MICHEL FRODON

Affreux, propre et gentil

JUNIOR LE TERRIBLE de Dennis Dugan

Voilà le film d'un inconnu - Dennis Dugan - avec des acteurs inconnus et un titre français, Junior le terrible, qui fait redouter les pires névroses enfantines. Un film sorti à la sauve et qui vaut mieux que tout ça. C'est du Dickens ouïe que. La réalisation, c'est vrai, est nulle, mais l'histoire est bien ficelée de ce gamin effronté, qui, abandonné à sa naissance, décide de trouver sa place au soleil, bouscule tout et tout le monde. Trimballé d'une famille adoptive à l'autre, il finit par s'enfermer dans un orphelinat aîné, et a fait adopter une fois de plus par de braves gens.

Enfin, braves, c'est vite dit. Pour la famille, il s'agit d'être invité par les familles du quartier qui, toutes ont des enfants. « Être mère donne du pouvoir », dit-elle. Quant à l'homme, c'est un idéaliste bête. Fasciné par l'ennemi public numéro un, le

taureau au nez papillon, Junior se dépanse, sa surprise, découvre jusqu'à son bête de papa adoptif, qui comprend enfin que l'amour n'est pas l'indulgence, mais que l'indulgence souvent est signe de lâcheté, de paresse intellectuelle.

La morale arrive par flashes, par coups de poing, sans insister. L'esprit est brutalement impertinent, dans le veinage de Simpson, le dessin animé qui passe sur Canal Plus, aventures d'une famille effroyablement américaine. La caricature est tout aussi poussée, la vraisemblance carrément évacuée, le rythme suffisamment hâletant pour qu'on ne s'attarde pas sur la bêtise de la mise en scène, le gamin ressemble à tous les gosses de sept ans, étouffés, imaginatifs, pour qui tout est jeu, c'est de leur âge.

On peut emmener les enfants sans craindre de leur donner des idées, ils les ont déjà, c'est certain, et ils s'amusent presque autant que les parents.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

Don Quichotte au Festival de Gavarnie

TABLES

de notre correspondant

Don Quichotte va monter au paradis, celui qui frôle les montagnes et les nuages. Le chef-d'œuvre de Cervantes sera à l'affiche de la septième édition du Festival de Gavarnie du 18 au 28 juillet 1991, sur la scène naturelle la plus haute d'Europe. François Joxe, fondateur et directeur du Chantier-Théâtre, après avoir mis en scène le Dieu de Victor Hugo, la Divine comédie de Dante, la Chanson de Roland le Songe d'une nuit d'été de Shakespeare, Révolution, une adaptation de 1789, et enfin Dom

Juan de Molère et Mozart, veut faire revivre l'âme de Don Quichotte, de sa Duleine, de sa fanatique Rosalinde, et de son inébranlable Sancho Pança, au pied même de la muraille des Pyrénées qui a donné écho à la légende de la fresque la plus populaire du patrimoine artistique européen.

J.-J. R.

18 et 28 juillet 1991. Renseignements : Agence départementale du tourisme des Hautes-Pyrénées. A Tarbes : 62-93-03-30. Chantier-Théâtre à Paris, 42-78-56-38. Office du tourisme de Gavarnie 62-52-48-10.

THEATRE

MOGADOR

DERNIERE 12 JUILLET

LES FOURBERIES DE SCAPIN

MISE EN SCENE

JEAN-PIERRE VINCENT

L.O.C.A.T.I.O.N

48 78 04 04

مکان التفریح

CULTURE

La mort du philosophe et sociologue Henri Lefebvre

Les aventures d'un dialecticien

Le philosophe et sociologue Henri Lefebvre est mort à l'âge de quatre-vingt-dix ans, dans la nuit de vendredi 28 à samedi 29 juin à l'hôpital de Pau. Il était né le 16 juin 1901 à Hagetmau dans les Landes.

Henri Lefebvre est un des tout derniers intellectuels dont on peut dire qu'il a traversé son siècle. L'expression a, certes, beaucoup servi, mais elle n'aura hélas plus cours. Ce n'est pas seulement une affaire d'âge, de génération, mais tout d'abord une question de style : c'est une figure particulière d'intellectuel qui s'évanouit, celle, si déniée aujourd'hui, de l'intellectuel engagé, toujours et partout « dans le coup », comme aurait dit Sartre.

Depuis l'âge de vingt ans, où il débarque à Paris pour suivre les cours de Maurice Blondel et de Léon Brunschwig, jusqu'à ces dernières années, où il était retourné vivre dans son Béarn natal, Henri Lefebvre n'a cessé d'être de tous les bons et tous les mauvais coups de ce siècle, imprévisible et imprévoyant. La traversée fut donc une aventure.

Tout — ou presque — avait commencé par une revue, *Philosophies*, créée en 1924 avec Pierre Morhange, Norbert Guterman, Georges Palicot, puis, en 1926, et de tentatives de rapprochement avec les surréalistes. Georges Friedmann et Paul Nizan rejoignent bientôt le groupe des « philosophes ». Mais, très vite, la politique déclassa ces espérances avant-gardistes, dont Paul Nizan s'inspira pour son roman *La Conspiration*. Henri Lefebvre entre au Parti communiste en 1928. Il en sortira trente ans plus tard et publiera un de ses livres majeurs, *La Somme et le reste*.

(réédition Méridiens-Klincksieck, 1990), où, de son propre aveu, il voulait dire « une délivrance et le bonheur retrouvé (...) après une longue, longue période d'asphyxie, de déshydratation, de déceptions camouflées ». Le stalinisme ne l'avait pas épargné. Son livre *L'Existentialisme* (Sagittaire, 1946) en porte les stigmates.

Professeur de philosophie en province jusqu'à la guerre, Henri Lefebvre participe activement au renouveau philosophique des années 30 : découverte des écrits philosophiques de Marx, lecture de Hegel et de Nietzsche — auquel il ne cessera jamais de s'intéresser — discussions autour de Heidegger, réflexions conceptuelles sur l'aliénation, la mystification, le quotidien. Il publie seul (*Le Matérialisme dialectique*, réédition PUF, 1990) ou avec Guterman (*La Conscience mystifiée*, réédition Le Sycomore, 1979) des ouvrages qui n'ont pas tous l'heur de plaire au Parti. Mais Henri Lefebvre s'est déjà amusé d'une autonomie théorique que, selon Edgar Morin (dans *Autocritique*), il devra payer d'une « servitude politique totale », qui lui sera longtemps reprochée, notamment à propos de l'affaire Nizan.

Le creuset du mouvement de mai 1968

Commence alors la période la plus originale, la plus foisonnante de son œuvre : sa collaboration à la revue *Arguments*, de Duviols, Morin et Axelos ; sa rencontre mouvementée avec Guy Debord et les situationnistes ; sa participation aux universités d'été de Korpilahti, organisées par les dissidents soviétiques de la revue *Pravda*, avec Serge Malin, Herbert Marcuse, Lucien Goldmann... ; et, surtout, après un long passage au CNRS, où il est entré en

1948, le début de ses enseignements à l'Université, à Strasbourg puis à Nanterre, qui deviennent le point de ralliement, le creuset où s'élaborent, se discutent nombre des idées du mouvement de mai 1968. Daniel Cohn-Bendit fait partie de ses étudiants.

Après avoir, Henri Lefebvre a publié *Introduction à la modernité* (Éditions de Minuit, 1982), la *Production de la Commune* (Gallimard, 1965) et, surtout, sa *Critique de la vie quotidienne*, dont le premier tome paraît en 1947, le second en 1962 et le dernier en 1981 (*L'Arche*) : une œuvre essentielle, pionnière, où se déploie une subtilité dialectique du vécu et du conçu, du réel et du virtuel, pour montrer que le quotidien est l'enjeu, le théâtre et le critère du changement social. Un des grands apports théoriques d'Henri Lefebvre est précisément d'avoir fait du quotidien un champ d'exploration sociologique et de réflexion philosophique, en phase avec les exigences de son époque, et particulièrement avec la revendication fondamentale du « changer la vie » qui irrigue alors tous les mouvements sociaux.

Dans les années 70, Henri Lefebvre oriente sa réflexion sur les problèmes de l'espace et de la ville. Ses ouvrages (*Le Droit à la ville* [Anthropos, 1968], *La Révolution urbaine* [Gallimard, 1970], *Production de l'espace* [Anthropos, 1974] deviennent vite des textes de référence pour les architectes, urbanistes, sociologues... Son activité théorique et polémique se concentre aussi sur d'autres problèmes : l'autogestion, les « luttes différentielles », le « mode de production fasciste », le « structuralisme ». Durant toute cette période, Henri Lefebvre agit doc, pour reprendre l'expression d'un de ses « fils spirituels », René Lourau, comme un véritable « programmeur de l'intelligibilité », aussi bien en France qu'à l'étranger, où son œuvre est abondamment traduite et influente.

Surprenant, voire atypique nombre de ses amis, Henri Lefebvre entame à partir de 1978 un rapprochement qu'il veut « critique » avec le Parti communiste et même temps qu'il continue dans ses publications et conférences à défendre l'actualité du marxisme, d'un marxisme à sa façon (qui n'est pas celui d'Althusser ou de Gramsci, qu'il a longtemps combattus), c'est-à-dire un marxisme sans cesse revivifié, dialectique par l'expérience sociale et historique.

Procédant souvent par intuitions audacieuses et raccourcis risqués, parfois contestables ou irritants, dont beaucoup de ses ouvrages se ressentent, Henri Lefebvre fut tout sauf un théoricien borné, positiviste ou spécialiste, et il passa souvent pour inaccessible, sinon insaisissable. Par sa préoccupation permanente du vécu, du sensuel, de l'utopie, en même temps que par le mouvement dialectique permanent qu'il a cherché à penser (et à transmettre), Henri Lefebvre, la plus indépendante des contingences idéologiques, est traversé par une exigence esthétique, et parfois même poétique, qui lui assure de perdurer et, surtout, d'inspirer ou — pour reprendre une expression qu'il affectionnait — d'offrir à qui voudra s'en saisir une « gerbe de possibles ».

OLIVIER CORPET
► Olivier Corpet est administrateur de l'IMEC (Institut Mémoire de l'édition contemporaine).

Bibliographie

Henri Lefebvre a publié plus d'une soixantaine d'ouvrages. Outre les livres cités, on retiendra : *Logique formelle, logique dialectique*, Ed. Librairie, réédition 1982 ; *Le Marxisme*, PUF, 1948 (collection « Que Sais-je ? ») ; *La Vallée de Campan*, PUF, réédition 1991 ; *Métaphilosophie*, Minuit, 1965 ; *Sociologie de Marx*, PUF, 1966 ; *L'irruption de Nanterre au sommet*, Anthropos, 1968 ; *La Fin de l'Histoire*, Minuit, 1970 ; *Le Manifeste différentieliste*, Gallimard, 1971 ; *Hegel, Marx, Nietzsche ou le royaume des ombres*, Castelman, 1975 ; *Idéologie struc-*

Un romantique détroqué

Ce fut, au cours des années 50, la grande éné, le complice. Nous étions alors quelques-uns à nous réunir pour discuter interminablement des changements du monde, de l'art et du désir. Un soir, Henri Lefebvre est venu nous rejoindre...

Il était dans la force de son âge, s'entourait de jeunes femmes, et sa virilité joyeuse celle du roi bédouin auquel il ressemblait — justifiait la passion d'une révolution, dont nous ne savions pas encore qu'elle était l'insaisissable fantôme du siècle. Il parlait d'une voix chahuteuse et lente — celle d'un chanoine ou d'un séducteur.

Transmettait-il quelque chose de la passion de sa jeunesse, lorsqu'avec Morhange et Politzer il commentait Schelling qu'il admirait fort et dont il regrettait seulement qu'il eût « voulu reconstruire l'être, sans l'éprouver » ? A-t-il conservé jusqu'au bout cet esthétisme métaphysique et politique ? N'a-t-il pas été un « romantique détroqué », comme l'a dit le surréaliste, cheminé dans l'hégélianisme, tenté d'insuffler à Marx une dimension que les marxistes ne soup-

onnaient pas, bédouin contre l'existentialisme, trop proche de lui, sans doute, il a joué à cache-cache avec le stalinisme : s'en approchant, qu'il vivrait le mémoire de Nizan, rédigeait des livres de patronage idéologique ; quand il s'en écartait, il écrivait ses grands textes sur la mystification, le vie quotidien, la société urbaine.

Il s'attachait à parler d'écrits valant déchirés comme lui-même — Nietzsche, Kierkegaard... — et sa philosophie fut celle de ses inquiètes contradictions. Peut-être eût-il voulu vivre ses idées divergentes ? Le force qui l'entraînait est souvent retombée — celle d'une critique redoublée du monde qu'était un appel au grand large. Une inspiration qui anime Georges Perec et Jean Baudrillard.

Il fut un *has been*, comme tous ceux, vieux et jeunes, qui ont tenté de changer par la pensée le cours de ce siècle impitoyable, qui ramène aujourd'hui les athlètes de la critique sur la ligne de départ d'une histoire devenue folle. Qu'importe ! Ne nous étonnons-nous pas nous-mêmes à travers lui ?

JEAN DUVIGNAUD

PUBLICATION JUDICIAIRE

COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt du 7 juin 1990, la Cour d'Appel de Paris a confirmé un jugement rendu par la 17^e Chambre Correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris le 17 janvier 1989 ayant reconnu MM. Alain BARBANEL et Jean MENANTEAU auteurs du livre *BOUYGUES, L'EMPIRE MODERNE*, ainsi que leur éditeur, M. Paul FOURNEL. PDG de la société ÉDITIONS RAMSAY, civilement responsables d'écrits diffamatoires à l'encontre de M. Roger TAILLIBERT, architecte en chef des Bâtiments de France et Palais Nationaux. La Cour a considéré que certains passages de l'ouvrage incriminé ont porté atteinte de manière injustifiée et non fondée à la réputation professionnelle de M. TAILLIBERT. La Cour a rappelé également que les défendeurs n'avaient pas rapporté la preuve de leurs allégations diffamatoires, ni celle de leur bonne foi ; qu'ils avaient omis les vérifications qui s'imposaient.

En conséquence, la Cour a condamné solidairement MM. BARBANEL, MENANTEAU et FOURNEL à verser à M. TAILLIBERT la somme de 30 000 F à titre de dommages-intérêts ainsi que la somme de 7 000 F au titre des frais de procédure. La Cour a ordonné, en outre, la suppression dans tout tirage, réimpression et réimpression du livre *BOUYGUES, L'EMPIRE MODERNE* des passages diffamatoires incriminés.

OPERA
BASTILLE
IDOMENEE
Mozart / Chung / Miquel
LOCATION OUVERTE
PAR CORRESPONDANCE
120, RUE DE LYON 75012 PARIS

SPECTACLES

LUNDI 1^{er} JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Le Biennale du documentaire de Marseille : *Pace Valley* (1981, v.o. s.t.), de Johan van der Kolk, 20 h.

PALEIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
La Furie du désir (1952, v.o.), de King Vidor, 18 h : Une femme qui s'efface (1952, v.o.), de George Cukor, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma australien : *The Suffer* (1986, v.o. s.t.), de Frank Shields, 14 h 30 ; *Calao and Cora* (1984, v.o. s.t.), de Gary Kilday, 17 h 30 : La Route est ouverte (1948, v.o. s.t.), d'Harry Watt, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Lep., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
ALICE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-59-00) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).
AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-réalisé, v.o.) : Les Trois Loups, 6 (45-74-93-50).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-54-55).
BIX (It., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Escorial, 13 (47-07-28-04).
LE CARREFOUR DES INNOCENTS (A., v.o.) : Action École, 5 (43-25-72-07).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

PARIS EN VISITES

MARDI 2 JUILLET

« Le monde du spectacle au cinéma » du Montparnasse, 10 h 30, entrée, boulevard Edgar-Quinet (V. de Langlade).
« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, rue du Faubourg-Montmartrien (Paris Autrefois).
« Gauguin et l'École de Pont-Aven », au Musée d'Orsay, 10 h 45, vaseirne collective.
« Les gravures de Piranesi », 12 h 30, Fondation Mona-Bismark, 34, avenue de New-York (G. Marbeau-Center).
« Hôtels, églises et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul/Le Marais (Lutèce-Visites).
« Église et hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Michel/Léon, sortie boulevard Henri-IV (E. Roman).
« La Concorde, la Sainte Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).
« Hôtels et jardins du Marais sud », Place des Vosges, 14 h 30, sortie

métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).
« Toute l'île Saint-Louis », 14 h 45, métro Pont-Marie (M. Banassat).
« Cité d'artistes, jardins et courtes », à travers le quartier Montsouris, 14 h 45, métro Cité-Universitaire (V. de Langlade).
« Montmartre, une lune sacrée, un village pittoresque », 15 heures, sommet du funiculaire, au fanion Paris Autrefois.
« L'Opéra-Garnier », 15 heures, en haut des marches, à gauche (Tourisme culturel).
« De Saint-Séverin à Saint-Julien-le-Pauvre, Villon et le vie des étudiants au Moyen Âge, Vieilles histoires de la rue aux dévotions, Les caves du Petit Châtelet », 15 heures, sortie métro Cité (F. Hautier).
« Les dernières années de Jean Dubuffet », 20 heures, Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, côté rue de Rivoli (G. Marbeau-Center).
« Hôtels célèbres du Marais illuminés », 14 h 30, métro Saint-Paul/Le Marais (Lutèce-Visites).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

EDWARD AUX MAINS D'ARGENT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

LA FIÈVRE D'AIMER (A., v.o.) : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

GRAND CANYON (A.) : La Gode, 19 (40-05-80-00).

GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Bn., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-59-00) ; Club Gaumont (Publicis Montignonn), 6 (43-37-57-47).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.o.) : Ombert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Sept Parnasse, 14 (43-20-32-20).

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Pathé Marny-Concorde, 8 (43-59-82-82).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnasse, 14 (43-20-32-20).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Blanche Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

LA LISTE NIRE (A., v.o.) : 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; v.f. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

LOLA ZIPPER (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1, 6 (43-26-48-18).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-59-00).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48).

MERCY LA VIE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Sept Parnasse, 14 (43-20-32-20).

MISERY (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET OMBRE (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

NIGHTA (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-36) ; Pathé Marny-Concorde, 8 (43-59-82-82).

PERSONNE N'EST PARFAITE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Parnasse Opéra, 6 (47-42-80-31).

Lire la suite page 16

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

WILHELM KEMPF ET CLAUDIO ARRAU : Hommage à deux géants

ÉTERNEL. Rude printemps pour le piano : après Rudolf Serkin, Wilhelm Kempff et Claudio Arrau viennent de nous quitter. Une page d'histoire est tournée. GLAMOUR. A Vienne, toutes les stars de la musique ont été immortalisées par l'objectif de Lillian Fayer. Pour nous, la grande photographie a ouvert son album souvenir.

SINGULIER. Corniste de formation, compositeur par vocation, chef d'orchestre à l'ascension fulgurante, Esa-Pekka Salonen fait figure de surdoué atypique. Un entretien.

INDISPENSABLE. Les festivals d'été sont florissants. Comme chaque année, *Le Monde de la Musique* vous offre tous les programmes, commentés et illustrés, en un supplément de poche gratuit.

Et aussi : Mozart sur ordonnance : la composition s'enseigne-t-elle ? ; danse : les dix ans qui ont changé le monde ; l'actualité ; les disques ; les livres ; les petites annonces de l'été.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

SPECTACLES

LUNDI 1^{er} JUILLET

CINÉMAS

Suite de la page 15

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Latina, 4 (42-78-47-96) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; PDU Sacha (Fr.) : Rex, 2 (42-38-83-83) ; **PRETTY WOMAN** (A., v.o.) : Bysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Grand

Pavols, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ; **LA REINE BLANCHE** (Fr.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; **RHAPSODIE EN AOUT** (Jap., v.o.) : Lucarne, 9 (45-44-57-34) ; **ROBIN DES BOIS** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; v.f. : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ;

Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; **ROBINSON & CIE** (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-96) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) ; **SAILOR ET LULA** (Fr., v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; **SAISONS (A.)** : La Gaieté, 19 (40-05-80-00) ; **SALE COMME UN ANGE** (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (45-28-80-28) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ;

LE TRIDMPE DE BABAR (Fr.-Can.) : Club Gaumont (Publicis Masion), 8 (43-59-31-87) ; Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) ; **UN BAISER AVANT DE MOURIR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; **UN CŒUR QUI BAT** (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; **UN THÉ AU SAHARA** (Brit., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) ; **UNE ÉPOQUE FORMIDABLE...** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-08-01-50) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-89-00-16) ; Fauvette Bis, 15 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h ; **LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h ; **LE DÉCALOGUE 11, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI** (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) 12 h ; **DERESOU DUZALA** (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 21 h ; **OO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-97-18-08) 22 h ; **LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 15 h ; **LE VEIL** (A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 18 h ; **FANTASIA** (A.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 17 h ; **LA FEMME FLAMBÉE** (It. (A.), v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 20 ; **LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 13 h 45 ; **L'HISTOIRE SANS FIN** (All., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 15 h ; **L'HOMME BLESSÉ** (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 50 ; **HUSBANDS** (A., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) 12 h ; **JE T'AIME, MOI NON PLUS** (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h ; **JEAN GALMOT AVENTURIER** (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34) 14 h ;

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 17 h ; **LES QUATRE CENTS COUPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) 12 h ; **QUERELLE** (Fr. (A.), v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 22 h 30 ; **SA MAJESTÉ DES MOUCHES** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 14 h ; **SALAAM BOMBAY** (Indo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-97-18-08) 18 h ; **THE LAST MOVIE** (A., v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 45 ; **THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-97-18-08) 22 h ; **TILAI** (Burkinabé, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-97-18-08) 20 h ; **LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNES** (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) 22 h 20 ; **UNE HISTOIRE INVENTÉE** (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-96) 18 h 15 ; **VIOLENCE ET PASSION** (It., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 30 ; **VOL AU-DESSUS D'UN NIO DE COUCOU** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) 12 h ;

LES FILMS NOUVEAUX

ALL THE KING'S MEN : Film chinois de Taiwan, couleurs, 1h33. Film historique de King Hu, v.o. : Utopie, 5 (43-28-84-85) ; République Cinémas, 11 (48-06-51-33) ; **CELLINI** : Film italien de Giacomo Battiato, v.o. : Bretagne, 6 (42-22-57-37) ; **JALOUSIE** : Film français de Kathleen Fontenay : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; **LA RELÈVE** : Film américain de Clint Eastwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-88-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-83-18-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 15 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ;

SUSHI SUSHI : Film français de Laurent Perin : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; **TOUTJOURS SEULS** : Film français de Gérard Mordillat : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

37/2 : Film français de Jean-Jacques Beineix : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; **VERAZ** : Film franco-espagnolisation de Xavier Castano : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (47-70-33-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86) ;

LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; **SOIGNI D'ORO** (It., v.o.) : Cinéoches, 6 (49-33-10-82) ; **THE FIELD** (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; **THE TWO JAKES** (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Studio 28, 19 (46-06-36-07) ;

LES GRANDES REPRISES
A BIGGER SPLASH (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) ;
ARABESQUE (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ;
ARIANE (A., v.o.) : Action Christno, 6 (43-29-11-30) ;
L'ATALANTE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ;
LA BALLADE DES SANS-ESPOIRS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Balcons, 9 (45-61-10-60) ;
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ;
CENDRILLON (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ;
EASY RIDER (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ;
FANTASIA (A.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ;
LE GRANO SOMMEIL (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ;
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ;
INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-96) ;
LADY FOR A DAY (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-88-83) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ;
LOLITA (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ;

JIMI HENDRIX : Film américain de O.A. Pennabaker, Chris Hegedus et Murray Lerer, v.o. : Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; **JULIA A DEUX AMANTS** : Film américain de Bashar Shbib, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Racine Odéon, 6 (43-28-19-88) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; **JUNIOR LE TERRIBLE** : Film américain de Dennis Dugan, v.o. : UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 15 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ; **LEATHERFACE** (Fr.) : Film américain de Jeff Burr, v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ;

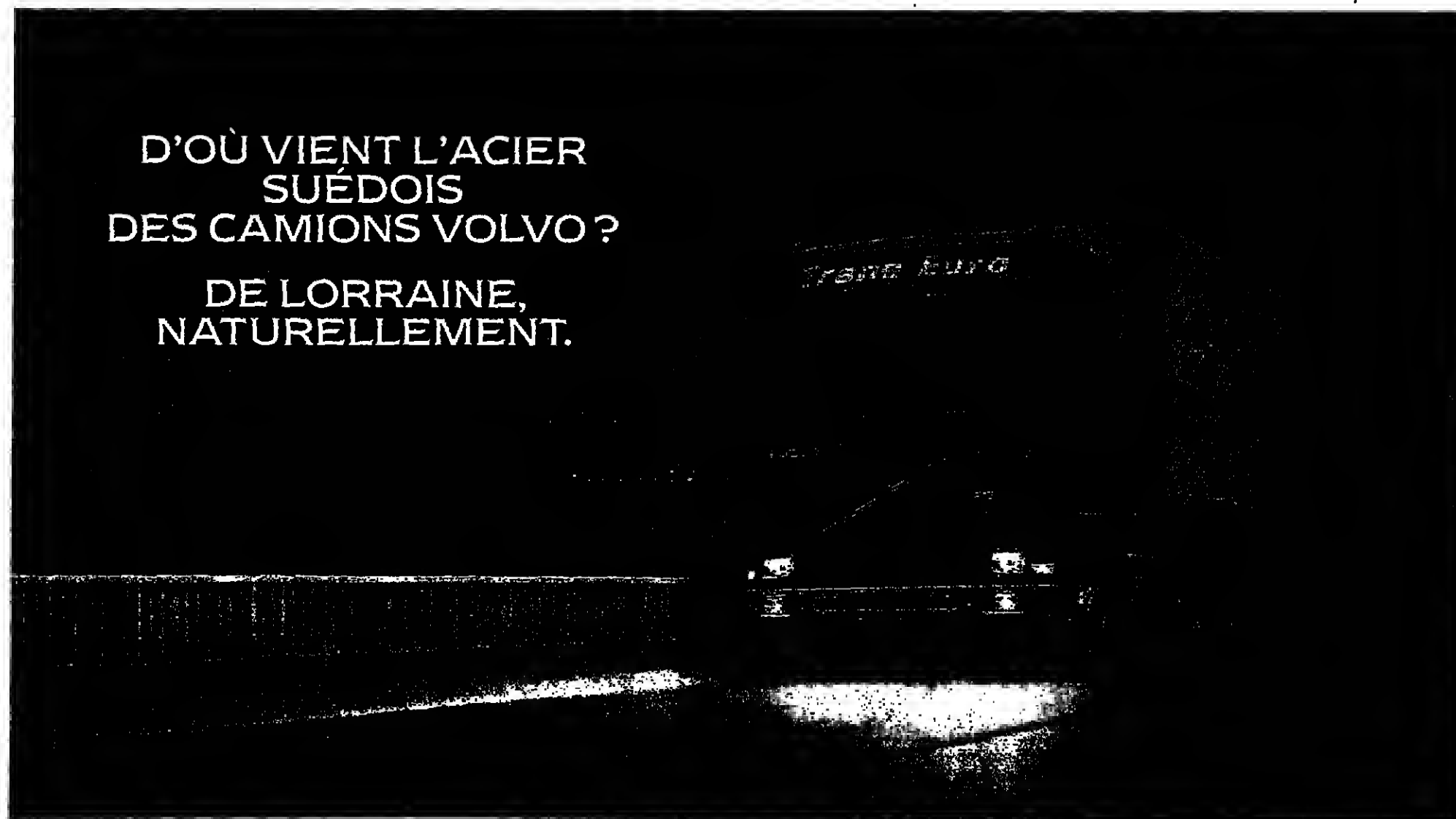
LES MARRITIENS : Film américain de Patrick Read Johnson, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 15 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37) ;

LE SILENCE DES AGNEAUX (A., v.o.) : Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-83) ; **SOIGNI D'ORO** (It., v.o.) : Cinéoches, 6 (49-33-10-82) ; **THE FIELD** (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; **THE TWO JAKES** (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Studio 28, 19 (46-06-36-07) ; **THELMA ET LOUISE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8 (45-83-18-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-91) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-78-78) ; UGC Maillet, 17 (40-58-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; **TOTO LE HÉROS** (Bel.-Fr.-Ail.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-49-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-83-40) ;

LES SÉANCES SPÉCIALES
A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) 12 h, 14 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10 ; **ALEXANDRE NEVSKI** (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 21 h ; **L'ALLÉE DES OSMANTHES** (Chn.-Taiwan, v.o.) : Utopie, 5 (43-28-84-85) 18 h 10 ; **AMADEUS** (A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 21 h ; **ARIANE** (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17 (43-29-79-89) 14 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30 ; **ARIZONA JUNIOR** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 19 h ; **LA BÊTE HUMAINE** (Fr.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) 12 h 05 ; **BLADE RUNNER** (Fr.) (A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 20 h ;

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 14 h ; **MAUVAIS SANG** (Fr.) : Cné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 10 h 40 ; **1984** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 20 h ; **MO' BETTER BLUES** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-97-18-08) 22 h ; **LE MONOË SELOM GARP** (A., v.o.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 22 h ; **MONSIEUR ARKADIN** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-58) 19 h ; **OU EST LA MAISON DE MON AMI ?** (Iranien, v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) 12 h ; **OUTREMER** (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 16 h ; **PETER ET ELLIOTT LE DRAGON** (A., v.o.) : République Cinémas, 11 (48-06-51-33) 15 h 30 ; **POUSSIERES DANS LE VENT** (Chn., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h ;



En France, on parle souvent de l'acier suédois. C'est une référence. Modestie latine? Sans doute. Car les Suédois, pour leur part, utilisent souvent l'acier français qui est l'un des plus performants du monde. Pour les cabines de camions Volvo, par exemple. Et il n'y a pas que l'acier: Volvo achète encore plus

à la France qu'il ne lui vend. Et pourtant il lui vend beaucoup: la France est un des principaux marchés de Volvo dans le monde. L'accord Renault-Volvo consacre cette amitié traditionnelle entre notre groupe et la France. Une amitié qui ne date pas d'hier. Et qui ne s'arrêtera pas demain.

Volvo: Effectif: 68000 personnes. Chiffre d'affaires: 83 milliards de SEK. Secteurs d'activité: voitures, camions, bus et cars; moteurs marins et industriels; aéronautique; services financiers et de intérêts stratégiques importants dans l'industrie pharmaceutique et agro-alimentaire. Volvo est l'un des principaux

Groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement. En France, Volvo emploie plus de 2000 personnes et réalise plus de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires. *1SEK: environ 1 FF.

VOLVO
et la France... une longue histoire d'amour

هكذا من الناحية

- 18 L'inflation menace la croissance allemande
19 Adia, numéro deux mondial du travail temporaire
21 à 24 Champs économiques
32 La Banque du Japon baisse son taux d'escompte
32 Marchés financiers
33 Bourse de Paris

Le rapport du CERC sur l'évolution des revenus entre 1987 et 1990

Satisfecit à contretemps

Une croissance 1990 ralentie mais plus généreuse pour le travail et toujours favorable pour les revenus de la propriété. Ces conclusions, établies par le CERC, devraient mettre un peu de baume au cœur des socialistes.

Pour les salariés, la contrepartie des années de forte croissance est versée avec retard, mais elle n'en est pas moins palpable. En 1990, le supplément de revenus distribuable (125 milliards de francs) s'est réparti à raison de 84 % pour le travail (salarié et

La rémunération du capital a progressé moins rapidement que celle des salariés

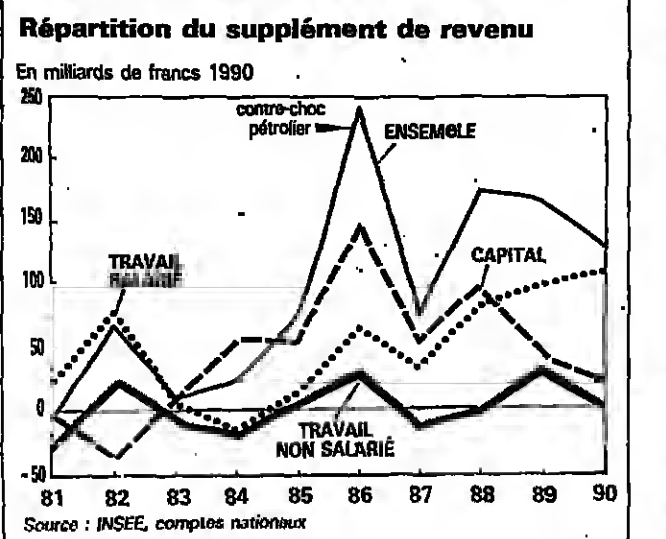
Moins soutenue les années précédentes, la croissance aura été, en 1990, « plus favorable à l'emploi et au pouvoir d'achat des salariés que par le passé ». Ce constat (1) dressé lundi 1^{er} juillet par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) se situe « apparemment en rupture avec les tendances observées au cours des années précédentes ». Alors que le patrimoine « continue à être bien rémunéré », la moitié des revenus supplémentaires des ménages provient de la croissance de l'emploi.

Les revenus salariaux - Dans le secteur privé et semi-public (12,9 millions de personnes), le salaire net moyen enregistré un gain de pouvoir d'achat de 1,9 % en 1990 alors qu'une baisse de 0,1 % avait été observée en 1989 et que la baisse moyenne s'élevait à 0,8 % en 1988. Sur la période 1987-1990, la progression annuelle moyenne atteint 0,9 %. Ce résultat est la conséquence des hausses nominales de salaires - soutenues au premier semestre 1990 mais plus limitées par la suite - du développement de l'intéressement et de la participation mais aussi de l'évolution structurelle de l'emploi (augmentation de la proportion des salariés les plus qualifiés). A structure constante, le gain de pouvoir d'achat n'aurait été que 1,5 %.

Les revenus sociaux - Le pouvoir d'achat de l'ensemble des prestations sociales a été maintenu mais leur masse s'est accrue de 3,4 % en francs constants en 1990 sous l'effet, notamment, de la création du RMI, de la croissance des bénéficiaires de l'allocation-logement et des prestations d'assurance-maladie. L'accroissement des dépenses liées aux retraites se ralentit légèrement bien que les nouveaux pensionnés « ont toujours, en moyenne, des droits supérieurs à ceux des personnes déjà en retraite ».

Les revenus du patrimoine - Entre 1987 et 1990, le revenu courant du patrimoine de rapport des particuliers avant impôt sur le revenu s'est accru en masse de 7,5 % par an en francs constants. Ce sont les valeurs mobilières (y compris les SICAV) qui ont progressé le plus rapidement (12 % en moyenne annuelle). Les revenus issus de l'immobilier augmentent de 8,1 % sur la période alors qu'en 1990 ceux des valeurs mobilières et de l'épargne liquide (du fait de l'arrivée des revenus des PEPs) ont progressé « un peu plus rapidement que les autres ».

Les revenus non salariaux - « La progression du revenu agricole moyen par exploitation, exprimé en francs constants, dépasserait 12 % » en 1990, estime le CERC. Cette augmentation provient de la forte hausse du prix des vins, de la baisse de celui des engrais et aliments mais aussi de « l'augmentation des subventions, notamment en raison de la sécheresse et des prix du bétail ». Le pouvoir d'achat des viticulteurs et des producteurs de fruits s'accroît, sensiblement mais celui des céréaliers diminue. Pour la première fois



non salarié) et de 16 % pour le capital, alors que, sur la période 1987-1990, le partage était de deux tiers-un tiers. Plus élevés (1,9 % contre 0,9 % en moyenne annuelle entre 1987 et 1990), les gains de pouvoir d'achat obtenus en 1990 ont aussi été mieux répartis. Pour moitié, ils découlent de la croissance de l'emploi, notamment féminin, malgré la dégradation perceptible à partir du milieu de l'année. Autrement dit, les salariés français gagnent autant à obtenir des revalorisations salariales qu'à voir le chômage reculer.

Par ailleurs, si la rémunération des capitaux pèse, la part qui leur revient correspond en totalité à la contrepartie du stock de capital supplémentaire, et que le revenu primaire des sociétés baisse de 6,2 %, ce dernier demeure tout de même bien orienté (+ 5,4 % sur l'ensemble de la période). Les entreprises, qui font de plus en plus un appel direct à l'épargne, ont distribué plus de dividendes (+ 14 %) après une très bonne année 1989. Dans ces conditions, les revenus de la propriété continuent de progresser fortement (+ 11,6 %).

Apparemment, le gouvernement peut donc - comme l'a relevé M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS - se féliciter d'un constat dressé par le CERC. Pourtant, ce satisfecit survient à contretemps et risque de placer en porte-à-faux M^{me} Edith Cresson et le « nouvel élan » qu'elle entend donner après trois années de gestion Rocard empreintes d'une certaine « grisaille ». D'abord parce que le gain annuel de 2 % de pouvoir d'achat réalisé entre 1987 et 1990 par les salariés correspond certes à des années de forte croissance mais coïncide aussi avec le « règne » de son prédécesseur. Mais surtout parce qu'il paraît acquis que le bilan 1991 sera moins flatteur : on sait déjà que l'activité est en chute libre et que le chômage est en forte hausse.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'an passé, la rémunération totale des salariés (3 382 milliards de francs, soit un peu plus de la moitié du PIB) s'est accrue de 10,4 milliards de francs, ce qui correspond à une augmentation de 3,2 %. Parallèlement, la rémunération du capital a progressé moins rapidement (+ 2,4 %, soit 20 milliards supplémentaires). Sa part dans le partage de la croissance est donc en baisse pour la deuxième année consécutive alors que, depuis 1983, elle était en hausse continue. Quant au travail non salarié, sa rémunération a progressé de 1 milliard de francs (+ 0,2 %) en 1990.

Les revenus non salariaux - « La progression du revenu agricole moyen par exploitation, exprimé en francs constants, dépasserait 12 % » en 1990, estime le CERC. Cette augmentation provient de la forte hausse du prix des vins, de la baisse de celui des engrais et aliments mais aussi de « l'augmentation des subventions, notamment en raison de la sécheresse et des prix du bétail ». Le pouvoir d'achat des viticulteurs et des producteurs de fruits s'accroît, sensiblement mais celui des céréaliers diminue. Pour la première fois

Rassemblant des pays producteurs et des pays consommateurs

Un véritable sommet pétrolier est réuni à Paris

Vingt et un ministres, autant de hauts fonctionnaires, représentent onze pays consommateurs et douze pays producteurs de pétrole ainsi que les principales organisations économiques internationales : le séminaire organisé à Paris lundi 1^{er} et mardi 2 juillet a toutes les effluves d'un véritable sommet pétrolier.

En dépit des précautions de style des deux organisateurs, la France et le Venezuela, pour ne pas froisser les États-Unis, cette réunion constitue bel et bien l'émulsion d'un dialogue international.

Cette initiative, la première de son genre, avait d'emblée valeur de test. « Il y avait dans la démarche des présidents français et vénézuélien une bonne part de pari », a reconnu le ministre français de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn.

bien sûr, Venezuela, - et cinq de pays extérieurs à l'organisation - URSS, Mexique, Norvège, Oman et Égypte. Du côté des consommateurs, outre le France, six pays seront aussi représentés au niveau ministériel - Italie, Allemagne, Brésil, Inde, Tchécoslovaquie et Espagne. Deux autres ont envoyé un fonctionnaire de rang élevé - la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Quant aux seuls producteurs choisis de manifester leurs réticences, en déléguant des « observateurs » de rang moyen : États-Unis, Canada, Japon et Corée.

Les organisations internationales enfin ont répondu de façon très positive puisque la FMI, la Banque mondiale, l'ONU, le Conseil de coopération du Golfe, le CEE, l'OECD, l'Agence internationale de l'énergie, la BERD et l'Association européenne des compagnies pétrolières seront tous représentés par des responsables de premier plan.

La voie est donc étroite pour les organisateurs français et vénézuéliens, obligés de loucher entre deux écueils : d'un côté le risque, si les thèmes retenus sont trop vagues, de n'aboutir à rien, de l'autre le danger de provoquer un clash avec les États-Unis qui pourraient la réouverture touchée au vif du sujet.

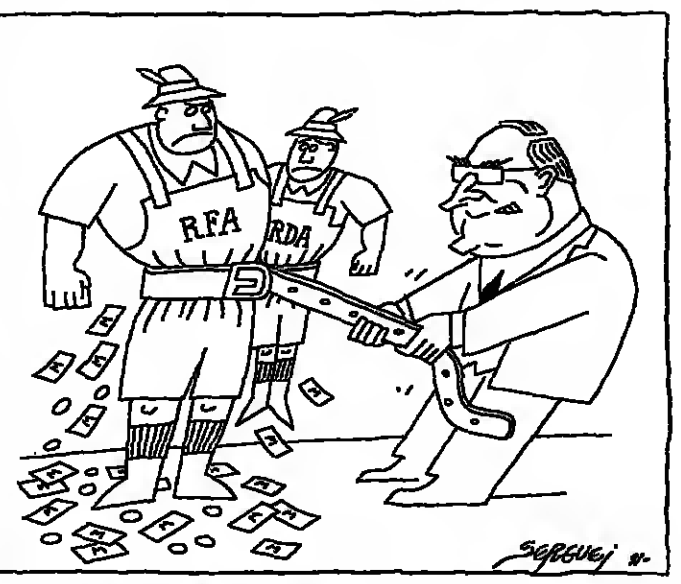
Sans aller jusqu'à un accord international formel, il est possible toutefois de faire beaucoup avancer les choses. « Le marché joue un rôle utile, bien qu'important, dans l'allocation des ressources à court terme, mais il est incapable de fournir les signaux de prix nécessaires aux décisions d'investissement qui influencent l'équilibre de l'offre et de la demande à long terme », note M. Robert Mabro, dans une étude publiée par l'Institut d'Oxford pour les études énergétiques (I) à l'occasion de cette réunion. « Le rôle du marché, ajoute-t-il, doit donc être complété par deux autres types de mécanismes : l'un qui améliore les informations nécessaires pour prendre de bonnes décisions d'investissement, l'autre qui donne au marché des indications sur un niveau autour duquel les prix peuvent fluctuer librement à la hausse et à la baisse en réponse aux forces économiques à court terme ».

Sans attendre de convaincre les Américains du bien-fondé de cette démarche, les organisateurs du séminaire de Paris se contenteront d'aborder le sujet de fond - les prix du brut - par la bande. Les thèmes retenus - évolution à moyen terme du marché pétrolier, coopération industrielle entre producteurs et consommateurs, fonctionnement des marchés à terme, pétrole et environnement - sont a priori suffisamment larges pour permettre tous les débats.

VERONIQUE MAURIS

(1) Un dialogue entre producteurs et consommateurs : le pouvoir et le commerce, par Robert Mabro, Oxford Institute for Energy Studies, 7, Woodstock Road, Oxford OX2 6FA, Grande-Bretagne.

Un an après l'union monétaire
Forte augmentation des impôts en Allemagne



Un an exactement après l'union monétaire entre la RDA et la RFA, les contribuables allemands sont mis à rude épreuve. Hausse des impôts et des taxes sur l'essence ou les cigarettes : à partir du 1^{er} juillet entrent en vigueur les mesures fiscales adoptées par le gouvernement et le Parlement, qui constituent l'écroulement le plus important de la pression fiscale imposée en une fois dans l'histoire de la République fédérale.

BONN

La ponction sera immédiatement sensible pour les salariés, dont l'impôt est prélevé à la source par l'employeur. L'impôt sur le revenu est augmenté d'une contribution de solidarité de 7,5 %, ce qui correspond à une diminution du revenu mensuel net allant de 0,36 % à 1,875 % en fonction de la progressivité des prélèvements fiscaux. L'effet en sera quelque peu adouci par les augmentations de salaire - 7 % en moyenne - obtenues dans la plupart des branches professionnelles lors des négociations salariales de ce printemps.

La loi de finance prévoit que ce prélèvement exceptionnel, qui devrait rapporter près de 22 milliards de marks au budget fédéral, sera supprimé le 30 juin 1992. Bien que nombreux soient cependant ceux qui croient aujourd'hui que le gouvernement soit en mesure de tenir sa parole : aux dépenses liées à l'unification viennent maintenant s'ajouter celles qui découlent de la décision prise le 20 juin par le Bundestag de transférer le siège du gouvernement et du Parlement à Berlin. Le ministre des finances, M. Theo Waigel (CSU), qui était partisan de Bonn, n'a pas exclu que les frais de déménagement rendent indispensable une prolongation de cette « contribution de solidarité ».

Plus 85 centimes pour le super

Les Allemands, qui vont bientôt prendre en masse le chemin des vacances d'été, vont être particulièrement sensibles à l'augmentation des taxes sur les carburants : 85 centimes par litre de super avec plomb, qui passe de 4,62 F le litre à 5,47 F en moyenne, alors que les taxes pour le super sans plomb augmentent de 75 centimes et celles sur le diesel de 34 centimes. Le prix du kilowatt-heure va également augmenter de 12 centimes environ, alors qu'il est déjà le plus cher d'Europe en raison de taxes prélevées pour le maintien de l'industrie charbonnière. Les automobilistes seront aussi touchés par l'augmentation de 7 % à 10 % de l'impôt sur les assurances et de celle de la vignette sur les véhicules Diesel. Toutes ces mesures, qui ne sont pas limitées dans le temps, devraient rapporter près de 20 milliards de marks au budget de l'État en année pleine. Le 1^{er} mars 1992, le prix du paquet de cigarette passera de 4 à 5 marks (de 13,6 à 17 F).

D'autres ponctions seront effectuées au moyen d'augmentations des tarifs téléphoniques et postaux et de la suppression d'avantages fiscaux accordés à certaines professions et aux habitants des régions ou districts autrefois défavorisés par la division du pays, comme Berlin-Ouest.

contribuables sont bien minces : elles se limitent à l'augmentation des abattements familiaux pour l'impôt sur le revenu et à celle des retraites dans les nouveaux Länder. Ce tour de vis met à mal le grand projet fiscal du chancelier Kohl qui devait aboutir à une baisse générale des impôts et à une réduction de l'endettement public. Les sociaux-démocrates, majoritaires au Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, où sont représentés les Länder, ont obtenu que le gouvernement renonce à l'un des éléments essentiels de la réforme fiscale élaborée par le ministère des finances avant l'unité : la suppression de l'impôt sur la fortune et le capital des entreprises. Il ne sera pourtant provisoirement pas perçu dans les nouveaux Länder pour ne pas décourager les investisseurs disposés à s'engager dans l'ancienne RDA.

Pas d'élections en vue

Le calendrier politique est favorable à l'introduction de mesures fiscales douloureuses : il n'y a pas d'élections importantes en vue avant 1993, et le chancelier Kohl a déjà payé le prix politique de ce que ses adversaires appellent un « mensonge fiscal ». Les électeurs de Hesse et de Rhénanie-Palatin ont en effet durablement puni le Parti chrétien-démocrate, rendu responsable des promesses hasardeuses d'un chancelier qui avait assuré, au cours de sa campagne législative victorieuse de décembre 1990, que l'unité allemande pourrait être financée sans augmentation d'impôts.

Les coûts engendrés par l'unification s'avèrent beaucoup plus élevés que prévu : les dernières évaluations révèlent un montant de 150 milliards de marks pour l'année 1991. A titre de comparaison, le budget fédéral se monte pour la même année à 400 milliards de marks. L'endettement global de l'Allemagne s'élève à 1 600 milliards de marks, et pourrait atteindre les 2 000 milliards dans deux ans, soit 60 % du produit national brut. Le danger est grand de voir dérapier les taux d'intérêt et repartir l'inflation.

Le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, a menacé de démissionner si le gouvernement ne procédait pas à la suppression de 10 milliards de subventions accordées à divers secteurs économiques. Mais l'affaire est politiquement délicate : elle risque d'ajouter des troubles sociaux dans des secteurs dépendant des subventions étatiques au mécontentement général provoqué par l'augmentation des impôts directs et indirects. Il s'agit des charbonnages, où la grogne commence à se faire entendre, et de l'agriculture, dont les responsables sonnent déjà le tocsin.

Le gouvernement de coalition du chancelier Kohl va devoir, au cours des trois années de la présente législature, naviguer entre de nombreux écueils. Il doit tout à la fois maintenir sa crédibilité européenne et internationale en pratiquant à l'intérieur une politique de rigueur budgétaire qu'elle exige de ses partenaires pour donner son accord à l'union monétaire européenne et faire face aux coûts astronomiques de l'unification avec une population peu disposée à faire de grands sacrifices pour cette cause.

LUC ROSENZWEIG

Lire également les articles de Christine Holzbauer-Hudson et de Ludwig Siegle, page 18.

ÉCONOMIE

Un an après l'union monétaire outre-Rhin

L'inflation menace la croissance de l'Allemagne

Avant même l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet, du train de hausses décidées par le gouvernement, l'indice du coût de la vie a déjà fait un bond. En juin, les prix ont augmenté de 3,5 % par rapport au même mois de l'année précédente, soit le plus forte hausse en huit ans en Allemagne de l'Ouest. Pour les Allemands qui s'étaient habitués depuis longtemps à vivre avec des taux de moins de 3 %, le pilule est dure à avaler, particulièrement avec les nouvelles augmentations d'impôts qui vont entamer leur pouvoir d'achat et les obliger à rogner sur leur épargne.

FRANCFORT

de notre correspondante

Selon une estimation de la Deutschebank, les prix devraient augmenter de 0,9 % en juillet et août. La barre fatidique des 4 % d'inflation pourrait ainsi être franchie en Allemagne cette année. Jusqu'à présent, la plupart des instituts de conjoncture avaient pronostiqué un taux d'inflation de 3,5 % en 1991, après 2,5 % en 1990. La bonne tenue du deutschemark par rapport au dollar sera donc déterminante pour éviter tout nouveau dérapage des prix par le biais des importations. Dans le cas contraire, la Bundesbank pourrait à nouveau utiliser l'arme des taux d'intérêt pour maintenir la stabilité des prix, ce qui risquerait d'affecter la croissance. La

croissance dépend avant tout d'une reprise de l'activité dans les cinq nouveaux Länder. Ils ont été à l'origine du boom observé à l'Ouest en 1990, avec un taux de croissance record de 4,7 % à cause - notamment - de la fringale des Allemands de l'Est pour tous les produits occidentaux. Avec les nouveaux prélèvements, la demande intérieure, à l'Ouest comme à l'Est, va être affectée au premier chef, ce qui devrait se traduire par une baisse des dépenses de consommation et d'investissements. Combinée avec un ralentissement de l'activité mondiale, et donc un recul des exportations allemandes, cette baisse va avoir un effet direct sur la croissance. Selon l'institut de la conjoncture de Kiel, le PNB allemand devrait encore augmenter de 3 % cette année, mais il stagnera l'année prochaine avec une hausse de seulement 1,5 %.

Limiter les augmentations salariales

Pour les instituts de Berlin et de Hambourg, l'économie allemande doit essayer de sortir du dilemme de la spirale inflationniste auquel elle est confrontée, sans tomber dans l'écueil d'une récession induite par une augmentation des taux d'intérêt. D'où l'appel lancé par les deux instituts aux principaux partenaires sociaux afin de limiter les augmentations salariales en cours de négociation à une hausse inférieure à 5 % et permettre des créations d'emplois massives. Le seul moyen, selon eux, de financer les transferts à l'Est sans recourir à de nouveaux impôts

ou taxer les marchés monétaires, avec le risque de faire grimper de facto les taux d'intérêt.

Le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, qui doit remplacer l'actuel président, M. Karl-Otto Poehl, le 1^{er} août, critique la politique conduite depuis un an. Dans un entretien accordé à *Die Welt* lundi 1^{er} juillet, il fustige notamment les hausses de salaires intervenues en Allemagne de l'Est depuis l'introduction de l'union monétaire, qui ont dépassé dans quelques cas « les 60 % », ce qui n'est « pas supportable sur le plan économique ». « Il faut appliquer le principe selon lequel il est impossible de payer des salaires supérieurs à ce que l'on gagne », dit-il. M. Schlesinger réitère sa mise en garde à l'égard des pouvoirs publics : « Il est très important » que l'endettement public, accru pour payer la note de l'union, se réduise au cours des prochaines années, et « en aucun cas, il ne doit s'aggraver ». Les augmentations d'impôts entrant en vigueur sont « un premier pas » vers la consolidation de cet endettement, mais « il est encore plus important que l'Etat coupe dans ses dépenses ».

Le vent de panique qui a soufflé sur les Bourses allemandes, vendredi 28 juin, à la suite de la décision de la cour de justice de Karlsruhe d'imposer une date limite au gouvernement pour mettre en place un contrôle plus efficace sur les revenus de l'épargne, a montré combien la nervosité des marchés était grande.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Controverse autour de la réduction des aides publiques

A peine nommé ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann brandissait déjà sa démission. Si le gouvernement allemand ne parvenait pas à supprimer 10 milliards de marks (environ 34 milliards de francs) de subventions publiques par an dès l'année prochaine, il serait « de nouveau un député libre », avait-il déclaré, en mars, dans une interview à *Die Zeit*.

Pour le ministre libéral, connu surtout pour ses « coups » médiatiques (*la Monde* du 22 janvier), l'heure de vérité approche. Lors de la préparation du budget 1992, la coalition de Bonn n'est pas parvenue à trouver un compromis et les coupes, acceptées dans leur principe, ont été renvoyées à plus tard. Sa menace - stylique dans la vie politique du pays - n'est pas étrangère à sa volonté indéniable de faire la une des journaux. Mais M. Möllemann met la main à la pâte : pour financer les centaines de milliards de marks que coûte l'unification, il ne suffit pas d'augmenter les impôts. Une réduction sensible des subventions est aussi indispensable.

L'objectif de 34 milliards de francs de réduction mis en avant par le ministre de l'économie semble assez modeste par rapport au montant que les entreprises allemandes reçoivent chaque année de l'Etat. Selon le « rapport des subventions » du gouvernement, le total des aides publiques versées dans l'ex-RFA

s'élève en effet à 220 milliards de francs environ. Des économistes indépendants estiment même qu'il tourne autour du double.

Les plus grandes entreprises allemandes sont les mieux servies. Daimler Benz, numéro un d'outre-Rhin, est à la tête du palmarès des bénéficiaires. Selon son PDG, M. Eddard Reuter, le groupe a reçu de l'Etat presque 15 milliards de francs en 1990, essentiellement pour les projets de recherche de ses filiales des branches aéronautique et militaire.

La structure de ces aides n'apporte pas de surprises. Les agriculteurs dépassent tous les autres bénéficiaires (68 milliards de francs d'aides en 1990), suivis du logement (47,8 milliards de francs) et de l'industrie charbonnière (34 milliards de francs). Autres secteurs bien lotis : la construction navale, l'aéronautique et l'industrie d'armement.

Dégagements fiscaux

Dans le domaine des aides publiques, l'Allemagne n'a donc rien à envier à la France. Les statistiques de la Commission des Communautés européennes le montrent clairement : en Allemagne, 5 % des dépenses publiques sont des subventions, tandis que de ce côté-ci du Rhin ce chiffre ne s'élève qu'à 4 %. En revanche, par salarier dans l'industrie, c'est la France qui

mène : 10 192 contre 7 946 francs.

A la différence de la France, l'Allemagne privilégie les dégrèvements fiscaux. Les responsables à Bonn en ont établi une liste, dans laquelle ils espèrent réaliser près de 18 milliards de francs d'économies. Un exemple : la taxe normale de la TVA (14 %) sera désormais applicable aux machines à sous, ce qui doit rapporter 1 milliard de francs.

Le reste des réductions est évidemment beaucoup plus difficile à trouver. Les victimes potentielles défendent leurs privilèges de toute leur force. Parfois même avec des formes d'actions violentes jusqu'à présent plus en vogue en France qu'en Allemagne : il y a eu, pendant une manifestation à Bergkamen dans la Ruhr, des mineurs ont brûlé une poubelle représentant M. Möllemann.

A ce jour, la coalition gouvernementale n'est pas parvenue à un accord sur la liste des réductions. Le sujet doit de nouveau être évoqué en septembre. Mais à Bonn personne ne doute que M. Möllemann finira par parvenir à ses fins. Dans le cas contraire, néanmoins, le ministre de l'économie aura gagné l'image d'un homme de principes. En cas d'échec, la faute serait imputée à son collègue, M. Theo Waigel, ministre conservateur des finances.

LUDWIG SIEGEL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE TELECOM



PREMIERE EMISSION D'OBLIGATIONS

FRF 2.500.000.000

9,30 % • juin 1991 • juillet 2001

chef de file :

BANQUE NATIONALE DE PARIS

chef de file associé :

CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS

co-chefs de file :

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
SOCIETE GENERALE
BANQUE PARIBAS
CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
CREDIT DU NORD
UNION DE GARANTIE ET DE PLACEMENT
BARCLAYS BANK S.A.
BANQUE WORMS

CREDIT LYONNAIS
BANQUE INDOSUEZ
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
CYRIL FINANCE GESTION
BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR
J.P. MORGAN & CIE S.A.
BANQUE PALLAS FRANCE

BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL



N° de visa COB 91.245, en date du 19.06.1991.
Avis publié au BALCO du 24.06.1991.

FISCALITÉ

Pas d'impôts nouveaux en 1991 et 1992 promet M. Bérégovoy

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, confirmant, lors d'une interview sur la Cinq, dimanche 30 juin, les informations que nous donnions dans *le Monde* du 30 juin-1^{er} juillet, s'est engagé à ce qu'il n'y ait aucun impôt nouveau, ni en 1991 ni en 1992. « Je m'y engage formellement », a déclaré le ministre.

« La crise est partout dans le monde mais la France est mieux placée que ses concurrents », a-t-il dit, insistait sur la force du franc, la maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire, la baisse des taux d'intérêt. La hausse des prix en juin sera de 0,2 à 0,3 %, a-t-il révélé, et le déficit budgétaire de 1990, « à une ligne près », ne dépassera pas l'objectif de la loi de finances, 80,4 milliards, a-t-il également déclaré, observant qu'il s'agissait « du plus faible déficit des pays industrialisés ».

SOCIAL

□ Fin de la grève des marins de la SNCM. — Les marins de la Société nationale Corse-Méditerranée, en grève depuis le 24 juin, ont décidé, dimanche 30 juin, de reprendre le travail, après négociations avec la direction. Le conflit portait sur l'application d'un accord de décembre 1990 sur la forfaitisation et la mensualisation de primes anciennes liées à la durée des escales. La compagnie a accepté de ne considérer comme congés les jours de débarquement qu'en cas de départ le même jour. Mais les jours de grève ne seront pas payés.

□ Emploi : M. Jean Kaspar (CFDT) met en cause la recherche des grands équilibres. — Invité du « Club de la presse » d'Europe 1/ Libération, le 30 juin, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a estimé que « le gouvernement doit aujourd'hui modifier sa politique économique en abandonnant la recherche des grands équilibres ». La technique qui consiste à aller d'économie en économie « risque d'entraîner une récession », a-t-il poursuivi en dénonçant la « dérive macro-économique ». « Il n'est pas possible de s'en sortir en freinant les salaires, et en faisant croire à l'opinion publique que c'est le problème des salaires qui est à la base du chômage », a affirmé M. Kaspar qui a souligné que « la réduction du temps de travail est d'actualité » et que la solution passe par une « modification de l'organisation du travail ».

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le *Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ETRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : 01 49-60-32-80

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Bouve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____
obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

(Publicité)

AVIS D'APPELS D'OFFRES

La compagnie malienne pour le développement des fibres textiles (CMDT), lance trois appels d'offres internationaux pour la fourniture de :

- UREE perle N 46 % 16 770 tonnes
- Engrais complexe NPKSB 14-22-12-7-1 28 885 tonnes
- Insecticides ULV (3 litres/ha) 500 000 litres

pour la campagne cotonnière 1992/93 au Mali.

Financement CMDT.

Les cahiers des charges peuvent être retirés auprès de la CMDT - 13, rue de Monceau, 75008 Paris - Telex n° 644 839 F - Télécopie n° 43-59-50-13 (à l'attention de M. Beroud), au prix de : 2 000 F chaque.

Date limite de dépôt des offres : le 15-07-91 à Bamako.

مكتبة النهر

ÉCONOMIE

SERVICES

Numéro deux mondial du travail temporaire

Adia parie sur les services de personnel

Changements à la tête de la société suisse Adia, numéro deux mondial du travail temporaire, après les déboires dus à la déconfiture d'Omni Holding, appartenant au financier zurichois Werner K. Ray. M. Klaus Jacobs, qui a repris le groupe, entend restructurer ses activités autour des services de personnel.

BERNE

de notre correspondant

Une assemblée générale des actionnaires a entériné, à la mi-juin, à Lausanne, les changements intervenus à la tête d'Adia. A peine installés dans la place, les nouveaux propriétaires ont non seulement mis leurs hommes aux commandes, mais également imposé une autre stratégie afin de restructurer les activités du groupe sur son principal secteur, le travail temporaire et les services de personnel.

En privilégiant cette option, malgré les incertitudes conjoncturelles qui subsistent, les patrons d'Adia ont pris un pari sur l'avenir, tablant sur une reprise économique à moyen terme. « Les services de personnel sont le domaine qui offre les possibilités de développement les plus intéressantes sur le plan international », a expliqué M. Klaus Jacobs, associé au groupe allemand de commerce de détail Asko, dans un consortium qui vient d'acquiescer 58 % des actions.

Moins de deux ans après avoir vendu Jacobs-Surbar à Philip Morris, une nouvelle aventure commence donc pour ce quinquagénaire trop tôt mis à la retraite. Ayant gardé encore un pied dans l'industrie alimentaire, avec notamment une participation dans Van Houten, il prend maintenant une position de

pointe dans le secteur des services. A l'en croire, le travail temporaire a encore de beaux jours devant lui et serait même la panacée à tous les maux. Ainsi, il offrirait des débouchés aux personnes âgées qui souhaitent poursuivre des activités partielles, du travail à celles qui veulent les soigner, et même des emplois aux jeunes menacés par le chômage, la drogue, la criminalité, voire le suicide. « Une branche, ajoute-t-il, qui a connu, au cours des dernières années, un taux de croissance de 15 % à 20 % ne peut qu'avoir de l'avenir. »

1 500 succursales,
15 000 collaborateurs

Aujourd'hui, Adia dispose de mille cinq cents succursales et emploie quinze mille collaborateurs dans vingt-cinq pays. Bon an mal an, son chiffre d'affaires se situe autour de 4 milliards de francs suisses (environ 16 milliards de francs français). Certes, les services de personnel restent étroitement tributaires de l'évolution conjoncturelle. Ainsi, en 1990, l'accroissement du chiffre d'affaires n'a été que de 3 % pour atteindre 4,1 milliards de francs suisses, tandis que le bénéfice net (115 millions) était en régression de 43 %.

La reprise se faisant attendre, les résultats seront encore probablement moins bons pour l'année en cours. Durant le premier trimestre déjà, le chiffre d'affaires avait enregistré une baisse de 10 %. Les représentants d'Adia ne se laissent pas décourager pour autant. Au contraire, ils estiment que le travail temporaire arrivera bientôt au creux de la vague et que le moment est venu de préparer le terrain pour un nouveau départ.

Après avoir fait procéder à des études du groupe, les nouveaux actionnaires majoritaires sont arrivés à la conclusion qu'Adia devait

revenir à sa vocation première et réorienter ses activités vers le service de personnel, en particulier le travail temporaire. A lui seul, ce secteur représente plus de 80 % du chiffre d'affaires.

La réorganisation en cours implique une remise en cause d'une stratégie de diversification qui avait montré ses limites après la fusion avec Inspectorate de Werner Ray, en 1989. Loin de stimuler Adia, son incorporation à la société Omni Holding l'a ensuite entraînée dans les tribulations du remuant financier zurichois.

Lâché par ses bailleurs de fonds, Werner Ray s'est retrouvé acculé à se défaire d'Adia dans le cadre du démantèlement de son empire. Dans un premier temps, il avait tenté de passer-temps, cherchant à vendre sa participation de 53 % à la société Comco de Bienne, filiale du groupe allemand Asko. Les dessous de l'opération ayant été écartés par la presse, c'est finalement un consortium formé par Klaus Jacobs et le même Asko qui a racheté les parts détenues par Omni, s'assurant du même coup 58 % du capital actions. Dans le contexte de cette transaction, Adia parvenait à obtenir le remboursement d'un prêt de 200 millions de francs suisses accordé en 1989 à Omni.

En attendant
la reprise

Le changement de propriétaire s'est traduit par la mise en place d'une nouvelle direction. En plus de Klaus Jacobs, trois représentants d'Asko ainsi que le directeur général de la société de Banque suisse ont fait leur entrée au conseil d'administration. En remplacement de M. Yves Paternot, M. Nico Issenmann, un ancien directeur général de Jacobs Suchard, a été nommé administrateur délégué.

Les nouveaux patrons ne cachent pas leurs ambitions de « faire d'Adia le leader mondial du travail temporaire, du moins en ce qui concerne le chiffre d'affaires et du profit ». Aussi entendent-ils se donner les moyens d'atteindre cet objectif. Avec des fonds propres s'élevant à 14 % du bilan, le groupe demeure sérieusement endetté.

Afin de mettre en pratique sa nouvelle stratégie, le conseil d'administration a décidé d'augmenter les fonds propres et de constituer une provision de restructuration d'un montant de 100 millions de francs suisses. Diverses transactions ont déjà rapporté 104 millions de francs suisses au groupe, le but fixé étant de réunir 175 millions dans une première étape.

Misant résolument sur le travail temporaire, la nouvelle direction veut consolider ses assises en cherchant à moyen terme à se défaire de ses activités dans les secteurs de l'inspection de marchandises, de la sécurité, de la construction et du leasing d'ordinateurs. Parmi les sociétés à vendre, figurent notamment Inspectorate, Protectas et Net-work, ainsi que PSI, une entreprise d'inspection de bâtiments aux Etats-Unis.

« Nous voulons libérer des capitaux », indique M. Issenmann, mais il ne s'agit pas de vendre à tout prix et à n'importe quel prix. Nous ne sommes pas sous pression. Le prix et la qualité des acheteurs sont le plus important. »

En résumé, la politique des nouveaux responsables d'Adia vise à aborder dans les meilleures conditions possibles une éventuelle reprise sur le marché mondial, évaluée à 56 milliards de francs suisses en 1990.

JEAN-CLAUDE BUHRER

La Générale des eaux réalise un quart de ses activités hors de France

Une progression de 19 % du chiffre d'affaires, atteignant 117 milliards de francs en 1990, et sans doute 130 milliards en 1991, une marge brute d'autofinancement de 9,4 milliards, « devenue une des premières de France », un endettement financier à moyen et long terme de 19 milliards de francs, « deux années d'autofinancement », un résultat net part du groupe en hausse de 21,2 %, atteignant 2,22 milliards de francs en 1990, et probablement 2,4 en 1991... Comme l'an dernier, M. Guy Dejouany, président de la Générale des eaux, a pu, vendredi 28 juin, présenter du même ton monoclone à l'assemblée générale des actionnaires un tableau optimiste de la situation de son groupe.

Jusqu'à présent, il a conservé son avance sur le groupe concurrent, Lyonnais des eaux, malgré la fusion réalisée par celui-ci avec Dumez. A côté de l'eau, d'autres secteurs progressent, comme la propriété urbaine, l'énergie (avec le rachat d'Eysy, conclu au prix d'un abandon de 10 % de son activité, et accompagné

d'une prise de participation de 2,83 % d'Elf dans la Générale).

Plus significatif, la Générale, à laquelle on a longtemps reproché d'être peu internationale, s'est fortement développée à l'étranger (+ 35 % en 1990) : sans atteindre la proportion de Lyonnais-Dumez (40 %), elle y a réalisé un quart de son activité, pour l'essentiel en Europe, et particulièrement en Grande-Bretagne (eau, propriété, clinique), et devrait atteindre 28 % cette année.

Mais comme il faut bien quelques sujets d'inquiétude ou de mécontentement, le président de la Générale en compte deux : la nouvelle tarification des cliniques qui, selon lui, « frappe les plus performantes, celles qui ont le plus investi », et que la Générale se propose de compenser en édictant de petits établissements ; « l'insécurité systémique » du PAF (paysage audiovisuel français), « où la promotion de l'un des acteurs ne peut se faire qu'au détriment de l'autre et sans garantie de durée », ce qui handicape le développement du câble.

G. H.

orientations
SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse _____ Ville _____
Code postal _____ Age _____
Niveau d'études 90-91 _____
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimie
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Complémentaire	<input type="checkbox"/> Réseaux Informatiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance ATS	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
<input type="checkbox"/> Itinéraires	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille
75006 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

Réussir la Fac
Droit ou Sciences-Eco
ça se prépare

IPEC Quartier Latin
Institut Privé
Tél 46 33 81 23
ou 43 29 03 71

DEMANDEZ NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

LA DOUBLE COMPETENCE...

Face à la globalisation des affaires, les entreprises ont besoin d'hommes et de femmes aptes à agir dans un environnement complexe. La Haute Technologie est chaque jour plus prégnante dans le management des entreprises. La double compétence Manager + Ingénieur répond à ces exigences.

FORMATION UNIQUE EN FRANCE MANAGER + INGÉNIEUR

Un partenariat exemplaire
**SUP DE CO - INSA
ROUEN**

rendu possible par la mise en place d'un cursus nouveau qui permet à des élèves de Sup de Co Rouen de suivre une Dominante "Sciences de l'Ingénieur" enseignée à l'INSA.

Ainsi à la fin de leur cursus normal, des étudiants de Sup de Co Rouen ont acquis de solides bases scientifiques. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, poursuivre un cursus ingénieur.

Renseignements :

SUP DE CO ROUEN
Direction du Programme ESC
B.P. 188
76136 MONT SAINT-AIGNAN CEDEX
Tél. : 35 74 03 00 - Fax : 35 76 06 62



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLEE
GENERALE
DU 24 JUIN 1991

GROUPE GAN

Un dividende
en progression de 32 %

Les actionnaires de la Société Centrale du GAN se sont réunis en assemblée générale ordinaire le 24 juin 1991, sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, Président-Directeur Général, pour approuver les comptes de l'exercice 1990.

CHIFFRES CLES CONSOLIDES

(en milliards de francs)	1988	1989*	1990*
Total bilan	87,5	539,4	595,2
Capitaux propres			
Part du groupe après répartition	9,7	13,7	17,4
Actifs gérés	84,5	220,0	243,0
Produits d'exploitation	30,9	86,6	95,6
Résultat net (part du groupe)	1,9	2,5	2,4

*Intégration globale pour la première fois en 1989, de la Compagnie Financière de CIC.

DIVIDENDE

Le dividende net par action a été fixé à 80,80 F assorti d'un avoir fiscal de 40,40 F. Compte tenu des dispositions exceptionnelles qui ont dû être prises en 1990 à la suite de modifications réglementaires, ce dividende couvre deux années de rémunération des actionnaires.

■ 1990 : 34,80 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 17,40 F, versé sous forme d'acompte le 8 août 1990.

■ 1991 : 46,00 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 23,00 F, soit une progression de 32,1 %, mis en paiement sous forme de solde, le 15 juillet 1991.

L'assemblée a en outre, renouvelé le mandat des commissaires aux comptes et autorisé la société à acheter et vendre en bourse ses propres actions, dans le cadre des dispositions de l'article 217-2 de la loi du 24 juillet 1966.

PERSPECTIVES

Activité assurance

Les quatre premiers mois de l'exercice 1991 confirment la relance de l'activité du GAN en assurances domages, tant sur le marché des particuliers que sur le marché des entreprises. En assurance automobile, les résultats obtenus (+ 37 % d'affaires nouvelles), témoignent du vif succès rencontré par les nouveaux Tarifs Bleus, contrats simples, novateurs et particulièrement compétitifs.

L'absence d'événements exceptionnels comme les tempêtes du début d'année 1990, devrait se traduire, si elle se confirme, par un impact favorable sur le compte d'exploitation en 1991.

En assurance vie et capitalisation, le GAN maintient un rythme de croissance très élevé (de l'ordre de + 26 %) malgré une conjoncture moins favorable. La forte croissance des assurances individuelles (+ 60 % à fin avril) est facilitée par la qualité des produits du groupe, à l'image du Plan d'Epargne Populaire, qui bénéficie au GAN, d'un taux de rémunération garanti pour 1991 de 9,5 %.

Activités bancaires et financières

Le Groupe CIC devrait connaître en 1991 une nouvelle progression de son résultat brut d'exploitation du fait de la réduction de ses frais généraux.

Malgré les incertitudes de la conjoncture économique, l'effort de provisionnement pourrait être réduit et, sans dégradation de l'environnement international, ne devrait plus concerner que de façon limitée les risques souverains.

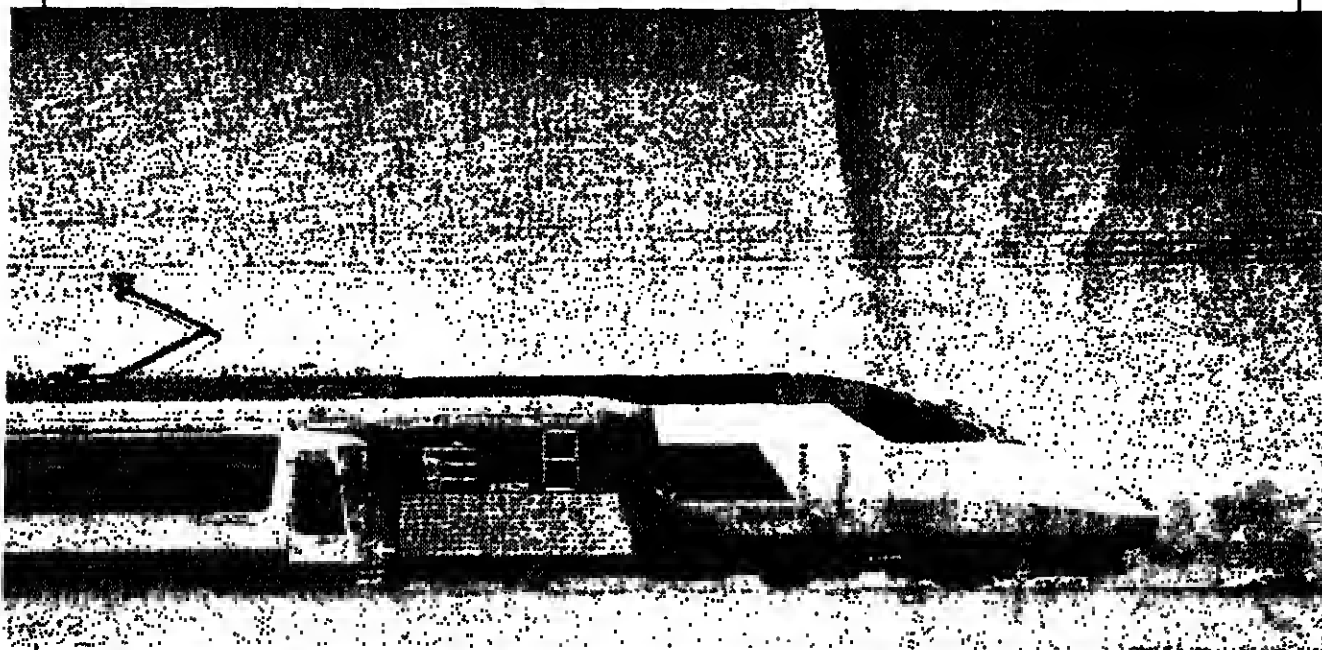
Le premier trimestre 1991 se caractérise par un léger ralentissement de l'activité, mais un meilleur équilibre de la collecte des ressources (+ 75 %) et de la distribution de crédits (+ 70 %). Le produit net bancaire et le résultat brut d'exploitation sont en progression à fin mars.

Pour toute information complémentaire
Société Centrale du GAN - Service Actionnariat - Tél 42 47 60 26
2, rue Pillet-Will - 75448 PARIS CEDEX 09.



JUILLET 1991

La SNCF émet deux nouveaux emprunts d'un montant minimum total de 2 milliards de francs



Emprunt 9% mars 1991/2003

Après le succès de sa récente OPE, la SNCF accroît encore la liquidité de sa ligne 9% mars 1991/2003, dont l'encours actuel s'élève à environ 6,8 milliards de francs. Dans ce cadre, elle émet une tranche assimilable à cet emprunt d'un montant minimum de 800 millions de francs.

Emprunt 9,80% février 1990/2002

En alternative, la SNCF propose également aux investisseurs de souscrire à une tranche assimilable à sa ligne 9,80% février 1990/2002 dont l'encours actuel s'élève aussi à 6,8 milliards de francs environ. Ces emprunts sont notés AAA/ Aaa par les agences Standard and Poor's et Moody's.

Accroissement de la liquidité des emprunts

Le montant total de cette émission pourra être porté de 2 à 2,5 milliards de francs en fonction de la demande.

Pour obtenir toutes précisions complémentaires sur cette opération et pour souscrire, contactez votre établissement financier habituel.

FINANÇONS LE PROGRÈS

DIRECTION FINANCIÈRE: 17, RUE DE LONDRES 75009 PARIS

SNCF

Visa COB 91.253 du 25 juin 1991. RALO du 1^{er} juillet 1991.



COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 27 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se soldent par un bénéfice net de 27 505 054 F.

Elle a décidé la mise en paiement le 16 juillet 1991 d'un dividende global de 15,75 F représenté par un dividende net de 10,50 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 5,25 F.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

L'assemblée générale ordinaire de la Société de la Tour Eiffel, réunie le 20 juin 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se soldent par un bénéfice de 289 922 F, affecté au report à nouveau.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a approuvé l'absorption de la Société Sogimob par la Société de la Tour Eiffel qui détenait tout son capital. Elle a décidé en outre une augmentation de son capital, portée de 1 836 000 F à 2 295 000 F par incorporation d'une somme de 459 000 F prélevée sur la réserve des plus-values à long terme et élévation du nominal des actions de 20 F à 25 F par action. Elle a également décidé le transfert du siège social au 34, avenue Marceau, Paris-8, ainsi que diverses autres modifications statutaires.

Le redéploiement du portefeuille de titres de placement et de participation réalisé en 1990 de même que l'absorption de la Société Sogimob qui renforce les fonds propres et la trésorerie de la Société de la Tour Eiffel permettent d'espérer une amélioration substantielle des résultats au titre de l'exercice en cours.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE « U.I.F. »

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 21 juin 1991 sous la présidence de M. Michel Caldagous a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'ensemble des recettes constituées par les loyers, les subventions et les produits financiers se monte en 1990 à 334 525 000 F contre 300 349 000 F, soit une progression de 11,4 % sur l'année précédente.

Après dotation de 37 656 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice de l'exercice, en progression de 54,7 %, s'établit à 410 865 000 F intégrant des plus-values nettes à long terme résultant d'arbitrages patrimoniaux pour 174 773 000 F contre 52 691 000 F en 1989.

AFFECTATION DU BÉNÉFICE

Pour un capital en augmentation de 4,55 %, l'Assemblée a fixé le montant du dividende à 20,50 F par action contre 29 F au titre de l'exercice précédent, en progression de 5,17 % et, après affectation obligatoire à différentes réserves, a décidé de reporter à nouveau 35 073 000 F contre 31 426 000 F l'an dernier.

Le dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la Société émises au prix de 483 F porteur de la jouissance du 1^{er} janvier 1991. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 28 juin 1991 au 26 juillet 1991 inclus pour exercer leur option sur la totalité du dividende leur revenant.

En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 26 juillet 1991 au plus tard ne pourra recevoir ses dividendes qu'en espèces. Le dividende sera mis en paiement le 31 juillet 1991.

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Au cours de son allocation, le Président a annoncé que la Société était en négociation pour deux nouveaux investissements d'un volume total voisin de 150 millions de francs.

Il a souligné d'autre part que l'exploitation du domaine se poursuivait dans de bonnes conditions, laissant apparaître pour le premier semestre une progression des recettes locatives de 5,4 % par rapport à la même période de l'année dernière, principalement grâce aux immeubles de bureaux. Désormais 96 % des loyers proviennent d'immeubles situés à Paris et en région parisienne.

En conclusion, le Président a annoncé pour l'exercice 1991 une nouvelle progression du dividende comparable à celle des années précédentes.

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration a décidé de nommer Directeur Général de la Société M. Henri Pochon, précédemment Directeur Général Adjoint.

16, rue Daphné - 75001 PARIS - Tél. : 49.27.92.14

Les années passent... la performance demeure !

SICAV PLACEMENT M

Au delà des mots... des résultats.

PERIODE	PERFORMANCE
SUR 1 MOIS	Performances [®] 10,24 %
SUR 3 MOIS	Performances [®] 10,00 %
SUR 12 MOIS	Performances [®] 10,08 %

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CREDIT

G.P. BANQUE

Contactez M. du Mesnil du Buisson au 48.88.80.59 ou renvoyez le coupon réponse ci-joint

(1) Classement MICROPAL au 14 juin 1991.

Desider d'informations, gratuits, complets et sans engagement. Remettez-les avec ce coupon au service client de la G.P. BANQUE - 97, boulevard Pasteur, BP 1713, 75010 PARIS Cedex 17 - Tél. : (1) 48.88.80.59

NOM : _____ PRÉNOM : _____ PROFESSION : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ CODE POSTAL : _____

TEL. DOMICILE : _____ TEL. BUREAU : _____

845 000 LECTEURS CADRES.
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres

(IPSOS 90)

36 15
LM

Le Monde

Edité par la SARL le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-63-72-73
Télé. MONDUPUB 634 128 F
Téléc. : 46-63-76-77 - Société filiale
du journal le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie
du Monde
12, rue M. Gambourg
94832 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.31.1 F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94832 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG - PAYS-BAS	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

هكرامن العمل

CHAMPS ECONOMIQUES

Le développement à géographie variable

D'ici à la fin du siècle, le revenu par habitant ne progresserait que de 0,5 % en Afrique contre près de 4 % en Amérique latine et plus de 5 % en Asie

ENTRAVER le commerce de leurs produits, renchérissement du coût de l'argent, crise lancinante de la dette : les pays du tiers-monde ont au moins trois bonnes raisons de tourner le dos aux années 80, que les Nations unies ont qualifiées de « décennie perdue pour le développement ». Que réservent au Sud les dix dernières du siècle ? La croissance, répond la Banque mondiale, dans un récent rapport sur les perspectives de l'économie et leur effet probable sur les pays pauvres.

La croissance, soit, mais une croissance à géographie variable, selon les régions. Globalement, elle atteindra 3 % en moyenne au cours de la prochaine décennie. Le revenu par tête en Afrique ne devrait cependant progresser que de 0,5 % l'an, contre 3,8 % en Amérique latine, alors que l'Asie du Sud-Est verra sa richesse croître de plus de 5 % par an.

Si les économistes ont appris à ne pas s'attendre d'un taux de croissance, ces quelques chiffres montrent d'emblée que l'expression « tiers-monde » ne s'entend qu'au pluriel. Derrière les 2,3 % de croissance enregistrés en 1990 par l'ensemble des États du Sud (la plus mauvaise performance depuis la récession de 1982), que de situations disparates, de pauvreté ici, de tension, là, d'immensité, combien de programmes d'ajustement et d'austérité aux effets éloignés d'un pays ou d'un continent à l'autre !

Une interdépendance croissante

Les experts se fondent sur le postulat que les économies du Nord et du Sud connaissent une interdépendance grandissante, laquelle favorise le développement des participants à l'échange. Le commerce international a augmenté plus vite que la production, les investissements à l'étranger se sont multipliés, la technologie a modifié les données de la productivité et de l'emploi.

A l'appui de la description d'une si belle mécanique, un chiffre fait état de la réalité de cette économie-monde, qui serait propice à chacun des acteurs : 1 % de croissance au Nord, affirme la Banque mondiale, provoque en général 0,7 % de croissance au Sud, bien que les termes de

l'échange entre les deux zones évoluent à l'opposé.

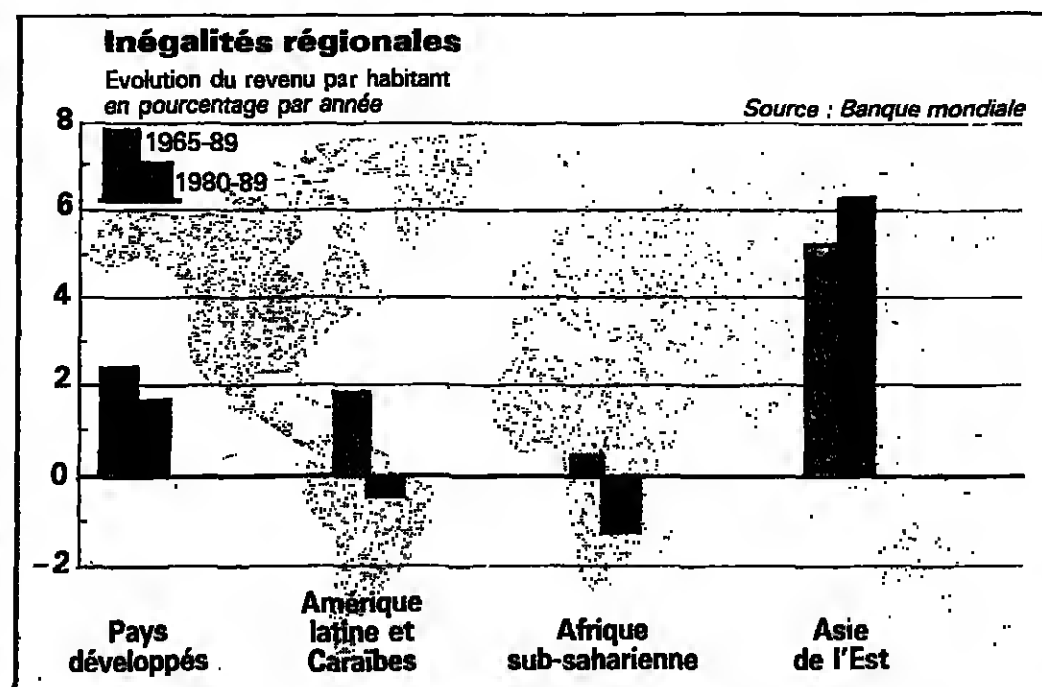
Toutefois, là encore, il convient aussitôt de distinguer. La contagion de croissance est faible, voire inexistante, avec l'Afrique, même en cas de reprise sensible de l'activité au Nord ; la demande de produits tropicaux reste inflexible. Si la consommation extérieure de denrées africaines s'est renforcée, l'érosion des capacités d'exportation du continent lui interdirait, de toute façon, de répondre aux nouvelles conditions du marché.

Enfin, les prix des matières premières dont l'Afrique est tributaire pour plus de 90 % de ses recettes en devises ont diminué de 40 % entre 1973 et 1990. La part des produits de base dans les échanges mondiaux n'a, en outre, cessé de reculer pour ne plus représenter que 5 % du total, les biens manufacturés comptant pour les deux tiers et les services pour 18 %.

Pour l'Asie, en revanche, la croissance au Nord fournit une véritable stimulation. Ses économies diversifiées lui permettent d'approvisionner l'Occident en biens manufacturés, qui ne subissent pas la dégradation des prix des matières premières. La position asiatique est encourageante, dans la mesure où les deux tiers de la population du tiers-monde vivent dans cette zone, qui a bénéficié ces dernières années d'une croissance deux fois et demi supérieure à celle des pays développés.

L'Amérique latine se situe pour sa part dans une situation intermédiaire entre l'Afrique et l'Asie. Très dépendante, comme le continent noir, des ressources naturelles (vingt-neuf pays sur quarante-sept sont tributaires de trois produits pour plus de 50 % de leurs recettes d'exportation), elle a su développer des pôles industriels compétitifs et puissants. A charge pour lui de restaurer les grands équilibres macro-économiques, d'effacer les arriérés de dettes, d'assurer enfin un développement moins anarchique et plus égalitaire, le cône sud du Nouveau Monde semble mieux lancé que l'Afrique sur la voie du progrès.

L'échange aide-t-il au développement ou l'empêche-t-il ? Exemples à l'appui, les spécialistes de la Banque mondiale penchent pour la première option. En 1985, les pays de l'OCDE ont importé pour 29,5 milliards de dollars de produits textiles - et de



vêtements - essentiellement en provenance du tiers-monde. Une simulation montre que la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires aurait eu comme effet d'accroître les exportations des pays pauvres de 82 % pour les textiles et de 95 % pour les vêtements.

Une simulation sur les produits agricoles exportés par le Sud est aussi instructive : en cas de libéralisation des échanges (un vœu pieux, au demeurant, en l'état actuel des négociations du GATT), le potentiel d'exportation de pays comme le Mali, le Mozambique, la Corée, les Philippines, le Chili, la Bolivie ou l'Argentine augmenterait de 10 % à 40 % en termes de revenus.

Ce plaidoyer pour l'échange ne convainc pas absolument, dès lors que les transactions commerciales ont pour effet d'appauvrir certaines économies du tiers-monde. Si l'on reprend la classification établie

naguère par Fernand Braudel entre l'économie de subsistance, l'économie de marché locale ou régionale et l'économie-monde, on peut s'interroger sur la situation apparemment paradoxale de nombreux pays du Sud : l'échange les expose aux lois de l'économie-monde, dont ils ne contrôlent ni les règles du jeu ni les modalités de fixation des prix, alors qu'ils n'ont souvent pas franchi complètement l'état de l'autosubsistance, dans le domaine alimentaire en particulier.

Selon les produits qu'ils exportent, selon aussi leur marge de négociations en fonction du degré d'utilité de la marchandise et de sa rareté, les pays pauvres impliqués dans le commerce mondial y trouvent aussi bien un fortifiant qu'un dépresseur de leurs économies. Vouloir à tout prix accroître leurs capacités d'exportation peut quelquefois confiner au dogmatisme libéral, suivant lequel seule affranchit la confrontation avec le marché.

D'après la Banque mondiale, les conditions de la croissance résident pourtant dans cette augmentation des exportations du Sud et de leur pénétration sur les marchés des pays industrialisés.

Des forces nouvelles

Parmi les autres paramètres distingués figurent : la baisse des taux d'intérêt, la poursuite de l'annulation de la dette de pays à faibles revenus et à revenus intermédiaires, le retour des flux de capitaux privés vers le Sud. Un souhait entaché de précaution : la décennie écoulée a vu s'effriter sérieusement la confiance des bailleurs de fonds à mesure que s'accumulaient les impayés. L'érosion du capital des banques japonaises et américaines devrait aussi réduire leurs capacités à prêter.

La décade est déjà bien amorcée : en 1981, au plus fort du recentrage

des pétrodollars, les flux nets des investisseurs privés et des banques commerciales vers les PVD culminèrent à 53 milliards de dollars. En 1989, ils n'étaient que de 4 milliards de dollars. Parallèlement, la ressource bilatérale et multilatérale s'est accrue entre 1980 et 1989 de 7,8 à 12 milliards de dollars.

Le tarissement des ressources d'argent frais dans le tiers-monde demeure un problème crucial pour son développement. Positifs (de 46 milliards de dollars) en 1981, les transferts nets du Nord vers le Sud étaient devenus négatifs (de 17 milliards de dollars) en 1988. C'est seulement l'an dernier, grâce aux prêts d'institutions publiques, qu'ils sont repassés à plus 8,8 milliards de dollars. La Banque mondiale estime qu'en 1990 et 1991, ils pourraient progresser de 8,9 % par an, soit un peu moins vite que les recettes d'exportation des pays du Sud.

Pour ôter aux bilans et perspectives leur sécheresse désincarnée, il est d'usage de distinguer les pays les plus prometteurs, ceux qui, par la mise en œuvre efficace de réformes structurelles, ont adapté leurs économies aux contraintes du moment. En Asie, on cite l'Indonésie, la Corée, la Thaïlande et la Malaisie ; en Afrique, le Ghana, la Botswana, l'île Maurice ; en Amérique latine, le Chili et le Mexique ; des pays qui ont réussi à maîtriser leurs dépenses publiques, qui ont privatisé, freiné l'érosion monétaire et maintenu le cap de politiques macro-économiques de stabilisation.

Les difficultés du Brésil (qui a connu, en 1990, sa plus forte récession depuis 1947) viennent rappeler que les plus riches des pauvres ne sont à l'abri ni de la tension inflationniste ni des revers de conjoncture. La création d'un marché commun en Amérique latine dès 1995 (le MERCOSUR), qui réunira l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, ou la future communauté économique africaine - sans oublier l'ouverture du régime de Pretoria - laissent croire à l'existence de forces nouvelles dans le tiers-monde, la force de l'exemple pour commencer.

ERIC FOTTORINO

Le TGV et la micheline

Face à une économie mondiale à deux vitesses, il faut mettre en œuvre une autre façon de gouverner

par Louis Emmerij

FACE aux menaces qui pèsent sur l'humanité, la seule solution réaliste se résume en un mot : agir. Les programmes de développement existent. Ils sont ambitieux, certes, mais non point utopiques. La décennie 80 a engendré quelques-unes des conditions qui rendent possible leur mise en route. Il y aura un monde de différence selon que l'on agira ou pas.

La croissance mondiale à deux vitesses ne suffit pas en effet à expliquer la crise de développement que connaît aujourd'hui le Sud. Chaque pays a toujours avancé à son propre rythme. Il n'y a là rien de bien nouveau ! En revanche, phénomène le plus inquiétant, les « rapides » et les « lents » ne vont désormais plus dans le même sens. Un train à grande vitesse entraîne les pays de l'OCDE et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est d'un côté, tandis que des michelines poussières conduisent les pays à faible revenu dans une direction diamétralement opposée.

Jusqu'en 1980, le revenu par habitant augmentait partout. Entre 1965 et 1980, il a progressé, dans les pays pauvres, de 140 dollars à 270 dollars et, dans les pays industrialisés, de 8 800 dollars à 14 500 dollars. Cette évolution a donc été, en pourcentage, un peu plus rapide pour les premiers que pour les seconds. Il n'en reste pas moins qu'en termes réels l'écart s'est considérablement creusé.

A partir de 1980, les pays à faible revenu ont vu la courbe de leurs indices passer sous le niveau

atteint à la fin des années 70. Ils n'ont cessé dès lors d'enregistrer une croissance négative. Le reste du monde va de l'avant tandis qu'ils marchent à reculons. Ce qu'ils avaient réussi à édifier s'effondre aujourd'hui sous nos yeux.

Cependant, entre riches et pauvres se faufile un troisième train où figurent pêle-mêle la Chine, l'Inde, bon nombre de pays d'Amérique latine et, bien sûr, les pays de l'Est. A terme, tout l'enjeu est de savoir si ce train s'accroche au TGV ou à la micheline. Il suffirait que quelques pays rejoignent la seconde pour que 30 % de la population mondiale soit menacée de décrochage.

Une attitude suicidaire

La situation est dramatique. Les conséquences le seront aussi. Il est suicidaire de le masquer. Même si on peut avoir le sentiment que les pays pauvres présentent de peu de poids au regard des exigences économiques des puissances industrielles, les destins du Sud et du Nord, du TGV et de la micheline, sont irrémédiablement liés. Et cette interdépendance ne peut être regardée par la seule lunette de l'économiste : le champ où elle s'exerce est bien plus vaste.

Primo, les populations contraintes de vivre dans la misère ne peuvent indéfiniment courber l'échine, se plier docilement à leur condition. Les moyens de communication leur permettent de connaître les modes de vie occidentaux ; la télévision par satellite retransmet sur leurs écrans cathodiques un luxe lointain. Dès lors,

comme le remarquait le regretté démographe et économiste français Alfred Sauvy, si l'argent ne va pas là où sont les hommes, les hommes iront là où est l'argent.

De plus, la pression démographique s'exerce trop inégalement de part et d'autre de ces étroites étendues d'eau que sont le Rio Grande et la Méditerranée. Les populations finiront par se déverser d'une rive sur l'autre. La nouvelle grande vague de migration est proche. L'Europe, ce « petit cap du continent asiatique », comme l'écrivait Paul Valéry, entend frapper à ses portes Sud et Est. Ses décideurs sont déjà préparés à ouvrir celle de l'Est. Mais les problèmes du Sud, plus profonds, plus longs à résoudre, ne semblent pas encore les avoir ébranlés... même si quelques récentes manifestations indiquent un léger changement de leur état d'esprit.

Il est d'autres champs où les frontières ne seront d'aucun secours pour parer les effets de l'interdépendance. La désertification, qui ne cesse de s'étendre en Afrique, ne laissera plus longtemps indemne le climat planétaire. Elle va influer sur l'agriculture des pays européens, et particulièrement des plus méridionaux. De même, aucun garde-frontière, si zélé soit-il, ne peut contenir ce fléau mondial qu'est la drogue, ou encore le sida qui se propage rapidement.

Voilà esquissés à grands traits les quelques facteurs qui rendent dangereuse la persistance d'une économie mondiale duale. Et ils s'obtiennent dans la même voie, passagers entassés de la micheline et voyageurs privilégiés du TGV risquent

pareillement la collision. Or, aussi attentivement que l'on scrute l'horizon politique et économique, on n'y perçoit rien de nature à contrecarrer cette économie à deux vitesses. Au contraire...

Des instruments incompatibles

D'abord, force est de constater que nous reprenons souvent à une main ce que nous donnons de l'autre. Autrement dit, les instruments financiers et économiques utilisés au niveau international sont incompatibles, voire contradictoires. Il arrive fréquemment que des mesures de coopération au développement voient leurs effets contrariés par l'application des règles du commerce international.

Un exemple ? Le Pakistan ! Il y a un certain temps, ce pays négociait une augmentation de l'aide américaine avec l'USAID (Agence internationale pour le développement, du gouvernement des Etats-Unis). Peu de temps après, il perdait cinq fois plus, la révision de l'Arrangement multilatéral ayant entraîné une réduction drastique de ses exportations.

Deuxième point où l'horizon est plutôt sombre pour les pays du Sud : l'avènement du grand marché européen en 1992. On peut présumer qu'à compter du 1^{er} janvier 1993, le tarif commun européen sera plus élevé que la moyenne des douze tarifs actuels - il risque en effet d'être plus proche des extrêmes supérieures de chacun des douze tarifs en cours que de leurs extrêmes inférieures. De même, les normes techniques seront certainement plus sévères, surtout pour les

produits stratégiques, et la lutte antidumping se renforcera, restreignant d'autant l'accès au marché de la CEE.

Troisième point, en s'interrompant le 7 décembre 1990, les négociations de l'Uruguay round ont laissé en suspens toute une série de problèmes cruciaux pour les pays en développement. Certes, depuis, Arthur Dunkel, le secrétaire général du GATT, a réussi à relancer les discussions : la liste des questions en souffrance n'en reste pas moins impressionnante : l'agriculture, les services, la protection de la propriété intellectuelle en droit commercial international, l'accessibilité des marchés, les critères de distribution des subventions, les investissements liés aux échanges, les mesures antidumping, l'arrangement multilatéral... autant de chapitres, de lieux, où la micheline des pauvres est menacée de déraillement.

Les récentes prises de conscience internationales en matière d'écologie et de démocratie ne promettent guère plus d'embellie pour les plus démunis. De nouvelles normes de production vont être édictées pour protéger l'environnement. Elles seront très probablement définies en fonction du contexte du Nord. Celui du Sud ne sera pas plus pris en compte que lors de l'apparition des normes internationales de travail. Plutôt que de prononcer un préalable écologique qui marginalise les pays à faible revenu, il conviendrait de leur transférer des technologies propres. Sinon, la protection de la nature ressemblera fort à du protectionisme déguisé. Le discours actuel sur la néces-

saire démocratisation recèle les mêmes dangers. Il se fonde sur l'idée que l'efficacité économique précéderait quasi automatiquement du multipartisme. Or la relation entre liberté politique et rentabilité économique est beaucoup plus subtile et complexe. La plupart du temps même, elle fonctionne à l'envers : aussi perturbant que cela puisse être pour notre confort intellectuel, c'est très souvent la croissance qui mène à la démocratie !

La Corée du Sud, où le droit d'expression syndicale et politique est peu à peu reconnu, en est un bon exemple, même si ce pays a encore, début mai, défrayé la chronique répressive. Développer l'économie est le prix à payer pour s'engager dans la voie démocratique, tandis qu'imposer un multipartisme formel peut laisser la situation en l'état.

Il semble qu'il faille agir tout à la fois aux plans national, régional et mondial. Au plan national, les pays à faible revenu n'ont plus guère d'autre choix que de remettre leur maison en ordre. Il leur faut mobiliser davantage leurs propres ressources, pratiquer des taux d'intérêt réels positifs ainsi que des taux d'investissement élevés, trouver le bon équilibre entre leurs développements agricole et industriel, miser fortement sur l'enseignement et la formation ; enfin et surtout, diversifier leurs exportations et, partant, leurs structures économiques.

Lire la suite page 22
Président du Centre de développement de l'OCDE

CHAMPS ECONOMIQUES

Le TGV et la micheline

Suite de la page 21

Cet ambitieux programme exige qu'aucune des technologies disponibles sur le marché mondial ne soit négligée : c'est en combinant ingénierie et facteur technologique au facteur travail, pour eux peu coûteux, que les pays pauvres amélioreront leur compétitivité. Est-ce trop demander ? Les pays d'Asie, partis eux aussi de très bas, n'ont-ils pas déjà tracé cette voie ?

La clé de la réussite réside en fait dans une démocratisation non plus formelle mais économique. C'est une nouvelle façon de gouverner qui doit émerger, où les forces vives de la nation, le peuple, les petits décideurs des villages, du secteur informel et des micro-entreprises jouiraient d'un grand pouvoir de décision. Seule une nouvelle génération politique sera en mesure d'opérer cette décentralisation et de libérer ainsi le dynamisme de myriades d'acteurs.

C'est ce que l'on entend par « développement participatif », notion qui semble maintenant faire l'unanimité. A ce propos, il importe de souligner qu'actuellement des élites nouvelles prennent la relève — pour l'instant, le phénomène est plus visible en Amérique latine qu'en Afrique — et mènent les affaires du pays avec plus de pragmatisme et moins d'idéologie.

Le Mexique est l'illustration la plus frappante de ce changement, mais c'est loin d'être la seule. Ainsi, des progrès ont été accomplis et cette « révolution silencieuse » peut être tenue pour l'un des résultats positifs des années 80. S'il faut bien des gouvernements, c'est pour stimuler les individus, non pour les paralyser. C'est ce que j'entends par une autre façon de gouverner.

Les programmes d'ajustement structurel destinés aux pays à faible revenu ont tiré la leçon de ces tranquilles et positifs bouleversements : ils reposent sur des politiques macroéconomiques plus justes, une diversification des productions et exportations et, enfin, un développement participatif plus appuyé. Mais ils ne suffiront pas à combattre la crise.

Les pays pauvres doivent aussi tenter d'agir au niveau régional et rechercher l'intégration économique.

Ce n'est pas un hasard si ce sont des blocs, comme la zone nord-américaine de libre-échange, l'Europe de 1992 ou encore le « vol d'oiseaux sauvages » (1), qui sont embarqués dans le TGV de la croissance. En un certain sens, ces blocs sont des marchepieds qui doivent faciliter l'accès aux marchés mondiaux ; par nature, ils doivent donc rester ouverts. Au Sud, on a beaucoup palabré sans réussir à faire grand-chose.

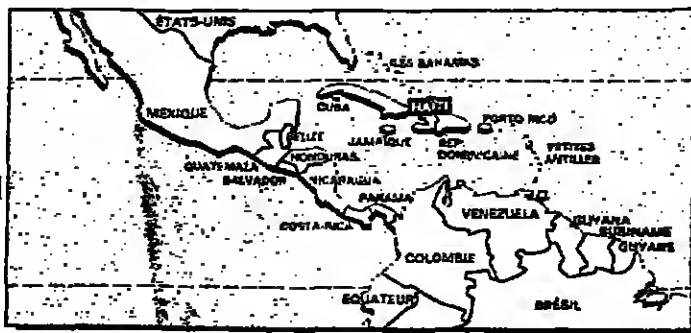
L'intégration régionale est le second élément-clé pour créer l'espace nécessaire, piste d'envol vers le développement économique. Elle donne aussi la dimension indispensable à la formation de centres d'excellence dans le domaine de l'éducation et des sciences. Ces pays doivent créer leur propre assise scientifique s'ils veulent moins dépendre de la technologie d'autrui. L'action du lauréat du prix Nobel de physique Abdul Salam, dans son Centre international de physique théorique, est un pas dans la bonne direction.

Au plan mondial enfin, la responsabilité revient surtout aux passagers du TGV. Les pays du groupe de tête devront accorder les différents instruments de leur politique économique et financière internationale, éviter que leurs programmes d'investissements ne contredisent ceux de coopération. Il leur faudra également rompre avec la frilosité protectionniste.

Sommes-nous en pleine utopie ? Cet ensemble de propositions est-il irréaliste ? Le croire serait accorder trop peu d'importance aux changements de la décennie 80. La révolution silencieuse a modifié notre horizon politique. De nouvelles élites ont vu le jour. Et c'est leur pragmatisme et leur bon sens qui rendent possible cet ambitieux programme, le plaçant à portée de main, à portée d'effort...

LOUIS EMMERLI

(1) Les économistes du Japon et d'autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est utilisent cette expression pour illustrer le lien spécifique existant entre les économies de la région. Le Japon est « l'oiseau de tête » ; il est suivi par les nouvelles économies industrialisées ; elles-mêmes sont talonnées par les pays de l'ASEAN ; l'ensemble va de l'avant dans une formation en V inversé.



Un message en créole, diffusé par haut-parleur, accueille le visiteur à l'aéroport de Port-au-Prince. Le président Jean-Bertrand Aristide souhaite la bienvenue aux « frères et sœurs du dixième département » (c'est ainsi qu'il a rebaptisé la diaspora) et les incite à aider le gouvernement pressé (au plus vite, en créole). « Haiti doit apprendre à compter d'abord sur ses propres forces et en finir avec la tradition de mendicité qui caractérisait ses rapports avec le monde extérieur », explique un collaborateur du jeune président.

L'aide internationale est indispensable dans ce pays, le plus pauvre des Amériques, où plus de soixante-dix pour cent de la population survit, on ne sait trop par quel miracle, en dessous du « seuil de pauvreté absolue ». La définition de nouveaux rapports avec les bailleurs de fonds est l'une des clés de l'échec ou de la réussite du nouveau gouvernement démocratique haïtien. L'impressionnant soutien populaire dont jouit le jeune prêtre, élu triomphalement président il y a six mois, risque de s'émousser s'il ne parvient pas dans les prochains mois à améliorer le niveau de vie des campagnes qu'étreint la famine et des bidonvilles que la saison des pluies transforme en immenses cloaques.

Les paysans réhabilités

L'enjeu dépasse Haïti. Haïti est du Vatican, espoir des masses latino-américaines succombant sous le poids de la dette et menacées par le choléra, la théologie de la libération est pour la première fois au pouvoir. Dans un contexte difficile, alors que les modèles de gauche, marxistes ou socialistes, s'effondrent, cette théologie à l'haïtienne va devoir innover face aux recettes

néolibérales que les Etats-Unis et les grands organismes financiers internationaux présentent comme l'unique solution aux problèmes du tiers-monde.

Rédigés à la hâte durant la campagne électorale, *La chance qui passe* et *La chance à prendre*, les deux textes qui ont servi de programme au candidat Aristide, ébauchent les principaux objectifs du nouveau gouvernement haïtien, au-delà de « l'option préférentielle en faveur des pauvres » à laquelle se résumait jusqu'à présent la réflexion économique de la théologie de la libération. Le projet s'articule autour des « bourgeois-jardins », petites unités de production agricole visant à l'autosuffisance alimentaire et devant permettre l'émergence d'une « robuste classe moyenne de jardiniers et de marchandes », ainsi que d'« entrepreneurs » en amont et en aval de l'agriculture.

Pour endiguer la progression des bidonvilles, il faut réhabiliter les paysans, ceux que les bourgeois des villes appellent péjorativement « les gros orties ». Une ambition légitime, dans la mesure où 70 % de la population haïtienne vit encore dans les campagnes, mais difficile car elle dépend du succès de la réforme agraire. « Le problème de la terre est l'un des plus complexes en Haïti, en raison de l'absence fréquente de titres de propriété », reconnaît Rony Smart, chargé de ce dossier délicat au ministère de l'Agriculture.

Sur le plan monétaire, le programme du président Aristide prône la rigueur et la prudence « en tenant compte des pratiques financières et des accords conclus entre l'Etat haïtien, la Banque centrale et certaines institutions internationales ». On retrouve ce souci d'orthodoxie dans les travaux du « Groupe économie », composé de onze experts, économistes, indus-

Le développement

Haïti : aide-toi, Le gouvernement du Père Aristide et instaurer de nouvelles

triels et banquiers et chargé de proposer des mesures concrètes au gouvernement.

Frantz Verella, conseiller économique du président Aristide, nommé ministre des travaux publics, en résume la philosophie en soulignant que « l'efficacité économique n'est pas incompatible avec la justice. Pour jouer pleinement son rôle régulateur et distributif, l'Etat devra minimiser la corruption et les distorsions dans l'administration et les entreprises publiques ».

De son côté, Gérard Pierre-Charles, l'un des principaux idéologues du nouveau régime, insiste sur le caractère pragmatique de *Lavalas* (lavalas, c'est le torrent en crue, symbole du mouvement qui a porté le Père Aristide au pouvoir) : « Nous n'avons rien à nationaliser, rien à exproprier. Notre ambition est de passer de la misère abjecte à la pauvreté digne », déclare-t-il. Un pragmatisme qui rassure Raymond Lafontant, l'un des porte-parole des chefs d'entreprise : « C'est évidemment un gouvernement très social, mais ils ne sont pas anti secteur privé ».

Un soutien de la diaspora

Quatre mois après la prestation de serment du président Aristide, l'action du gouvernement reste dominée par l'urgence. Les chômeurs réclamant du travail aux portes des ministères, les protestations diffusées par les stations de radio contre la hausse des prix du riz ou de la farine, les menaces de disette dans les campagnes les plus pauvres, la lutte contre la corruption, la contrebande et le trafic de drogue et les inquiétudes de la bourgeoisie obligent le nouveau pouvoir à faire du coup par coup. Au risque de donner l'impression de ne pas avoir de stratégie globale.

Le premier ministre, René Prévail, a trouvé les caisses de l'Etat à

peu près vides et les promesses d'aide étrangère ont tardé à se concrétiser. Entre les annonces des bailleurs de fonds et le déboursement des crédits s'écoulent des mois de démarches bureaucratiques que le nouveau pouvoir, dans son inexpérience, n'a pas toujours suffisamment pris en compte. Pour assurer la soudure, le gouvernement s'est tourné vers la diaspora, qui a donné plus de 1 million de dollars « pour aider à reconstruire Haïti » tandis que le ministre de la planification, Renaud Bernardin, faisait la tournée des capitales amies.

L'une des grandes ambitions du projet « lavalassien » est de parvenir à de nouvelles relations de coopération marquées par le respect réciproque et une plus grande efficacité. Les bailleurs de fonds et les experts haïtiens s'accordent à dresser un bilan totalement négatif de l'aide externe accordée à Haïti au cours des vingt dernières années.

Reinhart Helmke, qui vient de quitter ses fonctions de représentant des Nations unies en Haïti, le résume en quelques chiffres : « L'assistance étrangère, publique et privée, a représenté en moyenne 200 millions de dollars par an depuis 1980, alors que le produit intérieur par tête a diminué, en termes réels, d'environ 40 % depuis cette date ».

Une bonne partie de l'aide internationale a servi à gonfler la fortune du clan Duvalier, évaluée à plus de 500 millions de dollars et déposée dans des banques étrangères. Cette « perversion de l'aide internationale » (1) n'est pas nouvelle : en 1982 déjà, le Congrès des Etats-Unis s'inquiétait de « l'échec des programmes de développement en Haïti en raison de la corruption généralisée des autorités haïtiennes et de leur insensibilité au sort de l'Haïtien moyen ». La corruption du régime duvalériste et ce que les technocrates du développement

Quand on veut atteindre la maturité, mieux vaut s'implanter sur le bon terrain.



هكازمان النحل

CHAMPS ECONOMIQUES

du tiers-monde

le ciel t'aidera

veut en finir avec une tradition de mendicité relations avec les bailleurs de fonds

appellent « la faible capacité d'absorption de l'Etat haïtien » ne sont pas seuls en cause.

Les bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux, portent également une lourde responsabilité. Le poids de l'assistance technique (qui, au sein de l'enveloppe globale de l'aide, représente le coût des experts étrangers) confirme qu'il existe une logique propre de la coopération peu soucieuse des besoins réels du pays bénéficiaire.

En 1988, les salaires et frais de mission des experts parachutés pour des missions de courte durée et des expatriés en tout genre ont représenté 55 millions de dollars, 40 % du total de l'aide reçue par Haïti. Une aide peu efficace et coûteuse pour l'avenir dans la mesure où elle a été financée à hauteur de 20 % par des prêts qui devront être remboursés par l'Etat haïtien. Trop souvent, « les projets de développement constituent avant toute autre chose des sources d'emploi pour les experts », constate Jean-André Victor, qui a évalué à la demande du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) l'impact de l'assistance technique sur l'agriculture.

Des projets suspendus

Dans un rapport interne rédigé en juillet 1990 (cinq mois avant les élections), la Mission française de coopération souligne que « l'existence d'un Etat central parasite et prédateur, opaque dans son fonctionnement... a pour conséquence que l'offre de coopération faite par les grands bailleurs de fonds est

le plus souvent inopérante faute d'être appropriée pour les destinataires ».

A titre d'exemple, le rapport cite un projet d'irrigation dans la plaine de l'Arcahaie, financé par la Caisse centrale de coopération économique, dont le budget de 120 millions de francs « dépasse tellement l'échelle des perceptions et des capacités de réalisation et de gestion des populations que celles-ci se sentent automatiquement exclues ». Le résultat de ces « offres de coopération » insatisfaites est, poursuit le rapport, « la mise en place de technocraties parasites ».

Autre écueil, bien connu en Haïti : la prolifération d'organisations non gouvernementales (ONG) « zombies », dont la principale raison d'être est de bénéficier du « débarquement » de l'aide. A côté des ONG sérieuses, qui développent des microprojets en liaison étroite avec la population, ont surgi au cours des dernières années nombre d'institutions plus ou moins fantômes, dont les fondateurs sont devenus spécialistes dans l'art de capter les fonds de la charité internationale. L'inefficacité, le manque de coordination et parfois les malversations caractérisées entraînent là aussi d'importants gaspillages.

Bien qu'aux abois sur le plan financier, le nouveau gouvernement haïtien n'a pas hésité à repousser plusieurs « offres de coopération » qu'il jugeait inadaptées ou trop coûteuses. « Le ministre de l'agriculture a refusé un prêt de 39 millions de dollars de la Banque mondiale car 40 % de son montant étaient prévus pour la rémunération

des experts étrangers, alors que nous disposons de personnel haïtien qualifié », explique le Père Antoine Adrien, un des hommes de confiance du président Aristide.

« J'ai été heureusement surpris par l'attitude du ministre des affaires sociales, qui a suspendu plusieurs projets de coopération en attendant de faire le ménage dans son administration », raconte Lionel Masson, qui représente l'Organisation internationale du travail (OIT) en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

La volonté de moraliser l'Etat, qui permet aussi d'épurer les fonctionnaires trop compromis avec l'ancien régime duvaliériste, risque d'aggraver la pénurie de cadres. Là encore, la diaspora peut jouer un rôle important. Des milliers d'émigrés haïtiens qui ont étudié et fait carrière en Amérique du Nord ou en Europe ont proposé leurs services au nouveau régime.

Les bailleurs de fonds sauront-ils faire preuve d'imagination en recourant davantage à ces professionnels parlant créole, connaissant le milieu et moins exigeants sur le plan financier que les spécialistes de l'assistance technique ? Pour favoriser ce « retour des cerveaux », il faudra vaincre les réticences... et les intérêts de nombreux experts en développement.

de Port-au-Prince
JEAN-MICHEL CAROIT

(1) Josh DeWitt et David Kinley : *Aide à la migration, l'impact de l'assistance internationale à Haïti*, Ed. Clébooks, Montréal.

L'Afrique à l'école tamoule

Ceux — et ils sont nombreux — qui souffrent d'afro-sinistrose feront bien de lire le dernier livre de Pierre Gourou, professeur honoraire de géographie tropicale au Collège de France. Né avec le siècle, ce maître incomparable n'a pas fini de nous étonner par sa pensée originale, sa vitalité, son art de démolir les idées reçues. Son ouvrage couvre l'Afrique tropicale pluvieuse (au moins 700 millimètres de pluie), soit 12 millions de kilomètres carrés (deux fois l'Europe) qui abritent 250 millions de ruraux.

Plus que le lot de handiesps d'ordre technique, socio-culturel, historique, politico-économique, c'est la sous-utilisation du potentiel agricole qui crève les yeux. En lever de rideau, notre géographe choisit deux zones aux traits physiques similaires : les territoires d'Afrique centrale (Zaire, Ténzanie, Zambie) et la partie péninsulaire du pays tamoul en Inde.

Dans le premier cas, des densités rurales moyennes de 3 à 5 habitants au kilomètre carré ; dans le second, « même les plateaux les moins élevés dépassent aisément les 200 habitants au kilomètre carré ». L'insalubrité qui règne du côté africain (fièvre jaune, trypanosomiose animale) est très loin d'expliquer de pareilles différences. Techniques de production, techniques d'organisation de l'espace, encadrement des hommes, pour reprendre des thèmes chers à l'auteur, permettent de comprendre le parcours africain et le parcours indien.

L'essartage a presque complètement disparu en pays tamoul depuis des siècles. Les techniques d'irrigation — canaux de dérivation, puits, réservoirs ou tanks — sont opérables depuis au moins deux mille ans. L'encadrement humain par une adminis-

tration fort élaborée (« Le premier cadastre connu date du dixième siècle de notre ère »), l'organisation de réseaux commerciaux internes et internationaux, jouent un rôle non moins important.

« La situation tamoule est l'aboutissement d'une histoire qui s'est déroulée sur trois millénaires d'une mémoire écrite et d'institutions administratives sur lesquelles se sont greffées les méthodes du Civil Service britannique », et, ajoutons-nous, après l'indépendance, une politique de développement aboutissant à la révolution verte.

Un travail acharné

« Le plus souvent, l'agriculteur africain n'investit pas dans la terre... Il n'apporte pas, ou fort peu, de fumure. » Son outillage se réduit à la houe, au eouteau. Après deux ou trois récoltes, le terre est en jachère. En bref, une agriculture très extensive, malgré des exceptions. Au prix d'un travail échevigné, les paysans des monts du Mandara, aux confins du Cameroun et du Nigéria, arrivent à vivre avec une densité de 250 habitants au kilomètre carré. Non moins intensives sont les techniques des Chagga du Kilimandjaro.

Néanmoins, « l'intensif traditionnel relève le rendement à l'hectare, mais n'améliore pas la productivité du travail. L'intensif modernisé doit accroître cette productivité : l'irrigation, la double récolte annuelle, la fumure, l'utilisation de semences et de plants à gros rendements ».

Dans cette perspective, les hommes devraient jouer un plus grand rôle. Or, « en pays bantou, les femmes travaillent aux champs plus longtemps que les hommes ». Au village de Mou-

tampa, au sud de Brazzaville, les paysans font mille quatre cents heures par an, les femmes trois mille deux cents, auxquelles s'ajoutent le dur et long travail domestique. Cinquante millions d'exploitations agricoles récoltent chaque année le produit de 50 millions d'hectares, ce qui est très peu (4 % de la superficie totale) et permet mal aux familles de s'en sortir.

N'oublions pas non plus les faiseurs politiques, la colonisation avec son découpage artificiel des territoires et des ethnies, les gouvernements d'aujourd'hui, instables ou fragiles. Quelle que soit la manière d'aborder le continent, la question-clé tient aux « encadrements ruraux », à un véritable dessin, bien conçu par les élites dirigeantes, exécuté par une administration qui peu à peu mène à bien les réformes indispensables : l'évolution vers la propriété privée, les changements dans les habitudes de travail, les nouvelles techniques agricoles, des réseaux routiers convenables, des structures commerciales...

« Il serait judicieux, conclut Pierre Gourou, qu'une première étape s'inspire non des modèles occidentaux, mais des techniques de l'Inde péninsulaire, mises au point sous un climat semblable au climat de l'Afrique tropicale. » Utopie ou non, le schéma qu'il esquisse a été appliqué de manière remarquable notamment par les Bamilekés du Cameroun.

Un livre édifiant, une provocation de bon aloi.

GILBERT ETIENNE

► *L'Afrique tropicale, pain ou géant agricole*, de Pierre Gourou, Flammarion, 225 p., 115 F.

PARIS POUSSE A LA DÉFENSE

La Défense
l'Adresse Capitale

SARIS
N°VERT 05.20.20.10

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

DANS une chronique précédente (« SMIC et chômage », le Monde du 18 juin), je conclusais par le refus d'admettre l'idée, en passe d'être acceptée comme évidente, selon laquelle une économie de compétition a nécessairement pour corollaire l'élimination du marché de l'emploi de toute une frange de la population plus ou moins incapable de s'adapter aux nouvelles conditions de la production ou réfractaire à ces disciplines. J'ajoute que croire à la fatalité d'une telle marginalisation économique était méconnaître « un des ressorts les plus puissants » de l'économie d'échange.

A l'heure où nombre d'économistes occidentaux essaient de persuader les pays ex-communistes que l'apparition d'un chômage massif est quasiment inévitable chez eux, il est particulièrement opportun de s'interroger sur ce ressort. Dans quelle mesure peut-on, ou doit-on, lui confier la destinée du plein emploi ? Poser la question, c'est aussi découvrir combien la pensée économique moderne est peu préparée pour y répondre. Heureusement, le marché est un processus dynamique qui produit ses effets même si on ne les comprend pas complètement, à condition toutefois de ne pas en fausser la fonction.

Disposons d'abord une double équivalence. Il est clair que l'intensification de la concurrence peut avoir pour effet d'accroître le passage d'un emploi à l'autre, d'où l'apparition d'un chômage temporaire. Il est encore plus évident qu'en refusant d'établir un lien automatique entre concurrence et sous-emploi on ne cherche nullement à minimiser l'importance de la formation professionnelle - de l'apprentissage, comme dit très bien M^{me} Edith Cresson en appelant les choses par leur nom, ce nom est-il une mauvaise connotation politique. Une meilleure formation permet un choix plus ouvert entre les différentes offres d'emploi. Rien que pour cela, elle est un facteur hautement positif.

Le fait toutefois que les gens non formés ont infiniment plus de chances de trouver un emploi dans les pays économiquement et techniquement les plus avancés que dans les pays économiquement et techniquement en retard, comme en témoignent les grands courants migratoires modernes, atteste l'existence d'une véritable dynamique de l'emploi. Comment celle-ci s'explique-t-elle ? Dans des pays aussi différents que la Suède, la

Japon, les Etats-Unis, la Corée du Sud, le chômage est faible ou très faible. Voilà encore une autre fautive présomption pour penser que le phénomène n'est pas fatal.

C'est probablement l'économiste américain Paul Samuelson (prix Nobel 1970) qui s'est décrit la façon la plus simple et la plus imagée, comme on a déjà eu l'occasion de la rappeler dans une précédente chronique, le ressort universel auquel je faisais allusion un peu plus haut. Même si, disait-il, j'étais capable de taper à la machine beaucoup plus efficacement qu'un secrétaire, j'aurais encore avantage à en employer un car j'ai fait un meilleur usage de mon temps en travaillant à mes recherches d'économiste - c'est lui qui parle - qu'en mettant en forme le résultat de ces travaux. Cette façon de présenter les choses n'institue pas nécessairement une échelle des valeurs entre les différentes sortes de travail. Elle constate simplement que chacun de nous possède un certain nombre d'aptitudes diverses et que ces aptitudes peuvent être comparées entre elles.

Remarquons tout de suite que la comparaison du salaire versé par Paul Samuelson à sa secrétaire et du traitement qu'il touche en tant que professeur (sans parler des honoraires qu'il encaisse pour ses conférences, ses consultations, etc.) est un des éléments qui orientent son choix ; sa décision d'embaucher une secrétaire ne veut que si le coût de sous-traiter, en quelque sorte, le frappe des taxes, est déterminé par le marché, et non artificiellement majoré. Supposons maintenant que Paul Samuelson et sa secrétaire soient tous les deux les salariés d'une même organisation.

Théoriquement, le problème de l'utilisation du temps se poserait dans des termes à peu près identiques si tous les salaires étaient égaux. Pratiquement, il en va de toute évidence très différemment. C'est un fait que, dans une économie libre, les rémunérations s'établissent spontanément selon une certaine échelle (la hiérarchie n'a probablement guère changé depuis des siècles entre le salaire d'un ouvrier boulanger et le gain d'un notaire). Toute tentative systématique d'écrasement de cette échelle s'est presque tou-

jours traduite, à terme plus ou moins rapproché, par des effets très négatifs sur la production et la dynamique générale d'une économie. La raison en est probablement qu'en l'absence d'une incitation pécuniaire l'aptitude - sauf vocation impérieuse - ne serait pas un moteur suffisant d'orientation des carrières et des métiers.

Le plus important pour la bonne marche d'une économie est de laisser jouer au maximum le principe de la meilleure utilisation du temps, y compris donc, s'il le faut, par l'acceptation d'une hiérarchie des salaires relativement ouverte. On s'explique ainsi la raison d'être d'un certain nombre de faits d'expérience apparemment paradoxaux. Le Japon, par exemple, est connu pour son industrie surclassant la plupart de ses concurrents par sa technique et ses méthodes d'organisation, lui assurent une productivité pratiquement sans égale. Mais ce pays se distingue également par l'archaïsme de son appareil de distribution, la survivance d'emplois jugés ailleurs dépassés et inutiles (on poinçonnait encore à la main, il y a quelques années, les tickets dans le métro de Tokyo). Telle est du moins la façon occidentale de décrire la situation.

LES Américains se sont appuyés sur le contraste entre le Japon moderne et la Japon des petites boutiques pour bâtir la notion toute nouvelle d'obstacles dits structurels aux échanges et s'en prévaloir pour réclamer de leurs interlocuteurs des réformes. C'est ainsi qu'ils ont arraché l'engagement que soit favorisée au Japon l'ouverture de supermarchés (dont on espère qu'ils seront davantage enclins à vendre des produits importés). Reste à savoir si, d'un point de vue purement économique, on doit a priori qualifier d'anormal et de contraire à l'esprit d'une économie de marché la structure de l'économie japonaise. Quelles que soient les habitudes de travail d'un peuple, celui-ci ne dispose que d'un nombre limité de jours ouvrés dans l'année. Plus on crée des emplois spécialisés dans l'industrie et plus on multiplie les débouchés pour des métiers : le travail de l'ingénieur est indirectement aidé par le portage à domicile. Et aussi, plus on mobilise de capital pour les activités où l'avantage par rap-

port aux concurrents est le plus grand, moins il en reste pour d'autres emplois.

L'absence d'investissements lourds dans le commerce peut, dans certaines conditions, être la contrepartie nécessaire d'un eurocratisme d'investissements dans l'électronique. C'est un aspect auquel nos partisans de la politique industrielle n'ont peut-être pas accordé suffisamment d'attention. Observons encore que, d'une certaine façon, les Etats-Unis offrent, de ce point de vue, des similitudes avec l'économie de type japonais. Un haut degré de sophistication y coexiste avec l'extraordinaire développement des services faisant appel à une main-d'œuvre très peu qualifiée. Les intellectuels européens n'aiment pas ce modèle. Les innombrables immigrés d'Asie et d'Amérique latine, voire d'Afrique, ont trouvé outre-Atlantique un emploi dont ils avaient absolument besoin pour nourrir leur famille. Leur point de vue est sans doute différent.

La principe ici décrit dans ses effets pratiques serait sans doute mieux compris si, au lieu de parler à son propos d'avantages comparatifs, on l'avait appelé principe des désavantages comparatifs (une expression que l'économiste Bernard Lassudrie-Duchêne a aussi employée). Il suffit de regarder autour de soi et de se considérer soi-même pour se convaincre que neuf fois sur dix un homme - ou une femme - est employé à faire ce qu'il (ou ce qu'elle) fait de moins mal. Cette façon de s'exprimer est préférable à celle qui consiste à présenter les choses sous leur aspect positif en disant que chacun, sous l'aiguillon de la concurrence, tend à faire ce qu'il fait de mieux. Bien sûr, les deux formules sont équivalentes, mais la référence au meilleur renvoie malencontreusement au processus dit de la sélection naturelle, lequel ne présente qu'une image déformée et à la limite faussée d'une économie concurrentielle.

Le modèle de cette dernière reste, dans ses fondements, conforme à l'exemple, célèbre auprès des économistes, inventé par Ricardo il y a cent soixante-dix ans pour faire comprendre ce dont il s'agit. Supposons une économie formée par deux producteurs consommateurs où deux produits seulement sont échangés,

les souliers et les chapeaux. Jacques surclasse son concurrent pour la fabrication de chacun de ces deux articles ; mais, pour les chapeaux, sa productivité est de 20 % supérieure à celle de Pierre, alors que son avantage est de 33 % pour la fabrication des chaussures. Dans une pareille hypothèse, Jacques, bien qu'il soit plus « performant » dans tous les domaines, a tout intérêt à se spécialiser dans l'industrie des souliers et à laisser à Pierre, dont c'est évidemment également l'intérêt, le soin de confectionner la totalité des chapeaux, activité pour laquelle son désavantage est par compensation moins prononcé. Si un tel principe n'était pas à l'œuvre, on ne pourrait pas s'expliquer pourquoi des centaines de milliers d'entreprises continuent de par le monde à être rentables, tout en étant loin de produire dans des conditions optimales.

POUR toute une série de raisons, la pensée économique moderne a du mal à intégrer ce principe dans ses modes de raisonnement. Les interprétations qu'elle en donne sont en outre singulièrement appauvries, malgré la complexité de ses équations. Le motif principal est que le raisonnement est conduit uniquement en termes de salaires et de coûts et non par référence au temps de travail. Un autre est que, même pour les économistes de tradition néolibérale, le modèle implicite de référence reste en réalité l'économie planifiée. L'approche macroéconomique pousse subtilement dans cette direction. Or seul un marché libre est capable de distribuer les activités selon le principe du désavantage comparatif.

Ajoutons encore ceci : parce que Ricardo, sauf une fois (précisément dans la parabole des chapeaux et des souliers), n'introduit le principe qu'à propos du commerce extérieur les générations successives d'économistes qui lui ont succédé ont pris l'habitude d'aborder la question uniquement de ce point de vue. Ces différents partis pris ne sont pas étrangers aux déviations de l'économie moderne, aux politiques consistant à ne s'intéresser qu'à la sélection des champions au détriment du bon fonctionnement de l'ensemble (voir ce qui a été dit dans la chronique du 18 juin sur les rapports entre le salaire minimum et l'indemnisation du chômage).

Un industrialisme dépassé

Il serait absurde d'abandonner à l'Allemagne et au Japon le secteur des services à fort potentiel de croissance

par Jean Gadrey

LES actuelles visions industrialistes risquent fort de constituer, au cours des années 90, des freins à la croissance, à la compétitivité et à la création d'emplois. Elles aboutissent, si on les applique, à renouveler une erreur stratégique classique (le syndrome sidérurgique) : consacrer l'essentiel des ressources disponibles à des activités produisant des biens dont la demande totale en valeur, même si elle croît en niveau absolu, décline en termes relatifs.

Cette tendance très profonde à la décroissance de la part des biens industriels dans la production, la consommation, et l'emploi correspondant, vaut aussi bien sur le plan national qu'à l'échelle internationale. Puisque l'Allemagne et le Japon constituent des points de référence, il n'est pas sans intérêt de signaler que l'emploi dans les services y est passé, entre 1973 et 1987, de 38,6 % à 55,4 % pour la RFA, et de 37,4 % à 58,6 % pour le Japon, cette tendance s'étant encore accélérée au cours des dernières années.

Une vision régressive

La pensée industrialiste repose sur un postulat de plus en plus contestable : l'industrie crée les richesses ; les services (les activités tertiaires) utilisent et consomment ces richesses. Un pays prospère serait donc par définition un pays accordant une priorité à l'industrie, et de l'efficacité de l'industrie dépendrait l'importance du surplus de richesses autorisant le développement des autres activités.

Cette pensée matérialiste trouve ses origines chez les auteurs classiques et chez Marx. Elle reste extrêmement vivace dans certains pays, dont la France, compte tenu notamment du rôle qu'y jouent les

écoles d'ingénieurs dans la sélection des élites, mais aussi de l'influence de la pensée classique sur les idées économiques.

Or de multiples raisons conduisent à affirmer que ces visions ont aujourd'hui un caractère régressif et que la tendance qui s'affirme dans les économies développées est celle d'une relation de plus en plus symbiotique entre l'industrie et les services, chacun de ces deux grands secteurs d'activité ayant désormais besoin de s'appuyer sur l'autre pour obtenir des succès, sans qu'il soit possible de décréter que l'un d'eux est le « moteur » du système qu'ils forment.

S'il était vrai, il y a vingt ou trente ans, que le commerce, les services bancaires, les services aux entreprises, les services aux ménages, les services d'éducation et de santé, les services de collectivité locale, etc., apparaissent à certains regards comme périphériques et dépendants vis-à-vis du « cœur » industriel, tel n'est plus le cas aujourd'hui. Ils ont grandi, ils ont affirmé leur capacité à créer de la valeur.

Ces services déterminent très largement le succès ou l'échec des politiques de développement régional ou local (au point de constituer des facteurs d'attraction des firmes industrielles), et leurs échanges internationaux progressent plus rapidement que ceux des biens industriels. Selon les Comptes de la nation pour l'année 1989, la valeur ajoutée de l'industrie était de 1 459 milliards de francs, alors que le secteur tertiaire était crédité de 3 903 milliards, soit deux fois plus !

Or l'économie française obtient, dans le domaine des services, de bons résultats qu'une politique économique industrialiste remettrait en question. Le solde des échanges de services de la France est régulièrement excédentaire - avec une progression à la fin des années 80,

mais des difficultés se profilent qui exigeraient que l'on aide les services à se « muscler », en particulier dans les domaines suivants : la constitution d'entreprises d'envergure internationale (toute une série de services professionnels en France sont encore très atomisés), le développement de recherches dans et sur les services (dont un embryon dynamique existe déjà au ministère de la recherche), l'extension à certaines activités tertiaires de systèmes de primes et d'aides encore réservés à l'industrie, la prise en compte des dimensions « immatérielles » de l'investissement, souvent liées au recours aux services.

La nouvelle richesse

Rien ne symbolise mieux cette relation symbiotique de l'industrie et des services que la montée des activités informationnelles dans tous les secteurs d'activité : l'information interne aux organisations ou fournie par des sociétés de services, l'information dont le traitement associe étroitement les matériels, les logiciels et les services, avec une part croissante pour ces derniers, au point que les grands constructeurs informatiques tendent de plus en plus à s'orienter vers les services et le conseil où ils voient une source majeure de valeur ajoutée et de marges, une nouvelle « richesse ». Un excellent rapport de René Meyer, « Information et Compétitivité », établi dans le cadre du Commissariat général du plan, fait utilement le point sur cette question, d'intérêt stratégique, en soulignant l'inquiétant retard français dans un domaine où les Etats-Unis et le Japon caracolent en tête.

Pretons un dernier exemple. Une récente conférence des Nations unies (La Haye, octobre 1990) a permis de mettre en évidence que,

en matière de coopération Est-Ouest en Europe, les activités de services devaient faire l'objet d'une attention au moins aussi grande que l'industrie. Les pays d'Europe de l'Est ont besoin, de façon urgente, de services de communication, de distribution, de services aux entreprises, de services financiers, de services touristiques, et il apparaît que, dans ces domaines, les expériences de coopération (et en particulier de « joint-ventures ») sont particulièrement fructueuses.

Dans les conditions des années 90, l'investir de façon forcée et unilatérale dans l'industrie reviendrait à multiplier ce que les économistes nomment des « coûts irrécupérables ». On commence d'ailleurs à admettre aujourd'hui que l'industrie française a connu au cours des années 70 et 80 un taux d'investissement élevé, supérieur à la moyenne européenne, et que ses problèmes d'efficacité s'expliquent moins par un déficit global d'investissement que par des considérations stratégiques et organisationnelles.

Choisir une politique économique tenant compte des tendances de la demande et des marchés, et de la complémentarité croissante entre l'industrie et les services, est certainement un objectif plus complexe, moins facile à traduire en mots d'ordre. Mais il serait absurde, au moment où le Japon et la RFA entrent en force sur le marché international des services (la part des services dans leurs encours d'investissements directs à l'étranger était en 1987 de 62 % pour le Japon, de 48 % pour la RFA, contre 39 % pour la France), de leur abandonner des secteurs à fort potentiel de croissance où le savoir-faire national est réel et qui produisent la majeure partie des richesses consommées.

► Professeur à l'université Lille-I.

BIBLIOGRAPHIE

Comment garder la tête froide ?

DANS son laboratoire d'économie de l'Ecole polytechnique, Patrick Lagadec continue de pousser les recherches qui l'avaient projeté sur le devant d'une scène peu encombrée, celle du *Risque technologique majeur* (1). Cette fois, il nous parle de la gestion des crises. Il ne faut pas entendre le mot « crise », en l'occurrence, sous sa forme réductrice de « crise économique ». L'auteur nous plonge au cœur de toutes les formes de ruptures qui peuvent affecter un pays, une ville, une organisation, une entreprise, etc., et son propos est de présenter des « outils de réflexion à l'usage des décideurs ».

L'analyse est poussée avec un soin extrême, jusqu'aux tréfonds. Pour le responsable, il ne s'agit pas de lire cet ouvrage... à tête reposée, car lorsqu'il lui faudra appliquer la « technique Lagadec » face à une catastrophe, le flux d'adrénaline sera tel qu'il ne pourra guère retrouver les repères évoqués. C'est plutôt à un entraînement fondé sur les principes et les expériences détaillées ici qu'il est convié.

Qu'est-ce qu'« une crise » ? Notre auteur n'hésite pas à consacrer cent cinquante pages à dresser « le tableau des difficultés qui attendent le responsable ». Nous sommes le plus souvent devant un événement majeur, dans un univers de la mesure, face à une défaillance de grande ampleur où l'urgence de l'action se heurte à l'inconnu, où il faut très vite apprécier le phénomène de résonance entre l'événement et son contexte, où l'on perd son univers de référence. On partira aussi bien de l'Amoco-Cadiz, de Seveso, de Three-Mile-Island, de Bophal que du boycott du lait en poudre de Nestlé, de Watergate ou

de l'explosion de Challenger. Une des études les plus intéressantes de cette dynamique de crise porte sur les rapports avec les médias où l'on nous décrit la solitude du décideur face aux journalistes, la réalité construite par la télévision qui deviendra la seule réalité prise en compte, etc. Le face-à-face avec les victimes est encore plus terrible, le dirigeant étant pris entre le désastre et la fuite. Et peut-on oublier la fable des acteurs sociaux que déclenche une « crise » entendue au sens large : syndicats, structures internes de l'organisation, associations, populations, élus, autorités politiques.

Patrick Lagadec va ensuite essayer de fournir au décideur un « tableau de bord pour l'élaboration de sa conduite et de son action stratégique ». Il distingue la phase-réflexion, où il faut d'abord éviter la disqualification du responsable, et celle de la mise en œuvre des attitudes et des capacités pour avoir prise sur l'événement et donc pour garder la tête froide. Enfin, il sera temps aussi de s'interroger sur la manière de développer, dans un souci de prévention un apprentissage des hommes, des équipes et des organisations. Quelques pistes sont ouvertes.

L'entreprise de Patrick Lagadec est des plus originales. Puisqu'il nous emmène sur un terrain non défriché, il a composé son ouvrage pour en faciliter au maximum la lecture : langage clair, jeu subtil de titres, exemples. C'est aussi une façon de gérer la complexité.

PIERRE DROUIN

(1) Collection « Futuribles » Pergamon Press, Paris, 1991.

► La Gestion des crises, de Patrick Lagadec. Ed. M. C. Gravy-Hill, 326 p., 195 F.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde *des* Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Nous sommes une société de forte notoriété dans la vente, la fabrication et la diffusion de produits de luxe sous nos propres marques. Cotés en bourse, nous réalisons avec 280 personnes et une unité de fabrication en France (Ariège) et à l'étranger, un chiffre d'affaires de 200 millions de francs (dont 30 % à l'export).

La forte progression de la société alliée à une rapide évolution du marché, nous amène à nous adjoindre les compétences d'un stratège en créant le poste de

Directeur Général Adjoint Futur Directeur Général

Ses missions seront de :

- définir et proposer la stratégie de l'entreprise en déterminant l'ensemble des moyens nécessaires (commerciaux, humains, d'investissements et production),
- mettre en œuvre l'ensemble du marketing opérationnel de l'entreprise vis-à-vis de ses partenaires financiers, et de nos différentes lignes de produits.

Interlocuteur privilégié du PDG, il est également responsable de la mise en œuvre des plans d'action définis et de la bonne gestion de l'entreprise auprès des actionnaires.

Si ce challenge vous intéresse, écrivez sous référence 1247/LM (un dossier complet d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné) à

Coordonnées

COORDONNÉES
Groupe EQUATION
19, rue du Commandant Faurax
69006 LYON.

Directeur Général (X - Mines - Centrale...) Génie Climatique

Notre Groupe est spécialisé dans la maintenance technique aux entreprises et collectivités. Après une croissance assez formidable, il réalise aujourd'hui 2 milliards de francs de CA et emploie 2 500 personnes.

La société que nous envisageons de vous confier est d'acquisition récente. C'est une P.M.E. de 300 MF et de 100 personnes, spécialisée dans l'installation de système de génie climatique auprès des industries et des grands complexes tertiaires. Le passé n'a pas toujours été facile. Toutefois, nous avons des atouts indéniables : un bon carnet de commandes, une réputation de sérieux, la confiance des clients et une belle équipe qui nous permettent d'envisager l'avenir sereinement.

Nous nous choisissons - vous et nous - avec soin. L'homme d'initiatives et de décisions que vous êtes, nous proposerons un plan d'organisation, de développement et de gestion dont vous serez le réalisateur.

Votre antériorité dans des fonctions similaires et votre enthousiasme sont pour nous des conditions majeures pour participer à l'histoire d'un groupe jeune et très performant.

Merci d'adresser votre CV détaillé et vos prétentions (sous réf. CDG 768 M) à SEFOP, notre Conseil, qui nous connaissent bien, vous parlera de nos projets et traitera votre candidature en toute confidentialité.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

SEFOP

LA DEFENSE

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

Recherche

DIRECTEUR GENERAL ADMINISTRATEUR DE BIENS/ SYNDIC D'IMMEUBLES

SODERHU
MEMBRE DE SYNTec

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1105/6 à SODERHU - 36, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

GROUPE LEGRIS INDUSTRIES

PARTENAIRE OFFICIEL

CA 5,7 milliards de francs, 5600 personnes.

UNE STRATÉGIE MONDIALE - OSCAR DE L'EXPORTATION 1991

Notre métier : La mécanique pour l'équipement de l'industrie et du bâtiment. Maîtrise des fluides industriels et domestiques. Matériels de levage et de manutention.

recherché un

AUDITEUR/ CONSOLIDEUR

- 25 / 30 ans, de formation universitaire (Bac + 5) ou Ecole de Commerce, vous avez vécu une première expérience professionnelle de 2 / 3 ans dans un cabinet anglo-saxon.

Vous aurez pour mission :

- La prise en charge d'une consolidation.
- L'audit et la mise en place des procédures groupe (comptabilité et organisation) dans les filiales de LEGRIS INDUSTRIES.

Pour ce poste basé à LYON, mobilité géographique et bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à : LEGRIS INDUSTRIES 74 rue de Paris - BP 1105 - 35014 RENNES cedex.

LA TELEVISION PAR CABLE : LE METIER QUE J'AIME, TOUT DE SUITE.

JURISTE

Filiale de la Compagnie Générale des Eaux dans le domaine de la télévision par câble, notre produit s'adressera bientôt à deux millions de foyers.

De formation supérieure en droit des sociétés, complétée par une connaissance des contrats en audiovisuel, vous justifiez d'une première expérience réussie en entreprise ou dans un cabinet conseil.

Juriste (H/F) de terrain, rigoureux, vous possédez de réelles capacités rédactionnelles et vos aptitudes relationnelles ne sont plus à prouver.

Directement rattaché(e) au Secrétaire Général, vous évoluerez dans un environnement passionnant : le développement de l'activité câble-distribution. Vous assisterez et conseillerez les services du siège et les sociétés du groupe dans leurs négociations, l'établissement des contrats avec les collectivités, les ayants-droits et les fournisseurs de programmes.

Ce poste est à pourvoir très rapidement.

Pour déposer votre candidature, merci d'adresser lettre + CV + photo à Colette VAN DEN TORREN, 14 rue de l'Arcade, 75008 Paris.



TELESERVICE
LA TELEVISION PAR CABLE

Le Monde *des* Juristes

Société d'économie mixte, nous sommes en charge d'une importante opération d'aménagement.

Sciences Po/Droit - Chargé de missions auprès de notre Direction Générale

Votre rôle : prendre en charge et assurer des missions de nature juridique, économique, sociale, ... Votre savoir-faire rédactionnel mais aussi votre talent relationnel seront sollicités en permanence auprès de nombreux interlocuteurs du monde des entreprises publiques ou privées.

Agé d'au moins 26 ans, à travers une première expérience de nature juridique, vous avez acquis une bonne connaissance de l'immobilier et des collectivités locales.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. M/399/A à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 PARIS.

C&L

Coopers
& Lybrand
Consultants

RECRUTEMENT

PARIS-QUEST - Quartier Porte Champanel - IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORT ET SERVICES (CA 19 milliards de francs) cherche pour renforcer sa direction juridique

JURISTE D'ENTREPRISE

HF

Le poste suppose une excellente formation de base (le DESS de Juriste Conseil ou le DCE seraient tout particulièrement appréciés) appuyée sur une première expérience probante des problèmes juridiques liés aux prises de participations et restructurations, acquise soit dans un Cabinet Juridique, soit dans le Holding d'une société à filiales multiples. Pour ce poste, autonome et très vivant, une excellente maîtrise de l'anglais et une formation complémentaire en droit communautaire, seraient des atouts extrêmement appréciés.

Ecrire avec CV et prétentions s/réf. 1250 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-5/SEINE

KPMG
FIDAL

UN FISCALISTE

Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme du 3^{ème} cycle de droit fiscal, une expérience de 2 à 3 ans vous est demandée.

Grandes qualités rédactionnelles indispensables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 9122/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La filiale d'un groupe international, réalisant un très important investissement dans l'Est de la France, recherche son

DIRECTEUR LOGISTIQUE

pour cette nouvelle unité de production située dans un environnement de qualité et proche de grandes villes universitaires.

Il aura en charge la gestion et l'optimisation des flux de matières et de matériels :

- achats - gestion d'importants magasins de pièces et de matériels de rechange - gestion des commandes et des stocks de produits finis - expédition et organisation des transports.

De formation de type BAC + 4 ou équivalent (commercial, gestion ou technique), vous avez une expérience confirmée des achats, de la gestion des stocks et/ou des transports internationaux, une bonne pratique de l'anglais et si possible une formation complémentaire en logistique.

La rémunération, particulièrement motivante, est à la hauteur de cette fonction stratégique.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + C.V.) sous référence S/1511 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 353/19
67009 STRASBOURG CEDEX

nement garder
tête froide ?

SOPRA

Le Monde *des* Juristes

ORDRE DES
VOCATS
DE STRASBOURG

recherche son

Secrétaire Général

Sous l'autorité du Bâtonnier et des Membres du Conseil de l'Ordre, il sera chargé d'assurer la gestion administrative du Barreau et la coordination des différentes Commissions et Services.

Il animerait son équipe (au moins 6 personnes) en prenant la responsabilité de l'organisation et de la gestion interne et externe (informatique, publications, colloques...).

Ayant la quarantaine et étant titulaire d'un diplôme d'études supérieures en Droit Privé, il maîtriserait la langue allemande et éventuellement une autre langue européenne.

Son expérience a été acquise en entreprise, cabinet ou collectivité publique.

Ce poste est basé à Strasbourg et suppose une réelle disponibilité.

L'évolution de la profession et la nature de la fonction proposée confèrent à ce poste un intérêt réel pour une personne très motivée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. 120702/M, à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

23, boulevard de l'Orangerie, 67000 Strasbourg

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

Multinationale américaine (2 Milliards de \$ de CA) recherche pour son siège Europe un

Fiscaliste International

Grenoble

Vous créez cette fonction, rattaché au Directeur des Taxes Europe (25 entités réparties sur 15 pays). Vous prenez en charge tout type d'études liées à l'activité internationale de la société et participez à l'élaboration de montages spécifiques.

Agé de 30 ans environ, Ecole Supérieure de Commerce ou Bac + 5 avec une spécialisation juridique, fiscale ou comptable. Vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la fiscalité internationale acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Votre esprit d'initiative et votre capacité à vous adapter seront des atouts pour évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

Contactez Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. FC6840MIO.

MP

Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Lille

A 27 ans, tout le Juridique d'un Organisme Financier.

Cet établissement financier très performant - 600 personnes, bénéficie oet de l'ordre de 100 MF -, filiale d'un grand groupe international, s'est imposé en quelques années sur un marché fortement concurrentiel : le crédit à la consommation. Les 9 milliards d'en-cours qu'il génère et les 2 millions de clients qui lui font confiance sont là pour l'attester.

Le Directeur Financier vous confiera l'entière responsabilité des affaires juridiques. Chef de service, votre principale mission consistera à établir et gérer tous les contrats et documents émanant de la société, qu'ils soient à destination de la clientèle, des partenaires commerciaux, des banquiers et assureurs, des filiales du groupe, des actionnaires... Vous mettrez également en oeuvre une base de données documentaire et cooefierez l'ensemble des services sur les aspects législatifs les concernant.

Une formation juridique supérieure et quelques années d'expérience acquise au sein d'un établissement bancaire, financier, ou auprès d'un institutionnel, vous ont permis de devenir un juriste polyvalent. Pour votre entourage, vous avez le goût des affaires et vous fondez votre efficacité tant sur votre compétence que sur votre sens du dialogue et du travail en équipe. Ecrivez à Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris, en précisant la réf. 321 114 LM ainsi que votre niveau de rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

FISCALISTE JUNIOR

Dans le cadre de son association avec la société américaine McDermott, ETPM, important groupe français d'Offshore, recherche pour son siège social, situé à Nanterre un FISCALISTE JUNIOR.

En étroite collaboration avec les équipes opérationnelles et fonctionnelles du siège social, de nos filiales et établissements à l'étranger, vous assurerez le suivi fiscal de nos activités opérationnelles.

Ce suivi s'effectuera dès la phase d'appels d'offres jusqu'à la réalisation finale des travaux. Vous aurez, en outre, à assurer les déclarations fiscales appropriées. De formation supérieure universitaire (Droit ou Gestion),

vous avez opté pour une spécialisation fiscale (DESS Droit Fiscal). Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience en cabinet ou en entreprise.

Anglais courant, la pratique de l'espagnol serait un plus.

Si vous réussissez dans ce poste, vous aurez à terme la responsabilité de notre service fiscal. Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 8217 à EUROMESSAGES - BP 80

92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

ETPM

LA MER A SES

ARCHITECTES

PARIS-OUEST
GROUPE DE SERVICES DE TRES GRANDE NOTORIETE
cherche pour renforcer sa Direction Juridique Interne

JURISTE

HF

chargé notamment de constituer et de suivre des dossiers contentieux juridiques dans le domaine de la responsabilité civile des conseils, de l'immobilier et de la concurrence.

Ce poste autonome et évolutif qui suppose une grande disponibilité pour se déplacer, il est nécessaire d'avoir une formation de base niveau minimum de la Maîtrise appuyée impérativement sur une première expérience professionnelle en contentieux juridique.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence 1251 M à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92280 NEUILLY-S/SEINE

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE

Nous sommes l'un des 10 premiers français dans notre secteur avec un CA en forte croissance depuis 3 ans. La qualité, la rigueur et la rapidité de nos équipes nous permettent d'aborder avec assurance notre avenir. Aujourd'hui, nous recherchons un

Juriste

Débutant ou avec une première expérience, vous possédez une Maîtrise en Droit des Affaires, un DEA de Droit Immobilier ou un DESS de Construction. De plus, vous avez de bonnes connaissances fiscales et, si possible, comptables.

Au sein de notre Secrétariat Général, vous assurerez la gestion juridique et fiscale de la société et de ses filiales et participerez aux négociations, aux montages juridiques et au suivi des opérations.

Votre disponibilité, votre polyvalence, vos capacités rédactionnelles et relationnelles vous permettront de vivre un métier passionnant et ouvert.

Participer à notre dynamique vous intéresse ? Envoyez votre CV + photo + lettre manuscrite à notre Conseil RCO - 68 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

Rec

68, Bd Malesherbes 75008 PARIS

Le Monde *de la* Gestion

Important Groupe de services recherche pour sa Direction du Plan et du Développement située à Paris

CONTROLEURS DE GESTION

Vous serez chargés de l'établissement et du suivi de l'information opérationnelle (budget et reporting) des filiales du Groupe.

De formation Grande Ecole de Commerce, complétée si possible par un DECS, vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans en cabinet d'audit.

Connaissances de la micro-informatique indispensables. De fréquents déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. 13284 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE cedex qui fera suivre votre dossier.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST EUROMESSAGES

SOCIÉTÉ DU GROUPE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
LEADER DE L'AMÉNAGEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN
recherche pour PARIS

CADRE DE GESTION

Vous suivrez l'ensemble des problèmes financiers et de gestion d'une ou plusieurs Sociétés d'Economie Mixte clientes.

De formation supérieure en gestion, une expérience de quelques années est souhaitée dans le domaine de l'aménagement ou de la promotion immobilière.

Merci d'adresser votre candidature CV, prétentions sous réf. 14983 à Premier Contact - 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-FERRET.

afpa

Association nationale pour la formation Professionnelle des Adultes

UNE QUALIFICATION POUR UN EMPLOI
ENSEIGNEZ VOTRE METIER

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

LA QUALIFICATION POUR L'EMPLOI
UN EXPERT S'ENGAGE

مكثان النجلى

Groupe Français Industriel, leader mondial dans son domaine (CA < 1 MdF)
crée la fonction d'

Auditeur International

Bordeaux

Au sein de la Direction Financière du groupe, vous serez chargé de mener des missions d'audit sur le site industriel en France et au niveau du réseau des filiales commerciales (Europe, Amérique, Asie) à l'étranger. Parfaitement intégré dans le contrôle de gestion et travaillant en collaboration avec les auditeurs externes, vos rapports pertinents et clairs feront souvent l'objet d'une présentation avec recommandations à la Direction Générale. De formation supérieure et après trois saisons d'expérience en cabinet d'audit, vous souhaitez

passer à l'opérationnel dans un poste à fort potentiel au sein d'une entreprise dynamique. Cet environnement tourné vers l'international demande des qualités de personnalité affirmées et de bon jugement et suppose un excellent niveau d'anglais parlé et écrit.

Contacter Gilles de Montque, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM7112MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

analyste financier senior

H/F

PARIS

Filiale à 100 % d'une Banque de premier rang aux Pays-Bas qui figure parmi les 25 premières Banques en Europe et les 50 premières Banques au Monde, nous sommes un intermédiaire financier (100 personnes) spécialisé dans la gestion, le conseil et la commercialisation de produits financiers : SICAV, FCP, Produits d'Assurance-Vie, Bons de Capitalisation. Le développement du département de l'analyse financière nous conduit à créer le poste d'

ANALYSTE FINANCIER SENIOR

Vous devrez rédiger essentiellement à la suite de visites privées, des études et des flashs sur des sociétés françaises destinées à la clientèle nationale et internationale. Vous serez une personne influente dans vos opinions sur les valeurs grâce à vos facilités de communication.

Vous devrez vous déplacer occasionnellement en France ou à l'étranger pour de courtes durées. Vous avez le goût des contacts et faites preuve de synthèse et de rigueur.

Vous êtes de formation Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, IEP), le diplôme de la SFAF serait un plus.

Agé de 30/40 ans, vous maîtrisez l'Anglais et avez plusieurs années d'expérience en Banque ou Cabinet d'Etudes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. PB 01 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN
à l'écarte de talent

2, rue Louis David - 75116 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

RANK XEROX

Vous avez une formation grande école. Vous êtes débutant ou doté d'une première expérience. Vous possédez de bonnes capacités d'analyse et de conseil en gestion. Bien sûr vous avez le goût des outils informatiques et celui de l'optimisation de leurs performances.

Au sein de la Direction Planification et Contrôle de gestion, vous collaborerez à l'élaboration du plan financier de la société et des filiales en Interface avec la Direction Marketing. Vous aurez la responsabilité de l'analyse mensuelle des résultats et vous proposerez à la Direction Générale les actions

correctives nécessaires destinées à améliorer la rentabilité de notre activité. Vos qualités d'initiative et de contact feront de vous un interlocuteur responsable dans les négociations interfonctions.

Si vous voulez réussir avec passion dans un environnement performant et novateur, rejoignez-nous à Saint-Ouen et à La Défense, en nous adressant votre candidature, sous réf. GLM 146, à Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

décider c'est déjà évoluer.

Jeunes contrôleurs de gestion

Nous sommes un important organisme paritaire en fort développement dans le secteur de l'emploi formation. Dans ce contexte évolutif, nous adaptons nos structures et notre organisation et recherchons un :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 300/400 KF

Directement sous la responsabilité du Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous aurez pour mission de superviser l'ensemble de la gestion administrative, comptable et financière et de faire évoluer et appliquer les procédures.

Agé de 30 ans minimum, vous êtes actuellement Directeur Administratif et Financier, votre formation Bac + 4 (Maîtrise Sciences Eco, Gestion, Droit, ou ESC) et votre expérience d'au moins 5 ans dans un secteur tertiaire vous ont permis de maîtriser l'élaboration de tableaux de bord, le reporting budgétaire, la gestion du personnel, les Systèmes d'Information et de vous familiariser avec l'informatique.

possédez également une solide expérience de l'encadrement.

Poste basé en région parisienne.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à VOG, 10 rue Guillaume Tell, 75017 Paris qui transmettra. Discretion assurée.

Rigoureux et organisé, vous

possédez également une solide expérience de l'encadrement.

Poste basé en région parisienne.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à VOG, 10 rue Guillaume Tell, 75017 Paris qui transmettra. Discretion assurée.

Société d'analyse financière, adossée à un groupe financier de standing international, recherche dans le cadre de sa politique de croissance :

Analystes financiers

Une approche fondamentale et prospective :
une vocation avant tout !

Après avoir préparé et conduit des interviews auprès des directions générales, vous serez responsable, avec une large autonomie d'action et liberté de plume, de la réalisation des études financières stratégiques et prospectives dans une optique boursière, de certains des plus grands groupes français ou européens.

Vous êtes un ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ, doté d'une bonne intuition boursière et connaissant bien la Bourse de Paris.

Vous êtes un AUDITEUR, INTÉRESSÉ PAR L'ANALYSE FINANCIÈRE, avec une formation supérieure comptable et financière et des compétences en analyse financière et évaluation d'entreprises.

Vous êtes un INGÉNIEUR, PASSIONNÉ PAR L'ANALYSE FINANCIÈRE, ayant si possible complété sa formation par une école de commerce et/ou un MBA et ayant pratiqué l'analyse financière et l'évaluation d'entreprises.

Dans tous les cas, vos capacités de synthèse, de rédaction, votre connaissance des marchés boursiers ainsi que votre expérience des études prévisionnelles, sont vos principales qualités. Vous avez aussi une bonne connaissance de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère.

Alors, si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils, rejoignez vite notre groupe qui peut vous offrir un intérêt, des perspectives de carrière et, à terme, des passerelles intéressantes, et envoyez votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions), sous réf. 21263, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

ANALYSTE FINANCIER

JACOBS SUCHARD/
KRAFT GENERAL FOODS
FRANCE,
filiale agro-alimentaire
du groupe Philip Morris,
avec 2 800 collaborateurs et
7 milliards de francs de CA,
nous sommes leader sur la
plupart de nos marchés
(café, confiserie,
chocolaterie).

Au sein de notre Direction Contrôle de Gestion France, vous participez à la consolidation des résultats prévisionnels et aux analyses spécifiques. Dans le cadre de l'optimisation de nos transferts d'informations financières, vous assurez la conception d'outils informatiques et veillez à l'harmonisation des systèmes. Issu(e) d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans en Contrôle de Gestion. Vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse et votre sensibilité informatique ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais seront indispensables.

Si vous désirez aujourd'hui rejoindre un groupe international qui saura vous offrir de véritables perspectives d'évolution en France comme à l'étranger, merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) sous référence AF, à Laurent AMELINEAU - JACOBS SUCHARD FRANCE - 16, avenue Jean-Jaurès 94601 CHOISY-LE-ROI.

JACOBS SUCHARD
KRAFT GENERAL FOODS.FRANCE

FAITES IMPRESSION AVEC NOUS

Nous sommes la filiale française de NLEXMARK INTERNATIONAL INC créée en 1991 et qui a repris au niveau mondial à IBM la fabrication, la commercialisation et le support technique

d'imprimantes personnelles, machines à écrire, claviers pour ordinateurs personnels et postes de travail, fournitures. Nous recherchons pour notre Centre Européen situé à BOIGNY (8 kms d'Orléans)

COMPTABLE RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION EUROPEENNE

REF CELI

MISSION : - mettre en place un système de centralisation comptable pour les filiales européennes ; - assurer la consolidation de 3 sociétés françaises, 13 filiales commerciales en Europe, 1 filiale financière, - présenter et analyser les résultats mensuels sous forme anglo-saxonne, - former, assister et animer les pays, - assurer la liaison avec le siège aux USA.

PROFIL : Diplômé(e) Bac + 4 minimum, Maîtrise de Gestion, MSTCF, DECS ou ESC option Comptabilité ; justifiant de 3 à 5 ans d'expérience de la centralisation comptable d'un groupe de sociétés (comptabilité française et anglo-saxonne).

CONTROLEUR DE GESTION DEBUTANT

REF CGLI

PROFIL : Diplômé(e) Bac + 4 minimum, ESC option Finance Comptabilité, Maîtrise de Gestion...

Ces deux postes nécessitent pratique courante de l'anglais, capacité à travailler de façon autonome et en équipe, créativité, aptitude à communiquer et convaincre. Ils offrent des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV détaillé)

sous référence appropriée à :
LEXMARK INTERNATIONAL SA
Service du Personnel
RN 152, 45760 BOIGNY SUR BIONNE.
Discretion assurée

LEXMARK

Le Monde

Gestion

UNE DIMENSION DE CONSEIL POUR NOIRE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de la Holding de notre Groupe (l'un des tout premiers groupes bancaires, 24 000 personnes), votre mission sera d'envergure :

Chargé de mettre en place le système de reporting du Groupe, vous concevrez les procédures centrales et animerez des séances de travail réunissant les Contrôleurs de Gestion des différentes banques. Après analyse des points de vues et conception des solutions pertinentes, vous les formaliserez et les mettez en œuvre.

Chargé également de la conduite de chantiers d'analyses de gestion, vous présenterez leurs résultats aux instances de décisions du Groupe et des banques.

En liaison constante avec les états majors des banques et leurs contrôleurs de gestion, vous êtes le Conseil pour l'optimisation de la gestion de nos ressources.

Agé de 28 à 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Gestion ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une première expérience significative en Contrôle de Gestion, Organisation ou Audit (la connaissance du milieu bancaire est un plus).

Vous possédez le goût de la négociation, l'esprit de synthèse, la rigueur et bien sûr la motivation, nécessaires à la réussite de votre mission. Vous conditionnez par là votre évolution vers de hautes responsabilités au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 26233, à notre agence HCA, 19/21 Bd Gambetta, 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT
AGRICOLE DU
CALVADOS
CONFIRME SA
DYNAMIQUE
DE SUCCES :
1ERE BANQUE
REGIONALE,
60 AGENCES
700
COLLABORATEURS.

CHARGE D'AFFAIRES PME - PMI

CAEN

De formation supérieure BAC + 4, avec une première expérience bancaire ou financière, vous serez responsable du développement commercial d'une clientèle PME - PMI.

Vous la conseillerez dans le choix d'une stratégie bancaire et para-bancaire adaptée à ses besoins, en ayant le souci de la maîtrise des risques.

Votre mission implique naturellement la promotion des produits et services bancaires et l'étude des dossiers de financement.

De fréquents déplacements sont à prévoir dans le département du Calvados.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence CA/LM06 au Crédit Agricole du Calvados - Département des Relations Humaines - BP 6140 - 14064 CAEN Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION

Sur site (36)

N°1 mondial
des pompes centrifuges,
nous sommes un puissant
Groupe International
doté d'une organisation
franco-allemande.
Dans le cadre
d'une croissance
soutenue de nos activités,
la Direction du Groupe
recherche

Vos responsabilités sont multiples : préparation et suivi du budget annuel, reporting au Contrôleur de la Division, assistance au marketing, à la production et à la vente, tableaux de bord mensuels et bilan annuel.

Vous êtes l'interface entre les différents services du site et la Direction de la Division. Vous portez une analyse permanente sur les informations afin d'être une force de conseil, de contrôle et de proposition d'actions.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une première expérience réussie en contrôle de gestion en milieu industriel. La maîtrise de l'allemand est indispensable.

Le poste est basé dans l'Indre.

(réf. CGN)

ASSISTANT(E) DE GESTION

Sur site (74)

Dans le cadre de la mise en place de notre nouveau système de gestion, vous travaillez avec le Contrôleur de Gestion sur les missions suivantes : préparation et suivi des budgets, prévisions trimestrielles, analyses et études économiques diverses, commentaires des tableaux de bord.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous êtes débutant et vous maîtrisez l'allemand.

Le poste est basé à Annecy.

(réf. AGY)

Merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. à l'attention de Mme PELLETIER POMPES GUINARD - 179, bd Saint-Denis BP 320 - 92402 COURBEVOIE CEDEX

POMPES GUINARD



634 000 LECTEURS
CADRES SUPERIEURS,
le Monde est
la première source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSO 90)

Kaysersberg

Groupe JAMES RIVER-MONTEDISON
Entreprise Française leader sur les marchés des produits d'hygiène et domestiques pour les marques
LOTUS-MOLTONEL-OKAY-VANIA-TRICOSTERIL-OB.

(CA : 3,5 milliards de F, 2 500 personnes) propose :

Pour sa Direction Générale, un poste d'

ATTACHE DE DIRECTION JUNIOR

(réf. A043778A)

Dans le cadre des missions confiées par la Direction Générale, vous aurez à réaliser des études financières, économiques, stratégiques et organisationnelles. Vous assurerez également des missions d'audit et le suivi de filiales et participations. De formation supérieure Grande Ecole ou Université (Bac + 4/5) option Finance/Contrôle de Gestion/Comptabilité, vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, possédez de bonnes connaissances en micro-informatique (Lotus 1.2.3) et avez rigueur et esprit de synthèse. Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Pour sa division Export et les services communs du siège, un poste de

CONTROLEUR DE GESTION

(réf. A043778B)

Vous assurerez le suivi des résultats mensuels, le reporting à la holding (Bruxelles) pour les services concernés et prendrez en charge l'élaboration du plan à 5 ans et du budget annuel.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience en Gestion des Entreprises. Vous parlez couramment l'anglais et avez une bonne pratique d'outils informatiques (Lotus 1.2.3).

Ces deux postes sont basés à COURBEVOIE (près du Pont de Levallois).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à PREMIER CONTACT - 38 rue de Villiers 92532 Levallois-Perret cedex qui transmettra.

ORGANISATEUR ADMINISTRATION ET FINANCE

Pour renforcer l'équipe Organisation de notre Direction administrative et financière, nous recherchons un Organisateur.

Interface entre les services Informatique et financier :

• vous définissez et mettez en œuvre les applications financières sur progiciel SAP

• vous assurez le suivi de notre gestion financière intégrée

• vous participez à la conception des systèmes d'information.

De formation école de commerce ou équivalent, éventuellement complétée par une Maîtrise, vous avez une expérience "organisation" de 5 ans dans le secteur industriel et informatique.

La maîtrise de l'anglais, votre sens du dialogue et votre rigueur vous permettront de réussir pleinement cette mission.

Afin de pouvoir vous rencontrer dans les meilleures conditions, précisez-nous vos disponibilités durant l'été.

Merci d'envoyer votre cv détaillé à Airbus Industrie,
Recrutement Officer, Human Relations Dpt.,
31707 Blagnac Cedex, N° télécopie 81 93 44 65

AIRBUS INDUSTRIE

Auditeur - Analyste financier

ADP : tout un monde de
compétences qui réunit
6.000 hommes et femmes
pour aménager, exploiter et
développer les aéroports
civils de la région
parisienne.
Nous recherchons le
responsable de notre section
AUDIT EXTERNE,
basée à ORLY



PRENEZ L'AEROPORT

Encadrant 3 auditeurs et leur assistant, vous assurez, en toute indépendance, le contrôle des procédures comptables et l'analyse de la situation financière de nos concessionnaires commerciaux (hôtels, boutiques des aéroports), dont les redevances représentent 14% de notre chiffre d'affaires.

Bac + 5 (diplôme d'une grande école de commerce ou gestion, DESS audit comptable), vous possédez une première expérience significative de la fonction en entreprise ou en cabinet.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. CTV/229 à Aéroports de Paris - Service Gestion prévisionnelle et emploi - Orly Sud 103 94396 ORLY AEROGARE CEDEX.



La Société de Banque Occidentale,
banque commerciale et d'affaires,
filiale d'un grand groupe bancaire
français et international, recherche des

Chargés d'affaires

A 25/35 ans, vous avez acquis une expérience significative des montages financiers complexes, notamment à l'occasion d'opérations de rapprochement d'entreprises, ainsi que des financements bancaires classiques.

De formation supérieure (Sciences Po, ESC, DESS banque, Maîtrise de gestion, CESS, IES...), vous êtes dynamique, motivé et possédez une bonne capacité d'adaptation.

Nous vous remercions d'envoyer votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo à Mme Dominique Tisserand, SDBO, OPRH, 8 rue de La Rochefoucauld, 75008 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir
l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent
et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكمان النحل

Le Monde de la Gestion

Une division importante, à dimension internationale, d'un Major du BTP recherche pour son siège en proche banlieue parisienne un :

Contrôleur de gestion

Région parisienne Nord-Ouest

250 KF

Sous l'autorité de la Direction de la Gestion Opérationnelle, il assure les fonctions traditionnelles du Contrôleur de Gestion, en particulier :

Il contrôle et conseille de façon opérationnelle les filiales et chantiers, assure les reporting auprès de la maison mère, analyse et surveille l'évolution des résultats et met en place des procédures homogènes de remontées des informations financières.

Agé de 25/30 ans, de formation supérieure, il justifie d'une expérience similaire et réussie d'au moins deux ans, de préférence dans le secteur du BTP.

Il devra être ouvert, adaptable, mobile et manifester une réelle volonté de s'investir pour ce poste offrant à terme de réelles possibilités d'évolution.

Une bonne maîtrise de l'Espagnol et/ou de l'Allemand serait appréciée.

Contactez Jérôme Giraud au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence JG 1206 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

Un groupe international coté en bourse recherche pour son siège un

Trésorier

PARIS

300 KF+

Sa mission principale consistera dans l'animation de la gestion de trésorerie des divisions du groupe : contrôle de performances, formation et assistance aux trésoriers opérationnels. Il participera à l'établissement du reporting trésorerie et au back-office des opérations de marché.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, le candidat recherché doit justifier d'une expérience solide en trésorerie d'entreprise.

Son autorité et son sens du contact lui permettront de devenir l'adjoint du responsable du département.

Anglais courant et expérience micro-informatique.

Contactez Antoine MORGAUT au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence : AMG 1212 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

CONSEILLER DE GESTION



Dans le but d'accroître les performances financières de notre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller nos concessionnaires de la région Est-Franche Comté-Bourgogne dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration du plan de financement), et d'autre part, de mettre en place sur le terrain les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou DECS, et avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus.

Le poste est basé sur la région concernée et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/08/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

Gestion commerciale et administration de contrats internationaux

Deux gestionnaires débutants ou première expérience

Nous sommes un groupe industriel de toute première importance technologique et de dimension internationale. Notre équipe commerciale gère de très importants contrats internationaux pour plusieurs milliards de francs. Suivi des clauses, relations clients, maîtrise d'œuvre, organisation, contrôle de gestion des affaires, suivi logistique... En fait, il s'agit de l'ensemble de l'organisation d'affaires de longue durée dans le domaine d'installations industrielles complexes de haut niveau technologique. Nous devons nous renforcer et cherchons à intégrer deux gestionnaires.

Il s'agit d'un jeune, même débutant, de formation universitaire ou école de gestion, maîtrisant l'anglais. L'autre, davantage confirmé, ingénieur + gestion, justifiant d'une expérience de 3 à 5 ans minimum de gestion en milieu industriel.

Pour ces deux postes particulièrement évolutifs, des qualités de synthèse, de rigueur, le sens de l'équipe, une bonne aptitude à communiquer et le goût des chiffres sont indispensables.

Une bonne maîtrise des outils micro et de l'anglais est également requise. Ces postes sont à pourvoir en très proche banlieue parisienne ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. M/C 65 AD, à Olivier Chamette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel : 42 36 10 30.

OC CONSEIL
RESSOURCES HUMAINES

Un des leaders du marché du crédit aux particuliers, filiale d'un groupe prestigieux, accueille à son siège (banlieue Sud de Paris)

un contrôleur de gestion

Venez renforcer une équipe dynamique, où vous mettez en place le contrôle de gestion dans les filiales étrangères et participez à l'activité générale du service.

Jaune diplômé d'études supérieures, vous avez 3 à 4 ans d'expérience du contrôle de gestion, de préférence dans un établissement financier, et maîtrisez l'anglais. Votre capacité d'adaptation, votre sens de la communication et du travail en équipe sont des gages de réussite et d'évolution dans notre Groupe, en France comme à l'étranger.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, consultante (réf. 5485 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LILLE - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

JEUNE AUDITEUR

Après 2 à 3 ans d'audit externe en cabinet, vous souhaitez maintenant suivre la réalisation et le résultat de vos propositions.

Fortement appuyé par le Comité de Direction de SONEPAR ELECTRONIQUE, vous assurerez des missions d'audit et de conseil auprès de 19 sociétés européennes. Vous parlerez impérativement anglais (l'espagnol serait un atout supplémentaire). Basé à Paris, vous vous déplacerez fréquemment en France et à l'étranger.

La politique de développement soutenu du groupe permet d'envisager de nombreuses et diverses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru 75378 Paris cedex 08, sous réf. 674993/LM.

Mercuri Urval

Important organisme professionnel dans le domaine de l'habitat, recherche sur PARIS

Chargé d'Etudes Financières Junior

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous réaliserez des études et, sur le terrain, chez nos adhérents, des missions d'analyse financière et de révision. Vous participerez aussi à des actions de redressement, passant ainsi du diagnostic à la mise en œuvre des solutions proposées.

De formation supérieure comptable ou de gestion (DECS, Ecole de Commerce, MSTC, Maîtrise de Gestion), avec une première expérience, vous avez le goût des chiffres.

Capacité d'analyse et de synthèse, autonomie et disponibilité sont les qualités que nous attendons de vous.

Votre professionnalisme et votre facilité à communiquer vous feront apprécier de vos interlocuteurs à tous niveaux. Prévoir des déplacements de courte durée en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/724/C à notre Conseil B, av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand Consultants
RECRUTEMENT

BANDAI FRANCE
DISTRIBUTEUR DES PRODUITS BANDAI ET NINTENDO

Leader sur le marché Européen des produits de loisirs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction Europe, basée au siège à Paris 17^e crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHE Senior

Rattaché à la Direction Générale, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les filiales européennes et les usines. Il participera à la gestion des achats et présentera des recommandations à la Direction Europe suivant ses analyses de marché.

Ce poste évolutif et rémunérateur concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de type Ecole Supérieure de Commerce. Agé d'une trentaine d'années, il aura l'expérience du contrôle de gestion en entreprise et/ou en cabinet d'audit. Très à l'aise avec les chiffres, et familier de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9397 à notre Conseil.

SC sélection conseil
18 RUE MEDICIS, 75017 PARIS

semences CARGILL

CONTROLEUR DE GESTION

En étroite collaboration avec le Directeur Financier, il prendra en charge le contrôle de gestion : consolidation du budget, suivi des réalisations mensuelles, tableaux de bord, études économiques, reporting.

Une formation école de commerce et une expérience de 3 ans sont impératives. La maîtrise de l'anglais facilitera votre évolution dans le groupe.

Les entretiens auront lieu dès le 8 juillet à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature en mentionnant votre rémunération actuelle s/réf. 379 à C. DEVISCH - EUROSELECTION - 98 route de la Reine - 92513 Boulogne Cx. Tél. 47 12 51 51. Confidentialité garantie.

E U R O S ELECTION

Société spécialisée dans la fabrication et la distribution de jouets, leader en France (C.A. 700 MF)

Responsable Informatique France + Europe

Rattaché à la Direction administrative et financière, vous prendrez en charge l'ensemble de la gestion de nos systèmes d'informations. Vous assurerez le suivi du schéma directeur et ferez l'interface avec les sociétés de services informatiques.

Vous serez responsable du parc matériel (AS 400) et saurez améliorer les procédures de fonctionnement en relation avec les utilisateurs et initier le développement d'applications spécifiques en France et à l'étranger.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Miage), à 30/35 ans, vous souhaitez élargir vos responsabilités dans une fonction qui nécessite compétences techniques et organisation.

Autonome et responsable, votre personnalité vous permettra d'affirmer vos compétences. Anglais indispensable.

Poste basé en proche banlieue Nord.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/724/1 à notre Conseil B, av. Delcassé 75008 PARIS.

Coopers & Lybrand Consultants
RECRUTEMENT

Le Monde de la Gestion

Contrôleur de gestion

PICARDIE 200-250 KF

LA SOCIÉTÉ : Division importante (CA 1.200 MF) d'un groupe international de premier plan dans l'industrie mécanique de pointe.

LE POSTE : Bras droit du directeur de la fonction, vous prendrez en charge le reporting mensuel de l'usine, l'analyse de la rentabilité des produits, le développement des systèmes informatiques, les budgets semestriels et la mise en place de nouveaux outils de gestion. Vous participerez également à toutes les études économiques de l'opération.

LE CANDIDAT : Dynamique, créatif et "proactif" dans votre travail, vous souhaitez valoriser une première expérience de la fonction finance ou audit au sein d'un environnement industriel ultra moderne.

Merci de contacter Ivor ALEX au 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 1291/LAM à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu 75008 PARIS.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

Consolidation Senior

Paris - 300 KF +

Au sein d'un service de 4 personnes, vous serez impliqué dans la consolidation de 300 entités (essentiellement à l'étranger), la préparation des tableaux de bord de gestion, la définition des procédures et des principes comptables groupe et l'assistance auprès des filiales pour résoudre les problèmes techniques.

Diplômé d'une école de commerce avec une première expérience d'environ trois ans en cabinet d'audit anglo-saxon, vous recherchez un groupe véritablement international vous proposant d'excellentes perspectives d'évolution. Vous êtes capable de travailler quotidiennement en anglais.

ALCATEL

Merci de contacter notre Conseil : Ivor ALEX au 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 1292/LAM à Norman Parsons 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

aqirc ASSOCIATION DES CAISSES DE RETRAITE DES CADRES

Adjoint au Directeur Juridique

- Niveau : D.E.S. de DROIT
- Bonne connaissance des régimes complémentaires de retraite
- Sens de l'organisation et bon contact humain (service d'une quarantaine de personnes).

Adresser lettre manuscrite - CV - photo et prétentions à AGIRC - Raphaël DEVILDER - 4, rue Leroux - 75116 PARIS

ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Le Conseil Général de ce Département souhaite mettre en place avec rigueur une politique ambitieuse et renforcer le professionnalisme de ses services.

Au-delà de seconder le Directeur des Services Financiers dans ses fonctions, son Adjoint aura la mission de préparer et superviser l'exécution du budget, gérer la trésorerie, mettre en place un contrôle budgétaire spécifique selon les services, assister la Direction Générale des Services pour divers dossiers.

De formation supérieure, votre expérience des finances publiques vous permet d'être immédiatement opérationnel. Votre sens aigu de la communication et des relations humaines vous assure une intégration rapide et une collaboration efficace tant avec l'équipe en place qu'avec les élus. Votre potentiel sera déterminant pour une accession rapide à des responsabilités élargies. Un statut de contractuel comme un détachement sont envisageables.

Florence HADIAB vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3804/LM

BOSSARD Carrières
BOSSARD CARRIÈRES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

CROMOFILTER - AKKA - COKIN DISTRIBUTION

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Leader mondial sur le marché des filtres photographiques que nous fabriquons et distribuons dans 73 pays, notre activité concerne également la diffusion d'accessoires photo/vidéo. Dépendant directement du Président, vous assurez avec une équipe, le suivi comptable et financier, l'optimisation de la trésorerie (fr et devises) et le contrôle de gestion.

Avec nos sociétés conseils, vous avez la charge des dossiers juridiques et fiscaux.

Après quelques années d'audit dans un cabinet, vous avez acquis une expérience de Directeur Financier dans une PME et vous maîtrisez l'Anglais professionnel ainsi qu'une autre langue européenne.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite - CV et prétentions) à : THALES CONSULTANTS - Christine MANOURY-BETTE - 6, rue Monsigny 75002 PARIS.

THALES CONSULTANTS

Expert Financier de notre croissance interne et externe,

apportez d'abord votre compétence en fusions et acquisitions à notre Président et, comme prestataire, aux patrons des filiales en France et à l'étranger : de l'analyse des dossiers - tant français qu'internationaux - jusqu'à leur aboutissement réussi, en y intégrant une réflexion stratégique, votre même des recherches d'opportunités. Votre réussite devrait vous permettre d'évoluer au sein de la Direction Financière de la holding.

Puissant groupe industriel à croissance rapide et maîtrisée en France et à l'international (30% du CA), notre politique de développement et de diversification exige cette création de fonction, rattachée à notre Président au siège de la holding. 35-40 ans environ, formation supérieure type ESC, réellement bilingue anglais, maîtrisant la comptabilité anglo-saxonne, vous avez une expérience probante des fusions et acquisitions, idéalement après un poste financier en entreprise.

Une rémunération motivante et voiture de fonction, la vie dans une agréable ville de province (2h de Paris), des déplacements en Europe, un poste clé et évolutif... notre Conseil attend votre candidature s/réf. 8104-1. Discretion totale garantie.

SEQUOIA CONSULTANTS 60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, membre d'un réseau international, situé à Paris 8^e, nous recherchons

DIRECTEURS et RESPONSABLES DE MISSIONS AUDIT

Faits d'une expérience de 4 à 5 ans en cabinet, vous souhaitez bâtir votre avenir dans la profession.

Vous êtes attirés par une structure à taille humaine capable de vous offrir une évolution motivante. Comme nous, vous êtes passionnés par la qualité du service et la pertinence du conseil.

Merci d'adresser votre candidature à AMYOT AUDITEURS & CONSEILS 2, rue Washington - 75008 PARIS



CHEFS COMPTABLES

vos ambitions pour votre réussite

Nous sommes leader national de la logistique et de la distribution de liquides. Depuis 30 ans, notre notoriété s'appuie sur les 1.500 collaborateurs qui sont, chaque jour, au service de nos clients.

Agé d'environ 35 ans, vous bénéficiez d'une formation DECS complétée par une expérience d'au moins 6 ans à un poste similaire. En relation directe avec le Directeur de l'établissement, vous assurez l'encadrement d'une équipe de 10 personnes.

Pour ces postes basés respectivement à Vitry-sur-Seine (94) et à Venissieux (69), vos capacités de synthèse, votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre aisance relationnelle sont des qualités indispensables.

Vos compétences vous permettront d'évoluer au sein de la société et du groupe.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez vite votre candidature (C.V. + lettre + photo) en précisant la réf. CCI pour Vitry-sur-Seine et la réf. CC2 pour Venissieux à SPAD - C. PETITI - B.P. 50 94400 VITRY-SUR-SEINE.

SPAD

CHEF DU PERSONNEL ADJOINT

Entreprise (1000 personnes) secteur de pointe implantée dans un département d'OUTREMER recrute l'Adjoint de son Chef du Personnel, universitaire ou diplômé d'une grande école.

Après une dizaine d'années d'expérience, vous maîtrisez bien les différents secteurs de la Fonction Personnel : relations sociales, administration du personnel, recrutement, formation, aspects juridiques... et vous aimerez enrichir votre expérience par un séjour Outre-Mer.

Vous seconderez, avec une large autonomie, le Chef du Personnel dans l'ensemble de ses fonctions en vous appuyant sur l'équipe existante. Ce poste requiert un sens réel des relations humaines et si possible une connaissance du milieu industriel.

Le en famille et avantages financiers liés à l'éloignement. Carrière assurée en Métropole au terme du séjour Outremer (3 à 6 ans).

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 26220/LM à HCA - 19/21, boulevard Gambetta 92137 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

PolyGram

LEADER EUROPEEN DE L'EDITION MUSICALE ET DE LA DISTRIBUTION DE DISQUES, CD, K7, VIDEO K7, LASERDISCS

JEUNE CADRE COMPTABLE

Réside d'une multinationale, nous recherchons l'un des principaux collaborateurs de notre Directeur Administratif.

Responsable de la comptabilité fournisseurs et stocks, vous aurez en charge l'animation d'une équipe et devrez faire vivre un projet de gestion intégré avant d'évoluer au sein d'une structure offrant jeunesse et professionnalisme.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et titulaire du DECS. Votre expérience (3 ans minimum) dans la fonction comptable vous a permis d'acquies rigueur et sens de l'organisation. Un court passage à l'étranger serait un plus.

Ce poste est situé à Antony (92).

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à : M. LAFONT - BOULEVARD - avenue Maurice Revel - BP 104 - 92164 ANTONY Cedex.

FIDORGA, Département de KPMG-FIDUCIAIRE DE FRANCE, intervient pour organiser les fonctions des PME PMI. Pour l'un de nos secteurs en expansion, nous recherchons un :

Consultant en Gestion et en Organisation de l'Information

Nous vous proposons un poste de conseil impliquant :

- Sur le plan personnel : des capacités d'organisation et un sens prononcé de la communication.
- Sur le plan gestion : une connaissance approfondie des systèmes d'information, de la gestion des entreprises et de la gestion des ressources humaines.
- Sur le plan technique : une expérience reconnue en matière de conception et de mise en place de systèmes de gestion.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de 5 ans minimum en entreprise et dans un cabinet de conseil.

Vous intervenerez auprès de nos clients pour : analyser, concevoir, mettre en place et faire évoluer les systèmes d'information de nos clients.

Pour bénéficier de l'offre, envoyez votre candidature à :

FIDORGA 10, rue de la République - 92100 CLAMART

FISCALISTE INTERNATIONAL(E)

Après une expérience de 4 ans dans un groupe multinational ou un cabinet de conseil international, vous avez acquis une compétence en fiscalité française et internationale.

Le département fiscal d'un des premiers cabinets de conseils juridiques et fiscaux internationaux à Paris vous offre l'opportunité de développer votre carrière et vos responsabilités.

La pratique de l'anglais écrit et parlé est indispensable à votre réussite.

Ecrire sous n° 8348 Le Monde Publicité
15/17, rue du Col-P-Avis
75002 Paris Cedex 15.

36 15
IM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

هكنا من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

Filiale de la Banque mondiale

La Société financière internationale va augmenter son capital de 1 milliard de dollars

Le conseil d'administration de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale pour la promotion des investissements privés directs dans le tiers-monde, s'est réuni le 28 juin pour une augmentation de 1 milliard de dollars de son capital. D'après son directeur général, M. William Rytie, cette augmentation du capital, qui sera portée de 1,3 à 2,3 milliards de dollars, permettra à la SFI de maintenir un rythme de croissance soutenu de ses opérations dans le secteur privé pour les restes

des années 90. La SFI devrait ainsi pouvoir accroître ses investissements à un rythme annuel de 11 % à 12 % jusqu'à la fin du siècle.

Les financements approuvés pour des opérations devraient passer de 1,5 milliard de dollars pour l'année fiscale 1991 (achevée au 30 juin) à 4 milliards chaque année jusqu'à la fin de la décennie.

(Lire le dossier sur le développement du tiers-monde dans « Champs économiques » page 21.)

Mettant fin à deux ans d'austérité monétaire

La Banque du Japon abaisse de 0,5 % le taux d'escompte

La Banque du Japon a décidé, lundi 1^{er} juillet, de desserrer quelque peu le crédit en abaissant d'un demi-point son taux d'escompte officiel ramené à 5,5 %. Cette initiative vise à soutenir la croissance économique japonaise, alors qu'un léger ralentissement est actuellement observé tandis que les pressions inflationnistes sont maîtrisées, a précisé la Banque du Japon. La baisse permettra aussi de soutenir des marchés boursiers affaiblis. Le taux d'escompte, taux auquel se refinancent les grandes banques auprès de l'institut d'émission, était inchangé depuis le 30 août 1990 à 6 %. Il n'avait pas été abaissé depuis février 1987.

C'est de la Banque du Japon que partira le nouveau gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, cette politique de rigueur était destinée à enrayer des pressions inflationnistes croissantes et à casser la spéculation boursière et immobilière alimentée par plusieurs années d'argent facile.

En dépit d'une croissance économique rapide au premier trimestre (+ 2,7 %), l'économie japonaise montre actuellement quelques signes d'essoufflement (baisse des mises en chantier, investissements en léger recul, recul des ventes de voitures...), que les autorités, sou-

cieuses d'un pilotage fin de l'économie, ont voulu enrayer. Les économistes officiels attendent en 1991 une croissance d'environ 4 % après 5,2 % en 1990. Parallèlement, le front des prix a montré des déviations moites des signes d'apaisement après avoir culminé en début d'année lorsque l'inflation était supérieure à 4 % et rythme annuel. (AFP.)

Cartes bancaires : progression moindre en France en 1990

En 1990, le nombre d'opérations par cartes bancaires n'a progressé que de 10,9 %, contre un taux de 22,4 % l'année précédente, indique le Centre d'observation économique (COE), dans sa dernière lettre mensuelle de conjoncture. Le nombre de porteurs de cartes bancaires n'a augmenté que de 4,3 %.

« La forte progression du taux d'équipement des ménages les années précédentes explique en grande partie cette évolution modérée », estime le COE. Les cartes bancaires représentent 70 % des règlements et s'inscrivent au deuxième rang des instruments de paiement scripturaux, souligne le COE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DE GESTION holding du groupe Fastout

Les Assemblées générales des filiales et de la holding ont approuvé les comptes de l'exercice 1990 tels que les conseils d'administration les avaient arrêtés. Les caractéristiques essentielles peuvent être résumées comme suit par rapport à l'exercice antérieur :

BANQUE FRANÇAISE

Les capitaux moyens prêtés aux clients se sont accrus de 9 %, le développement intéressant l'ensemble des clientèles (particuliers, clients d'entreprises d'assurances, PME, fleuristes, secteur du lot). Le produit net bancaire a crû de 9,3 %, le résultat brut d'exploitation de 20,8 % et le résultat net après impôt de 41,4 % ayant plus que quadruplé entre 1989 et 1990. Le dividende passe de 1 à 2 F par action (plus avant fiscal).

INTERFLORA

Le nombre d'ordres de cadeaux-fleurs à distance s'est accru de 18,7 %, développement tout à fait remarquable. Le résultat brut d'exploitation a crû de 26,8 % et le résultat net après impôt de 9 %, malgré un produit exceptionnel important lors de l'exercice antérieur. Le dividende passe de 10 à 11 F par action (plus avant fiscal).

RENAUD SA

Principal grossiste français en fournitures pour fleuristes, ayant rejoint le groupe à la fin 1990, la société a augmenté son chiffre d'affaires de 8,1 % et son résultat net de 6,9 %. Un important programme d'extension France entière a commencé par la reprise en fin d'année de la société Valtier, base de lancement de Renaud en Ile-de-France.

DELO COURTAGE

Distributeur des produits de France-Loto, la société a suivi le développement de cette activité, encourageant pour le lotto, décevant pour la loterie où les nouveaux jeux commencent à peine à se substituer aux anciens. La marge brute a baissé de 9 % mais l'exploitation est restée équilibrée.

BFI

Le chiffre d'affaires de la filiale de services informatiques s'est accru de 21,4 % ; le résultat brut d'exploitation a été multiplié par 3,5 et le résultat par 8,7, malgré d'importantes charges dues à un investissement intense en logiciels et matériels nouveaux.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE GESTION

En 1990 six holdings ont été fusionnées pour aboutir à la nouvelle CFG, qui a réussi une augmentation de capital de 75 millions de francs par ouverture à d'importants porteurs financiers. L'actif net a été estimé à cette occasion à 610 millions de francs.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

	20 juin 1991
Total actif	655 942
dont	
Or	161 543
Disponibilités à vue à l'étranger	110 430
Encaissements	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 658
Or et autres soldes de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concours au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (hors obligations)	41 680
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	915
Effets privés	100 323
Effets en cours de recouvrement	48 137
Total passif	655 942
dont	
Billets en circulation	254 059
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	42 784
Comptes courants du Trésor public	35 253
Reprises de liquidités	10 531
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Conception des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Encaissements au Fonds européen de coopération monétaire	55 059
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	152 056

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur dépôt d'offres	3 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

TOKYO, 1^{er} juillet

Vive hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi en forte hausse avec l'indice Nikkei à 27 100,00 points, soit un gain de 3,51 %, à 24 108,76 points. Le volume des transactions a été sensiblement gonflé, tout en restant à des niveaux moyens, passant de 250 millions, vendredi, à 330 millions.

Le fait que la Bourse était depuis longtemps à l'arrêt d'éléments positifs dans le contexte de la monnaie du semestre passée a accentué la hausse.

VALEURS	Cours de 26 juin	Cours de 1 ^{er} juillet
Alco	1 250	1 280
Alcatel	1 000	1 020
Carat	1 480	1 550
Elf	2 580	2 570
Hitachi	1 500	1 520
Marubeni	1 870	1 900
Mitsubishi Heavy	702	724
Nippon	600	624
Toyota Motors	1 950	1 980

FAITS ET RÉSULTATS

■ Bénéfice de NYSE en hausse de 21 %. - Le New York Stock Exchange (NYSE), la plus importante place boursière américaine, a annoncé, vendredi 28 juin, un bénéfice net en hausse de 21 % à 7,81 millions de dollars (46,8 millions de francs) au premier trimestre, contre 5,62 millions (33,7 millions de francs) pendant la même période de 1990. Le chiffre d'affaires du NYSE a été stable à 89,3 millions (538 millions de francs) contre 89,4 millions au premier trimestre 1990. Le nombre moyen de titres échangés quotidiennement était de 193,6 millions à la fin du premier trimestre contre 199,4 millions un an plus tôt.

■ Monsanto : fermeture de trois usines. - Monsanto Co. prévoit de fermer au moins trois usines de produits chimiques et de licencier environ 2 500 personnes dans le cadre d'un plan de restructuration, a annoncé, vendredi 28 juin, un porte-parole du groupe américain. La compagnie a précisé qu'elle effectuait 125 millions de dollars (1,9 milliard de francs) de son exercice du deuxième trimestre 1991 à la fermeture de ses usines et aux coûts sociaux qu'elle va engendrer. Ces trois fermetures toucheraient la branche principale du groupe, Monsanto Chemical Co. qui contrôle trente-trois usines à travers les États-Unis et sept unités à l'étranger.

■ Accord entre M. Abihassira et Aechan. - Quelques jours après la reprise d'Euromarché par Carrefour, M. Jacques Abihassira a annoncé qu'il avait conclu avec Auchan un accord de partenariat aux termes duquel les trois hypermarchés de Marseille, Boulogne-sur-Seine et Issy-les-Moulineaux prendront l'enseigne Auchan. Le partenariat est une surprise. M. Abihassira, sorti en mai dernier

PARIS, 1^{er} juillet

Une vigoureuse reprise

Pour la première fois depuis un mois, la semaine s'est ouverte sur une note haussière sur Vivienne. Mais la reprise n'a pas répondu à tous les espoirs. Son amorcé dès l'ouverture matinale (+ 1,15 %), le mouvement devait après une courte phase d'accélération (+ 1,30 %) se ralentir quelque peu. De fait, les cotations de six valeurs (Suez, Club Méd., AXA, Lyonnais des Eaux, Alcatel et Lafarge), qui ensemble représentaient 17,8 % du poids de l'indice, avaient dû à ratatouilles jusqu'à 13 heures en raison des détachements de coupons. Une fois l'affaire faite, le CAC 40 a poursuivi sa marche à l'avance de 0,88 % avant de disparaître quelques instants des écrans à la suite d'une nouvelle panne du système. Seul, dans l'après-midi, la progression moyenne des cours ne dépassait pas 0,80 %.

Sur le parquet, les opérateurs ont eu un peu de mal à se faire en effet la première séance du mois de juillet mais aussi du second semestre à la Bourse de Paris. Après les turbulences de ces dernières semaines, beaucoup s'attendaient à mieux, ne s'agissant pas par pur effet technique. Selon les professionnels, le marché s'est borné à enregistrer la bonne nouvelle venue du Japon, où la Banque centrale vient d'abaisser son taux d'escompte d'un demi-point à 5,5 %. La contagion gagnera-t-elle la France ? Plus personne n'y croit vraiment, pas plus qu'à la reprise économique d'automne dans les « potiques ». Parfait, et rappelez un peu trop sans y croire. Méthode Coué ? Pour beaucoup, la cause est ailleurs : avec les milliards que l'Etat s'approprie à retirer de la circulation, la croissance ne reprendra pas avant le printemps 1992, et alors ? Après cela, M. Bérégovoy peut toujours promettre de ne pas lever de nouveaux impôts en 1992.

Les actions de 400 entreprises

Le gouvernement polonais a décidé de lancer une opération de « privatisation de masse », en distribuant gratuitement les actions de quatre cents grandes et moyennes entreprises d'Etat à 27 millions de Polonais. A annoncé jeudi 27 juin, le ministre polonais des privatisations, M. Janusz Lewandowski. Les entreprises devant être privatisées représentent 25 % de la valeur des ventes et 12 % de tous les salariés de l'industrie. Selon M. Lewandowski, il s'agit de la première opération de cette envergure dans le monde.

Cette forme d'intéressement populaire est une variante de la promesse faite par M. Lech Walesa lors de la campagne électorale de donner gratuitement à chaque Polonais un bon de 100 millions de zlotys (100 000 francs). Le bon de 100 millions de zlotys ne seront effectivement distribués aux citoyens polonais adhérents résidant en Pologne qu'au printemps de 1992. L'Etat polonais a prévu de distribuer 30 % du capital des sociétés privatisées, 10 % seront distribués aux salariés des entreprises et 60 % écopés à des groupes d'investissement.

■ Severn Trent lance 125 millions de livres d'obligations. - Severn Trent, deuxième société régionale de distribution d'eau britannique (centre de l'Angleterre), a réalisé un bénéfice impossible de 249 millions de livres (375 millions de francs) sur l'exercice 1990-1991, achevé en mars, contre 217 millions l'année précédente (+14,7 %) et un chiffre d'affaires de 627 millions de livres au lieu de 544 millions (+15,25 %). A la suite de son OPA infructueuse sur Cairn en octobre 1990, Severn Trent a inscrit une provision de 9,7 millions de livres, représentant le décalage entre le coût d'acquisition des actions de Cairn et leur valeur après l'échec de l'OPA. La compagnie a émis 125 millions de livres d'obligations à 11,625 % sur dix ans pour refinancer un emprunt souscrit en mai dernier pour acheter le groupe britannique de traitement des déchets Biffa (pour un montant de 212 millions de livres).

■ Eridiana prend le contrôle d'ISI. - Eridiana, chef de file du secteur agro-industriel de Ferruzzi, confirme qu'elle a pris, par l'intermédiaire de la SAFI, le contrôle de la société italienne qui produit 320 000 tonnes de sucre, soit 20 % de la production italienne. Cette nouvelle prise de participation contribuera aux résultats consolidés d'Eridiana pour environ 400 millions de francs (1,5 milliard de francs) de chiffre d'affaires et environ 50 milliards de francs (227,5 millions de francs) d'excédent d'exploitation. Le groupe Eridiana - Eridiana, Béghin-Say et ISI - dispose à ce jour d'un quota de production de sucre d'environ 1,9 million de tonnes.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citée	3430	3484	BOA	327	331
Amis Amis	281	298 50	Idem	132 90	129 80
B.L.C.	138	138	Improb. Hénault	826	840
Banque Paribas	810	810	L.P.B.M.	103 90	102 50
Born (L)	357	360 50	Local Invest	78	76
Boussier (Lyon)	211	211	Locat	124 90	124
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	985	970	Morin	375	375
Carrefour	422	420	Publ. Financ.	641	643
Carif	630	630	Real	337	337
C.E.G.E.P.	159 50	159 50	Revue-App. (L)	196	196
C.F.P.I.	282	281	S.H.M.	112	112
C.N.I.M.	948	948	Solent Invest (L)	396	403 90
Codacore	282	282	S.T.T. Group	130	130
Concorde	1095	1101	Suez	280	275
Credac	220	220	T.P.I.	327 10	329
Dauphin	401 50	400	Thomson H. (L)	276	277
Dalme	1134	1134	Unilog	201	201
Dernachy Worms Co.	500	499	Viel et Co.	96	88
Develco	980	970	Y. St-Laurent Group	780	785
Devle	348	319			
Dufour	123	123			
Edison Bullfinch	216	216			
Europ. Propriété	270 10	262 30			
Finacor	127 90	127 90			
Franklin	130	130			
G.F.F. (Group. L)	231	230			
Grand Lys	389	377 40			
Grenoblet	218	218			
Grande Origny	753	730			
Gustaf	987	1000			
I.C.C.	225	231 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 28 juin 1991

Nombre de contrats : 70 670

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	145	145,84	144,88
Précédent	145,12	145,18	144,74

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
106	0,53	0,89	1,57	-

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	juin	juillet	août
Dernier	1 740	1 737	1 745 50
Précédent	1 739 50	1 732	-

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,1275 F ↓		PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-90)	
A Paris, lundi 1 ^{er} juillet, le dollar a ouvert en léger recul à 6,1275 francs, au cours des premiers échanges entre banques, contre 6,1445 francs au fin de vendredi 28 juin. Même tendance à Francfort, où la devise américaine a commencé la semaine en légère baisse, et à Tokyo, où le dollar perdait 0,31 yen à la clôture de lundi 1 ^{er} , à 137,84 yens contre 138,15 yens vendredi 28 juin.		Industrielles : 114,1 113	
FRANCFORT 28 juin 1 ^{er} juillet		S&P 500 : 311-312-311	
Dollar (en DM)	1,8135 1,8125	Indice général CAC 40 : 478,32 478,77	
TOKYO 28 juin 1 ^{er} juillet		S&P 500 : 311-312-311	
Dollar (en yen)	138,15 137,84	Indice CAC 40 : 1 747,99 1 747,62	

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
Paris (1 ^{er} juillet)	9 1/2-9 7/8	27 juin 28 juin	
New-York (28 juin)	6 1/2	Industrielles	2 934,48 2 906,75
		LONDRES (indice Financial Times)	2 452,50 2 414,80
		100 valeurs	1 912 1 890,38
		Mines d'or	197,50 206,99
		Fonds d'Etat	83,43 83,40
		FRANCFORT 27 juin 28 juin	
		Dax	1 666,99 1 622,18
		TOKYO 28 juin 1 ^{er} juillet	
		Nikkei Dow Jones	23 296,96 24 108,76
		Indice général	1 819,01 1 868,12

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SOIX MOIS	
	à la fin	au début	à la fin	au début	à la fin	au début
\$ E.-U.	6,1450	6,1300	+ 202	+ 212	+ 370	+ 1035
\$ can.	5,3809	5,3876	+ 57	+ 70	+ 74	+ 276
Yen (100)	4,4691	4,4760	+ 73	+ 82	+ 126	+ 407
DM	3,3932	3,3978	+ 14	+ 20	+ 22	+ 41
Flarin	3,0130	3,0169	+ 19	+ 27	+ 19	+ 47
FF (100)	16,4650	16,4970	+ 90	+ 130	+ 150	+ 510
PS	3,9269	3,9636	+ 64	+ 75	+ 105	+ 312
L (1 000)	4,5645	4,5699	+ 53	+ 38	+ 133	+ 360
£	9,9641	9,9784	+ 141	+ 113	+ 290	+ 459

TAUX DES EUROMONNAIES											
E-U	6 1/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 3/8	6 3/8
DM	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	7 7/8	7 3/4	7 3/4	7 15/16	7 15/16	9 1/8	9 1/8
Yen	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9	9	9	9 1/8	9 1/8
FF (100)	6 1/2	9	8 1/4	9 1/8	9	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
PS	3 3/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
L (1 000)	7 1/2	7 3/4	7 13/16	8 1/16	13/16	15/16	15/16	7/8	7/8	11 3/4	11 3/4
£	10 7/8	11 1/8	11 1/8	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 3/4	11 3/4
Franc	12 9/16	11 5/8	11 9/16	11 11/16	11 5/16	11 7/16	11 7/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16	11 11/16
1 000	9 1/2	9 5/8	9 5/8	9 11/16	9 9/16	9 11/16	9 11/16	9 9/16	9 9/16	9 11/16	9 11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MANIÈRE DE VOIR 12

LE MONDE diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

160 pages 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة النهر

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1 JUILLET

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel																							
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4000	C.N.E. 7%	3606	3606	3606	0 - 02	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
886	B.N.P. T.P.	885	885	885	0 - 02	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
886	G.Lyon. T.P.	870	870	870	0 - 02	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
1200	Remont. T.P.	1256	1256	1277	+1 91	210	Cap. Extra	206	206	206	-1 44	300	Lafont	346	340	340	-2 44	678	Schneider	643	650	646	+0 47
1240	St. Louis T.P.	1140	1140	1140	0 - 02	230	Comp. Ind.	1160	1160	1160	-1 44	340	Lafont	347	350	350	+0 86	25	S.O.A.	27	27	27	0 - 02
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718	1700	1700	-1 11	1550	S.E.B.	1512	1535	1508	-0 40
780	Thomson T.P.	781	781	781	-2 78	248	Comp. Ind.	127	125	125	0 - 02	1700	Lafont	1718									

COMPTANT (sélection)**SICAV** (selection)

28/6

VALEURS				% du mont.		% du coupon		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours		VALEURS		Cours princ.		Dernier cours		VALEURS		Emission		Frans incl.		Rachet net		VALEURS		Emission		Frans incl.		Rachet net		VALEURS		Emission		Frans incl.		Rachet net																																																	
Obligations														Etrangères																																																																																			
Emp.Etat 9.875/77														C.I.M.														Magnat														A.A.A.														Financière														Peche Belge																											
Emp.Etat 9.875/78														C.I.T.R.A.M. (B)														Mind Delayot														221.18														221.08														11484														11484													
10.80% 7/83														Coligny														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
Emp.Etat 13.498/3														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
Emp.Etat 12.24/94														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
Emp.Etat 71% 85														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
10.26% mens 88														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
OAT 10% 5/2000														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
OAT 9.5% 12/1997														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
OAT 9.8% 1/1996														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
DTT 10.3% 1995														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
RTT 11.2% 95														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
OT 10.20% 95														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
OT 10.25% 97/98														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														Appogno														Financière														Pelvic, Eauville																											
CM 10 10 1979														Comptex														Mons														App																																																							

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché contraire

COMMUNICATION

L'application du plan Bourges

Les syndicats d'Antenne 2 se mobilisent contre les suppressions d'emplois

Encore sous le choc de l'annonce de 377 suppressions d'emplois (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet), les personnels d'Antenne 2 devaient tenir des assemblées générales lundi 1^{er} juillet pour étudier le plan du directeur général, M. Eric Giully, et envisager des actions contre ces mesures, unanimement dénoncées par les syndicats.

Si l'annonce n'a guère surpris, étant données les multiples déclarations qui l'avaient précédée, l'ampleur des suppressions cause un choc dans la société. Car quasiment tous les secteurs sont touchés : plus de 80 personnes à l'information, dont 50 journalistes, 80 personnes à la technique, plus de 50 à la production, etc. Au total, 295 postes techniques et administratifs, dont 84 cadres, et 82 emplois de journalistes sont voués par la direction à disparaître.

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) parle dans ces conditions de « mise à mort », dont la seule nécessité serait de « faire

disparaître du paysage audiovisuel une concurrence gênante pour les télévisions commerciales ». Une « décision politique » au moment où « sans problème apparent, le plan coûte 30 milliards de francs à la communauté », soit une dizaine d'années de budget d'Antenne 2.

Une grève immédiate semble peu probable : les syndicats veulent se donner le temps de la réflexion avant d'agir. Ils savent que des mesures du même genre doivent être annoncées cette semaine à FR 3, et souhaitent coordonner leurs actions face à une présidence commune. A côté des syndicats se met aussi en place une coordination des salariés, syndiqués ou non. La coordination, qui veut représenter tous les services et a installé des urnes pour consulter le personnel, dénonce les licenciements « arbitraires » et certains transferts d'activité vers le privé, par le biais de contrats de production.

La direction, qui met en avant son souci de « concertation » et de « transparence », doit recevoir jeudi matin les syndicats, et donner des explications sur son plan, service par service, à partir du 11 juillet, après le comité d'entreprise et le conseil d'administration prévus les 9 et 10 juillet.

M. C. I.

EN BREF

□ L'information réorganisée sur la Cinq. - L'information sur la Cinq, réorganisée en trois secteurs, accueille de nouveaux responsables. A côté du directeur actuel Patrice Duhamel, Guillaume Durand, qui abandonnera en septembre la présentation du journal - le nom de son ou ses remplaçants sera connu à la mi-juillet - est nommé directeur adjoint. Pierre Géraud supervisera les journaux, Patrick de Carolis, les magazines et documents d'actualité, Patrice Dominguez les sports. Venu de TF1, Jacques Segui sera chef des informations en remplacement de Jean-Yves Bouleau qui devient secrétaire général de la rédaction.

□ RFI en FM à Dakar. - Radio-France internationale (RFI) s'est associée à l'Office de radio-télévision du Sénégal (ORTS) pour créer FM 92, une radio « biculturelle » arrosant Dakar et sa banlieue. Les auditeurs dakarois pourront suivre désormais chaque jour dix-huit heures de programmes émanant de RFI (programmes français et RFI Plus Afrique) et six heures d'émissions produites par l'ORTS. Cet accord introduit l'ORTS dans le réseau francophone interactif constitué ces derniers mois par RFI.

□ Projet de chaîne d'information par satellite en Allemagne. - Les deux principaux groupes allemands de médias, Bertelsmann et Time Warner, ont signé un accord de coopération pour une chaîne de télévision par satellite consacrée à l'information, et destinée aux pays germanophones. D'autres sociétés allemandes, dont l'éditeur Georg von Holtzbrink, font partie de ce consortium, qui a demandé une autorisation au Land de Rhénanie-Westphalie. Bertelsmann est déjà l'opérateur de la chaîne généraliste RTL-Plus et de la chaîne à péage Première.

Dans un climat d'austérité

Double victoire française au Festival du film publicitaire

La France a remporté une double victoire au 38^e Festival international du film publicitaire qui avait lieu à Cannes du 24 au 29 juin. En plus d'une poignée de Lions d'argent et de bronze, elle y a décroché l'un des trophées les plus convoités, le Grand Prix, grâce au spot Perrier réalisé par Jean-Paul Goude et la maison de production PAC pour la filiale française du groupe publicitaire américain Ogilvy and Mather.

Comble du paradoxe, ce triomphe français a fait mentir l'un des « papiers » de la publicité mondiale, le Britannique David Ogilvy, qui déclarait le 25 juin au Figaro : « Les spots français sont très mauvais, j'ai parfois envie de casser mon téléviseur quand je vois certains spots ». Tout en avançant, sans des affaires obliges, sa « fierté » pour le film Perrier réalisé par sa filiale parisienne.

Reste que ce spot montrant un lion disputant la fameuse petite bouteille ronde à une jeune sauvageonne risque de connaître une carrière tumultueuse outre-Atlantique. Sa diffusion a déjà déclenché des protestations au sein des ligues de défense animalières, qui protestent contre cette utilisation du roi des animaux... Les « animaux » demeurent cependant largement présents, à égalité ou presque avec les enfants, dans les 3 778 spots présentés à Cannes par 43 pays. Les Etats-Unis sont comme à

l'accoutumée, les mieux représentés à Cannes avec 764 spots, devant le Royaume-Uni (379), l'Espagne (335), le Japon (318), le Brésil (274), l'Allemagne (250), la France (236) et l'Italie (227). Mais la plupart des pays touchés par la récession publicitaire - Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie - ont révisé le volume de leurs spots à la baisse, tandis que le Japon et le Brésil deviennent les grands pourvoyeurs de films de ce festival, et que de nouveaux membres font leur entrée à Cannes comme Chypre, Bahreïn, la Colombie ou le Kenya.

Les observateurs ont pu noter aussi une forte poussée des spots en faveur de la nourriture pour animaux et de l'automobile, des campagnes anti-tabac et anti-alcool ainsi que l'habitude prise d'y voir figurer des films incitant à la prévention du sida.

Globalement, l'austérité dans la réalisation des spots prouve que la crise est là. « Nous avons fait moins de films à gros budgets, il y a moins d'argent et les annonceurs sont plus féroces », confiait ainsi un publicitaire italien.

Le jury de vingt-trois publicitaires présidé par un Américain, M. Allen Rosenzweig, président du réseau BBDO Worldwide, en a pris acte. Il n'a accordé que 80 Lions, au lieu de 132 l'an dernier. « La crise est présente et, de plus, le jury a voulu réellement jouer son rôle en évitant les traditionnels marchandages entre pays », explique M. Jean-Pierre Villaret, PDG de Young and Rubicam-France, l'un des deux jurés français avec M. Alain Cayzac, PDG de RSCG-France. « Nous avons tenu d'avoir une approche pure et dure. Rien ne sera plus comme avant avec ce Cannes 1991. » Y.-M. L.

Palmarès

Grand Prix : le Lion et la Lionne, agence Ogilvy and Mather-Paris pour Perrier (réalisation Jean-Paul Goude)

Grand Prix de la presse : Gym (utilisation des préservatifs), agence Contrapunto pour le ministère espagnol de la santé (réalisation Films de Luxe, Spots Films Services, Madrid)

Palmes d'or : maison de production Coppos Films (Etats-Unis) The test of time (film ayant le mieux résisté au temps parmi les Lions d'or attribués il y a quinze ans) : Englimon pour le gin Gilbey, agence Young and Rubicam (réalisation Garrett Group)

Parmi les dix-sept Lions d'or - sur quatre-vingts Lions d'or, d'argent et de bronze attribués - figurent d'abord les Etats-Unis (5 Lions), la Grande-Bretagne (5), l'Australie (3), l'Espagne (2), l'Italie (1) et la Norvège (1).

Le Français Daniel Graudevert, président du management de Volkswagen, a été désigné « annonceur de l'année » pour sa collaboration pendant de nombreuses années et dans divers pays avec le groupe publicitaire DDB-Nedham.

Les rencontres de l'audiovisuel scientifique

Une fête de la science autour de la tour Eiffel

Pour la seconde année consécutive, l'audiovisuel scientifique veut monter à l'assaut de la tour Eiffel du 27 septembre au 6 octobre. Occupé pendant dix jours le premier émetteur de France n'est-il pas le meilleur moyen d'interpeller des télévisions qui ont oublié leur mission culturelle vis-à-vis de la science ? « L'on dernier, rappelle M. Jean Audouze, président de l'Agence Jules-Verne, les Rencontres internationales de l'audiovisuel scientifique ont réuni les chaînes américaines, japonaises, australiennes, britanniques ou soviétiques mais pas une seule télévision française ! L'énormité de ce paradoxe a provoqué un début de prise de conscience. Cette année, la SEPT sera en compétition et je ne désespère pas de voir à la fin une apparition ».

En décembre 1988, l'astrophysicien avait dénoncé dans un fameux rapport l'absence de politique scientifique dans les télévisions nationales. Depuis, Jean Audouze ne cesse de militer avec ses deux complices - le réalisateur Costa Gavras et Jean-Michel Arnold, responsable du CNRS audiovisuel - pour persuader les chaînes que la science « un large public. Démonstration en acte puisque les Rencontres de la tour Eiffel sont avant tout une fête qui rassemble chercheurs, artistes,

musiciens et ont attiré l'an dernier près de 400 000 visiteurs. On y passait allègrement des animations imaginées par les musées de la colline de Chaillot aux festivals, colloques et projections. Effervescence qui vaut bien celle des fêtes du cinéma ou de la musique et qui a inspiré à Jean-François Dars et Anne Papillaut du CNRS audiovisuel un joli petit film propre à faire réfléchir bien des programmeurs de chaînes.

Pour septembre prochain, le pari est encore plus audacieux : la totalité des grands musées parisiens, de la Cité des sciences au Louvre en passant par le Centre Pompidou, Orsay ou le Palais de Tokyo, ouvriront gratuitement leurs portes, accueilleront concerts, débats, projections, expositions ou ateliers pour enfants. Parallèlement se dérouleront le 8^e Festival de l'émission scientifique, les prix Caméra et Jules-Verne. « Tout cela, souhaite Jean-Michel Arnold, pour qu'on puisse vivre un jour sur les écrans français ce que me racontaient récemment deux producteurs suisses : leur magazine scientifique de 22 h 30 ne faisait que 3 % d'audience. Très mécontente, la direction a décidé de le programmer à 20 heures ! »

Renseignements à l'Agence Jules-Verne : Palais de Tokyo (47-23-71-78).

La mort de Victor Fay

Une grande figure de la gauche

Le journaliste et militant socialiste Victor Fay est mort samedi 29 juin, à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Victor Fay était une figure de la gauche communiste, puis socialiste, un de ces « kominterniens » des origines n'ayant pas tardé à rompre avec le stalinisme qui avaient apporté à la Résistance, puis dans les organisations d'inspiration marxiste, le poids d'un engagement décidé dès leur plus jeune âge et celui d'une grande culture historique et théorique.

Né le 18 mai 1903 à Varsovie, dans une famille d'origine juive très assimilé, portée par l'enthousiasme de la renaissance nationale polonaise en 1918, Victor Fay rejoint dès cette année-là le mouvement socialiste. Sous l'influence des idées de Rosa Luxemburg, il opte pour le communisme et, après son arrivée en France en 1925, adhère au parti français, dont il devient un propagandiste et un formateur. Il participe à la mise en place des écoles du parti et distingue de futures dirigeantes, comme Mme Jeannette Vermeersch, future épouse de Maurice Thorez, et Waldeck Rochet. Cependant, il entre bientôt dans le groupe des opposants qui, autour d'André Ferrat, critiquent les choix politiques et les méthodes de la direction de l'Internationale communiste, soumise à Staline, et s'expriment dans la première revue « oppositionnelle » clandestine, *Que faire ?*

C'est ainsi que Victor Fay rompt avec le PCF en 1936, lors des premiers procès de Moscou, et rejoint la gauche du parti socialiste SFIO. Il participera au combat contre l'occupant au sein des Mouvements unis de résistance à Toulouse, puis rejoindra Lyon, où, à l'appel de Ferrat, il prendra la direction du quotidien *Lyon libre*. Rédacteur en chef de *Combat*, à la suite d'Albert Camus, de 1948 à 1950, il devient ensuite rédacteur en chef adjoint des émissions vers l'étranger de la RTF jusqu'à sa retraite en 1967.

Ayant quitté la SFIO en 1958 pour le PSA, composante du PSU en 1960, Victor Fay avait été, dans les années 50, l'une des références de M. Michel Rocard, auquel il avait enseigné le « socialisme scientifique ». Hostile au ralliement au PS en 1974, lors des Assises du socialisme, il avait néanmoins adhéré à ce parti en 1981.

P. J.

CARNET

Mariages

- Danielle BENADON et Jean-Paul TROADEC sont heureux de faire part de leur mariage le 24 juin 1991.

32, rue Mollat, 75015 Paris.

Décès

- Le président de l'université de Bourgogne, Le doyen de la faculté de droit et sciences politiques, Le personnel enseignant et administratif de la faculté de droit, Les étudiants et anciens étudiants de la faculté de droit, ont le regret de faire part du décès de

M. André BLONDEL, professeur honoraire à la faculté de droit de Dijon, ancien membre du conseil de l'université, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 28 juin 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Michel de Dijon.

- M^{me} Jacques Imbert, son épouse, M^{me} Paulette Imbert, sa mère, M. et M^{me} Jean Imbert et leurs enfants, Sonia et Christian Imbert, ses enfants, Sigrid Gunst, sa belle-mère, M. et M^{me} Manfred Wagner et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques IMBERT,

rappelé à Dieu à la suite d'une longue maladie, le 26 juin 1991, à l'âge de cinquante ans.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits à l'association Tremplin (structure d'accueil pour petite enfance intégrant des enfants suite à un cancer).

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 juillet 1991, à 10 h 30, à l'église réformée de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13^e.

- Peu de temps après son fils Arnold,

Jacques SINGER

est mort le 22 juin 1991.

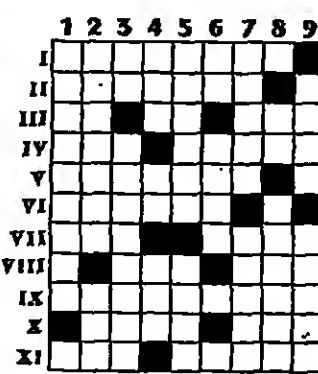
Selon son vœu, ses cendres ont été dispersées à Serbonnes (Yonne).

Docteur Béatrice Singer, Ariane Singer, Soli Amelva-Sanchez, 13, rue de Seine, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

PROBLÈME N° 5553



Solution du problème n° 5552 Horizontalement

I. Beignoirs. Bando. - II. Assourd. NI. Out. - III. Tiers. Edredon. - IV. Aa. Anouas. Pl. - V. Illégitime. Aren. - VI. Liéa. Gires. An. - VII. Leu. Sut. Côtes. - VIII. Rapiépage. II. - IX. Serres. An. Nasse. - X. Tancé. Strass. - XI. Située. Rient. - XII. As. Cerpe. Lingua. - XIII. Tebac. Cestiers. - XIV. Tir. Locelité. - XV. Enunère. Edentée.

Verticalement

1. Batailles. Porte. - 2. Asialie. Et. Sain. - 3. Ise. Leuras. Bru. - 4. Gorges. Amica. - 5. Nus. Spectacle. - 6. Or. Alguiseur. Or. - 7. Identité. Epicé. - 8. Ridoir. Casée. - 9. Ruminants. Clé. - 10. Nérée. Laid. - 11. Bide. Scénariste. - 12. Osa. Asinlan. - 13. Non. Ratisage. - 14. Dd. Panels. Nurse. - 15. Etain. Entes.

GUY BROUTY

HORIZONTALEMENT

1. Quand on y est, il faut s'allonger. - II. Où il y a quelque chose de vraiment stupéfiant. - III. Vieille ville. Qui a donc circulé. N'est pas un agrément. - IV. Quelque chose de acide. La première couche. - V. Un index. - VI. Est fourni par la défense. - VII. Parfois laissée en plan. Donne la jour. - VIII. Un peu de tout. Dans le désert. - IX. Un oursin beau comme un cœur. - X. Ne vaut rien quand elle est creusée. Cri dans un cirque. - XI. Consultée en premier. Serrés comme des sardines.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui marchent à la baguette. - 2. Fit subir un test. Fournit des pommes. - 3. Distancée. Une façon de seurt du bider. - 4. Qui a besoin de repos. Nota Soustrait. - 5. Prendre le dessus. Unité monétaire. - 6. Pronom. Est parfois à sec. - 7. Avoir un malin. Mauvaise langue. - 8. Certains sont longs. Vieilles sages. - 9. Peuvent être arrêtés par la pont. Sevrée depuis longtemps.

MOTO 1985									
5	15	16	18	40	41	12			
6									
7									
8									
9									
10									
11									
12									
13									
14									
15									

36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (dièges en 1^{re})
- Histoire-Géographie
- Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

- Sciences économiques et sociales avec l'A.P.S.E.S.

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEF

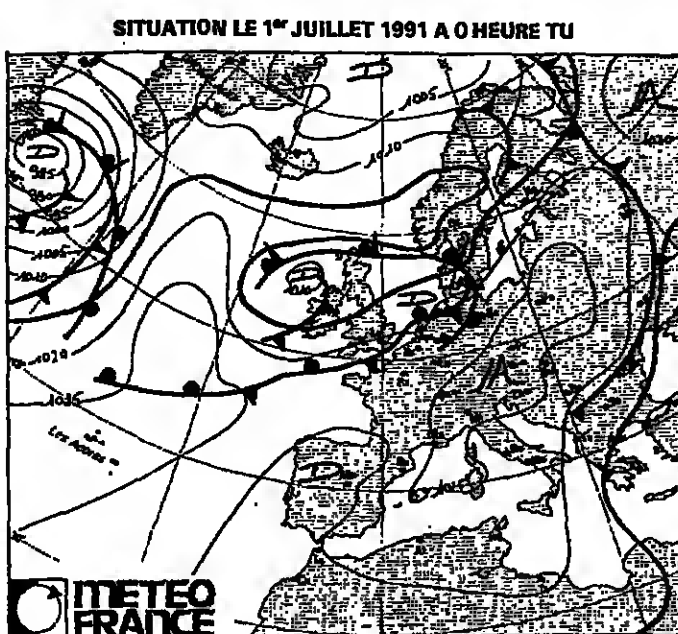
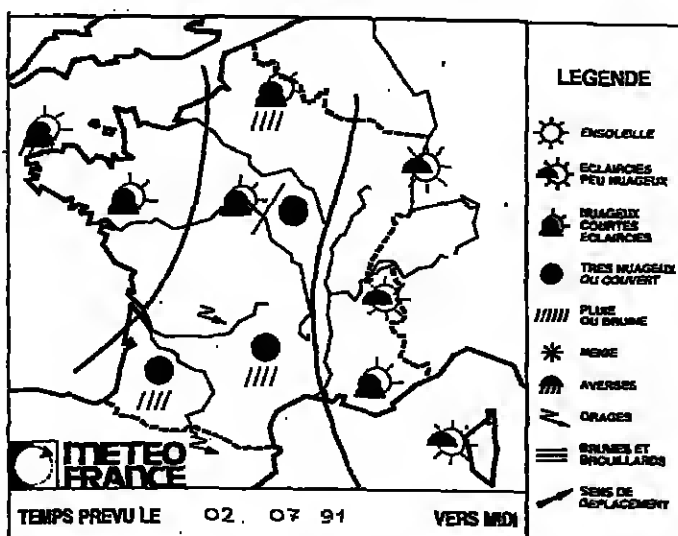
EDUCATION

ESIG

مكتبة القرآن

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 2 juillet 1991
Orageux.



Mercredi : orageux sur l'Ouest. - Le beau temps chaud devrait rester établi sur l'est du pays, avec toutefois des orages isolés. En revanche, les temps perturbés n'épargneront pas les régions de l'Ouest qui devront subir les rafales, la pluie, les orages. Heureusement la tendance ira vers l'amélioration à partir de jeudi.

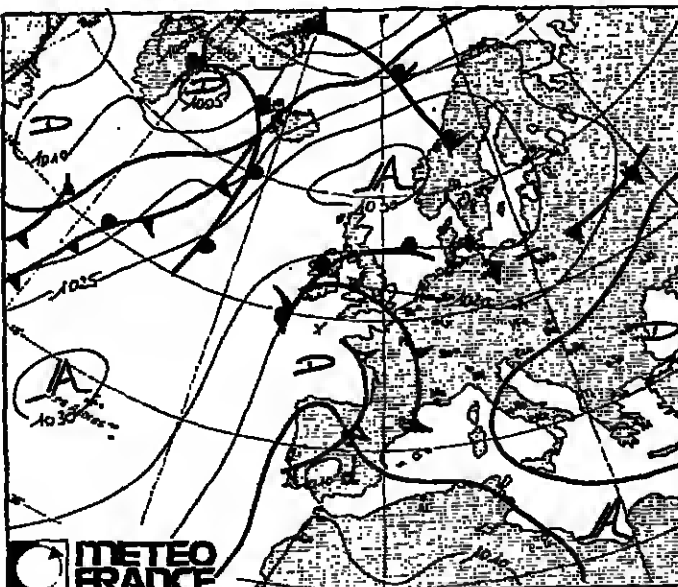
Sur toutes les régions de la moitié ouest le ciel sera très nuageux en général, des averses se produiront dès le matin sur la Bretagne et le Nord-ouest. Les pluies orageuses reprendront à partir de la mi-journée sur l'Aqu-

itaine, elle s'étendront l'après-midi sur tout le Sud-Ouest jusqu'à la Bretagne le soir.

Sur la moitié est du pays le ciel sera plus clair, de belles éclaircies se développeront le matin. L'après-midi il y aura bien quelques passages nuageux mais les orages resteront isolés, ils éparpillent la Corse et la Côte d'Azur.

Températures : au lever du jour 12 degrés à 16 degrés, l'après-midi 21 degrés à 25 degrés sur un grand quart nord-ouest du pays, 25 degrés à 30 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 30-6-1991 à 18 heures TU et le 1-7-1991 à 6 heures TU										le 1-7-91	
FRANCE				ÉTRANGER							
ALACON	26	12	D	TOULOUSE	23	12	C	LUXEMBOURG	22	15	D
HABITZ	27	17	N	TOURS	26	12	C	MADRID	33	15	D
BORDAUX	29	16	N	POINTE-A-PITRE	32	24	D	MARSAKEL	33	21	D
BRESEY	17	14	P					MEXICO			
CASN	24	13	P	ALGER	26	12	N	MILAN	24	9	D
CHERBOURG	19	13	C	AMSTERDAM	16	16	N	MONTREAL	24	16	D
CLEMONT-FE	27	12	C	ATLANTES	30	22	D	MOSCOW	30	25	N
DIXON	26	10	C	SANGHON	34	26	C	NEW-DELI	42	-	D
GRENOBLE	26	11	D	BARCELONE	28	14	D	NEW-YORK	32	20	D
LILLE	19	15	P	BERGAMO	21	13	N	OSLO	18	8	C
LONDRES	25	14	N	BERLIN	21	16	C	PALMA-DE-MAJ	29	12	D
LYON	26	12	D	BRUXELLES	20	16	P	PATIN	32	24	D
MARSEILLE	28	14	D	COPENHAGUE	17	13	C	RIO-DE-JANEIRO	29	-	F
NANCY	25	12	D	DAKAR	21	23	D	ROME	28	14	D
NANTES	24	14	C	DJERBA	26	17	D	SINGAPOUR	-	-	D
NICE	24	14	D	GENEVE	21	13	N	STOCKHOLM	18	9	N
PARIS-MONTS	26	16	N	HONGKONG	32	28	N	SYDNEY	-	-	C
PAU	25	15	N	ISTANBUL	26	20	N	TOKYO	20	25	C
PERPIGNAN	26	15	C	JERUSALEM	21	15	D	TUNIS	32	16	D
RENNES	24	14	C	LE CAIRE	33	21	D	VARSOVIE	17	7	N
STR-ETIENNE	25	12	D	LE HAVRE	23	14	P	VIENNE	24	14	D
STRASBOURG	25	11	D	LONDRES	21	14	P	VIENNE	22	10	D
				LOS ANGELES	22	17	D				
A			C			D			T		
a			c			d			t		
brume			ciel			orage			tempête		
			nuageux						neige		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le sorcier de Blois

Ce jour-là, Fête de la musique, le président partit aux champs. Ou presque. André Laignel, qui ne lui est point tout à fait hostile, l'attendait à l'assoudun. Jack Lang, qui ne désespère point de l'aimer encore davantage, l'espérait à Blois.

Et François Mitterrand est venu. Cala ne s'improvisait pas une visite de président, pea même un Paris-lasoudun-Blois-Paris. Les préfets y travaillent des mois. Les renseignements généraux se renseignent. Les syndicats mobilisent. Les agriculteurs manifestent. Les fanfaras répétant inlassablement la marche consulaire et les troupes de la présente-arms. Les enfants s'of-

frant un chahut bleu-blanc-rouge. Les démineurs déminent. Le GIGN investit les Zup. Et Jack Lang, ou diable l'avarice, en profita pour rénover de fond en comble sa mairie.

Canal+ diffusait, samedi, un reportage réalisé par l'agence Capa. Un document sans importance, caméra en belede, d'humour flâneuse et vaguement moqueuse, une sorte d'œil un peu concierger pour rapporter l'épopée, avant et pendant. Des voyages comme ceux-là, François Mitterrand en a trop faits pour que le charme de telles aventures le submerge tout à fait. Mais cela fait partie du métier. Et il faut reconnaître, pour parler comme

les rappers de Blois qui lui firent don d'un morceau de choix, le « rap du président », que le président justement « assure ».

Vu par les caméras, l'exercice est plutôt plaisant. Surtout quand les hôtes, eux-aussi, « rassurent » en grande inquiétude. A l'assoudun, par exemple, une image d'ali-ciausa montra André Laignel, debout, vérifiant la hauteur des micros et de l'estrade. « Il ne faut pas qu'on ait l'impression de voir un décapité, qu'on ne voie que la tête ! Non, je ne plaisante pas. » Il n'aurait plus manqué que cela. Il ne plaisait pas Jack Lang qui, lui, craignant la pluie, se ressura avec un précédent, la pluie du Panthéon, « une pluie qui lave, qui purifie », une sorte de pluie présidentielle. Le président déjeuna dans un château dont la conservatrice l'accueillait avec sa maman, elle-même conservatrice lors du premier septennat. La président fut reçu en main de Blois où Jack Lang lui vanta la vue imprenable, et virgilienne, sur le Cher. Et le président se vit offrir une édition originale d'une œuvre de Robert Noudin. Le ministre de la culture avait pris la liberté d'y faire ajouter un sous-titre : « Comment on devient sorcier ». Le président n'y voyant nulle intention maligne ne put qu'en conseiller vivement la lecture « à tous ceux qui se destinent à la politique ».

Signification des symboles : ► A voir ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 1^{er} juillet

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Surprise sur prise.
 - 21.55 Divertissement : Les Arnaqueurs. Emission présentée par Marcel Béliveau.
 - 22.45 Série : Police 2000. De Douglas Hayes.
 - 0.00 Magazine : Va y avoir du sport.
 - 0.55 Journal, Météo et Bourse.
 - 1.10 Au trot.
 - 1.15 TF1 Nuit.
- A2**
- 20.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale de la 7^e Coupe des clubs.
 - 22.20 Magazine : Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ? Danièle Mitterrand.
 - 23.30 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Rencontre du troisième type. ■■■ Film américain de Steven Spielberg (1977).
 - 23.00 Journal et Météo.
 - 23.20 Magazine : Océaniques. André Bretton par André Bretton.
 - 1.05 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.15 Sport : Athlétisme.
- M 6**
- 22.30 Meeting GNP à Villeneuve-d'Acq.
 - 22.35 Flash d'informations.
 - 22.35 Cinéma : La Course de taureaux. ■■■ Film français de Pierre Braunberger (1951).
 - 23.55 Cinéma : Do the Right Thing. ■■■ Film américain de Spike Lee (1989) (v.o.).
 - 1.50 Documentaire : Les Années Téléphona.
- LA 5**
- 20.25 Sport : Tennis. Wimbledon 1991.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Téléfilm : Commando Python. Magazine : Ciné Chq. Présenté par Bruno Cras.
 - 22.40 Cinéma : Le District. ■■■ Film français de Pierre Richard (1970).
 - 0.20 Journal de la nuit.
 - 0.30 Demain se décide aujourd'hui.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Paul Strand.
- 21.00 Cinéma : Avril brisé. ■ Film français de Urie Segal (1989).
- 22.30 Magazine : Cinéma de poche. Le journal « l'Espresso » n° 7 : Le document, cycle Alain Tanner.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 L'Histoire en direct. Le Tour de France.
- 21.30 Voies proscribes. Pictu Tchadadiev (1^{re} partie).
- 22.40 La radio dans les yeux. L'actualité des arts plastiques.
- 0.05 Ou jour ou lendemain. Avec Michel Schneider (un rêve de pierre).
- 0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 22 septembre 1990 à la Philharmonie de Berlin) : Méliomorphes pour cordes. Quatre derniers Lieds, de R. Strauss ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Kurt Masur ; sol : Edith Mathis, soprano.
- 23.07 Nuits chaudes. Chants d'Espagne, d'Albeniz ; Le Jardin clos, de Fauré ; Iberia, d'Albeniz ; Quevedo à cordes op. 121, de Fauré ; Danses fantastiques, de Turina ; Sonate pour violon et violoncelle, de Ravel.

Mardi 2 juillet

- De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- TF 1**
- 14.25 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
 - 15.15 Série : Tribunal (rediff.).
 - 15.45 Club Dorothée vacances.
 - 17.10 Série : Les Rues de San-Francisco (rediff.).
 - 18.00 Feuilleton : Riviera (2^e épisode).
 - 18.30 Jeu : Une famille en or.
 - 19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébé Show.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
 - 20.40 Cinéma : Vas-y maman. ■ Film français de Nicole de Buron (1978).
 - 22.20 Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Thierry Lhermite.
 - 23.20 Série : Des voix dans la nuit.
 - 0.15 Journal, Météo et Bourse.
 - 0.35 Au trot.
 - 0.40 Série : Mémoires (et à 5.40).
 - 1.05 TF1 Nuit.
- A2**
- 14.30 Série : Les Héritiers.
 - 18.00 Feuilleton : L'Age vermeil. De Roger Kahane (2^e épisode, rediff.).
 - 18.55 Magazine : Giga.
 - 18.08 Jeu : Des chiffres et des lettres. Animé par Laurent Cabrol.
 - 18.35 Série : Alf (rediff.).
 - 19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Les Dossiers de l'écran : Mardi, c'est donc la Belgique. ■ Film américain de Mel Stuart (1969).
 - 22.25 Touristes, le monde est à vous. Présenté par Alain Jérôme. Invités : Jean-Michel Baylet, ministre délégué chargé du tourisme ; le docteur Edouard Ozide, directeur médical de TMS Assistance ; Dominique Coste, accompagnatrice d'agences de voyages ; Jean-Dieter Grumbach, ancien escorte-passeur, co-directeur de l'agence Déserte ; Slimane Zeghoul, écrivain, conférencier ; Georges Colson, PDG de FRAM ; Jean-Pierre Bernardi, directeur de la tournée « groupes » au Club Méditerranée ; Pierre Maré, député, maire d'Amboise.
 - 23.35 Journal et Météo.
- FR 3**
- 13.30 Amuse 3 vacances.
 - 14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.
 - 15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
 - 16.20 Magazine : Zappier n'est pas jouer. Invités : Frédéric François, Eia, François Valéry, le Compagnon croisé.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information.
- M 6**
- 14.05 Série : Les Saintes Chéries.
 - 14.35 Série : Les Passions de Céline.
 - 15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
 - 16.40 Jeu : Hit hit hit heures !
 - 16.45 Jeu : Zygomusic.
 - 17.15 Série : L'Homme de fer.

- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Téléfilm : Les Fusils du désert.
- 22.20 Série : Equalizer.
- 23.15 Magazine : Culture pub.
- 23.40 Documentaire : Le Glorieux et la Balance. Légitime Défense.
- 0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 16.00 Documentaire : Orgues. Toccatos et Fantaisies. De Bruno Monsiegnon.
- 17.00 Documentaire : All Under Heaven. De Carrie Hinton et Richard Gordon.
- 18.00 Documentaire : Les Herbes aux cinq parfums.
- 19.00 Documentaire : Magritte. D'Adrian Maben.
- 20.00 Documentaire : Bombay, notre ville. D'Anand Patwardhan.
- 21.00 Théâtre : Le Mahabharata. De Peter Brook.
- 22.50 Documentaire : Hello Actor's Studio (1). L'Atelier des acteurs. D'A. Tressgot.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Archipel science. Un schéma stratégique pour le CNRS.
- 21.30 Tranche du mardi. Les nouveaux comportements amoureux (rediff.).
- 22.40 Les nuits magnétiques. En partance.
- 0.05 Ou jour ou lendemain. Avec Yves-Marie Berce (Croquants et nupieds).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 30 mai au Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 99 en si bémol majeur, de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn ; Ainsi parlait Zarathoustra, poème symphonique op. 390, de R. Strauss.
- 23.07 Nuits chaudes.

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOVAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

Sur ordre du ministère de la santé

Des lots de sang japonais retirés de la circulation en France

La Direction générale de la santé (DGS) a demandé, vendredi 28 juin, à tous les centres de transfusion sanguine de retirer de la circulation la totalité des poches de sang distribuées par la firme japonaise Terumo.

Mardi 26 juin, ce fabricant avait informé la Direction de la pharmacie et du médicament (DPHM) et la DGS de la nécessité de retirer du marché certains lots défectueux.

En effet, « des informations

des poches serait à l'origine de cas contaminés ».

Le retrait des poches distribuées par Terumo, qui alimente environ 20 % du marché français, a perturbé certains hôpitaux et les cliniques sur le territoire national. Par exemple durant la semaine, « la Sud-est, où la base de données de sang anagésiste ces dernières semaines est particulièrement sensible, a dû faire appel à des régions moins touchées », précise la DGS.

Les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, qui n'ont pas de contrat avec la firme Terumo, n'ont pas subi les conséquences de ce retrait.

M. L.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

« Contrôler les armements : la France doit rester exportatrice », par Jacques de L'Estroff ; « La tentation du tiers-monde », par Pierre Desbrières ; « Remettre au pas », par André Postel-Vinay... 2

Scission

« chez les communistes grecs » « Rénovateur » et « conservateur » se séparent... 6

M. Dumas en Jordanie

Le ministre des affaires étrangères pessimiste sur les chances de paix... 7

Le Parlement

« en session extraordinaire » Députés et sénateurs terminent l'examen de la réforme hospitalière et du projet de loi sur la ville... 10

Manifestation nationale

des harkis Un défilé tranquille dans les rues de Narbonne... 11

Education

La Fédération des conseils de parents d'élèves adopte un plan de redressement... 12

Basket-ball

La Yougoslavie championne d'Europe pour la cinquième fois... 13

Les musées de la mémoire

Un colloque à Mulhouse sur les musées de la société : écomusées, arts et traditions populaires, industries et techniques... 14

SECTION B

Un sommet pétrolier

à Paris Pays producteurs et pays consommateurs se rencontrent pendant deux jours... 17

L'évolution des revenus

entre 1987 et 1990 Le rapport du CERC : nette progression des ressources liées à l'augmentation de l'emploi... 17

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« Le développement à géographie variable » Le TGV et la Michelin • La chronique de Paul Fabre... 21 à 24

Les suppressions

d'emplois à Antenne 2 Les syndicats se mobilisent... 34

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 25 à 31
Camat... 34
Loto... 34
Marchés financiers... 32-33
Météorologie... 35
Mots croisés... 34
Radio-Télévision... 35
Spectacles... 15-16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 30 juin-1^{er} juillet 1991 a été tiré à 494 329 exemplaires.

Les difficultés financières de Sud-Marine

Au moins 2500 emplois sont menacés dans les industries maritimes marseillaises

Marseille

de notre correspondant régional

Sauf coup de théâtre, le tribunal de commerce de Marseille devait prononcer, lundi 1^{er} juillet, le redressement judiciaire de la société de réparation navale et de construction offshore Sud-Marine, qui emploie un millier de salariés. Faute de fonds propres et malgré un carnet de commandes bien rempli, celle-ci est en proie à de graves difficultés financières.

La déconfiture pourrait entraîner la disparition d'une quarantaine d'entreprises de sous-traitance employant mille cinq cents salariés et mettre en péril l'industrie de la réparation navale marseillaise.

Rescapée de la liquidation du groupe Terrin, en 1978, Sud-Marine, spécialisée à l'origine dans la maintenance des moteurs diesel marins, avait été reprise à cette date par le groupe AMREP, qui, à son tour, déposait son bilan en août 1984. Elle avait été gérée par un syndicat jusqu'à la fin de 1986, puis rachetée par le PDC des ateliers de construction navale Jean Pauli. M. Claude Miquet, en partenariat avec le groupe hollandais Dietsmann, en 1988, à la demande du ministère de

l'industrie, et avec l'aide de l'Etat, elle avait participé au sauvetage des Ateliers et chantiers Marseillo-Provence (ACMP), dont elle avait repris la branche industrie offshore. Elle avait alors connu une croissance rapide.

Tout en développant régulièrement son activité de réparation navale, elle avait obtenu d'importantes commandes offshore pour le compte notamment d'Elf Petroland et du norvégien Statoil. En fonction de ces commandes, d'un montant de 700 millions de francs, son chiffre d'affaires avait atteint 1 milliard de francs en 1991. La sous-capitalisation manifeste de la société lui a cependant été fatale. Obligée de passer par les fourches caudines des banques, elle a été incapable de faire face au financement des travaux qui lui ont été confiés et sur lesquels, en raison d'un dépassement de devis, elle risquait de perdre définitivement 100 millions de francs. Le ministre de l'industrie, M. Strauss-Kahn, a exclu toute aide de l'Etat en refusant notamment d'accorder un prêt participatif de 80 millions de francs sollicité par M. Miquet. Il a toutefois indiqué que ses services s'efforçaient de trouver un repreneur privé.

GUY PORTE

Trois jours après la disparition du Comecon

L'acte de décès du pacte de Varsovie est signé à Prague

Trois jours après la disparition du Comecon, les six pays membres du pacte de Varsovie se réunissent pour la dernière fois, lundi 1^{er} juillet, à Prague, afin de dissoudre l'alliance des socialistes de l'Est. Le 14 mai 1955, en pleine guerre froide, la structure militaire du pacte de Varsovie avait cessé d'exister le 31 mars. Il ne s'agit donc que d'une formalité : signer l'acte final de décès du comité politique consultatif, instance suprême du pacte.

Le vice-président soviétique, M. Guennadi Ianaïev, représente M. Mikhaïl Gorbatchev. Les chefs d'Etat tchécoslovaque, M. Václav Havel, polonaise, M. Lech Wałęsa, roumain, M. Ion Iliescu, bulgare, M. Jelenc Jelev, et le chef du gouvernement hongrois, M. József

Antall, accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères, devaient participer à la dernière réunion, au palais Czernin, siège du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. L'Albanie avait quitté le pacte de Varsovie en 1968 et la RDA avait cessé d'y appartenir depuis la réunification de l'Allemagne en octobre dernier.

La disparition du pacte est le « début d'une nouvelle ère historique », qu'il appelle à « la construction de nouvelles structures basées sur des relations équilibrées entre les pays de l'ancien bloc soviétique », a déclaré, dimanche 30 juin, le président Havel.

Les Hongrois, de leur côté, ont célébré dimanche leur indépendance retrouvée après quarante-six ans de présence des troupes soviétiques sur leur territoire. Une grande fête musicale d'adieu à l'armée rouge a été offerte par le maire de Budapest, M. Gabor Demszky. Dans un discours diffusé à la radio, le premier ministre, M. József Antall, a souligné que c'est la première fois depuis le mois de mars 1944 qu'il n'y a plus de soldat étranger stationné sur le sol hongrois. « Les menottes ont été enlevées, nous pouvons tendre la main en signe de paix à l'Union soviétique », a fait valoir M. Antall.

Des groupes de jazz, de rock et de musique folklorique jouaient en dix points de la capitale. Dans la rue, des marchands ambulants proposaient des médailles, des cartes postales et des badges avec l'inscription « Tovarichi koniec » (camarades, c'est fini), sous le dessin de la queue épaisse d'un officier soviétique, tirée de l'affiche de la campagne du Forum démocratique au cours des dernières élections libres en 1990. Les cloches de tout le pays ont sonné, pendant une heure dans la soirée. — (AFP)

La crise de l'informatique

Goupil devrait être mis en liquidation

Le constructeur de micro-ordinateurs Goupil devrait être mis en liquidation, apprend-on de bonnes sources. Il avait été placé en redressement judiciaire le 20 juin dernier après plusieurs mois de négociations avec le groupe informatique allemand Siemens, puis avec l'italien Olivetti.

La société Goupil, créée il y a douze ans, emploie quelque sept cent cinquante personnes, et accuse des pertes de 450 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 830 millions de francs au cours de l'exercice 1990, prolongé exceptionnellement jusqu'à fin mars 1991. La société est endettée à hauteur de 700 millions de francs environ.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Nippons et Teutons

Ce matin, j'étais là à dresser la liste de ce que je dois emporter en Bretagne, ciré, pataugas, crème solaire, tout ça, et qu'est-ce que je vois s'inscrire sur l'écran de TF1 ? Un article présenté par la malicieuse Vivienne Bissel, au fil de sa revue de presse, me demandant si c'est bien le moment de partir en vacances. Cette question ! C'est Challenging qui se pose. En rappelant que l'été dernier Fujitsu a attendu que l'alle à la pêche à la crevette pour gopher ICL. Tians, encaisse, ma vieille, t'aurais qu'à pas faire chuter notre production industrielle de 27 % en mois d'août.

Ca, c'est bien les Japs ! Elle a mille fois raison, la Crasson, ils passent leurs nuits à réfléchir aux moyens de me baiser. Et, en plus, ils m'accusent de racisme quand je les traite de fourmis, ces rats ! Ca, c'est pas mal ! Si on a même plus le droit d'évoquer le péril jaune, dans ce pays, où on va ? On va jouer dans la cour des petits. En deuxième division. Nos gesticulations contre l'impérialisme nippon les font doucement

rigoler, les nains aux yeux bridés : Allez-y, engueulez-nous, cherchez un bouc émissaire à vos faiblesses, à vos paresseuses. De toute façon, vous serez bouffés. Devinez par qui ? Par les Allemands.

Ouais, d'accord, elles sont bouffées, les toilettes de leur TGV, et ils savent plus où donner du mark à l'Est, n'empêche, j'ai l'article sous les yeux, ils exportent à tour de bras et ils nous écrabouillent sur les marchés de la bureaucratie, de l'informatique, des produits chimiques, du matériel électrique, enfin, bref, ils nous font la nique !

Nous, on est là à se trainer au quinzième rang des nations les plus compétitives, derrière la Finlande, la Luxembourg et même l'Irlande, sans songer qu'eux ils caracolent loin en tête d'une Europe bientôt germanisée. Alors, qu'est-ce que l'attend, Edith, pour leur taper dessus et les désigner à notre vindicte, ces gros pleins de bière, ces chiens de Huna ? Change la disquette. Et « la Java des Teutons » dépassera « l'Yé du Nippon dans l'air » au Top 50 de notre fanfane au soleil de l'été.

M. Paul Quilès annonce un plan de relance pour le bâtiment

STRASBOURG

de notre correspondant

Le ministre de l'équipement et du logement a annoncé pour cet automne « un ensemble de mesures budgétaires, fiscales et réglementaires » pour le bâtiment. M. Paul Quilès, devant le congrès de la Fédération nationale du bâtiment, à Strasbourg, a expliqué qu'il y a quelques jours qu'il en attendait des implications sur l'emploi, notamment celui des jeunes.

Pour le ministre, le souci d'« équilibrer la France » implique

« une démarche importante, au moment où d'énormes changements sont en cours en Europe ». Auparavant, le président de la FNB, M. Jean Domange, avait insisté sur « la détérioration de la situation de la branche : pour la première fois depuis des années, la croissance du bâtiment a décroché de la croissance générale ».

En dix ans, le nombre de logements sociaux mis en chantier est passé de 163 000 à 66 000. « Pour la première fois depuis 1985, a calculé M. Domange, le bâtiment et les travaux publics n'ont pas augmenté le nombre de leurs emplois. »

J. F.

SCIENCE & VIE

L'ASTÉROÏDE QUI A TUÉ LES DINOSAURES

Pourquoi la vie sur Terre s'est-elle arrêtée brutalement il y a 65 millions d'années ? Parce qu'une énorme météorite est tombée sur notre planète, provoquant tant de fumée et de poussières, que la nuit et le froid régneront sur Terre pendant plusieurs années. Ainsi périrent de très nombreuses espèces vivantes. Cette théorie controversée est aujourd'hui prouvée : on a retrouvé l'astéroïde qui a provoqué « la grande mort ».

ET AUSSI :

- Tout sur l'éclipse du siècle
- Feux : la forêt sous haute surveillance
- Retraites : ce que vous allez vraiment toucher !

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

مكتبة الشمل